

Joëlle Fontaine

De la résistance

à la guerre civile

en Grèce

1941-1946

La fabrique
éditions

De la résistance à la guerre civile en Grèce

Joëlle Fontaine

**De la résistance
à la guerre civile
en Grèce**

1941-1946

**La fabrique
éditions**

© La Fabrique éditions, 2012

www.lafabrique.fr

lafabrique@lafabrique.fr

Conception graphique :

Jérôme Saint-Loubert Bié

e-isbn : 978-2-35872-091-5

La Fabrique éditions

64, rue Rébeval

75019 Paris

lafabrique@lafabrique.fr

Diffusion : Les Belles Lettres

Sommaire

Introduction

I. La triple occupation et les débuts de la résistance (avril 1941-décembre 1942)

II. Résistance massive, ingérences britanniques (janvier-juillet 1943)

III. Les germes de la guerre civile (août 1943-mars 1944)

IV. La création du « gouvernement des montagnes » et le soulèvement des forces armées grecques d'Égypte (mars-avril 1944)

V. Le piège du Liban (mai 1944)

VI. Des hésitations lourdes de conséquences (juin-août 1944)

VII. Une singulière libération (septembre-octobre 1944)

VIII. Cinquante jours d'espoir – et de désillusions (fin octobre-novembre 1944)

IX. Le « dimanche sanglant » et l'explosion populaire (3-7 décembre 1944)

X. L'ELAS entre succès et négociations (8-16 décembre 1944)

XI. L'offensive britannique et le retrait de l'eLaS (17 décembre 1944-fin janvier 1945)

XII. L'accord de Varkiza et la restauration de «l'ordre» (février 1945-mars 1946)

Épilogue

L'Institut français d'athènes et la résistance grecque

Bibliographie

J'ai rencontré la Grèce au printemps 1962.

J'avais 19 ans et la tête pleine des dieux, des temples et des mythes qui avaient fait la joie de mon adolescence. Et j'ai découvert, à l'occasion d'un voyage de Manolis Glézos à Paris, des hommes et des femmes emprisonnés, torturés, déportés dans des îles lointaines, qui résistaient avec un courage extraordinaire. Plus tard, j'ai participé à Athènes aux grandes manifestations de l'été 1965, où toute une jeunesse vibrait à l'unisson des chansons de Théodorakis, et tentait de mettre fin au régime oppressif qui étouffait la Grèce depuis déjà vingt ans.

Puis j'ai été séparée de ma seconde patrie par les sept années de dictature : à moitié seulement, car c'est à Paris que s'étaient réfugiés beaucoup de ses adversaires, ouvriers, étudiants, intellectuels, artistes. Devenue entre-temps professeur d'histoire, j'ai vu que bien peu était connu en France de l'histoire récente de la Grèce – tout particulièrement de sa Résistance et de la façon tragique dont elle s'est terminée.

Ce livre est le produit de tout cela.

Je le dédie aux montagnards et aux partisans de la Grèce libre, aux jeunes gens et aux jeunes filles d'Athènes qui se sont sacrifiés pour une vie meilleure, et à ceux qui aujourd'hui relèvent le flambeau.

Introduction

Athènes, décembre 1944 : en pleine guerre, alors que les Alliés piétinent encore en Italie et reculent dans les Ardennes face à l'ultime contre-offensive de la Wehrmacht, des unités britanniques bombardent « de terre, de mer et du ciel » la capitale grecque. Leur but : anéantir l'EAM (le front national de libération du pays) qui a opposé pendant les trois années de l'occupation une résistance massive et héroïque aux occupants fascistes.

De quoi s'agissait-il ? Comme dans beaucoup de pays d'Europe, la libération laissait face à face les gouvernements d'avant-guerre, plus ou moins déconsidérés par leur inaction ou leur collaboration, et les forces de la Résistance bénéficiant d'un large soutien populaire, légitimées par leur combat contre l'occupant. En Grèce, l'EAM, le grand mouvement de Résistance rassemblant le parti communiste et d'autres petits partis de gauche, était de loin dominant face à un gouvernement mené par un roi honni de la population, qui avait passé toute la guerre en exil, et à une classe politique déconsidérée.

Mais la Grèce se trouvait être, depuis sa création en tant qu'État en 1830, dans la dépendance étroite de la Grande-Bretagne et Churchill considérait le régime monarchique d'avant-guerre comme le seul garant des intérêts de l'Empire. Il était prêt, pour l'imposer, à marchander l'abstention de Staline en lui concédant des facilités du même genre en Europe centrale et orientale. C'est ainsi que la Grèce fut, en 1945 et pour de longues années, le seul pays d'Europe où avoir été résistant entraînait persécutions, emprisonnement et déportation, tandis qu'on réservait les postes et les honneurs aux hommes qui avaient collaboré et participé au massacre des partisans. C'est pourquoi ce pays affronta une guerre civile de trois ans, suivie de régimes dictatoriaux jusqu'en 1974.

Ces événements sont révélateurs de la façon dont la Grèce moderne, avec son histoire si peu connue par rapport au prestige dont jouit l'Athènes de l'Antiquité, a été constamment maintenue sous la tutelle des grandes puissances. Ils éclairent en outre la question des origines de la guerre froide. L'historiographie française y voit la plupart du temps une réaction légitime de l'Occident face à l'expansionnisme de l'URSS qui aurait violé unilatéralement, au lendemain de la guerre, la liberté des peuples proclamée en 1941 par la charte de l'Atlantique. Le « coup d'Athènes », l'intervention britannique de décembre 1944, démontre pourtant que c'est la Grande-Bretagne qui a initié la politique d'intervention des trois Grands sur la destinée des États qu'il leur est revenu d'occuper¹.

De ce point de vue, l'insurrection du peuple d'Athènes s'inscrit clairement dans la « vague de révolution sociale mondiale » née de la guerre, décrite par Eric Hobsbawm². Dans plusieurs pays européens libérés par les Anglo-Américains, les mouvements de résistance ont dépassé de beaucoup le rôle limité dans lequel souhaitaient les cantonner les Alliés : ils étaient en mesure, non seulement de réclamer des réformes radicales et une participation au pouvoir, mais aussi de l'obtenir aussi bien par la voie parlementaire que par la force des armes. D'où les angoisses de ces grandes puissances obsédées par la crainte de « soulèvements radicaux », selon l'expression de Churchill, et prêtes à tout pour rétablir « l'ordre » d'avant-guerre. Or, comme le fait remarquer l'historien américain Kolko, la

supériorité des forces de la Résistance sur les représentants des classes dirigeantes traditionnelles était tellement grande à la Libération que « seule l'internationalisation de ces conflits sociaux internes empêcha [...] de transformer complètement la carte politique de l'Europe³ », les confrontations intérieures devenant, à l'issue de la guerre, des enjeux stratégiques pour les grandes puissances. C'est particulièrement vrai pour la Grèce, dont la position géographique dans la Méditerranée orientale a toujours suscité la convoitise des puissances dominantes, depuis sa création en tant qu'État.

L'indépendance de la Grèce, acquise par des traités signés à Londres en 1830, fut avant tout le résultat du soulèvement de la population contre un Empire ottoman en pleine décomposition. Son sort fut cependant tranché par l'intervention concertée des grandes puissances européennes de l'époque, soucieuses d'éviter la propagation des révolutions nationales et libérales et de ménager leurs propres intérêts, souvent contradictoires, dans cette zone. Le xixesiècle y fut surtout marqué par la rivalité entre la Russie et l'Angleterre. L'empire des tsars, cherchant un accès à la Méditerranée et donc la libre circulation à travers les Détroits, poussait au démantèlement de l'Empire ottoman et à la constitution, dans les Balkans, d'un grand État sous son contrôle. Ce projet s'appuyait sur la communauté de religion (le christianisme orthodoxe) et sur la composante majoritairement slave des peuples balkaniques. C'est pourquoi la Russie encourageait les mouvements de révolte dans la région.

L'Angleterre, la plus grande puissance maritime de l'époque, s'accommodait au contraire de ce faible Empire ottoman qui lui ouvrait la route des Indes et la laissait pratiquer son commerce à loisir. C'est donc avec beaucoup de réticences qu'elle accepta la création d'un État grec indépendant, et à deux conditions : en limiter au maximum la superficie⁴, et lui imposer un monarque absolu. Ce fut Othon de Bavière, encore mineur, nanti d'un régent anglophile. Le nouvel État reçut des prêts qui entraînèrent rapidement une charge de dette insupportable et le contrôle étroit de ses finances par une commission internationale. Les tentatives des Grecs pour étendre leur territoire se heurtèrent à l'opposition de la Grande-Bretagne qui intervint à plusieurs reprises pour écraser les révoltes, imposant en 1850 un blocus de plusieurs mois qui fit des milliers de morts de faim. L'Angleterre finit par destituer Othon et le remplacer par le prince Georges Glücksbourg de Danemark.

Mais le nationalisme grec avait suscité ou intensifié des mouvements de même nature dans les autres populations des Balkans : Serbes, Moldaves, Valaques, Monténégrins déjà autonomes, Bulgares toujours sous tutelle ottomane. Ce fut la source de sanglantes rivalités, notamment dans les régions où elles vivaient de façon inextricablement mêlée : la Macédoine, la Thrace et à un moindre degré l'Épire, ce qui fit des Balkans à la fin du xixesiècle la « poudrière » de l'Europe. La Grande-Bretagne soutint parfois les ambitions de la Grèce contre celles des peuples slaves dont le champion était la Russie : elle lui céda les îles Ioniennes qu'elle détenait depuis 1815 et accepta l'intégration de la Thessalie. Et lorsque les peuples balkaniques, d'abord unis pour s'affranchir définitivement de la présence ottomane, se déchirèrent entre eux pour se partager les territoires nouvellement libérés, la Grèce obtint, par les traités de 1913, outre la Crète, la partie la plus importante de la Macédoine, avec Salonique et Kavala, l'essentiel de la Thrace occidentale, une partie de l'Épire et les îles de la mer Egée⁵.

La participation de la Grèce à la Première Guerre mondiale aux côtés de la Triple Entente, œuvre du grand homme d'État Elefthérios Vénizélos contre la volonté du roi Constantin Ier, lui valut des traités à nouveau favorables : le sultan, qui avait soutenu

l'Allemagne, reconnut la souveraineté de la Grèce sur la Thrace orientale (sauf la zone des Détroits) et lui accorda l'administration de la région de Smyrne, sur la côte anatolienne de la mer Égée. C'était presque la concrétisation de la « Grande Idée » nationaliste grecque, dont les ambitions allaient jusqu'à Constantinople et à la totalité de la côte ionienne d'Asie mineure, à fort peuplement hellénique. Mais Mustapha Kémal, voulant sauvegarder une Turquie nouvelle recentrée sur l'Anatolie, s'opposa au débarquement des Grecs qui furent d'autant plus rapidement vaincus que l'Angleterre et la France leur retirèrent leur appui. Le nouveau traité de Lausanne (juillet 1923) rendit à la Turquie toute l'Asie mineure et la Grèce se trouva alors à peu près dans ses frontières actuelles.

Le traité ayant prévu l'échange des populations entre la Grèce et la Turquie, le début des années 1920 vit affluer un million et demi de réfugiés dans un petit pays qui ne comptait alors que cinq millions d'habitants. Dans ces régions où les populations étaient mélangées depuis des siècles, les transferts se firent sur des critères religieux et nombre de nouveaux arrivants ne parlaient pas le grec. D'énormes problèmes de logement se posèrent dans les villes, notamment à Salonique, à Athènes et au Pirée où se développèrent des bidonvilles et des quartiers pauvres auxquels les réfugiés donnèrent le nom de leur région d'origine : Kaissariani, Néa Ionia, Néa Smyrni... Pourtant, ce qui fut d'abord vécu comme une catastrophe marqua un nouveau départ pour la Grèce. L'État dut entreprendre de grands travaux d'assèchement des zones marécageuses, faire une réforme agraire, lancer une véritable politique agricole. C'est ainsi qu'apparurent des couches sociales nouvelles d'agronomes, de dirigeants de coopératives, d'employés de la Banque Agricole.

Malgré ces progrès, la Grèce qui aborde les années 1940 est encore peu développée. Près de la moitié des Grecs sont occupés dans des activités commerciales diverses, notamment dans une importante flotte marchande et dans une industrie en début d'expansion. Mais ces activités gardent le plus souvent un caractère familial. Dans les villes, la majorité de la population est constituée de petits artisans et commerçants, à côté des avocats, médecins, fonctionnaires, officiers souvent en surnombre. Les ouvriers sont peu nombreux, soumis à de dures conditions de travail et leurs salaires sont tombés bien au-dessous du minimum vital avec la crise des années 1930. À la campagne, la plupart des paysans, souvent endettés, s'épuisent au travail sur des terres trop petites. La sous-nutrition est courante, beaucoup de villages n'ont ni école, ni médecin et pas de service régulier de poste. Les zones montagneuses, qui couvrent la majeure partie de la Grèce, sont très difficiles d'accès : l'hiver, les animaux de trait ne peuvent emprunter les sentiers couverts de neige, où seuls passent hommes et femmes portant les charges sur leur dos.

De plus, la Grèce est restée dépendante de l'étranger pour les produits de première nécessité comme le blé ou l'énergie, alors qu'elle n'exporte guère que du tabac, des cigarettes et des raisins secs – mais aussi quelques minerais d'importance stratégique : bauxite, émeri, chrome. L'industrialisation repose en grande partie sur le capital étranger, essentiellement français et anglais, de plus en plus allemand à partir des années 1930. La dette extérieure n'a fait qu'augmenter et l'État a été déclaré en faillite en 1932. Le principal créancier reste la Grande-Bretagne qui, par l'intermédiaire de la Banque nationale, contrôle nombre d'entreprises industrielles et d'organismes publics.

Pendant l'entre-deux-guerres, deux partis ont dominé la scène politique de la Grèce. D'un côté le parti populaire, royaliste et attaché aux formes agraires traditionnelles. On y trouve les vieilles familles de propriétaires fonciers et de grands négociants, mais aussi les artisans

et petits commerçants de la « vieille Grèce⁶ » auprès desquels ce parti prend des allures populistes, se posant en défenseur de la petite propriété contre le grand capital. On y entretient le mythe nationaliste de la « Grande Idée » qui reste vivant auprès d'une partie des Grecs. De l'autre côté le parti libéral, marqué par l'écrasante personnalité de Vénizélos, de convictions républicaines – au moins jusqu'en 1935. Il recrute dans toutes les couches de la société, notamment chez les réfugiés, et œuvre à une modernisation du pays par un développement industriel appuyé sur le capital européen et plus particulièrement britannique.

Ces deux partis sont surtout des réseaux de clientélisme concurrents qui marchandent emplois et crédits pour gagner le vote des citoyens. Chaque changement politique – et ils ont été nombreux entre les deux guerres, coups d'État militaires et élections se succédant très rapidement – entraîne des purges dans l'armée et l'administration. La liberté de vote, au suffrage universel masculin, est minée par les pressions des politiciens locaux et par les interventions directes de la gendarmerie et de l'armée. L'État grec, hypertrophié, toujours aux mains des hommes de la « vieille Grèce », apparaît au peuple d'autant plus lointain que l'administration utilise une langue puriste et non la langue parlée, la dimotiki.

Il existe aussi d'autres partis et parmi eux, le parti communiste. Les guerres continuelles et l'arrivée des réfugiés ont entraîné une grande agitation sociale. La Confédération générale des travailleurs grecs a été créée en 1918 et le parti ouvrier de Grèce, après son adhésion au Komintern, a pris le nom de KKE (parti communiste de Grèce) en 1924⁷. Contrairement aux autres partis, le KKE propose un programme, un autre modèle de société et crée des organisations à la base. Il exerce une influence réelle chez les réfugiés et dans les régions à forte concentration ouvrière. Beaucoup d'intellectuels s'y rallient, étudiants, écrivains, professeurs qui souffrent de l'archaïsme de l'enseignement et, fait sans précédent en Grèce, le KKE s'adresse aussi aux femmes. Il est dirigé par des cadres professionnels venus surtout du milieu ouvrier, dont un petit nombre a suivi les séminaires de formation marxiste à Moscou.

Dans ses débuts, le KKE a cependant été handicapé par les luttes internes, par la stratégie sectaire « classe contre classe » et par le projet de Fédération balkanique mis en avant par le Komintern : il s'agissait d'y inclure un État de Macédoine et un État de Thrace, pour mettre fin aux passions chauvines résultant de la division artificielle de ces régions entre la Grèce, la Yougoslavie et la Bulgarie à la suite des traités de 1913. Ce projet, adopté par le KKE, équivalait à proposer le retrait de la Macédoine et de la Thrace grecques du territoire si difficilement constitué – perspective inacceptable pour la majorité des Grecs et notamment pour les réfugiés nombreux à s'y être installés, au point d'ailleurs d'en avoir radicalement changé la composition ethnique. Cela permettait aux gouvernements de tous bords de persécuter les communistes en les qualifiant de « traîtres à la patrie » au service des Bulgares – épithète qui leur restera attachée bien après l'abandon de cette ligne en 1935⁸.

Au cours des années 1920, parti libéral et parti populaire alternèrent à la tête de la République instaurée en 1924 à la suite d'un référendum. Mais en 1935, prenant prétexte d'une tentative de coup d'État des officiers vénizélistes, le général Kondylis prit le pouvoir, écarta de l'armée les officiers rebelles et restaura la monarchie à la faveur d'un référendum ouvertement truqué. Les seuls à protester contre le retour du roi furent les communistes et quelques personnalités dissidentes du parti libéral, tandis que la majorité des républicains et Vénizélos lui-même s'y ralliaient. Car s'ils avaient sur certains points des intérêts opposés (les officiers vénizélistes furent licenciés et remplacés par des monarchistes), les deux

grands partis se rejoignaient dans la peur du mouvement social qui agitait la Grèce dans ces années de crise mondiale : grèves et manifestations se succédaient malgré la répression et le parti communiste y puisait une force nouvelle.

Sous l'impulsion de son nouveau secrétaire général, Nikos Zachariadis, ce parti effectua en 1934 un tournant d'une grande importance. Du retard de développement de la Grèce et de sa dépendance vis-à-vis de l'étranger, il tira la conclusion que le KKE devait laisser provisoirement de côté ses idées de collectivisation et s'en tenir à des objectifs plus limités : annulation de la dette extérieure, nationalisation des entreprises étrangères, des grandes banques et des grandes unités de production, distribution des terres des grands propriétaires fonciers, fiscalité progressive, séparation de l'Église et de l'État et libre détermination des minorités nationales. La réalisation de ces objectifs devait aboutir à l'établissement d'une « démocratie populaire » du prolétariat et de la paysannerie – en grec *laocratia*⁹. C'est ce mot d'ordre qui sera popularisé dans les faits et par la propagande tout au long de la Résistance. Conformément à la nouvelle stratégie du Komintern, définie au même moment, le KKE se donna pour tâche la construction d'un front uni antifasciste : l'idéologie fasciste, qui rencontrait peu d'écho dans la société grecque, faisait en effet son chemin auprès de nombreux officiers monarchistes séduits par l'idée d'un État fort dominé par un chef, capable de faire obstacle à la contestation sociale, à l'exemple de Mussolini.

Sur ces bases nouvelles, le KKE passa de 1 500 adhérents en 1930 à 15 000 en 1936. Le Front populaire qu'il constitua avec le petit parti agraire de Sophianopoulos recueillit presque 6% des voix aux élections de janvier 1936 et se trouva en position d'arbitre entre les deux grands partis dont aucun n'avait obtenu la majorité absolue. Il signa alors avec le leader des libéraux, Th. Sophoulis, un accord de soutien à un éventuel gouvernement de celui-ci, ce qui créa la panique dans le camp des défenseurs de l'ordre. En avril 1936, devant l'impasse parlementaire et l'effervescence sociale généralisée, le roi plaça à la tête du gouvernement, avec les pleins pouvoirs pour cinq mois, le général Métaxas dont le petit parti fascisant n'avait pourtant que 6 députés. La décision fut approuvée par l'écrasante majorité des parlementaires, libéraux compris. Et le 4 août suivant, veille d'une journée de grève nationale, Georges II suspendit sine die les travaux du Parlement et les libertés publiques inscrites dans la Constitution.

Ainsi, comme beaucoup d'autres pays d'Europe, la Grèce de 1940 se trouve depuis plusieurs années soumise à une dictature fascisante. Métaxas concentre tous les pouvoirs. Il a dissous tous les corps élus, interdit partis politiques, syndicats et grèves, instauré la censure et le contrôle des enseignants et même de l'Église. Épaulé par son ministre de la Sécurité, Maniadakis, il fait régner une terreur impitoyable. Il faut un « certificat d'opinions politiques » pour obtenir un emploi public, de journaliste ou d'avocat. La police, la gendarmerie ont été renforcées et l'armée, autre pilier du régime, a intégré de nombreux jeunes officiers sympathisants du régime nazi. Excepté quelques dissidents du parti libéral, les communistes sont les seuls à tenter une résistance active à la dictature. Ils y gagnent un grand prestige, mais le parti paie un lourd tribut à la terreur : selon D.Close¹⁰, 1 870 communistes sont détenus en 1940 dans des prisons ou déportés dans les îles, où beaucoup meurent de privations et de maladies ; d'autres sont assassinés par des agents du régime. Le secrétaire du KKE, Zachariadis, a été emprisonné dès le début de la dictature, ainsi que la plupart des membres du bureau politique. La police a saisi d'importantes archives du parti et Maniadakis utilise ces renseignements pour infiltrer l'organisation clandestine mise sur pied par le KKE et semer la confusion en créant un parti parallèle, éditant lui aussi le

journal Rizospastis¹⁴. De plus, dans le cadre du réseau d'informations entre les polices des « pays européens civilisés » voulu par le régime nazi, des listes de noms sont fournies à la Gestapo par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Hitler à Athènes¹⁵. Quand les Allemands arriveront dans la capitale grecque, ils disposeront donc d'ores et déjà de certains fichiers et les communistes leur seront livrés directement par la Sûreté.

La guerre commence pour la Grèce dès octobre 1940. Le 28, les troupes italiennes, déjà installées dans l'Albanie annexée par Mussolini, pénètrent la zone frontalière de l'Épire. Malgré l'hiver particulièrement rude, dans cette région montagneuse dépourvue de tout grand axe de communication, l'armée grecque réussit en deux semaines à repousser l'attaque et à pénétrer en territoire albanais. L'agression italienne a en effet suscité un immense élan patriotique. Métaxas, qui n'a pu qu'opposer un « non » catégorique à l'ultimatum du Duce¹⁶, décrète une amnistie générale dont ne sont exclus que les communistes qui pourtant, des îles où ils sont déportés, demandent à être envoyés sur le front. Zachariadis lance de sa prison un vibrant appel à résister à l'invasion étrangère. Faute d'intendance, ce sont les femmes épirotes qui transportent sur leur dos munitions et ravitaillement. Cet héroïsme fait l'admiration de Churchill qui déclare à la Chambre des communes : « À l'avenir nous ne dirons plus que les Grecs combattent comme des héros, mais que les héros combattent comme les Grecs ! »

La guerre d'Albanie a laissé des traces qui marqueront fortement la Résistance. La collaboration entre population civile et unités militaires, souvent très autonomes vu la configuration du terrain, préfigure le fonctionnement de l'ELAS, la branche armée de l'EAM. Les blessés qui reviennent du front ont le sentiment, en partie justifié, d'avoir été trahis par un haut commandement militaire imprévoyant et incapable de coordonner l'action face à l'ennemi, et cela accentue le rejet du régime d'avant-guerre.

L'échec de l'attaque italienne contrarie vivement Hitler, préoccupé par son projet d'invasion de l'URSS. Il veut avoir les coudées franches en Europe centrale et méridionale et obtient des régimes amis de Bulgarie et de Yougoslavie le libre passage de ses troupes vers la Grèce. Devant ces menaces, le roi tente, après la mort de Métaxas en janvier 1941, d'obtenir l'aide des Britanniques, mais le général Wavell, engagé à ce moment-là dans une offensive victorieuse en Cyrénaïque¹⁷, n'est pas disposé à se priver d'une partie de ses forces pour une opération balkanique dont l'issue lui semble douteuse. Ce n'est pas la position de Churchill. Il ordonne à Wavell d'arrêter la progression en Libye et de se préparer à envoyer des troupes en Grèce. Le 7 mars, un premier contingent de 50 000 hommes y débarque sous la direction du général Wilson.

Il y a déjà dans cette affaire plusieurs traits caractéristiques de la politique de Churchill vis-à-vis de la Grèce. Le Premier ministre britannique a été animé toute sa vie par l'idée de l'Empire britannique – vision grandiose et romantique, disent ses thuriféraires, raciste et colonialiste, disent ses détracteurs. Il est prêt, pour tenter de maintenir la Grèce dans l'orbite anglaise, à reléguer au second plan les impératifs militaires mis en avant par le QG du Moyen-Orient. Or cette opération, qui oblige les Anglais à se replier en Égypte, ne sauve pas pour autant la Grèce de l'occupation allemande. Devant le revirement de la Yougoslavie, où le roi Pierre II, amené au pouvoir par un putsch militaire, s'oppose au passage des troupes allemandes, Hitler donne l'ordre d'attaquer les deux pays en même temps le 6 avril. Malgré une résistance acharnée, la percée allemande en Grèce est rapide. L'armée grecque est en pleine décomposition : plusieurs de ses généraux, ouvertement germanophiles, se donnent un nouveau chef, le général Tsolakoglou, qui signe la

capitulation avec les Allemands, puis avec les Italiens, malgré leur faible contribution à la victoire de l'Axe. Les soldats britanniques, qui ont vaillamment combattu, s'embarquent pour la Crète, salués comme des héros par la population athénienne.

Les premières divisions blindées allemandes pénètrent dans la capitale le 27 avril et Tsolakoglou prête serment en tant que Premier ministre de la Grèce occupée. Un mois après, Hitler lance une grande opération aéroportée sur la Crète, son objectif principal. Malgré l'intervention courageuse de la population, la bataille tourne vite à l'avantage des Allemands et la flotte britannique évacue en catastrophe ses troupes et ce qui reste des forces armées grecques. C'est dans l'un de ces bateaux que Georges II s'embarque vers l'Égypte, avec l'or de la Banque de Grèce.

Notes

- 1 . A.Fontaine, Histoire de la guerre froide, vol.1 : De la révolution d'octobre à la guerre de Corée, 1917-1950, Paris, Seuil, coll.« Points Histoire », 1983 [Fayard, 1967], p.232.
- 2 . L'Âge des extrêmes. Histoire du court xxe siècle, 1914-1991, Bruxelles, Complexe-Le Monde Diplomatique, 1999, chap.v.
- 3 . G.Kolko, Un siècle de guerres, Paris, Les Presses de l'Université Laval-L'Harmattan, 2000, p.256
- 4 . La Grèce de 1830 ne comprenait que le Péloponnèse, les Cyclades, les Sporades et l'extrême sud de la Grèce continentale. Athènes, capitale du nouveau royaume, n'était alors qu'une petite bourgade, comparée aux grands centres de l'hellénisme qui restaient hors du royaume, tels Iannina, Salonique et Constantinople.
- 5 . Sauf le Dodécanèse, qui resta à l'Italie et ne fut rendu à la Grèce qu'en 1947.
- 6 . On appelle ainsi les régions correspondant aux limites du petit État de 1830.
- 7 . KKE : Kommounistiko Komma Elladas. Les Grecs prononcent ces trois lettres (Kapa, Kapa, Epsilon) « Koukoué ».
- 8 . Les députés des deux grands partis votèrent unanimement en 1929 la loi de l'Idionymon : elle prévoyait des poursuites pénales contre ceux qui « conspirent à renverser la société par la violence et à retirer des territoires de l'État grec » et valut à la plupart des cadres communistes de longues périodes de prison ou de déportation dans diverses îles de la mer Égée. Ils pouvaient être libérés à condition de renier leurs idées et de signer une « déclaration de repentir » publiée dans les journaux de leur région. Mais c'était considéré comme un acte infamant dans un pays où le code de l'honneur était encore très vivant.
- 9 . De laos qui signifie peuple. Ce terme n'est pas équivalent à celui de démocratie, qui ne met pas l'accent sur le pouvoir du peuple par opposition à celui de l'aristocratie des riches.
- 10 . The Origins of the Greek Civil War, Longman Group Limited, 1995. C'est la traduction grecque (Athènes, Philistor, 2003) qui est utilisée dans ce livre comme ouvrage de référence (ici p.93).
- 11 . Le Radical, organe quotidien, clandestin, du KKE.
- 12 . V.Mathiopoulos, Décembre 1944. Documents diplomatiques suédois, suisses et alliés, Athènes, Nea Synora 1994, p.361 sq. D'autres fichiers seront utilisés pour l'élimination de la population juive de Salonique.
- 13 . Fil avait jusque-là tenté de maintenir une stricte neutralité, partagé entre ses sympathies pour Mussolini et la traditionnelle obédience à l'Angleterre. Le 28 octobre, jour où il a prononcé ce « non », est aujourd'hui celui de la fête nationale – façon très abusive de présenter Métaxas comme le premier résistant du pays.
- 14 . La Grande-Bretagne a installé dès 1939 un QG du Moyen-Orient, dirigé par Wavell, en Égypte : son ancienne colonie reste en effet tenue de lui prêter, en cas de conflit, ses ports, ses aérodromes et ses voies de communication. C'est de cette position que les Britanniques affrontent depuis quelques mois les régiments italiens de Libye.

I. La triple occupation et les débuts de la résistance (avril 1941-décembre 1942)

Hitler, qui a besoin d'un maximum de divisions pour attaquer l'URSS, n'entend occuper en Grèce que les zones stratégiques et laisse tout le reste du pays aux Italiens et aux Bulgares. Les Allemands tiennent donc la Crète, Athènes et le Pirée, une partie de la Macédoine avec Salonique, les îles de l'extrême nord de la mer Égée et une bande de terre en Thrace, le long de l'Evros qui marque la frontière avec la Turquie. Les Bulgares occupent ou plutôt annexent le reste de la Thrace et la Macédoine orientale : ils y installent des colons, contraignant 200 000 Grecs à l'exode ; un décret convertit ceux qui restent en ressortissants bulgares. Tout le reste du pays est administré par les Italiens, jusqu'à leur capitulation en septembre 1943 – sauf la partie grecque de l'Épire qui est rattachée à la « Grande Albanie ».

Ce démembrement entraîne une totale désorganisation, chaque occupant essayant de tirer le maximum d'un pays pauvre, épuisé par une année de guerre. Le gouvernement collaborateur tente sans succès de se donner un semblant de légitimité. Les chefs des deux grands partis, restés pour l'essentiel à l'écart de la collaboration mais déconsidérés par leur complaisance envers Métaxas, sont loin d'être à la hauteur de la situation. Coutumiers des jeux parlementaires, ils sont d'autant moins prêts à envisager une résistance active qu'ils sont généralement âgés et installés dans une vie confortable. Certains rejoignent le gouvernement en exil, mais la plupart restent à Athènes, dans une attitude hésitante bien exprimée par l'un d'entre eux, Georges Papandréou : « La vertu première d'un homme politique est la prudence ; le courage passe en second¹. » Ils gardent des contacts avec les ministres collaborateurs comme avec le gouvernement en exil, parfois même avec la résistance.

Ces « vieux partis », comme on les appelle, s'alarment du poids que prend très rapidement le KKE dans la lutte de libération nationale. Chris Woodhouse, qui sera le chef de la mission militaire britannique en Grèce, note à ce propos : « La seule chose capable de faire taire les querelles entre ces partis [...] c'était la peur du communisme, qui les paralysait plus que tout [...] Ils se retrouvaient au moins sur un point : c'est qu'ils considéraient non les Allemands, mais les communistes comme le danger principal². » La seule démarche qu'ils entreprennent, en mars 1942, est une lettre ouverte au gouvernement en exil et au cabinet de Grande-Bretagne, dans laquelle ils demandent un référendum comme préalable au retour du roi Georges II après la guerre : signe de l'extrême impopularité de celui-ci, dont les monarchistes eux-mêmes sont conscients.

Le gouvernement du roi en exil

Le roi et son gouvernement, maintenant mené par Tsoudéros, le gouverneur de la Banque de Grèce, se sont installés à Londres aux côtés d'autres monarches européens. Ils laissent en Égypte l'amiral Sakellariou, chargé d'organiser ce qui reste des forces armées grecques et de les mettre à la disposition du QG anglais du Moyen-Orient. Georges II Glücksbourg avait déjà trouvé refuge à Londres, lors de l'intermède de la République entre 1924 et 1935.

Il y avait tissé des liens étroits avec une partie de l'establishment britannique et parlait mieux l'anglais et l'allemand que le grec. C'était, dit l'historien J.O. Iatrides,

[...] un homme personnellement intègre, mais d'un potentiel limité. Enraciné dans une tradition qui s'appuyait sur la discipline, le respect du pouvoir établi et dans un paternalisme qui voyait dans l'immaturation et l'irresponsabilité des masses les raisons de la nécessité de sa présence, il refusa de regarder en face la dure réalité – le fait qu'en Grèce la monarchie n'était plus une institution populaire. Pendant toute la durée de la guerre, malgré tant de signes contraires, il s'obstina à croire que les critiques contre le trône étaient le fait de quelques propagandistes de gauche et de conceptions libérales naïves, de militaires britanniques aussi – alors que selon lui la grande masse du peuple grec brûlait d'impatience de le voir rentrer dans son pays³.

Le roi et son gouvernement sont totalement dépendants des Britanniques, qui leur allouent une somme annuelle et gardent l'exclusivité des communications avec la Grèce. Tsoudéros est un vénizéliste et a été exilé pendant la dictature, mais Georges II a gardé plusieurs ministres de Métaxas : il ne se résigne qu'en février 1942 à renvoyer les plus compromis et à abroger le décret du 4 août 1936 annulant les libertés constitutionnelles.

Cette orientation délibérément fasciste a des conséquences importantes sur les forces armées grecques concentrées en Égypte, qui participent dès 1941 aux combats d'Afrique du Nord sous le commandement anglais⁴. Elles ont été renforcées par des volontaires venus de Grèce après la défaite et par des membres de l'importante colonie grecque d'Égypte. La plupart de ces hommes sont de sensibilité démocratique et très vite des tensions apparaissent entre les officiers monarchistes qui font barrage à toute nomination de collègues vénizélistes, et une organisation militaire antifasciste, l'ASO, qui craint de voir ces forces armées devenir un corps de prétoriens au service du roi, prêt à assurer le retour de celui-ci à la libération.

Malgré le manque d'empressement des Britanniques à envoyer ces troupes indociles sur le terrain, la première brigade grecque participe glorieusement à la bataille d'El Alamein. Mais elle est très vite retirée des champs de bataille et ramenée au Liban pour « entraînement ».

Les premières actions de la Résistance et la réorganisation du parti communiste

Le peuple grec a manifesté immédiatement son rejet de l'occupation, par des actions parfois spectaculaires : dans la nuit du 30 mai 1941, deux jeunes gens grimpent sur les rochers de l'Acropole et en arrachent le drapeau à croix gammée. Les premiers mois sont marqués par des opérations d'espionnage et de sabotage sur les voies de communication, souvent à l'initiative d'agents britanniques. Mais dès la fin de l'été la Résistance commence à prendre une dimension nouvelle. L'armée d'Épire, en se retirant, a parsemé les montagnes de caches d'armes et des groupes d'hommes commencent à y apparaître, renouant avec la tradition des *klephtes*, ces bandits d'honneur qui ont pris part à l'insurrection de 1821.

Beaucoup de communistes emprisonnés ont été livrés aux occupants et le secrétaire général du KKE, Zachariadis, est immédiatement déporté au camp de Dachau. Mais certains cadres ont pu s'évader et de petits groupes de militants isolés prennent des initiatives dans plusieurs régions de Grèce : en Macédoine orientale a lieu à la fin septembre un véritable soulèvement, largement improvisé, qui entraîne une terrible répression de la part des

Bulgares et la fuite des habitants par dizaines de milliers.

À Athènes, un « groupe d'orientation » formé de quelques élus du dernier congrès du parti, comme Pétros Roussos et sa compagne Chryssa Hadzivassiliou, se manifeste dès le mois de mai en diffusant une presse clandestine et en créant une organisation de solidarité nationale qui se donne pour tâche l'aide aux blessés, aux infirmes, aux prisonniers, aux déportés. Lors d'un plénum réuni tant bien que mal en juillet, ce groupe se constitue en comité central du parti communiste et fixe avec clarté les objectifs du KKE : « chasser les occupants de la Grèce, renverser le gouvernement collaborateur, soutenir et défendre l'Union Soviétique et former sur la base de tous les partis un gouvernement provisoire qui rétablira les libertés démocratiques, assurera le pain et le travail au peuple, convoquera une Assemblée constituante et défendra l'intégrité et l'indépendance de la Grèce contre toute puissance impérialiste étrangère⁵ ».

Le nouveau comité est rejoint peu après par Yorgos Siantos, un membre du bureau politique d'avant-guerre qui vient de s'évader. Il est élu peu de temps après secrétaire général du KKE et occupera ce poste jusqu'au retour de Zachariadis en mai 1945.

Siantos est l'un des cadres les plus âgés du parti, bien qu'il n'ait alors que 50 ans : ses camarades l'appellent affectueusement « l'Oncle » ou « le Vieux ». D'abord cadre syndical en tant qu'ouvrier du tabac, puis député du KKE en 1936, il a connu à plusieurs reprises prison et déportation pendant la dictature et est resté infirme d'une jambe à la suite des tortures qu'il a subies. Son poste de secrétaire général l'a placé tout au long de la Résistance devant d'immenses responsabilités auxquelles il n'était pas préparé, malgré une vive intelligence et un dévouement à toute épreuve.

Selon la ligne fixée dès 1934, le KKE se donne pour tâche de créer un vaste front national. Les deux grands partis refusent d'y participer mais, dès juillet, les syndicats se regroupent au sein du Front national ouvrier de libération, l'EEAM. C'est avec ce dernier, avec l'organisation de solidarité nationale et avec trois petits partis socialistes⁶ que le comité central du KKE constitue le Front national de libération, l'EAM.

La création de l'EAM (27 septembre 1941)

L'EAM se donne pour objectif, outre la libération du pays, la formation d'un gouvernement provisoire qui devra organiser des élections pour une Assemblée constituante, sur la base de la proportionnelle. Il proclame aussi le « droit fondamental du peuple grec à choisir son mode de gouvernement, contre toute tentative réactionnaire visant à lui imposer des solutions contraires à sa volonté, et l'anéantissement de toute manœuvre de ce genre par tous les moyens dont disposeront l'EAM et les organes qui le composent⁷ ».

Le secrétaire général nommé à la tête du comité central de l'EAM est un cadre communiste d'origine macédonienne, Thanassis Hadzis. Si le KKE est la force principale de l'EAM, ses partenaires, notamment Tsirimokos, sont loin d'y jouer un rôle secondaire. Les statuts de l'organisation prévoient de maintenir l'ouverture à tous les autres partis et les dirigeants de l'EAM poursuivront toujours leurs efforts en ce sens, malgré les refus, les dérobades et les fausses promesses.

La création de la Ligue nationale et démocratique de Grèce (EDES)

L'EAM a été la première organisation de la Résistance grecque, et de loin. Elle en aurait même eu le monopole si d'autres n'avaient été constamment aidées ou même suscitées par les Britanniques. La plus importante de celles-ci est l'EDES : elle est créée au même moment que l'EAM par un officier républicain, K.Pyromaglou, qui fait appel au général Napoléon Zervas, personnage haut en couleur mais fort opportuniste.

Les statuts de l'EDES n'envisagent pas de résistance armée à l'occupation : Zervas ne part sur le terrain dans sa région d'origine, l'Épire, qu'en juillet 1942, après versement par les Britanniques de 24 000 livres-or. Les objectifs affichés au départ (condamnation du roi et de la dictature, épuration, élections) reflètent bien les idées démocratiques de ces officiers mis à l'écart lors de la restauration de la monarchie en 1935, mais trop méfiants vis-à-vis des communistes pour s'intégrer à l'EAM et, pour certains, sensibles aux pressions anglaises. L'influence de l'EDES s'est toujours limitée à l'Épire et l'EAM est restée tout au long de la guerre la seule organisation de résistance rayonnant sur l'ensemble de la Grèce.

La catastrophe de l'hiver 1941-1942 et les débuts de l'organisation collective

Au cours de l'hiver 1941-1942, une famine dramatique touche les villes, surtout l'agglomération d'Athènes-Le Pirée où convergent les réfugiés de Thrace et les soldats démobilisés, dont beaucoup de blessés et d'invalides errant dans les rues. Les denrées alimentaires sont accaparées par les occupants et le blocus maritime des Anglais empêche toute importation. La ration de pain passe à quelques dizaines de grammes au cours d'un hiver exceptionnellement long et rigoureux où l'absence de bois et de charbon se fait cruellement sentir. Les gens meurent par milliers⁸. La folie s'empare de la population qui croit à un génocide délibérément voulu par les Allemands. « Le spectacle de gens qui s'écroulent dans la rue à cause de la faim est devenu quelque chose de banal, de quotidien », note dans son journal l'écrivain Théotokas. « Certains résistent, essaient d'aider avec un peu de nourriture, un peu d'argent [...] La plupart font semblant de ne pas voir. Avec quelle facilité effarante nous sommes devenus insensibles⁹ ! » Les familles se disloquent, beaucoup d'enfants orphelins se retrouvent dans la rue, réduits à fouiller les ordures, à mendier – ou à voler, organisés en bandes.

Les occupants font main basse sur les matières premières, ce qui provoque l'effondrement de la production industrielle et un chômage massif – sauf dans quelques secteurs comme les mines qui fonctionnent pour les besoins exclusifs des Allemands¹⁰. Pour faire face aux frais d'occupation, le gouvernement collaborateur use de la planche à billets, d'où la dévalorisation de la monnaie et une hausse vertigineuse des prix. Devant cette situation, les gens se débrouillent comme ils peuvent, recourent au troc. Les Athéniens vont par milliers dans les campagnes, en train, à pied, échanger leurs biens contre un peu de farine, de maïs. Les autorités tentent d'endiguer ces mouvements mais laissent prospérer les spéculateurs qui achètent à la bourgeoisie ruinée ses propriétés immobilières et thésaurisent d'énormes quantités d'or.

Pourtant, ces premiers temps d'occupation ont été une « école riche d'enseignements¹¹ » pour la population, qui a vite expérimenté diverses formes d'autoorganisation collective. Dans les villes, comités populaires, organisations professionnelles, communautés religieuses distribuent les soupes populaires, les *sissitia*, qui sauvent des milliers de vies. Dès l'été 1942, l'EAM et son organisation de solidarité nationale organisent des manifestations pour exiger le partage de l'aide alimentaire de la Croix-Rouge internationale, enfin acceptée par les occupants vu l'ampleur du désastre de l'hiver précédent.

À la campagne, il s'agit de dissimuler la récolte afin d'éviter la réquisition. Dans beaucoup d'endroits, les autorités locales – maires, instituteurs, employés de la Banque Agricole, présidents de coopératives – prennent la responsabilité de présenter des registres falsifiés, avec la complicité de l'ensemble de la collectivité qu'ils sont censés contrôler. C'est parmi ces hommes que la Résistance va trouver ses chefs. Dès le printemps 1942, des partisans se présentent dans les villages pour inciter les gens à ne pas payer l'impôt et à brûler les registres officiels. L'instituteur du village d'Alona, en Macédoine occidentale, raconte leur arrivée :

Un soir, alors qu'il était minuit passé [...] j'entends frapper à la porte extérieure [...] C'était Dimitris Konstantinidis, le maire du village. Il y avait avec lui un inconnu armé [...] La perception des impôts m'avait chargé de tenir les comptes des paysans : combien semait chacun d'entre eux, afin qu'il livre le dixième de sa récolte selon la loi du gouvernement « grec » d'occupation. [Les nouveaux arrivants] me demandèrent les registres et tous les documents relatifs à cette affaire. Je les donnai tous et nous sortîmes ensemble au centre du village. Nous ouvrîmes l'école, ils coupèrent le téléphone, rassemblèrent aussi d'autres papiers du bureau de la mairie, firent un tas de l'ensemble sur la place et y mirent le feu.

C'était un grand détachement de partisans [...] Hommes mûrs avec moustaches et gamins imberbes. Visages brûlés, barbouillés, avec une vieille casquette ou un bonnet sur la tête, des godillots aux pieds, les armes (vieille carabine ou mitraillette) passées en bandoulière dans le dos. Ils dansaient, sautaient allègrement et chantaient autour du feu. Beaucoup de jeunes du village les rejoignirent¹².

La création de l'Armée populaire grecque de libération (ELAS)

En novembre 1941, le parti communiste avait délégué quelques cadres dans les montagnes pour juger de la possibilité d'y implanter des maquis. Leurs rapports étant positifs, le KKE propose à ses partenaires de l'EAM d'organiser des groupes de partisans (*andartès*). C'est ainsi qu'est créée le 10 février 1942 l'Armée populaire grecque de libération¹³. Dirigée par un comité central composé de plusieurs officiers, elle est chargée de combattre pour la libération du pays et ensuite de maintenir l'ordre jusqu'au déroulement d'élections où le peuple exprimera librement sa volonté.

C'est un cadre communiste, Aris Vélouchiotis, qui va lui donner l'impulsion décisive. Il prend le maquis dès le mois de mai avec un petit groupe d'hommes et apparaît un beau dimanche de juin 1942 dans un village de Roumélie¹⁴, près de Karpénissi, avec trompette et drapeau grec : il engage la population à rejoindre la lutte contre l'occupant et à élire un conseil municipal qui doit s'occuper des questions de ravitaillement, de sécurité, de justice populaire. Cette apparition spectaculaire fait grande impression et l'exemple est vite suivi au cours de l'été par d'autres groupes de partisans.

Extraordinairement populaire, Aris (du nom de l'antique dieu de la guerre) est le véritable fondateur et chef de l'ELAS. Il s'est engagé très jeune et son énergie, son audace lui ont valu d'être chargé de la sécurité et de l'évasion des cadres du KKE, si souvent emprisonnés ou déportés. Arrêté lui-même à plusieurs reprises, il a obtenu sa libération en 1939 en signant une « déclaration de repentir » : initiative personnelle ou, comme on l'avance parfois, ordre de Zachariadis, afin d'organiser de nouvelles évasions ? Loin de renoncer à toute action, Aris a repris contact avec le parti et combattu sur le front albanais.

Après la défaite, il participe à la réorganisation du KKE dès l'été 1941. Envoyé en Roumélie par le nouveau comité central, il en revient persuadé de la possibilité de lancer la lutte armée et gagne aussitôt la montagne pour rassembler les premiers groupes de partisans. Dès lors sa vie se confond avec l'histoire de la Résistance grecque et l'image d'Aris juché sur son cheval, portant barbe et toque de laine noire, fait désormais partie de la légende.

Dès septembre 1942, l'EAM/ELAS prend une réelle importance dans les campagnes et dans les villes¹⁵. En même temps, le parti communiste, le KKE, réduit à l'état de groupuscule par la dictature de Métaxas, devient un parti à la fois prestigieux et influent. Une grande partie de la population, sans adhérer pour autant au parti et à ses objectifs plus lointains, se retrouve dans son programme de lutte pour la libération du pays et l'instauration de la démocratie populaire, la *laocratia* définie dès 1934 : un ensemble de réformes démocratiques et sociales en faveur des paysans et des ouvriers, incluant la nationalisation des grandes entreprises mais maintenant la petite propriété paysanne et artisanale.

Dans ce contexte, le KKE va se trouver face à des responsabilités énormes, qu'il aura d'autant plus de mal à assumer qu'il a été auparavant profondément affecté par une répression impitoyable, dont beaucoup de militants gardent encore les traces. Plusieurs de ses anciens cadres sont cependant libérés au cours de l'année par des coups de main de l'ELAS et ils viennent renforcer les organismes dirigeants du KKE. Parmi eux Iannis Ioannidis, qui jouit d'un grand prestige car il a représenté le parti au VIIe congrès de l'Internationale : il devient secrétaire à l'organisation au côté de Siantos.

À l'automne 1942, l'ELAS multiplie les actions contre des postes de police, contre de petites unités italiennes et investit les magasins où sont stockées les réserves de nourriture. De son côté Zervas, le chef de l'EDES, qui vient juste de prendre le maquis, commence à se manifester dans le sud de l'Épire. La destruction du viaduc de Gorgopotamos, menée en collaboration avec des saboteurs anglais, est la première grande action d'éclat des maquis grecs.

L'opération Gorgopotamos (25-26 novembre 1942)

En juillet 1940, le cabinet de guerre britannique a créé le SOE (Special Operations Executive), afin de mener des opérations de sabotage et d'appuyer les mouvements de résistance dans les pays occupés. Le SOE dépend du ministère de l'Économie de guerre et ses membres sont souvent des hommes d'affaires recrutés à travers les traditionnels réseaux d'amitié universitaires et familiaux. Ses services pour la Méditerranée se trouvent au Caire et les agents envoyés en Grèce sont aussi des universitaires formés aux lettres classiques et connaissant le grec moderne, avec quelques officiers et des Grecs de la diaspora du Moyen-Orient. Ces hommes, proches pour la plupart des milieux vénizélistes traditionnellement liés aux intérêts anglais, ne recherchent pas la restauration du régime d'avant-guerre, dont ils ont pu mesurer l'impopularité dès leurs premières actions. Mais ils sont aussi fortement anticommunistes et attachés au maintien de l'Empire en Méditerranée. S'ils ne sont pas au départ systématiquement hostiles à l'EAM, leurs sympathies les portent à collaborer surtout avec les officiers républicains limogés en 1935 : d'où l'inquiétude du Foreign Office, qui n'a jamais apprécié la création de cet organisme et souhaite de son côté la restauration de la monarchie. Jusqu'en 1943 les agents du SOE œuvrent souvent de façon autonome : selon Richard Clogg¹⁶, ni l'ambassade anglaise en Égypte, ni le gouvernement grec en exil ne sont

bien renseignés sur leurs actions en Grèce.

À l'automne 1942, le théâtre des opérations anglo-américaines se situe principalement en Afrique du Nord, d'où l'intérêt renouvelé des Anglais pour la Grèce : si l'un des trois viaducs qui jalonnent la voie ferrée Salonique-Athènes est coupé, les forces de Rommel seront privées d'approvisionnement pour plusieurs semaines. Le QG du Moyen-Orient demande donc au SOE d'organiser une opération de sabotage sur cette ligne. La mission est confiée à un général de brigade, Eddy Myers, assisté du colonel Chris Woodhouse, bon connaisseur de la langue et des affaires grecques. Au début d'octobre, ils sont parachutés en Roumélie avec quelques hommes et choisissent comme objectif le viaduc de Gorgopotamos, proche de Lamia, à l'ouest des Thermopyles.

Bien que cette opération se situe dans la zone d'action de l'ELAS, Myers insiste pour prendre contact avec Zervas qui se trouve loin de là, en Épire, et n'arrive que le 19 novembre avec 45 partisans. Le lendemain c'est Aris lui-même qui les rejoint avec 115 hommes¹⁷. Et dans la nuit du 25 au 26 novembre, tandis que les partisans grecs attaquent la garde italienne du viaduc, les saboteurs anglais font exploser deux arches du pont. Hitler, craignant que cette opération ne prépare un débarquement dans les Balkans, renforce considérablement ses troupes en Grèce : 75 000 hommes en mars 1942, 273 000 en décembre 1943, s'ajoutant aux 55 000 Bulgares et aux 18 000 Italiens¹⁸.

La BBC rend compte de ce succès, mais ne mentionne que la participation de l'EDES, et c'est avec Zervas que Woodhouse repart le lendemain pour assurer le contact avec la Résistance grecque. Le Premier ministre du gouvernement en exil, Tsoudéros, conseille aux maquisards de « retourner à leurs œuvres paisibles » en attendant la fin de la guerre. Mais le succès de Gorgopotamos a galvanisé les énergies et la Résistance prend très rapidement une extension nouvelle.

Notes

- 1 . Cité par M.Mazower, *Dans la Grèce d'Hitler (1941-1944)*, Paris, Les Belles Lettres, 2002, p.111.
- 2 . *Apple of Discord*, Londres, 1948. C'est la traduction grecque (Athènes, Exandas, 1976) qui est utilisée dans ce livre comme référence (ici p.55).
- 3 . J.O.Iatrides, *Revolt in Athens. The Greek Communist « Second Round »*, Princeton University Press, 1972. C'est la traduction grecque (Athènes, Néa Synora, 1973) qui est utilisée comme référence dans ce livre, ici p.50.
- 4 . Elles se composent d'environ 30 000 hommes, dont 18 000 dans l'armée de terre, répartis en deux brigades et plusieurs unités spéciales, 7 000 dans la marine et 4 000 à 5 000 dans l'aviation. Il existe une unité particulière, le Bataillon sacré, constituée d'officiers monarchistes combattant comme simples soldats sous les ordres de Montgomery.
- 5 . *Brève histoire du KKE*, tome I, Athènes, éd. du comité central du KKE, 1988, p.162.
- 6 . Il s'agit du parti agraire de Grèce (AKE), du parti socialiste de Grèce (SKE) et de l'Union de la démocratie populaire (ELD) nouvellement créée par un avocat transfuge du Parti libéral, Ilias Tsirimokos.
- 7 . *Aux armes ! Aux armes ! Chroniques de la Résistance nationale, 1940-1945*, Éditions politiques et littéraires, 1967, p.95.
- 8 . L'estimation officielle est de presque 50 000 morts, mais elle est très sous-estimée. Le taux de mortalité a été au cours de cet hiver-là cinq ou six fois supérieur à celui de l'année précédente.
- 9 . Théotokas, romancier et homme de théâtre renommé, évoque dans son *Journal* (Athènes, Hestia, 1987 – ici 22 novembre 1941), les événements qui se sont déroulés à Athènes pendant la guerre, dont il est l'observateur distancié et souvent perspicace.
- 10 . Il s'agit de l'extraction de métaux comme la bauxite, le chrome, le plomb, le wolfram, la pyrite, assurée soit directement par des sociétés allemandes comme Krupp, soit par des sociétés grecques travaillant pour l'occupant.
- 11 . L'expression est de l'historien Y. Margaritis, *De la défaite au soulèvement. Grèce printemps 1941-automne 1942*, Athènes, O Politis, 1993.
- 12 . P.Kouphas, *Alona Florinas. Luttés et sacrifices*, Athènes, 1990, p.65, sq.
- 13 . Son nom, « ELAS », sonne particulièrement bien aux oreilles des Grecs, qui appellent leur pays *Hellas*.
- 14 . Ce terme très ancien désigne la partie méridionale de la Grèce continentale qui correspond aux régions actuelles de Stéréá et d'Etolo-Acharmania (v. carte p. 10).
- 15 . Ch. Chiclet (*Les Communistes grecs dans la guerre*, Paris, L'Harmattan, « Histoire et perspectives méditerranéennes », 1987, p.30-31) avance pour cette date le chiffre de 40 000 adhérents à l'EAM.
- 16 . « Le SOE en Grèce », in *Greece in the 1940s, a Nation in Crisis*, Hanover and London, University Press of New England, 1981. C'est la traduction grecque (Athènes, Bibliothèque Historique, Thémélio, 1984) qui est utilisée comme référence (ici p.177 et sq.).
- 17 . Selon Saraphis, *L'ELAS*, Athènes, Actualité OE, Bibliothèque de la Résistance

nationale, 1980, p.45-46.

[18](#) . Selon I. Hondros, « La Résistance grecque 1941-1944.Réévaluation », in *Greece in the 1940s*, *op.cit.* p. 78-79.

II. Résistance massive, ingérences britanniques (janvier-juillet 1943)

La mobilisation dans les grandes villes

Dès 1942, grèves et manifestations se succèdent à Athènes. Des foules compactes n'hésitent pas à se jeter contre les troupes d'occupation au cri de *Aéra ! Aéra !* (du vent ! dégagez !) – le cri des soldats d'octobre 1940 sur le front albanais. Ainsi, le 22 décembre 1942 :

Des dizaines de milliers d'ouvriers, d'employés, de ménagères, d'étudiants et d'élèves se dirigent vers la rue Patissia [portant] des pancartes avec les mots d'ordre : « Nous voulons du pain et des soupes populaires ! À bas la terreur ! Libérez les détenus ! » Le cortège arrive devant le ministère du Travail, distribuant des milliers de tracts, tandis que « hissés sur des arbres, au croisement des rues, des cadres et responsables du KKE et de l'EAM haranguent les manifestants, au mépris du danger. Les mots d'ordre sont lancés par porte-voix et la foule scande : “EAM ! EAM ! Vive l'EAM !” [...] Des troupes arrivent avec camions, motocyclettes et mitrailleuses, pour disperser la foule [...] Un sous-officier lance sa jeep contre les manifestants [...] Les jeunes gens se prennent par la main et au milieu de la chaîne l'étudiant Mitsos Konstantinidis s'écrie : “Patriotes, donnez-vous la main et avancez avec nous !” Il n'a pas le temps de répéter son appel. La jeep se trouve juste devant lui. Et le sous-officier fasciste se met à tirer, debout. Plusieurs manifestants s'effondrent, blessés. Mitsos Konstantinidis est frappé en pleine poitrine¹.

En février 1943, la publication d'un décret du gouvernement collaborateur imposant le travail obligatoire au service des Allemands déclenche une mobilisation massive. Dès le début du mois, les murs se couvrent d'affiches : « Pas de travail pour les Allemands ! », « À bas les bagnes allemands ! » Le 24, des milliers de manifestants pénètrent dans le ministère du Travail et brûlent une partie de ses archives. La capitale est en état de siège, le couvre-feu est décrété. Quelques jours après, la mort du grand poète Palamas est l'occasion de nouvelles démonstrations patriotiques et le 5 mars, c'est la grève générale. Une immense masse humaine déferle sur le centre de la ville, drapeaux déployés, aux cris de : « Vive l'EAM ! », « À bas l'enrôlement obligatoire des travailleurs ! » Le gouvernement est contraint d'annuler le projet.

C'est au cours de ces journées qu'est créée, à l'initiative de l'EAM, l'Organisation unie panhellénique des jeunes (EPON), qui prend en quelques mois une grande extension : 300 000 membres au début de 1944, 600 000 à la Libération². Pour protéger les manifestants, l'EAM met également sur pied l'Organisation de protection des combattants du peuple (OPLA), émanation de l'ELAS d'Athènes alors composée uniquement de réservistes. Les villes grecques connaissent à nouveau des journées insurrectionnelles au cours du mois de juillet 1943, lorsque les Allemands annoncent leur intention, pour libérer

une partie de leurs troupes, d'étendre la zone d'occupation bulgare à l'ensemble de la Macédoine. Ils doivent là encore renoncer à leur projet.

L'EAM n'a jamais pu contrôler les grandes villes comme il l'a fait pour la montagne. Cependant, dès le printemps 1943, les banlieues populaires d'Athènes échappent largement aux autorités d'occupation, confinées dans le centre-ville et dans les casernes. Les soldats allemands ou italiens ne s'y rendent que pour de brèves opérations punitives, en forts détachements accompagnés de chars.

Les maquis en action et la formation de la Grèce libre

Les partisans de la montagne ne ressemblent guère à des soldats d'unités régulières. Ils se sont équipés comme ils ont pu, joignant l'épaisse cape de laine des bergers aux armes prises à l'ennemi. Spectacle inouï dans les montagnes balkaniques : des jeunes filles et des femmes également armées ! Ce sont pourtant ces combattants qui harcèlent l'ennemi, organisent des sabotages et rendent inutilisables les mines de chrome et de bauxite, d'importance stratégique pour les Allemands – et ce malgré la terreur, car la Wehrmacht ne s'embarrasse pas des lois de la guerre : en représailles à la destruction du viaduc de Gorgopotamos, les Allemands ont exécuté des otages pris dans les prisons de Lamia, ainsi que des patriotes du village voisin. On ne compte pas en Grèce les villages entièrement brûlés, avec femmes et enfants, les corps des hommes pendus à l'entrée des ruines fumantes, pour avoir ravitaillé les *andartès*, pour avoir aidé à un sabotage³.

Malgré la terreur, malgré le manque d'armes, les partisans, soutenus par la population, remportent des succès remarquables et libèrent de vastes zones où l'occupant ne se hasarde que pour de brèves, mais souvent meurtrières incursions. L'une des batailles les plus connues est celle de Phardycambo, où une véritable levée en masse aboutit en mars 1943 à la libération de la ville de Grévéna (Macédoine occidentale).

C'est une jacquerie d'un autre âge qui s'oppose à un ennemi moderne bardé de fer. De vieux paysans, grands, secs, cuits et recuits par le soleil, [...] courent sus à l'ennemi avec des haches et des bâtons, ou avec les longs couteaux damasquinés hérités des aïeux. Les femmes sont là aussi, en grand nombre. Elles font la navette entre les divers groupes de partisans, transportent sur leurs épaules les munitions, les cruches d'eau et le pain. Les paysans ont l'air de sortir de la terre même qu'ils défendent. Au plus fort de la bataille, ils ne cessent d'affluer de tous les points de l'horizon et des régions les plus reculées. Les hauteurs autour de Phardykambo sont noires de monde⁴.

À l'été 1943, l'EAM se trouve au faîte de sa puissance, au point de pouvoir constituer une véritable « Grèce libre » qui s'étend de la Macédoine occidentale au golfe de Corinthe – tout au long de la zone montagneuse, mais aussi sur une partie de la plaine de Thessalie, avec des excroissances en Épire, dans le massif de l'Olympe et celui du Parnasse. Dans d'autres régions la situation est plus compliquée car l'EAM est gêné dans son développement par de petites organisations nationalistes qui, reprenant le refrain des « communistes traîtres à la patrie et vendus aux Bulgares », préfèrent combattre l'ELAS plutôt que l'occupant et passent rapidement à la collaboration⁵. Mais dans les zones où le Front dispose d'une suprématie suffisante, c'est un véritable État de type nouveau qui est créé.

L'initiative est venue d'un village d'Evrytania, près de Karpénissi, où l'idée est lancée

d'élire un comité chargé d'assurer le ravitaillement et de résoudre les conflits entre les différentes catégories de villageois. Cela passe par la création d'une caisse commune de tous les habitants, qui la contrôlent de près au cours de réunions animées dans le café-épicerie. Cette expérience sert de base à la mise en place progressive de nouvelles institutions. C'est ainsi que sont élus des conseils municipaux assistés de commissions pour la justice, la sûreté, l'école et l'église. Très vite se pose le problème de la réforme agraire. Des paysans prennent l'initiative d'occuper les terres en friche des grands propriétaires, mais l'EAM freine ces tentatives pour ne pas compromettre sa politique de rassemblement. Il fait preuve de la même modération envers les ecclésiastiques, la religion étant profondément ancrée dans la tradition grecque. Beaucoup de papes et même d'évêques sont d'ailleurs des partisans résolus de l'EAM.

En décembre 1942, ces expériences sont systématisées dans un ensemble de textes connus sous le nom de « code Poséidon ». L'organe de base des nouvelles institutions est l'Assemblée générale du peuple – hommes et femmes de plus de 17 ans – qui élit à l'échelle de la communauté rurale des comités responsables et révocables : le comité d'autoadministration populaire, le tribunal populaire et les quatre commissions de la sûreté, du ravitaillement, de l'école et de l'église. On y trouve beaucoup de notables locaux qui ne sont pas membres de l'EAM et ces organes sont très largement autonomes par rapport à la Résistance, même si le ravitaillement de celle-ci et l'aide aux familles des *andartès* restées sans soutien font partie de leurs tâches.

Ce qui a le plus marqué les esprits est l'institution des tribunaux populaires, chargés de régler les litiges entre les paysans. Leurs débats se déroulent en public, en langue populaire, sur la base des traditions locales et d'une volonté de conciliation, plutôt que selon le droit écrit que peu de ces juges d'un type nouveau connaissent. Malgré les difficultés liées à la guerre, la Grèce libre accorde aussi une large place à la santé, l'éducation et la culture. Dans la plupart des villages, les écoles fonctionnent et des associations culturelles sont fondées, les jeunes de l'EPON ou des troupes ambulantes montant des pièces de théâtre où sont abordés les problèmes du temps, d'une façon qui rompt avec la tradition.

À travers tout cela, l'EAM montre qu'on peut faire de la politique autrement, sans en laisser l'exercice exclusif aux notables locaux et aux politiciens professionnels, et le KKE concrétise en partie son objectif de *laocratia*, de pouvoir du peuple contre la « ploutocratie » au service des étrangers.

Le rayonnement de l'EAM, dans les villes comme dans les campagnes, inquiète les Britanniques. Myers et les agents anglais qui ont participé à l'opération Gorgopotamos ont été sommés par leurs supérieurs de rester en Grèce pour « coordonner et développer » l'activité des partisans, formant ce qu'on appelle désormais la mission militaire britannique (MMB). L'objectif est de s'opposer à tout ce qui peut menacer les positions de l'Empire en Grèce, et pour cela de mettre sur pied un mouvement de résistance concurrent de l'EAM, obéissant aux ordres du QG du Moyen-Orient et politiquement lié au gouvernement en exil.

Les ambiguïtés de la « Grande Alliance contre le fascisme »

Cette volonté de maintenir coûte que coûte la Grèce dans l'orbite britannique est pourtant contraire aux buts affichés par la Grande-Bretagne dans le cadre de la Grande Alliance. En août 1941, Churchill a rencontré Roosevelt, encore en position de neutralité, et signé avec lui la charte de l'Atlantique qui garantit le droit de chaque peuple à choisir librement la forme de son gouvernement. Mais, contrairement à une opinion très répandue qui veut que

le monde ait été partagé à Yalta en février 1945, il est clair que les trois Grands ont défendu tout au long de la guerre leurs propres intérêts concernant les frontières et l'avenir politique des États européens. D'où évidemment des désaccords qui sont apparus à maintes reprises bien avant Yalta et qui se sont fortement accentués au cours de l'année 1943, quand les Anglo-Saxons ont vu l'Armée rouge entamer sa progression décisive contre les forces de l'Axe.

Le département d'État, dirigé par Cordell Hull, manifeste une opposition théorique à toute reconstitution des sphères d'influence. Il s'agit en fait, pour les États-Unis – qui contrôlent déjà étroitement le continent américain et le Pacifique –, d'obtenir l'ouverture des zones « réservées » des puissances coloniales, afin qu'y circulent librement leurs marchandises et leurs capitaux. Par ailleurs, si Churchill tient à éviter la réédition de la « moisson de monarches » qui a suivi la Première Guerre mondiale et s'obstine à soutenir tous les rois, les collaborateurs de Roosevelt penchent plutôt pour mettre en avant des forces plus démocratiques – à l'exception des communistes. Les rapports du département d'État, ceux de l'ambassadeur Mac Veagh délégué auprès du gouvernement grec en exil⁶ montrent une conscience claire de la haine que suscite Georges II et une grande réserve vis-à-vis de la politique britannique en Grèce. Mais le président des États-Unis a privilégié dans cette affaire ses relations personnelles avec Churchill, décidant seul à plusieurs reprises, sans en référer à ses collaborateurs. Et ses initiatives sont presque toutes allées dans le sens souhaité par le Premier ministre britannique.

Du côté soviétique, l'heure n'est plus au messianisme révolutionnaire. Le Komintern a été dissous en mai 1943 et la défense de l'État soviétique, « patrie du socialisme », est dorénavant la priorité, avec la nécessité de terminer la guerre au plus vite. Cela implique le maintien à tout prix de la Grande alliance, d'où les consignes données aux partis communistes – dans la mesure où ceux-ci gardent un contact avec l'URSS au cours de la guerre – de ne pas appeler au renversement du capitalisme. Il s'agit de respecter la stratégie frontiste définie en 1935 par le Komintern, reposant sur l'alliance entre partenaires d'idéologies différentes unis dans la lutte contre le fascisme. Cette lutte implique la recherche de changements sociaux fondamentaux, mais elle s'appuie sur une approche démocratique et parlementaire rapprochant les communistes d'autres forces de gauche.

Les intérêts de l'URSS se portent surtout sur la Pologne, traditionnel couloir d'invasion de la Russie et pièce maîtresse du cordon sanitaire installé autour de l'État bolchevik au début des années 1920. C'est pourquoi, dans les lettres échangées entre les trois Grands tout au long de la guerre, Staline pose sans cesse la question de la ligne Curzon⁷. Cette revendication est jugée légitime par Churchill et Roosevelt, mais suscite la colère du gouvernement polonais en exil à Londres, ce qui pose inévitablement le problème du régime politique polonais de l'après-guerre. Dans les Balkans, l'URSS se soucie plus de la Roumanie et la Bulgarie que d'une Grèce appartenant au monde méditerranéen et maritime, qu'elle sait depuis sa création contrôlée par l'Angleterre. Staline, assez peu confiant dans les capacités des communistes grecs, mal informé de ce qu'est la Résistance dans ce pays⁸, reste le plus possible à l'écart des affaires grecques jusqu'au début de 1944. La presse soviétique évoque peu les actions de l'EAM, se contentant le plus souvent des informations de provenance anglaise. La Grèce reste donc la zone d'action exclusive de la Grande-Bretagne.

Dès l'été 1941, Churchill a proposé son aide à l'URSS dont l'entrée en guerre lui fournit un allié inespéré au moment où l'Angleterre est seule à combattre l'Axe : c'est le début de la Grande Alliance à laquelle se joignent quelques mois plus tard les États-Unis. Mais il n'a

pas pour autant oublié la traditionnelle crainte de l'Empire britannique de voir la Russie accéder aux Détroits et à la Méditerranée – ni renié un seul mot des violentes invectives contre le communisme qu'il profère depuis la révolution de 1917⁹.

Cela explique son insistance sur la stratégie de « diversion périphérique », c'est-à-dire sur des débarquements en divers points de la Méditerranée, qu'il avait déjà préconisée lors de la Première Guerre mondiale. Il compte aussi, en progressant des côtes vers Vienne et Prague, installer entre l'Europe occidentale et l'URSS un « verrou de fer » qui empêcherait celle-ci de sortir de ses frontières en cas de redressement militaire. Ses projets se heurtent à l'opposition de Staline qui, dès les premiers contacts, demande l'ouverture d'un second front à l'ouest, afin de soulager l'Armée rouge qui affronte alors et pour toute la durée de la guerre l'essentiel des divisions de la Wehrmacht. Les généraux américains y sont favorables, mais dans les premiers temps ils laissent beaucoup d'initiative à Churchill et acceptent les opérations d'Afrique du Nord (novembre 1942) et d'Italie (juillet 1943). Ce n'est qu'après le début de l'avance vers l'ouest de l'URSS, en mai 1943, que Roosevelt refuse un nouveau projet de débarquement, dans les Balkans cette fois, et impose l'opération « Overlord » en Normandie. Mais le Premier ministre britannique ne renonce pas : en vue d'une éventuelle opération en Adriatique, il envoie le mois suivant des émissaires en Yougoslavie. La mission ayant rapidement constaté la force des partisans de Tito, il décide de soutenir ce dernier bien qu'il soit communiste et que l'organisation concurrente de Mihaïlovitch soit dévouée au roi Pierre II, en exil à Londres comme le monarque grec.

C'est tout le contraire en Grèce, dont la position stratégique est un élément essentiel de l'Empire britannique et où l'objectif premier de Churchill est le retour du roi Georges II, ce qui implique l'affaiblissement de l'EAM/ELAS. Cette politique se trouve pourtant à plusieurs reprises en contradiction avec les plans du QG du Moyen-Orient, comme cela a déjà été le cas lors de l'attaque allemande d'avril 1941. Ainsi, au printemps 1943, lorsqu'est lancée en Grèce l'opération « Animals » pour détourner l'attention des Allemands des préparatifs de débarquement en Italie, la mission militaire britannique n'a pas d'autre choix que de s'adresser à l'ELAS¹⁰. Comme le dit Anthony Eden, le chef du Foreign Office : « C'est une circonstance malheureuse que les communistes semblent être les meilleurs chefs de guerillas¹¹ ! »

« L'impossible équation¹² » de l'EAM et du parti communiste grec

Dès le mois de janvier 1943, lors de leur première rencontre avec la mission britannique, les représentants du KKE ont exprimé leurs craintes de voir le gouvernement anglais imposer le retour du roi. Mais ils ont manifesté en même temps leur désir de collaborer avec le QG du Moyen-Orient et d'envoyer des délégués au Caire, où se trouve dorénavant le gouvernement en exil. L'objectif, constamment réaffirmé, du parti communiste et des partis qui lui sont associés dans l'EAM est l'unité sur le plan militaire, avec une armée de partisans unifiée sous la direction du QG du Moyen-Orient ; l'unité aussi sur le plan politique, avec un gouvernement d'union nationale sans exclusive.

Le parti communiste voit même dans la dissolution du Komintern en mai 1943 une possibilité accrue de collaboration entre les différentes forces politiques. Le 24 juin l'EAM appelle une fois de plus les « vieux partis » à constituer un gouvernement d'union. Il leur demande en même temps de « s'opposer à toute visée dictatoriale, de quelque provenance qu'elle soit », et de s'engager à abolir toutes les lois et tous les décrets dirigés contre les

libertés publiques¹³.

On est loin de la volonté de prise de pouvoir par la force dont Churchill a sans cesse accusé l'EAM. Mais cette modération ne fait pas l'unanimité au sein du KKE : un certain nombre de communistes ont des positions plus révolutionnaires et ils peuvent facilement démontrer les limites de la ligne officielle. La politique d'alliance se heurte en effet aux réserves et aux atermoiements des « vieux partis », même si les libéraux restent à ce moment-là sur des positions fermement antiroyalistes : ils ont envoyé le mois précédent un nouveau message au Caire, exigeant le préalable d'un référendum avant toute tentative de retour du roi. L'entente avec les Britanniques est tout aussi problématique. Leur objectif politique est justement d'empêcher une évolution démocratique qui serait sans conteste dominée par l'EAM. Ils s'attachent donc en Grèce à « diviser pour régner », essayant d'isoler l'EAM, de l'affaiblir, en attendant de pouvoir l'anéantir.

Comment donc, d'un côté, s'entendre avec les Anglais et réaliser l'union nationale la plus large possible, et de l'autre, s'opposer au retour de la dictature et de la monarchie en s'appuyant sur la volonté populaire – alors que les partenaires sollicités par l'EAM en refusent à l'avance l'expression et sont bien décidés à l'empêcher par tous les moyens, y compris par la force ? Telle est l'impossible équation que doivent résoudre l'EAM et le KKE, d'où leurs difficultés à définir une politique stable et cohérente. Il y a des moments de raidissement où ils engagent un rapport de force, donnant l'impression de vouloir s'imposer – ce que Pharakos appelle le « syndrome du pouvoir¹⁴ » et qui correspond aux aspirations d'une partie des militants communistes ; et d'autres où ils font au contraire des concessions excessives à l'objectif d'unité, comme le réclament les dirigeants des petits partis socialistes membres de l'EAM¹⁵.

De plus, les conditions de clandestinité entravent le fonctionnement démocratique des organismes dirigeants de l'EAM et d'un parti communiste déjà fortement marqué par l'esprit de discipline : les responsabilités ont été concentrées dans les mains d'une petite poignée d'hommes, face à des adversaires redoutables et dans une situation exceptionnellement complexe et changeante à laquelle ils n'ont pas toujours eu les capacités de faire face.

Jusqu'à l'été 1943, les Anglais sont surtout préoccupés par les intrigues qui se nouent au Caire autour du gouvernement Tsoudéros et des forces armées. C'est déjà, pour Churchill, le « tourment grec », titre du treizième chapitre du tome V de ses *Mémoires*, dont les premières phrases sont célèbres : « Les Grecs sont, avec les Juifs, la race du monde la plus portée à la politique. Si désespérée que soit leur situation, si grave que soit le péril couru par leur pays, ils demeurent toujours divisés en nombreux partis, avec de nombreux chefs qui se combattent entre eux avec acharnement. » Vision méprisante, bien réductrice au vu de ce qui est en train de se passer dans les villes et les montagnes grecques – et même en Égypte. Car si effectivement de nombreux hommes politiques de la vieille école se pressent autour du gouvernement en exil pour tenter d'y obtenir un poste, les véritables questions sont clairement posées au sein des forces armées grecques immobilisées en différents lieux du Moyen-Orient.

Les Anglais mettent au pas les forces armées grecques d'Égypte

Malgré plusieurs mouvements de protestation, ces forces armées ont toujours à leur tête une majorité d'officiers métaxistes. L'Organisation militaire antifasciste, l'ASO, ainsi qu'une

grande majorité des soldats et des officiers subalternes réclament non seulement leur éviction, mais aussi un élargissement du gouvernement à des membres représentatifs de la Résistance et l'engagement du roi à ne pas rentrer en Grèce avant l'organisation d'un référendum. La marge de manœuvre des démocrates est étroite, car toute revendication de leur part est assimilée à de l'indiscipline par l'état-major anglais dont dépendent les unités grecques et sert de prétexte pour déporter les « rebelles » dans les camps des colonies britanniques d'Afrique. Les consignes de l'ASO sont d'éviter au maximum les provocations – ligne bien difficile à suivre quand de l'autre côté c'est justement ce que l'on cherche.

En mars 1943, 500 officiers royalistes des deux brigades éloignées au Liban pour « entraînement » donnent leur démission pour protester contre la nomination de quelques officiers démocrates. Les antifascistes multiplient pétitions et délégations et, prenant acte de la démission de leur hiérarchie, assurent impeccablement la discipline et l'entraînement. Tsoudéros et le roi, revenus en hâte de Londres, intègrent dans le gouvernement des politiciens libéraux dont Sophoclis Vénizélos et Emmanuel Sophoulis, respectivement fils et neveu des grands hommes d'État de l'entre-deux-guerres. Mais rien n'est accepté des revendications des soldats.

Avec l'accord des nouveaux ministres, on place à la tête des deux brigades des officiers britanniques chargés explicitement de les mater : ils obligent ces hommes, venus volontairement en Égypte pour combattre à leurs côtés, à une marche épuisante dans le désert, près de l'Euphrate, sous prétexte d'entraînement, et profitent de cette expédition pour repérer les meneurs, les emprisonner, les déporter. Au mois de juillet suivant, l'assassinat d'un soldat démocrate par des hommes de la Sécurité militaire entraîne un mouvement spontané de protestation qui sert de prétexte à l'état-major anglais pour encercler la IIe brigade, la dissoudre et envoyer de nouveaux « rebelles » par centaines en Cyrénaïque.

La stratégie anglaise : « diviser pour régner »

Au même moment, en Grèce, les efforts des agents anglais visent surtout à détourner les partisans de l'EAM par la propagande et l'argent, à tenter de mettre sur pied des organisations concurrentes et à financer celles qui existent déjà. L'objectif final serait de créer une grande organisation de résistance qui intégrerait l'EDES et d'autres petites organisations apparues entre-temps grâce à l'aide britannique : l'EKKA (Libération nationale et sociale) du colonel Psarros et l'AAA (Combat pour la libération et la renaissance) dirigée par l'officier républicain Stéphanos Saraphis. Ces trois « bandes nationales apolitiques » unifiées seraient placées sous le commandement du QG du Caire, avec Zervas en Épire, Psarros en Roumélie et Saraphis en Thessalie. Myers, qui travaille à ce projet depuis le début de l'année 1943, espère, une fois ces organisations bien installées, contraindre l'ELAS à s'y joindre sous menace de rupture de ravitaillement, et contrôler ainsi l'ensemble d'une Résistance qui prendrait la forme de petites unités agissant selon les stricts besoins militaires des Britanniques.

De son côté, Woodhouse, l'autre responsable de la mission militaire britannique, a obtenu de Zervas une allégeance au roi. Le 9 mars, le chef de l'EDES télégraphie au Caire :

Si le roi retourne ici, résultat de la libre opinion de notre peuple, nous espérons être les premiers à lui souhaiter la bienvenue et nous considérons close la question constitutionnelle grecque [...] Nous sommes déterminés à coopérer pleinement avec

les éléments royalistes d'ici et à repousser tout effort déjà entrepris pour établir le communisme par la force ou la violence¹⁶...

C'est une volte-face totale par rapport aux statuts de l'EDES, renforcée quelques jours après par un second télégramme où Zervas précise qu'il ne s'opposera pas à une restauration « même sans le consentement du peuple grec¹⁷ ». L'EDES y gagne les faveurs du Foreign Office et attire nombre d'officiers royalistes et autres opportunistes sous la bannière de l'anticommunisme.

On comprend les inquiétudes de l'EAM, au courant de toutes ces tractations. Si la direction tente de maintenir le cap de l'alliance avec « toutes les forces patriotiques », sur le terrain on est moins enclin à temporiser. Les *andartès* de l'ELAS voient avec rancœur cette « résistance dorée » de Zervas, de Psarros et de Saraphis, pratiquement seule à profiter de la manne britannique : alors que l'armée de l'EAM ne peut guère compter que sur ce qu'elle arrache à l'ennemi et sur ce qu'elle collecte par l'impôt levé dans les zones libérées, les hommes des organisations concurrentes, bien chaussés, bien nourris, bien vêtus, reçoivent des services britanniques une solde mensuelle et une aide financière pour leur famille.

« L'or qui divise », dit A.Kédros : les agents anglais tentent de débaucher les *élassitès*¹⁸ en leur proposant des sommes fabuleuses pour eux, car avec l'inflation galopante, la livre-or britannique a atteint en 1943 les deux millions de drachmes. On peut s'étonner que si peu d'hommes aient succombé à cette « fièvre jaune » : au contraire, le nombre des *élassitès* s'accroît considérablement, passant de quelques centaines à plus de 10 000 au printemps 1943. L'ELAS devient ainsi une véritable force militaire et le besoin se fait sentir d'une organisation plus rigoureuse. C'est aussi le moment où nombre d'officiers de carrière se décident à rejoindre la Résistance.

Sur les 8 000 à 9 000 officiers que comptait la Grèce avant la guerre, plus d'un millier avaient rallié l'Égypte et d'autres, de sensibilité vénizéliste, s'étaient engagés dans divers réseaux et organisations de résistance. Mais la majorité d'entre eux restaient inactifs, encouragés en cela par les déclarations du gouvernement en exil et par leur mépris pour toute forme de guérilla. Le ravitaillement spécial accordé par le gouvernement collaborateur, en contrepartie de l'interdiction de tout déplacement, leur assurait par ailleurs un sort un peu meilleur que celui du reste de la population. Mais à la fin de 1942, les Italiens commencent à déporter les officiers dont ils se méfient, ce qui pousse un grand nombre d'entre eux à entrer dans la clandestinité, fournissant ainsi à la résistance l'encadrement militaire qui lui fait défaut. Le ralliement le plus spectaculaire est celui de Saraphis.

Le ralliement de Saraphis et la création du QG de l'ELAS (avril-mai 1943)

L'arrivée de l'organisation de Saraphis, l'AAA, dans le maquis de Thessalie a suscité une grande méfiance, d'autant plus qu'il est assisté de trois hommes dont deux sont des rênégats de l'ELAS et le troisième un royaliste notoire. Les incidents se multiplient entre les maquisards. Au début du mois de mars, les chefs locaux des deux organisations se rencontrent pour régler les différends, mais ceux de l'ELAS profitent de la circonstance pour arrêter Saraphis et ses compagnons. L'un d'entre eux est immédiatement exécuté sur décision d'un tribunal de partisans, tandis que les autres sont transférés vers la Roumélie, au QG de l'ELAS, pour y être jugés. La traversée de la Grèce libre est pour Saraphis l'occasion d'apprécier l'efficacité de l'Armée populaire dans l'organisation des déplacements et du

ravitaillement, ainsi que la qualité de ses cadres et de ses partisans. Il dit à ce propos :

Tout au long de notre détention, j'ai mieux étudié le caractère des officiers [ses compagnons de l'AAA] et je me suis convaincu que je n'avais avec eux aucune communauté d'esprit [...] Aucune solidarité, des intérêts mesquins, des égoïsmes, un manque total de discipline et de respect mutuel. Je faisais la comparaison avec les partisans qui me gardaient, avec le peuple que je voyais dans les villages que nous traversions, et je comprenais que nous avions tort de vouloir créer un mouvement de résistance à part, qui deviendrait forcément un organe au service des Anglais, et qu'il fallait au contraire se mettre au service du peuple¹⁹.

Aussi, lorsque Aris, le chef de l'ELAS, lui annonce qu'il est libre, Saraphis rétorque qu'il veut combattre dans les rangs de l'ELAS – au grand dam de Myers qui voit échouer ses projets. Et le 3 mai 1943, l'Armée populaire se donne un quartier général dont Saraphis est nommé commandant en chef aux côtés d'Aris, qui garde le titre de *kapétanios*, et d'Andréas Tzimas, un communiste chargé de représenter l'EAM. Le comité central de l'ELAS passe alors au second plan, mais garde le commandement des unités du Péloponnèse et de celles d'Athènes-Le Pirée. Les QG des autres régions militaires, ainsi que les commandements locaux sont constitués sur le modèle du QG central : un commandant, officier de carrière, un *kapétanios* et un représentant de l'EAM. Cette restructuration et l'intégration de bon nombre d'officiers vont progressivement transformer l'ELAS en une force organisée plus proche d'une armée régulière.

C'est à ce moment que les agents anglais commencent à parler d'une grande campagne de sabotages pour les mois suivants, sans en préciser le but, ce qui laisse planer l'éventualité d'une proche libération de la Grèce et rend plus urgent le problème de la clarification politique. Plusieurs accrochages ont lieu entre les divers groupes de résistance, le plus souvent à l'initiative des chefs locaux. Les adversaires de l'EAM l'accusent de vouloir monopoliser la Résistance, bien que Myers lui-même trouve légitime la méfiance des dirigeants du Front :

[L'EAM] regardait la création de nouvelles forces de résistance avec mépris et méfiance. Pourquoi, se demandait-il, les Alliés devaient-ils persuader d'autres leaders grecs de prendre le maquis et de former d'autres organisations d'*andartès*, quand l'existence d'un seul grand mouvement était si souhaitable ? Pourquoi ces leaders étaient-ils pourvus d'or pour ce faire ? Pourquoi recevaient-ils de la part des Alliés un appui matériel disproportionné à leur nombre ? Pourquoi ignorait-on l'EAM/ELAS qui pourtant s'était constitué tout seul, de sa propre initiative, sans l'aide des Alliés ? Pourquoi le QG du Moyen-Orient suscitait-il à l'EAM/ELAS des difficultés supplémentaires dans le maquis avec ces organisations nouvelles, qui tôt ou tard devaient entrer en conflit avec lui²⁰ ?

Cependant, le 28 mai, le haut commandement de l'ELAS donne ordre de cesser toute action hostile à l'égard d'autres groupes de partisans.

Les accords d'unification militaire des maquis (Kastania, juillet 1943)

Tzimas, le représentant de l'EAM au QG de l'ELAS, tente en effet à ce moment-là de

négocier avec la mission militaire britannique une unification de toutes les organisations de résistance sous le commandement du QG du Moyen-Orient – soumise à la condition que le roi ne rentre pas en Grèce avant l'organisation d'un référendum. Les instructions secrètes données à Myers lui indiquent formellement que Georges II est le chef légal de la Grèce, mais il n'est pas question de rejeter purement et simplement les propositions de l'ELAS car Wilson, le commandant en chef des forces alliées au Moyen-Orient, a besoin des partisans : la campagne imminente dont ont commencé à parler les agents anglais est l'opération « Animals », qui prévoit sabotages et attentats en Grèce pour détourner l'attention des Allemands de la Sicile où se prépare un débarquement.

Les négociations commencent au début du mois de juin et s'avèrent difficiles. L'ELAS qui représente à l'époque, selon Saraphis, plus de 12 000 *andartès* en activité, sans compter les partisans du Péloponnèse et d'Athènes, propose de répartir ainsi les responsabilités au sein du QG unifié : un siège pour Zervas (entre 1 300 et 1 500 hommes), un autre pour l'EKKA (200 à 300 partisans), un pour la mission britannique, et trois sièges pour elle-même. Zervas oppose un refus total à ce projet. Mais le temps presse, la campagne de sabotages doit commencer le 21 juin. Le 16 l'ELAS accepte de se placer sous les ordres du QG du Moyen-Orient pour « Animals », contre promesse de bénéficier des parachutages anglais dans les maquis. Et les opérations commencent immédiatement.

Mais la question de l'unification des forces de la Résistance n'est pas réglée et Myers se trouve confronté à un nouveau sujet d'inquiétude. Tzimas est parti entre-temps en Yougoslavie et en est revenu accompagné de Vukmanovitch-Tempo, le chef du parti communiste de la Macédoine yougoslave, et d'un responsable de la guérilla albanaise, avec l'espoir de jeter les bases d'une coordination entre les trois maquis. Des discussions ont lieu, mais n'aboutissent pas. Les divergences de stratégie sont déjà nettes entre Yougoslaves et Grecs : Tempo revendique l'autonomie de la Résistance yougoslave par rapport aux Anglais, mais aussi par rapport à l'URSS dont il explique qu'on ne peut attendre aucune aide, vu l'ampleur de ses propres sacrifices. Il propose de plus la création d'un mouvement macédonien autonome de résistance, détaché de l'EAM, qu'il contrôlerait lui-même – chose inacceptable pour les communistes grecs, toujours en butte à la propagande concernant leur supposée trahison de la patrie. On en reste donc à une simple concertation pour quelques opérations militaires.

Mais Myers, au courant de ces échanges, a été fortement alerté et il cherche coûte que coûte à faire signer un accord entre les organisations du maquis grec. Le 5 juillet 1943, les trois chefs de l'ELAS, Saraphis, Aris et Tzimas signent à Kastania le document instituant un commandement unifié de la Résistance supervisé par le QG du Moyen-Orient. Zervas s'y rallie sous la pression de Myers, ainsi que l'EKKA. L'accord prévoit un partage des régions militaires entre les différentes organisations et une aide substantielle des Britanniques à tous les maquis sans distinction, en fonction de leur importance.

Le QG unifié s'installe en Thessalie, à Pertouli, et tente d'uniformiser les conditions de vie dans les différentes zones libérées, en fixant le prix des denrées alimentaires et des transports à dos d'animaux, ainsi que la contribution obligatoire à la Résistance. Il étend à l'ensemble de la Grèce libre les institutions d'autoadministration initiées dans les zones contrôlées par l'ELAS. Des élections se déroulent à la fin de l'été, avec un succès variable selon les régions militaires car l'EDES refuse de les organiser, contrairement à l'EKKA qui s'inspire du code élaboré à cet effet.

C'est à Pertouli également que siège le QG de l'ELAS, avec un centre d'accueil et de

formation pour les nouvelles recrues. Sous l'impulsion de Saraphis, l'ELAS se transforme peu à peu en une véritable armée régulière : dans les quatre unités qui la composent²¹, réorganisées avec des sous-commandements bien définis, sont introduits un début d'uniforme (le calot avec insigne) et un certain nombre de règles de discipline.

Sur le plan militaire, l'unification est un succès : ELAS, EDES et saboteurs anglais travaillent ensemble à attaquer l'ennemi sur les grands axes de communication. Ils réussissent ainsi à persuader les Allemands de l'imminence d'un débarquement en Grèce, les obligeant à y maintenir cinq divisions, ce qui vaut aux partisans grecs les plus chaleureuses félicitations du général Wilson. L'ELAS y gagne le statut d'armée nationale régulière, combattant dans le cadre des forces alliées contre le fascisme, alors que la propagande nazie présente les *andartès* comme des « brigands communistes », seuls responsables des villages ruinés et des paysans massacrés en représailles. Mais en acceptant pour la première fois une dépendance vis-à-vis des Anglais, l'EAM a mis le doigt dans l'engrenage. Sa proposition de délégation au Caire a été acceptée, mais non sa demande d'un engagement ferme du roi à ne pas rentrer en Grèce avant l'organisation d'un référendum. Georges II déclare le 4 juillet à Radio-Le Caire :

Après la libération de la Grèce, vous déciderez par un vote populaire et libre des institutions que la Grèce doit se donner [...] Dès que les opérations militaires le permettront, des élections générales et libres auront lieu en vue d'une Assemblée constituante, au plus tard dans les six mois [...] Jusqu'à cette date, la Constitution monarchiste de 1911 restera en vigueur. Dès que le siège du gouvernement pourra être transféré en territoire grec, le gouvernement actuel donnera sa démission, de manière que puisse être constitué un gouvernement pleinement représentatif, dont la composition garantira la liberté des élections²².

Du côté anglais, une fois l'opération « Animals » terminée, la ligne politique passe à nouveau avant les préoccupations militaires. Dans son télégramme de félicitations, Wilson a d'ailleurs ordonné l'arrêt immédiat des opérations et recommandé aux partisans de « rester tranquilles » en attendant des « événements futurs dont la date exacte n'est pas encore connue ». Les objectifs du Foreign Office commencent à s'affirmer plus clairement face à l'autonomie relative dont ont joui jusque-là les agents du SOE en Grèce. En mars, Churchill a nommé sir Reginald Leeper ambassadeur auprès du gouvernement du Caire, avec mission de suivre de près Tsoudéros, ses ministres et de façon générale le monde politique grec exilé en Égypte. Le major Wallace, premier représentant officiel du Foreign Office, est parachuté en Grèce au milieu du mois de juillet : il est chargé de surveiller les agents britanniques et ne rend ses rapports qu'au nouvel ambassadeur. Les conséquences s'en font vite sentir lors du voyage des délégués de la Résistance au Caire.

Notes

1 . A.Kédros, *La Résistance grecque. Le combat d'un peuple pour sa liberté*, Paris, Robert Laffont, 1966, p.189-190. Cet héroïsme a fait l'admiration de Roger Milliex, alors directeur de l'Institut français d'Athènes : « Dans les manifestations de rue si denses, si nombreuses, si généreuses qui [...] firent d'Athènes, je ne crains pas de l'affirmer, la première capitale résistante d'Europe, on vit toujours au premier rang les étudiants, les professeurs, les écrivains, les artistes, les hommes de science. Comme il fallait s'y attendre, dans ces rencontres à main nue contre un occupant cuirassé, les étudiants, avec les ouvriers, furent les premiers pour la dîme du sang. On les a vus, dans les rues d'Athènes, courir à la mort pour rejoindre le plus épais d'une masse de manifestants avec la hâte avec laquelle, d'ordinaire, on fuit le danger, mieux, avec laquelle on se précipite vers une fête [...] d'où les retardataires seront exclus. » (R.Milliex, *À l'école du peuple grec*, éditions du Beffroi, 1946, p.145).

2 . *Aux armes ! Aux armes ! Op.cit.* p.138.

3 . À la liste des crimes allemands en Grèce il faut ajouter la déportation des Juifs, dont la majorité sont morts à Auschwitz. Il y avait au début de la guerre entre 70 000 et 80 000 Juifs, dont près de 50000 habitaient Salonique ; il n'en restait que 10 000 à la Libération.

4 . A. Kédros, *op.cit.* p.231, sq.

5 . En Macédoine centrale et orientale c'est le cas de la PAO (Organisation panhellénique de libération) et des bandes d'un certain Tchaouch Anton spécialisées dans le pillage. Même situation dans le Péloponnèse, qui a gardé des structures très hiérarchisées et une tradition monarchiste, avec des organisations comme l'Armée grecque de Papadongonas. Il faut mettre à part les cas de la Crète, où domine l'Organisation nationale, l'EOK, d'inspiration vénizéliste, qui a toujours maintenu de bonnes relations avec l'EAM, et de l'Épire où l'ELAS coexiste, plus difficilement, avec l'EDES de Zervas.

6 . Ils ont été analysés par Iatridis, *op.cit.* p.83, sq.

7 . Voir la *Correspondance secrète de Staline avec Churchill, Roosevelt, Truman, Attlee*, Paris, Plon 1959. Curzon est un diplomate britannique qui avait proposé en 1919 de séparer par cette ligne les populations polonaise d'un côté, ukrainienne et biélorusse de l'autre. La Pologne, créée après la Première Guerre mondiale sur cette base, l'avait refusée et conquis en 1920 une zone de 200km à l'est de cette ligne, retranchant ainsi la moitié de l'Ukraine et de la Biélorussie du territoire soviétique. Staline, qui gardait en tête le fort anticommunisme des régimes dictatoriaux de la Pologne de l'entre-deux-guerres, avait réoccupé cette zone en 1939, en application des accords secrets du pacte germano-soviétique, et tenait absolument à ce qu'elle reste à l'URSS après la fin du conflit mondial.

8 . Pendant la guerre, il n'y a pas de correspondance directe entre le KKE et l'Internationale communiste ni, après la dissolution de celle-ci, avec le parti communiste de l'URSS. Les informations passent d'abord par le parti yougoslave, puis surtout par le parti bulgare au cours des événements de décembre.

9 . C'est lui qui dirige les interventions contre le nouvel État bolchevik en 1919-1920 et il déclare à ce propos : « La civilisation est en train de disparaître sur d'immenses territoires,

tandis que les bolcheviks sautent et gambadent comme d'affreux babouins au milieu de villes en ruines et de monceaux de cadavres. » Le communisme est pour lui « une ligue internationale, mais une ligue des paumés, des criminels, des incapables, des révoltés, des malades, des débiles et des imbéciles à travers le monde. » (F. Bédarida, *Churchill*, Paris, Fayard, 1999.)

[10](#) . Woodhouse dit à ce sujet : « Des opérations de cette ampleur ne pouvaient être réalisées qu'avec l'aide de l'ELAS. Et pour assurer cette aide de l'ELAS, il fallait continuer à l'approvisionner en armes, munitions et argent [...] Le dilemme entre les critères stratégiques et politiques était total. » (*op. cit.* p.221.)

[11](#) . L.C. Gardner, *Spheres of Influence. The Great Powers Partition from Munich to Yalta*, Chicago, Ivan R.Deer, 1993, p.185.

[12](#) . L'expression est de Ch. Chiclet (*op.cit.* p.41).

[13](#) . *Aux armes ! Aux armes ! Op.cit.* p.175.

[14](#) . G.Pharakos, *L'ELAS et le pouvoir*, Athènes, Hellinika Grammata, 2000.

[15](#) . Pétroussos, l'un des dirigeants du KKE, a bien exprimé cette situation : « À partir de l'été 1944, il devenait de plus en plus évident que nos efforts, nos peines, nos évolutions, nos sacrifices ne donnaient pas le résultat souhaité. C'était comme si nous nous étions trouvés dans un champ magnétique de haute intensité, où notre boussole était soumise à d'intenses perturbations. » (*Les Cinq Grandes Années. 1940-1945*, Athènes, 3^e édition en 2 tomes, Synchroni Epochi, 1984, tome II, p.395.)

[16](#) . Cité par Ch. Chiclet (*op.cit.*, p.45). Zervas envoie ses messages par l'intermédiaire des Britanniques, si bien que ses seconds, dont Pyromaglou toujours fidèle à ses convictions républicaines, ne sont pas au courant.

[17](#) . Cité par D.Partsalidis, *Double réhabilitation de la Résistance nationale*, Athènes, Thémelio, 1978, p.69.

[18](#) . Les *élassités* sont les membres de l'ELAS.

[19](#) . Saraphis, *L'Elas*, *Op.cit.*, p.75-76.

[20](#) . Myers, *Greek Entanglement*, London, Rupert Hart-Davis, 1955, p.277.

[21](#) . Les quatre unités sont la Macédoine, 4 500 hommes ; la Thessalie, 4 000 ; la Roumélie, 3 000 ; l'Épire, 500 (Saraphis, *op. cit.*, p.137), le reste des forces continuant à dépendre du comité central de l'ELAS. Le salut est remplacé par l'interpellation « camarade combattant » et les peines sont limitées à la réprimande et à la réprobation générale. Pour le désarmement provisoire ou le renvoi définitif, il faut réunir l'assemblée du groupe de partisans. En cas de trahison, la peine de mort peut être prononcée par un tribunal, avec avis du QG.

[22](#) . Cité par Myers, *op.cit.*, p.213.

III. Les germes de la guerre civile (août 1943-mars 1944)

Les délégués de la Résistance au Caire (août-septembre 1943)

Ils sont six à partir pour l'Égypte, accompagnés de Myers, au début du mois d'août : Tzimas, Roussos, Despotopoulos et Tsirimokos pour l'EAM, Pyromaglou pour l'EDES et Kartalis¹ pour l'EKKA.

L'idée de Myers, qui fait l'unanimité, est d'instaurer une liaison permanente entre les partisans et le QG des forces armées grecques en Égypte, ainsi qu'avec le gouvernement du Caire. La question du roi est posée d'emblée par les représentants de l'EAM auxquels se joignent, à la grande confusion des autorités grecques et britanniques, les délégués de l'EDES² et de l'EKKA. Le 19 août, le Conseil des ministres se réunit en leur présence et adopte à l'unanimité ce message adressé au roi :

Après discussion les membres du gouvernement, compte tenu du fait qu'il résulte de tous les renseignements en provenance de Grèce que l'adresse [du 17 août³] reflète la volonté de la grande majorité du peuple grec et que le non-retour du roi avant le plébiscite est indispensable si l'on veut éviter des troubles et éventuellement des troubles sanglants, déclarent unanimement que le point de vue exposé [par les délégués de la Résistance] coïncide avec le leur et chargent le Premier ministre de porter à la connaissance de Sa Majesté le roi cette décision du Conseil⁴.

C'est aussi l'opinion de Myers, de Wallace et même de l'ambassadeur Leeper. L'instauration d'une régence pourrait, selon eux, satisfaire les revendications des « vieux partis » et détacher les modérés du « noyau dur » de l'EAM, c'est-à-dire des communistes.

Face à cette unanimité, un seul homme, Georges II. Mais il est fort du soutien de Churchill qui lui a garanti son retour à la libération, comme le montre le télégramme que le roi adresse le jour même au Premier ministre anglais et à Roosevelt, alors en conférence à Québec :

[...] Je me trouve brusquement dans une situation des plus curieuses du fait de l'arrivée inattendue de certains individus venus de Grèce et supposés représenter les diverses bandes de guérilleros [...] Dans ces conditions je vous prie de bien vouloir me conseiller au sujet de la ligne à suivre [...] Personnellement j'inclinerais à continuer pour le moment la politique convenue entre nous avant mon départ d'Angleterre. J'ai le sentiment très vif que je devrais retourner en Grèce avec mes troupes, même s'il me fallait en repartir au bout d'un temps très court pour aller défendre nos intérêts nationaux parmi les Alliés⁵.

Churchill a beau démentir l'existence d'un tel accord à la Chambre des communes, où se déroulent des débats houleux sur sa politique vis-à-vis de la Grèce, la suite des événements la confirme : vertement rappelés à l'ordre, les ministres grecs découvrent qu'ils sont limités

au rôle d'observateurs passifs dans l'élaboration et la conduite de la politique nationale. Les officiels anglais et américains font savoir que toute nouvelle déclaration du roi serait inutile. Le général Wilson rappelle brutalement aux délégués de la Résistance qu'ils sont sous ses ordres et leur enjoint de regagner immédiatement la Grèce. Les six hommes sont conduits *manu militari* à l'aérodrome.

Malgré cet épisode rocambolesque, ils arrivent à joindre Tsoudéros qui, humilié par le traitement infligé à ses compatriotes, obtient de l'ambassadeur britannique qu'ils soient ramenés au Caire. Mais cela ne change rien quant au fond. Le 26 août arrive la réponse de Churchill au roi, approuvée par Roosevelt : il l'assure de son soutien et l'engage à s'en tenir à sa déclaration du 4 juillet. Les délégués ne peuvent que constater l'échec de leur mission et repartir pour le maquis. Comme le dit Pyromaglou : « On se croirait revenus au temps de Metternich, quand d'un seul coup de crayon on décidait du sort des pays et des peuples. »

En même temps, Churchill rappelle à Londres Myers, accusé de sympathies pour l'EAM. Il est remplacé par Woodhouse à la tête de la mission britannique, qui devient la mission militaire alliée par l'adjonction de quelques officiers de l'OSS⁶. Ces hommes, dont le nombre ira par la suite jusqu'à 200, sont pour la plupart des Gréco-Américains d'idées plutôt progressistes. Mais il est admis implicitement que cette zone revient aux Britanniques : les Américains, tout en envoyant à Washington des rapports critiques sur l'attitude de leurs alliés, se limitent au renseignement et au ravitaillement. Ils ne disposent pas de leur propre réseau radio et communiquent par l'intermédiaire de Woodhouse, qui les éloigne le plus possible du QG de l'EAM.

Cette attitude des Alliés anglo-saxons, si elle atteint un maximum de cynisme dans le cas de la Grèce, n'est pas spécifique à ce pays. Ailleurs aussi, ils manifestent de grandes réticences à confier la gestion des zones libérées aux forces démocratiques et y maintiennent pour l'essentiel les autorités fascistes et collaboratrices. En Afrique du Nord, c'est un ministre de Pétain, Darlan, qui est promu Haut-commissaire par les Américains. Le général Giraud, qui lui succède en 1943, conserve les lois et l'appareil répressif de l'État vichyste et refuse de libérer les antifascistes emprisonnés. Il faut tout l'acharnement de De Gaulle – et surtout la création du Conseil national de la Résistance, qui lui donne une réelle légitimité en intégrant les partisans de l'intérieur – pour que le chef de la France libre puisse mettre en place en juin 1943 le Comité français de libération nationale dont les compétences sont encore fort limitées.

Dans le sud de l'Italie, le débarquement de juillet 1943 a obligé le roi Victor-Emmanuel III à renvoyer Mussolini. Il confie le pouvoir à l'un des compagnons de celui-ci, le maréchal Badoglio et obtient d'être considéré comme un allié contre la promesse de participer aux combats. La peur du « vide politique » susceptible de profiter aux communistes et aux socialistes de Nenni, unis dans le Comité national de libération et partisans de réformes radicales, amène l'AMGOT⁷ à maintenir les cadres fascistes dans l'administration et la police, malgré de véritables émeutes de la population. Comme l'a bien montré Kolko⁸, la mainmise des Anglo-Saxons sur l'administration militaire et le contrôle politique de l'Italie sera invoquée comme précédent par Staline, pour justifier les mêmes méthodes lorsque l'Armée rouge pénétrera un an plus tard en Roumanie et en Bulgarie.

Les conséquences dramatiques de l'échec de la conférence du Caire

L'échec de la conférence est un événement grave, une « tragédie » selon Myers qui écrit à ce sujet : « De cette conférence dépendait peut-être le sort de la Grèce [...]. Il était en notre

pouvoir de prévenir la guerre civile⁹. » La plupart des participants ont reconnu que sans l'intervention de Churchill et de Roosevelt on aurait pu aboutir à un accord et éviter les déchirements qui ont suivi. Il est désormais évident que le Premier ministre britannique utilisera tous les moyens pour ramener le roi en Grèce coûte que coûte.

Les Mémoires de Churchill témoignent des inquiétudes qui l'assaillent à ce moment-là. Il évoque une lettre de Ian Smuts, son ami personnel, considéré, en tant que Premier ministre de l'Afrique du Sud, comme le second personnage de l'Empire britannique. Smuts exclut l'organisation d'un référendum à la libération, « car [cela] aboutirait fort probablement à des troubles, peut-être même à une guerre civile, tant les esprits sont montés [...] Nous risquons d'assister à une vague de désordres et à l'établissement du communisme dans toutes ces régions de l'Europe ». C'est dans cet esprit que Churchill adresse le 29 septembre une importante note à ses chefs d'état-major :

Si les Allemands évacuent la Grèce, il faut être en mesure d'envoyer à Athènes 5 000 soldats britanniques avec des automitrailleuses et des chenillettes à fusil-mitrailleur. Ils n'auront besoin ni de moyens de transport ni d'artillerie. Les troupes grecques d'Égypte les accompagneront. Ils auront pour mission de soutenir sur place le gouvernement légal restauré. Les Grecs ne sauront pas si d'autres troupes ne vont pas les suivre. Il peut y avoir des chamailleries entre les bandes de guérilleros, mais on témoignera beaucoup de respect aux Britanniques, d'autant plus que seuls les efforts faits par nous au cours des quelques mois qui suivront la libération peuvent sauver le pays de la famine. Il suffira d'organiser les troupes pour faire face à des émeutes dans la capitale, ou pour défendre celle-ci contre des incursions venant de l'intérieur du pays¹⁰...

Ainsi, dès septembre 1943, est programmée une opération britannique d'occupation militaire de la Grèce (ce qu'on appellera le plan « Manna »). Le Premier ministre britannique résume délicatement la situation : « Ce fut la première allusion à l'obligation où nous pouvions nous trouver d'intervenir dans les affaires intérieures de la Grèce au moment de la libération. » L'affaire est révélatrice du rôle personnel de Churchill dans le drame de la Résistance grecque : il a continuellement agi en faisant fi des conseils de son entourage proche, de l'opinion publique britannique et internationale, de celle de la majorité des députés de la Chambre des communes. À part son ami Smuts, la seule personne qui ait partagé son point de vue de bout en bout est le roi Georges II.

Devant la détermination de Churchill, il ne peut y avoir que deux attitudes : ou bien se ranger du côté des Britanniques au prix d'un ralliement au roi – ce que vont faire plus ou moins rapidement les leaders du vieux monde politique ; ou bien prendre le risque d'une épreuve de force sanglante dont l'issue n'est pas assurée. Dans ce contexte, l'EAM et le KKE vont tenter de poursuivre en même temps deux objectifs : s'assurer une position de force dans l'affrontement prévisible en combattant les organisations concurrentes, et continuer à rechercher l'unité nationale pour tenter d'éviter cet affrontement. Ligne difficilement lisible : les déclarations ambivalentes entraînent souvent l'incompréhension des militants, tandis que les adversaires de l'EAM ne retiennent que sa politique de force et crient à la dictature.

En cet automne 1943, la position de l'EAM/ELAS se trouve considérablement renforcée par la déroute des occupants italiens.

La déroute italienne (juillet-septembre 1943)

Lorsque la nouvelle de la capitulation de l'Italie arrive en Grèce, les troupes italiennes se décomposent littéralement. De nombreux soldats désertent, vendent leurs armes dans la rue. Les Allemands passent immédiatement à l'offensive pour les désarmer ou les déporter, mais l'ELAS s'efforce, partout où elle est présente, d'en obtenir la reddition. En Thessalie la population fraternise avec eux et achemine leurs armes vers le maquis en charrettes, à dos de mulet, à dos d'hommes. L'ELAS récupère notamment tout l'armement de la division Pinerolo du général Infante, malgré les manœuvres de Woodhouse qui cherche à transférer hommes et armes en Épire pour renforcer l'EDES. Ainsi, dans les villes comme dans les campagnes, l'EAM est au sommet de sa force en ce mois de septembre 1943. Événement symbolique : le bureau politique du KKE s'installe dans la Grèce libre.

Churchill, qui ne renonce décidément pas à débarquer dans les Balkans, profite de la défaite italienne pour lancer une offensive sur le Dodécanèse. Ce qui se passe alors dans l'une de ces îles, à Samos, en dit long sur les intentions anglaises. Alors que le groupe local de l'EAM, soutenu par la population, a dissous les autorités fascistes et instauré un gouvernement populaire, les services britanniques du Caire délèguent sur place un de leurs généraux, accompagné du ministre E. Sophoulis et du Bataillon sacré, cette unité des forces armées grecques composée uniquement d'officiers monarchistes. Il s'ensuit une violente campagne anti-EAM : la presse est censurée, les réunions et les manifestations sont interdites. Mais l'île est très vite reprise par les Allemands et les Britanniques évacuent leurs troupes vers la Palestine avec des milliers de civils. Les combattants de l'ELAS sont alors enfermés dans des camps de concentration.

Mauvais signe pour l'avenir de la Grèce... Même un modéré comme le ministre Vénizélos fait part de sa rancœur vis-à-vis des Britanniques au délégué du Comité français de libération nationale en Égypte, et lui propose un front commun des pays européens exclus des arrangements des trois Grands⁴. La politique des Anglo-Saxons dans les territoires libérés est en effet parfaitement analysée dès 1943 dans les rapports des diplomates, mais aussi dans les débats parlementaires et la presse d'Angleterre et des États-Unis : on y voit bien un renouveau des sphères d'influence pourtant officiellement condamnées.

Les milices au service de l'occupant

Dès le début de 1943, les Allemands ont songé à mettre sur pied des milices afin « d'économiser le sang allemand » dans leurs opérations contre l'ELAS. Ils veulent aussi constituer un front des forces anticommunistes en Grèce, en profitant des peurs qu'engendre le développement de l'EAM dans les catégories aisées de la population, et introduire ainsi les germes d'une guerre civile.

La plupart des milices qui se multiplient à partir de l'été 1943 sont généralement appelées Bataillons de sécurité, du nom des unités créées par Rallis, le chef du gouvernement collaborateur depuis avril 1943. Sous prétexte de sauver la Grèce des « slavo-communistes » censés vouloir livrer le pays aux Bulgares, il s'agit en fait de collaborer avec la Wehrmacht (ou avec les Bulgares) afin de pourchasser les partisans de l'EAM. Quatre premiers bataillons sont créés en juin 1943 sous la direction des généraux Pangalos, auteur en 1925 d'un coup d'État suivi d'une dictature, et Gonatas, l'un des dirigeants de l'EDES d'Athènes : cette organisation s'est en effet ouvertement orientée vers la collaboration, sans

avoir été désavouée par Zervas. On donne souvent à tous ces hommes le nom d'*evzones* ou de *tsoliadès* car ils portent l'habit traditionnel du sud des Balkans avec la jupe plissée, le fez et les chaussures à pompons.

La reddition italienne rend particulièrement précieuse pour les Allemands l'existence de ces auxiliaires. Ils jouent un rôle de premier plan dans les terribles massacres perpétrés fin 1943 et tout au long de l'année 1944, faisant souvent preuve d'une sauvagerie encore plus grande que celle des nazis. Les Bataillons de sécurité passent en octobre sous les ordres directs du général SS Schimana qui réorganise parallèlement la police et la gendarmerie : Lampou prend la direction de la Sûreté spéciale et sème la terreur dans les faubourgs d'Athènes. Rallis, pour étoffer ses Bataillons, ordonne aux officiers de l'armée de s'y engager sous peine de mise à la retraite et de privation de solde et de tickets de rationnement. Beaucoup d'entre eux s'enfuient vers le Moyen-Orient ou le maquis, mais les autres sont ainsi enrôlés sous la contrainte.

En 1943 les *tsoliadès* sont présents presque uniquement à Athènes mais, par la suite, d'autres unités sont créées, notamment dans le Péloponnèse où elles intègrent les groupes « nationalistes » déjà existants et constituent une force de 4 000 hommes bien installée dans les villes. Dans cette région et dans les riches plaines agricoles, les Bataillons trouvent un écho auprès des paysans aisés qui refusent les prélèvements de l'ELAS et redoutent la remise en cause de leurs propriétés. En Macédoine, il existe aussi des milices qui obéissent directement aux Allemands et portent même leur uniforme¹².

Les motivations sont différentes d'un corps à l'autre, d'un milicien à l'autre. Il s'agit parfois d'hommes au chômage qui s'enrôlent dans ces unités pour faire vivre leur famille, car ils s'assurent ainsi ravitaillement, habillement, soins et même un salaire : une fois le premier pas franchi, ils ne peuvent qu'y rester pour se protéger des représailles de l'ELAS. Il y a surtout un recrutement systématique dans les bas-fonds d'une société urbaine livrée à une misère catastrophique, ce qui explique le comportement barbare et les pillages systématiques de ces bandes. Leurs chefs disposent de grandes facilités pour s'enrichir dans le marché noir, extorquer des fonds et, à Salonique, mettre la main sur les biens confisqués des Juifs.

En 1944, les Bataillons de sécurité commencent à constituer une force réellement considérable et à semer la terreur partout où ils sont présents. Ils participent aux grandes opérations de « nettoyage » menées par les Allemands, avec leur cortège de massacres et de villages brûlés. Nombreux sont les cas où les tueries sont perpétrées par les milices elles-mêmes, à peine supervisées (parfois photographiées) par des officiers allemands¹³.

Les débuts de la guerre civile dans les grandes villes

Il existe également, dans les grands centres urbains, des groupuscules monarchistes qui se disent résistants mais luttent surtout contre le « danger communiste ». L'un d'entre eux, créé par le général Papagos sous le nom de « Hiérarchie Militaire », prétend agir directement sous les ordres du roi et ses membres s'infiltrèrent non seulement dans les Bataillons de sécurité, mais aussi dans la police des villes et la gendarmerie. Ils entrent aussi dans les organisations de résistance autres que l'EAM, dans l'EKKA notamment, tentant d'y faire pénétrer les sentiments monarchistes et poussant les partisans à combattre l'ELAS.

L'organisation la plus redoutable est celle du colonel Grivas, qu'on désigne du nom de la lettre grecque X¹⁴. Recrutant uniquement des officiers et sous-officiers, elle s'approvisionne

en armes auprès du gouvernement Rallis. Grivas s'installe, au vu et au su des occupants, sur les collines de Philopappou, face à l'Acropole, et fait la loi dans tout le quartier du Thission, autour de l'antique temple de Thésée, d'où ses troupes partent périodiquement pour des opérations contre les partisans de l'EAM.

Toutes ces milices participent aussi aux *bloko*, les expéditions des Allemands dans les banlieues rouges. Elles consistent à encercler un quartier en pleine nuit et à resserrer peu à peu le blocus, en appelant par haut-parleurs les habitants à se rassembler sur la place centrale. Après un « triage » selon l'âge et le sexe, des mouchards cagoulés passent dans les rangées des jeunes et en extraient ceux qu'ils reconnaissent comme *élassitès*. Ceux-là sont immédiatement fauchés à la mitrailleuse. Puis on prend leurs parents et d'autres partisans de l'EAM : certains sont fusillés, d'autres sont chargés dans des voitures et enfermés dans des camps. Là on procède au dernier tri : certains serviront d'otages et seront exécutés en représailles à des opérations de la Résistance ; d'autres iront remplir les « cages », ces plates-formes entourées de barbelés que les Allemands mettent en avant des trains pour décourager les saboteurs. Beaucoup sont envoyés en Allemagne dans les usines d'armement. Une petite minorité passe au service de la Wehrmacht ou des Bataillons et deviennent mouchards à leur tour.

On voit aussi proliférer des journaux « ultranationalistes » qui font une propagande ouverte en faveur du roi, présenté comme soutenu par les Britanniques. Ils martèlent l'idée que l'EAM est entièrement aux mains des communistes et que son objectif de libération nationale n'est qu'un prétexte pour s'emparer du pouvoir et livrer le pays aux Bulgares¹⁵. Ils accusent le KKE de propager l'athéisme, ce qui est bien erroné, et de menacer l'ordre familial et social, ce qui est beaucoup plus vrai. Ils qualifient dans cette veine les communistes d'anarchistes, de bolcheviks, de Bulgares, de Juifs, de traîtres à la patrie, à la religion, à la famille...

Cette propagande agréée fort aux grands industriels et commerçants, aux spéculateurs du marché noir qui craignent la remise en cause de leurs bénéfices. Des sommes importantes sont mises à la disposition du gouvernement Rallis pour renforcer les Bataillons de sécurité, qui peuvent circuler armés à toute heure contre promesse de fournir à la Sûreté les noms des partisans de l'EAM. Les grandes villes deviennent un champ de bataille où s'affrontent quotidiennement *élassitès et miliciens*, au grand effroi de la bourgeoisie des centres-ville.

Le jeu trouble des Anglais

À partir de l'été 1943, le Foreign Office est prêt à combattre l'EAM par tous les moyens, au prix de compromissions étonnantes. C'est ainsi que les Britanniques n'hésitent pas à livrer des armes aux petites organisations « nationalistes » du Péloponnèse ou de Macédoine, tout en n'ignorant rien de leur collaboration avec les occupants. Ils placent des hommes à eux dans le gouvernement collaborateur de Rallis : ce personnage ambigu prétend en effet qu'il a accepté ce poste par esprit de sacrifice, afin de se consacrer à la nécessaire lutte contre l'EAM, maintenant que la victoire alliée est assurée. Il place dans les Bataillons de sécurité qu'il a créés des officiers royalistes anglophiles, persuade ainsi LeCaire de leur utilité et laisse entendre en Grèce même que leur constitution est approuvée à Londres, satisfaisant ainsi du même coup Allemands et Britanniques. Beaucoup de membres des Bataillons pourront, à la libération, affirmer qu'ils étaient persuadés de travailler pour le roi et les Anglais.

Le comité central de l'EAM proteste auprès des gouvernements alliés :

Le gouvernement Rallis reçoit des Allemands des armes pour équiper les forces militaires qui sont utilisées contre les partisans et le peuple grec [...] Il persécute systématiquement l'EAM et mène contre lui une campagne de calomnies [...] Mais alors qu'il fait tout cela pour soutenir la domination allemande et saper le combat des Alliés, il répand en même temps, dans des communiqués confidentiels, la rumeur selon laquelle il a l'approbation et le soutien, non seulement de Georges II et du gouvernement Tsoudéros, mais aussi du gouvernement britannique. M.Rallis fait état confidentiellement d'une lettre émanant d'une soi-disant personnalité britannique officielle, qui lui écrit qu'il doit écraser l'organisation de l'EAM parce qu'elle est communiste et par conséquent russophile [...] Il soutient également que [...] des instructions secrètes de Georges Glücksbourg et du gouvernement anglais font un devoir [aux agents anglais] de pourchasser les partisans grecs.

Les intrigues stupéfiantes de M.Rallis visent à semer la confusion dans le peuple grec [...] et finalement à porter un coup sérieux à la cause des Alliés [...] Le comité central de l'EAM [...] demande qu'un terme soit mis aux machinations infernales de M.Rallis par le moyen de déclarations aussi nettes que catégoriques émanant des gouvernements alliés¹⁶.

Revendication récurrente, jamais satisfaite puisque les Britanniques, comme le gouvernement du Caire, voient dans les milices une force qui les aidera à assurer le retour du roi à la libération. Une affaire alourdit encore le climat : le capitaine Don Stott, l'un des agents de la mission militaire alliée, rencontre à Athènes, outre le chef de la police secrète militaire allemande, des représentants de diverses milices et organisations d'extrême droite. Il leur propose son aide si elles s'unissent pour faire barrage à l'EAM lors de la libération de la capitale. La divulgation de ces contacts oblige les Britanniques à nier toute directive officielle et à soutenir que Stott a agi de sa propre initiative. Mais parallèlement, la BBC et Radio LeCaire se livrent à une propagande anti-EAM systématique, au point que la presse britannique demande pourquoi les discours de Londres sont si proches de ceux de Berlin.

L'EAM déduit de tout cela qu'une vaste conspiration, allant de l'EDES aux Bataillons de sécurité, au gouvernement collaborateur et aux agents britanniques en Grèce, cherche à l'écraser à la faveur d'un imminent débarquement anglais. Aris, le *kapétanios* de l'ELAS, qui a toujours exprimé ouvertement sa méfiance vis-à-vis des Britanniques, réclame que les chefs des trois organisations de résistance, l'ELAS, l'EDES et l'EKKA, se réunissent de toute urgence pour proclamer leur refus d'un retour du roi avant le référendum et leur détermination à s'y opposer s'il le faut par la force. Et il propose de dissoudre la ou les organisations qui s'y refuseront. Au sein de l'ELAS et du KKE, des points de vue divers s'expriment sur cette question. Il y a ceux qui pensent, comme Aris, que la perspective désormais proche de la libération impose de se présenter en position de force dans l'affrontement probable. D'autres, comme Ioannidis, font passer au premier plan la nécessité du rassemblement des forces luttant pour la libération nationale : c'est aussi l'opinion des représentants des autres partis membres de l'EAM, au nom des orientations du Front définies dès 1941, mais aussi du réalisme, vu le poids de l'influence britannique en Grèce¹⁷.

À la fin de l'année 1943, ce sont les démêlés avec l'EDES qui passent au premier plan des préoccupations de l'ELAS, entraînant ces combats qu'on qualifie parfois de « premier round » de la guerre civile et qui marquent la fin définitive du rêve d'une Résistance unie.

Les affrontements ELAS/EDES (octobre 1943-février 1944)

Au début d'octobre, les Allemands lancent de violentes offensives contre les maquis, marquées par une sauvagerie inouïe. Après le village de Komnino, près de Prévéza, où 317 habitants ont été exécutés au mois d'août, c'est au tour de la petite ville de Kalavryta, au nord-ouest du Péloponnèse, de subir un véritable massacre. Les troupes allemandes y entrent le 9 décembre, se livrent au pillage, rassemblent tous les habitants dans l'école et emmènent hommes et adolescents vers le cimetière pour les fusiller, tandis que des commandos mettent le feu à la ville. Les femmes réussissent à briser les portes de l'école et se précipitent vers le lieu du massacre. Durant quatre jours et quatre nuits, elles cherchent les leurs et creusent des tombes avec des outils de fortune. Sur 511 hommes, seuls 10 ont survécu.

Tout en combattant la Wehrmacht, l'ELAS¹⁸ et l'EDES s'affrontent durant quatre mois, d'octobre 1943 à février 1944, dans le Péloponnèse mais surtout en Épire, l'enjeu étant le contrôle de la région de la Tzoumerka, entre le fleuve Achéloos et le fleuve Arachtos plus à l'ouest. Aux griefs bien connus de l'Armée populaire envers Zervas s'ajoutent, au cours des combats, des soupçons d'arrangements entre l'EDES et les Allemands : plusieurs accords temporaires de cessez-le-feu ont effectivement permis à Zervas de se maintenir dans la majeure partie de l'Épire, ce qui n'aurait pas été possible s'il avait dû lutter sur deux fronts comme l'ELAS¹⁹.

C'est un incident de « frontière » entre les deux organisations, où l'EDES fait plusieurs prisonniers parmi les *élassitès*, qui marque le début des hostilités. La réplique de l'ELAS est immédiate, mais une attaque allemande massive l'oblige à se retirer d'Épire et à transférer son QG en Evrytania. L'Armée populaire regroupe vite ses forces, lance une nouvelle offensive à la fois contre les Allemands et contre l'EDES au cours du mois de novembre et Zervas doit se replier au-delà du fleuve Arachtos.

Ces affrontements suscitent beaucoup d'interrogations dans la presse britannique, d'autant que la BBC dénonce l'EAM/ELAS comme seul responsable et s'en prend violemment à Aris. Eden peine à s'expliquer devant la Chambre des communes. Mais en cette fin d'année 1943, la politique anglaise change provisoirement de cap, le QG du Moyen-Orient prévoyant de nouvelles opérations de sabotage en Grèce. L'idée de ce nouveau plan, appelé « Arche de Noé », est de désorganiser la retraite de la Wehrmacht que l'on pense alors proche, pour ralentir le transfert sur le nouveau front prévu en France.

La mission militaire alliée, les autorités anglaises et grecques du Caire tentent donc de calmer le jeu. Tsoudéros lance « aux héroïques *andartès* » un appel à la réconciliation, relayé par Eden, Cordell Hull et même par le gouvernement soviétique qui déclare le 4 janvier, sur l'insistance de Churchill :

Étant donné que le gouvernement britannique juge, sur la base des informations dont il dispose, qu'une réconciliation des groupes de résistance est maintenant possible, le gouvernement soviétique juge utile, afin de renforcer la lutte contre les agresseurs allemands, de soutenir la création d'un front uni de tous les groupes de résistance en Grèce²⁰.

Et Moscou nomme à cette occasion un ambassadeur auprès du roi Georges II – initiative quelque peu gênante pour l'EAM. Ces appels décident cependant l'EDES et l'ELAS à accepter une trêve.

« *Entre mer et montagne* » : les hésitations des leaders politiques traditionnels

Le comité central de l'EAM n'a pas renoncé pour autant à son projet d'unification politique et il propose à Tsoudéros d'élargir son gouvernement à quelques ministres chargés de diriger la Résistance en Grèce même. Devant le refus de celui-ci, il estime le moment venu de constituer un gouvernement d'union nationale dans la Grèce libre. Les dirigeants de l'EAM font donc une fois de plus le tour des leaders des partis traditionnels. L'accueil est plutôt fuyant, d'autant plus que ces personnalités sont également très sollicitées par ailleurs.

On parle en effet de plus en plus, au Caire, de l'éventualité d'une régence provisoire qui serait confiée à l'archevêque d'Athènes, Damaskinos. Georges II, soutenu tout particulièrement par Roosevelt, s'y refuse malgré l'insistance de Tsoudéros qui menace de démissionner. Le roi accepte cependant l'envoi à Athènes, début janvier 1944, d'un émissaire chargé de prendre contact avec l'archevêque. Il s'agit de constituer un comité de personnalités qui pourraient intégrer le gouvernement en exil, mais il n'est pas question de la moindre ouverture vers les organisations de résistance, que ce soit l'EAM ou l'EDES. C'est ainsi que les dirigeants des « vieux partis » reviennent en faveur auprès des Britanniques, d'où leurs louvoisements « entre mer et montagne », comme le dit avec humour le secrétaire de l'EAM, Hadzis, c'est-à-dire entre des portefeuilles dans le gouvernement du Caire et des postes dans celui de la Grèce libre. Leurs préférences les portent plutôt vers la traversée de la mer, mais les négociations traînent en longueur car ces politiciens continuent à poser unanimement comme préalable l'instauration de la régence.

Sur le terrain, les affrontements reprennent dès le début janvier. Une grande offensive de Zervas est arrêtée net par une contre-attaque de l'ELAS. Au lieu d'en finir avec l'EDES, comme le propose Aris, le QG de l'ELAS interrompt les opérations militaires et propose que les forces en présence restent sur leurs positions. L'armistice est signé le 4 février 1944, mais il faut près d'un mois de négociations pour aboutir à un accord – tout à fait relatif.

La conférence de Plaka (février 1944)

À la demande de l'EAM, les participants à la conférence – Saraphis et Roussos pour l'ELAS, Pyromaglou et Nikolopoulos pour l'EDES, Psarros et Kartalis pour l'EKKA, Woodhouse pour la mission alliée – signent une déclaration qualifiant clairement le gouvernement Rallis et ses organisations satellites (Bataillons de sécurité, gendarmerie et autres) de serviteurs de l'occupant et de traîtres à la patrie. Elle ne sera malheureusement relayée ni par la radio ni par la presse britannique²¹.

Les discussions achoppent vite, aussi bien sur la question du gouvernement d'union nationale – que Woodhouse refuse d'emblée de discuter – que sur celle de l'unification des armées. Zervas n'en veut pas et l'EKKA, restée en dehors des combats, est en proie à des divisions internes : sous l'impulsion d'un officier royaliste, la majorité de ses cadres se désolidarise de leur organisation et informent le roi qu'ils sont désormais au service exclusif du QG du Moyen-Orient. Kartalis lui-même, qui préside la conférence, confère secrètement avec Zervas et Woodhouse²². Les Britanniques, qui tirent plus ou moins discrètement les ficelles des négociations, ne veulent pas non plus l'unification. Tom Barnes, qui représente la mission militaire alliée auprès de l'EDES, a reçu du Caire les instructions suivantes :

- 1) Nous pensons que l'ELAS demandera une armée de maquisards unie, avec comme QG le QG de l'ELAS. Il essaiera également d'imposer la formation d'un gouvernement d'unité à l'intérieur de la Grèce [...]

- 2) Nos instructions à Chris [Woodhouse] sont qu'il faut écarter cette éventualité et aboutir à un accord qui partagera le pays en différents territoires, selon les besoins de l'opération « Arche de Noé » [...]
- 3) [...] Toutes les discussions sur les questions politiques sont à écarter. Chris est parfaitement au courant et agira comme arbitre de la part du gouvernement grec.
- 4) Nous sommes très désireux que vous accompagniez les représentants de Zervas à la conférence et que vous rencontriez Chris [...] Il ne faudrait pas montrer le présent message à Zervas, sinon l'affaire paraîtrait décidée à l'avance. Mais utilisez-le pour orienter Zervas dans ses revendications, de sorte qu'il ait en vue qu'il doit avoir quelque chose en main pour négocier. Il faut que vous soyez extrêmement discret pendant la discussion de ces questions, avant l'aboutissement de la conférence²³.

Saraphis comprend vite que les Anglais ne souhaitent qu'un arrangement provisoire pour assurer la participation des maquis à « Arche de Noé » et propose un compromis. L'accord, signé le 29 février près du pont de Plaka, sur l'Arachtos, prévoit la cessation des hostilités entre les organisations, avec maintien de chacune sur ses positions et échange de prisonniers. Une clause secrète mentionne l'accord de tous les partisans pour collaborer au plan « Arche de Noé ».

Toute idée d'unité militaire, et encore plus politique, est donc abandonnée. C'est un échec pour l'EAM/ELAS, une raison de plus d'en vouloir à l'EDES – et cette fois aussi à l'EKKA. Si les affrontements de l'hiver 1943/1944 n'ont pas causé de trop lourdes pertes en hommes, ils ont entraîné un sentiment d'incompréhension et de gêne chez les *andartès*, de quelque bord qu'ils soient, au point que les maquis voient provisoirement leurs effectifs diminuer. Dans les régions à forte composante monarchiste comme le Péloponnèse, il y a un véritable rejet de l'EAM de la part de beaucoup de villageois, qui prélude à des règlements de compte sanglants.

Dans la capitale, les négociations de l'archevêque Damaskinos en vue d'un élargissement du gouvernement du Caire vont toujours bon train, bien que Tsoudéros n'ait guère d'illusions sur la représentativité des personnalités qu'il consulte²⁴. Devant les attermoissements de ces politiciens, qu'il sollicite de son côté, devant l'échec de ses tentatives à Plaka, l'EAM se décide le 10 mars 1944 à créer son propre gouvernement. Cette décision bouscule les plans de Churchill et va avoir d'importantes répercussions en Égypte.

Notes

- 1 . Kartalis, un ex-député de droite, est l'un des fondateurs de l'EKKA avec Psarros.
- 2 . Pyromaglou, républicain sincère, n'est pas au courant des télégrammes envoyés par Zervas à Georges II.
- 3 . Il s'agit de l'un des messages envoyés à Tsoudéros par les leaders des « vieux partis » restés en Grèce.
- 4 . P.Roussos, *op.cit.*, tome I, p.422.
- 5 . Churchill, *Mémoires sur la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Plon, 1952-1953, tome V, vol.2, chap. XIII, p.217. Les citations de Churchill figurant dans ce chapitre sont également extraites de ce chapitre, p. 217 à 219.
- 6 . Office of Strategic Services : organisme de renseignement des États-Unis, ancêtre de la CIA. D'autres cadres du SOE sont également limogés.
- 7 . *Allied Military Government of Occupied Territories, Gouvernement militaire allié des territoires occupés*, section des états-majors anglo-saxons chargée de l'administration de ces derniers. En accord sur ce point, Anglais et Américains sont cependant divisés sur la question de la monarchie : Churchill voit dans celle-ci le seul rempart contre le bolchevisme, alors que Washington a peur que cet extrémisme ne favorise les forces de gauche.
- 8 . Gabriel Kolko, *Politics of War, The World and United States Foreign Policy 1943-1945*, New York, Random House, 1968, chap. vi.
- 9 . Pharakos, *op.cit.*, tome I, p.143.
- 10 . Churchill, *Mémoires*, *op.cit.*, p.219.
- 11 . Télégramme de L. de Benoist, adressé le 8 novembre 1943 au CFLN à Alger, *Archives Diplomatiques Françaises*, Guerre 1939-1945, Alger CFLN-GPRF, vol. 1411. La délégation française, très mal informée de ce qui se passe en Grèce même, a par contre une vision très claire des plans de la Grande-Bretagne et de la « clique réactionnaire grecque du Moyen-Orient ».
- 12 . Dans cette région, le recrutement des milices est en partie lié à la complexité ethnique et à l'exacerbation des nationalismes qu'elle entraîne. C'est ainsi qu'en Épire un corps de volontaires d'environ 2 000 à 3 000 hommes, issu de la minorité albanaise des Tcham, a combattu l'ELAS aux côtés de la Wehrmacht.
- 13 . Ainsi à Chortiati, près de Salonique, où ces miliciens ont massacré tous les habitants, jetant les bébés contre les murs et brûlant vives les femmes dans le four du village. Les milices collaboratrices rassembleront jusqu'à 20 000 hommes vers la fin de l'occupation – un effectif très supérieur à celui de la Milice française pour une population 5 à 6 fois moindre.
- 14 . Elle se prononce *chi*, d'où le nom de chitès donné aux membres de cette organisation. Ils atteignent le millier au cours de l'année 1944.
- 15 . Accusation confortée par de faux tracts d'origine allemande, « révélant » un soi-disant accord signé en juillet 1943 entre Ioannidis et Daskalov, un cadre communiste bulgare. Il aurait pour but d'établir une « Union balkanique des Républiques socialistes soviétiques »,

dont une Macédoine unifiée formerait un élément aux côtés de la Grèce, de la Serbie et de la Bulgarie agrandie d'un débouché sur la mer Égée. La zone des Détroits formerait une république autonome sous le contrôle de l'URSS. De quoi donner corps à tous les fantasmes des nationalistes grecs !

[16](#) . Th. Hadzis, *La Révolution victorieuse qui s'est perdue (1941-1945)*, 2^e édition, Athènes, Dorikos, 1982, tome II, p.362.

[17](#) . Ioannidis évoque souvent à ce propos la plaisanterie que lui faisait souvent Manouilski, le dirigeant de la III^e Internationale : « Qu'est-ce qu'ils peuvent faire, les Grecs, il suffit qu'un ou deux navires de guerre anglais pointent leur nez et c'en est fini de la révolution en Grèce ! »

[18](#) . C'est Siantos, le secrétaire du KKE, qui représente maintenant l'EAM au sein du QG de l'ELAS, en remplacement de Tzimas envoyé comme délégué du Front auprès de la guérilla yougoslave.

[19](#) . Ils ont été confirmés par des historiens comme Heinz Richter, *1936-1946. Deux révolutions et contre-révolutions en Grèce*, Athènes, Exandas, 1975, tome II, p.50-51 et Hagen Fleischer, « Les contacts entre autorités allemandes d'occupation et les principales organisations de la Résistance grecque », in *La Grèce dans la décennie 1940-1950, op.cit.*, p.91.

[20](#) . I.Iatridis, *op.cit.*, p.51, d'après les documents du State Department américain.

[21](#) . Woodhouse reconnaît que l'EAM a toutes les raisons de penser que les Anglais se préparent à utiliser n'importe qui pour dissoudre l'ELAS. Il est de fait, dit-il, que grâce au soutien britannique, « les collaborateurs des Allemands et les adversaires des partisans, [qui] partout ailleurs dans les Balkans s'étaient littéralement effondrés, étaient en Grèce plus forts que jamais » (*op.cit.*, p.293-295).

[22](#) . P. Papastratis, « Y.Kartalis pendant l'occupation », in *Y. Kartalis et la difficile démocratie*, Athènes, Société d'Étude de la culture néohellénique 1998, p.65.

[23](#) . *Aux armes ! Aux armes !, op.cit.*, p.256.

[24](#) . Il écrit le 8 mars au roi : «...Les chefs des anciens partis démocratiques sont de bonnes « étiquettes », mais ils n'ont aucune force réelle [...] Je crois qu'aujourd'hui l'opinion publique est entraînée par les éléments de gauche de toutes catégories et par les maquisards en armes. La jeunesse des deux sexes de notre pays s'est rangée du côté de la gauche dans sa presque totalité, en particulier dans les villes, et l'occupation ennemie a habitué les jeunes à exprimer sans crainte leurs idées et à les soutenir par tous les moyens. » (Hadzis, *op. cit.* tome III, p.109.)

IV. La création du « gouvernement des montagnes » et le soulèvement des forces armées grecques d'Égypte (mars-avril 1944)

La création du Comité politique de libération nationale (PEEA) – 10 mars 1944

Le nouveau gouvernement créé sous ce nom est composé de cinq hommes qui prêtent serment le 10 mars dans le village de Viniani, en Evrytania, devant le métropolite Ioachim de Kozani. Le colonel Bakirdzis, un dirigeant de l'EKKA qui vient de se rallier à l'EAM, en est à la fois le président et le secrétaire aux Affaires étrangères. Siantos, Tsirimokos et Gavriilidis, tous trois membres fondateurs de l'EAM, assurent respectivement l'Intérieur, la Justice et l'Agriculture. Le général Mandakas s'occupe des Affaires militaires et c'est de son autorité que relève désormais l'ELAS : le comité central de l'Armée populaire est dissous et son QG ne comprend plus que Saraphis, le chef militaire, et Aris, le *kapétanios*.

Ce gouvernement s'appuie sur les institutions que s'est donné le peuple grec dans les zones libérées, entérinant les codes d'autoadministration et de justice populaire. Une garde civique (*Politophylaki*) assure les fonctions de police et de gendarmerie et des élections sont prévues le mois suivant afin de réunir un Conseil national. Mais le Comité n'est reconnu que par Tito, qui a créé quelques mois auparavant son propre Comité national de libération : aucun des Alliés ne se manifeste, pas même Staline qui adresse au roi un télégramme de félicitations pour le 25 mars, jour de la fête nationale grecque.

Le « gouvernement des montagnes », tout en se présentant comme le produit de l'action révolutionnaire du peuple grec, proclame qu'il poursuivra ses efforts afin de constituer un gouvernement d'union nationale. Un nouveau télégramme est envoyé à Tsoudéros et l'EAM reprend une fois de plus le tour de table des personnalités. Mais de nouveaux événements, en Égypte cette fois, viennent bouleverser la situation.

Les forces armées grecques du Moyen-Orient réclament un gouvernement d'union nationale

La création du gouvernement des montagnes a suscité un grand espoir au sein des forces armées grecques du Moyen-Orient. Le 31 mars, une délégation de treize officiers des forces de terre et de l'air apporte à Tsoudéros une motion approuvée les jours précédents par une écrasante majorité de soldats, réclamant « la constitution d'un gouvernement représentatif du peuple combattant, sur la base du Comité de libération nationale ». Le Premier ministre réunit dans l'urgence son gouvernement et arrête immédiatement les auteurs de troubles : six des treize officiers sont emprisonnés au commandement de la place du Caire. Mais plusieurs ministres proposent la démission de Tsoudéros et son remplacement par Sophoclis Vénizélos, l'un des démocrates incorporés dans le gouvernement un an auparavant, qui est partisan d'un accord avec la Résistance.

Dans les jours qui suivent, le mouvement se renforce, appuyé par de grandes manifestations de la colonie grecque d'Égypte⁴. Tsoudéros est conscient de l'importance de

cette « révolution », selon son mot, et l'attribue en grande partie, dans le télégramme qu'il envoie au roi, au refus obstiné opposé par celui-ci à toute idée de régence. Il demande aux « vieux partis », mais cette fois aussi au KKE et aux organisations de résistance, d'envoyer une délégation afin de constituer un gouvernement d'union nationale. Le temps presse : le 3 avril, la marine se joint au mouvement. Le même jour, la garnison du commandement de la place destitue son chef et libère les prisonniers. Tsoudéros présente sa démission au roi qui, fidèle à lui-même, se tourne vers Churchill. C'est ce dernier qui va se charger personnellement, Eden étant absent à ce moment-là, de régler le problème.

Churchill intervient en personne

Le 6 avril il télégraphie à Tsoudéros que le roi refuse sa démission et se prépare à partir pour l'Égypte. Le Premier ministre grec se montre très réservé à cette annonce, ainsi que Leeper, l'ambassadeur britannique, qui parle aussi de « révolution » et écrit au Foreign Office :

Je pense que je dois parler franchement. Le roi de Grèce joue avec le feu. Ce n'est pas seulement la monarchie qu'il met en danger, mais son pays lui-même [...] Tsoudéros avait trouvé une base solide de collaboration avec ses collègues, grâce au soutien de l'archevêque [Damaskinos] et des hommes politiques d'Athènes. Mais l'accord espéré supposait qu'il arriverait à convaincre le roi d'accepter la régence².

La réponse de Churchill, le lendemain, est sans ambiguïté :

J'ai discuté de la situation avec le roi. Il a décidé de partir pour LeCaire dimanche soir et malgré votre télégramme (que je lui ai montré) j'estime qu'il a raison [...] Il faut avertir en même temps tous les politiciens et les agitateurs grecs que nous n'hésiterons pas à prendre les mesures de sécurité convenables pour empêcher l'agitation et les manifestations susceptibles de menacer la loi et l'ordre en Égypte, ainsi que la position et l'autorité du roi et du gouvernement grec [...] Informez M.Tsoudéros que je compte le voir rester à son poste jusqu'à ce que la crise actuelle ait reçu une solution légale.

Les mesures de sécurité ont déjà été prises : des forces anglaises et égyptiennes ont désarmé plusieurs unités, envoyé les rebelles dans les camps du désert et arrêté plusieurs civils antifascistes ainsi que des responsables syndicaux. Le général Paget, commandant des forces du Royaume-Uni en Égypte, informe le ministre grec de l'Armée qu'il prend sa place et lui interdit d'avoir le moindre contact avec ses troupes.

Ces interventions ne font que renforcer la révolte : des hommes jusque-là réservés se sentent blessés dans leur honneur d'être traités, disent-ils, comme les « colonisés » de l'Empire britannique. Le soulèvement atteint la plus importante des unités grecques, la Ire brigade (4 500 hommes), qui attend près d'Alexandrie son embarquement imminent pour le front italien. Bien que très majoritairement favorable au mouvement, elle en est restée à l'écart pour ne pas donner prétexte à un ajournement de son départ. Ses chefs métaxistes en profitent pour soutenir que cette unité n'approuve pas les événements en cours et tentent un coup de force pour éliminer les officiers démocrates : ils sont arrêtés par les soldats et remplacés par un comité provisoire. De leur côté, les marins occupent les bateaux et placent également un comité mixte d'officiers et de matelots à la tête de la flotte.

La révolte touche cette fois l'ensemble des forces armées grecques – mis à part le

Bataillon sacré. Les insurgés proposent alors la nomination au poste de Premier ministre d'un démocrate auquel ils font confiance, Yorgos Roussos. Mais pour Churchill, comme il le dit quelques jours plus tard à Leeper :

Ce serait une grave erreur de terminer cette affaire sérieuse par une embrassade générale [...] Il faut que ces hommes se rendent sans conditions à nous pour être désarmés et, je l'espère, sans effusion de sang³.

De toute manière, Yorgos Roussos refuse la mission qu'on lui propose. L'ambassadeur britannique, qu'il est venu consulter, ne lui a laissé aucune illusion sur le pouvoir dont il disposerait :

Dans une troisième guerre, nous aurons besoin de la Méditerranée. Pour contrôler la Méditerranée, il nous faut avoir la Grèce⁴...

Avant de passer à l'action décisive, Churchill œuvre à réunir le maximum de troupes et impose une censure totale à la presse. Au lieu d'informations, c'est une campagne de calomnies qui se déverse sur les forces armées grecques, accusées d'avoir eu peur de monter au front, de s'être, par leur attitude, « éloignées du camp de l'alliance antifasciste ». Les partisans sont dénigrés, toutes organisations confondues : Churchill ne cesse de répéter qu'ils sont « impossibles à distinguer des bandits dans bien des cas » et qu'ils ne font que vivre aux crochets des villageois.

Les arrestations se multiplient parmi les civils antifascistes, tandis qu'une à une, les unités sont désarmées. Le 7 avril, des généraux britanniques viennent proposer aux mutins de la Ire brigade de relâcher les officiers arrêtés et de partir tout de suite pour le front. L'accord est conclu mais dès que les officiers sont libérés, ordre est donné aux soldats de rendre leurs armes et de se tenir prêts à partir en camp de concentration. Le refus est unanime, et la brigade est immédiatement encerclée par une division britannique composée essentiellement de Gurkhas indiens. Tout ravitaillement est coupé. C'est le début d'un siège de seize jours que Churchill suit de près, conseillant Paget et Leeper :

Avant de recourir à l'emploi des armes [...] contentez-vous de les cerner avec une artillerie et des forces supérieures et laissez la famine faire son effet [...] Il est beaucoup plus important de les ramener à la discipline que de constituer tel ou tel gouvernement grec. Il serait même préjudiciable à nos intérêts que l'on permît à une brigade et à une flottille d'influer sur des décisions politiques.

La « flottille » en question est elle aussi victime de manœuvres mensongères. Les Britanniques donnent l'ordre aux contre-torpilleurs *Miaoulis* et *Pindos* de quitter le port d'Alexandrie. Le comité élu promet de s'y conformer si les Anglais mettent fin à l'occupation du ministère de la Marine. Les Britanniques font mine de se retirer, mais le réoccupent dès que les deux contre-torpilleurs ont levé l'ancre. Ils encerclent les bateaux, coupant tout ravitaillement et tout contact avec la terre. Cunningham, le commandant de la Royal Navy, télégraphie à Vénizélos et le menace de couler la flotte grecque dans le port d'Alexandrie s'il n'est pas mis fin immédiatement à la mutinerie.

L'écrasement de la révolte

C'est dans cette situation que Georges II arrive de Londres. Devant la démission collective du gouvernement, il se résigne à nommer Sophoclis Vénizélos Premier ministre. Celui-ci constitue un cabinet très réduit en attendant la réponse des partis et organisations de Grèce à la demande d'envoi de délégations, formulée par Tsoudéros dès le début de la crise. Et ces réponses, toutes positives, arrivent quelques jours après. Une solution est donc en vue.

Mais au lieu de se calmer, la répression continue. Tandis que des unités de la marine britannique font route vers Alexandrie, le blocus se resserre autour de la Ire brigade, autour des matelots mutinés. L'assaut décisif a lieu dans la nuit du 22 au 23 avril : l'amiral Voulgaris, nommé commandant de la flotte grecque par le nouveau gouvernement, réussit à maîtriser une partie des bâtiments. Le lendemain, devant l'ultimatum britannique, le comité des marins accepte de livrer les autres unités et la flotte est immédiatement désarmée. En même temps les régiments britanniques donnent l'assaut à la Ire brigade, livrée depuis deux semaines à la faim et à la soif malgré l'aide apportée par les Égyptotes⁵ et les Bédouins. Les soldats doivent rendre les armes et dans les jours qui suivent les dernières unités mutinées sont désarmées à leur tour.

Cette fois l'épuration souhaitée par Churchill – dont il ne dit mot dans ses *Mémoires* – est totale : entre 15 000 et 20 000 hommes, la moitié des forces armées grecques du Moyen-Orient, sont envoyés pour plus d'un an dans les camps du désert, au Soudan, en Libye, en Érythrée. Avec 2 500 rescapés de cette répression, une nouvelle brigade est constituée, prête à débarquer en Grèce à la libération pour imposer le retour de l'ancien régime⁶. L'objectif de Churchill est atteint.

Les mutineries ont été présentées par les autorités britanniques comme un complot de l'EAM et plus précisément des communistes. Cette thèse a été largement réfutée : la déception des démocrates face au blocage de la situation était grande, et la violence de la répression anglaise a blessé l'honneur de ces hommes qui s'étaient battus auparavant si héroïquement. Certains se sont même demandé si, dans la mesure où ce mouvement a permis à Churchill de fabriquer l'armée de prétoires qu'il souhaitait, les services secrets anglais n'avaient pas agi en sous-main afin de pousser les hommes à la révolte. C'est ce qu'a laissé entendre *a posteriori* Vénizélos, et Tsoudéros lui-même s'est posé la question. S'il est impossible d'étayer cette hypothèse, on peut au moins supposer que les autorités britanniques ont sciemment laissé monter la tension qu'elles avaient perçue dès la mi-mars⁷.

Les alliés des Britanniques réagissent peu à ces événements. Churchill télégraphie à Leeper le 14 avril : « Ne vous inquiétez pas exagérément des conséquences extérieures. » Il a régulièrement envoyé à Roosevelt des télégrammes en grande partie mensongers, et le Président, malgré les rapports de son ambassadeur au Caire, Mac Veagh, qui voit bien les responsabilités des monarchistes et des Anglais dans la crise⁸, félicite Churchill à la fin du mois de l'heureux dénouement de la crise.

Du côté de l'URSS, les réactions sont plus critiques. La presse et la radio soviétiques rendent compte des événements et qualifient le gouvernement Tsoudéros de « réactionnaire », parfois même de « fasciste », le gouvernement des montagnes étant le seul véritable représentant du peuple grec ; elles dénoncent l'attitude des Britanniques et l'envoi des soldats dans les camps de concentration. Mais la demande de soutien qui aurait été formulée par les antifascistes grecs auprès de l'ambassade soviétique au Caire reste sans réponse et le parallèle, parfois souligné dans les analyses soviétiques, avec le gouvernement en exil de Pologne, qualifié de « marionnette aux mains des Anglais », indique où vont les principales préoccupations des Soviétiques. Cela laisse entrevoir la possibilité de

marchandages qu'Eden et Churchill vont effectivement mettre en œuvre dès le mois de mai 1944.

Pendant ce temps, en Grèce, les choses ont avancé dans le sens souhaité par l'EAM : quelques personnalités ont accepté après beaucoup d'hésitations de « choisir la montagne », ce qui permet d'étoffer le Comité de libération et d'en élargir la composition politique.

L'élargissement du gouvernement des montagnes (18 avril 1944) et les élections au Conseil national

Le Comité élargi est présidé par Alexandre Svolos, également secrétaire aux Affaires étrangères, ainsi qu'à l'Éducation et au Culte. Bakirdzis passe à la vice-présidence et les autres membres du premier Comité conservent leurs responsabilités.

Alexandre Svolos est une personnalité de premier plan dans le monde politique et intellectuel grec, lorsque, après avoir longtemps hésité « entre mer et montagne », il se décide pour le Comité de libération nationale. Il a joué un rôle important dans les grandes réformes entreprises par E.Vénizélos dans les années 1920 et est resté fidèle à ses idées lorsque le mouvement vénizéliste s'est engagé dans une voie conservatrice. Nommé professeur de droit constitutionnel à l'université d'Athènes en 1929, il a été démis de son poste en 1935 et déporté à plusieurs reprises sous la dictature de Métaxas.

Svolos appartient au petit parti socialiste (SK) et se déclare partisan de changements profonds dans l'ordre politique et social. Mais il s'oppose à l'emploi de la violence pour les faire aboutir – sans pour autant envisager la nécessité et les moyens de s'opposer à la violence de ceux qui les refusent.

Outre Svolos, le Comité comporte trois hommes nouveaux, intellectuels connus appartenant au petit parti des libéraux de gauche : Anguélopoulos, aux Affaires économiques, Askoutsis, à la Communication, Hadzibéis, à l'Économie nationale. Un professeur de chirurgie à l'université d'Athènes, membre du KKE, P. Kokkalis, est chargé de la Protection sociale.

Les communistes sont donc très minoritaires dans ce gouvernement, et si Siantos occupe le poste clé de l'Intérieur, cette composition n'est pas une fiction qui dissimulerait les véritables détenteurs du pouvoir. Même les membres fondateurs de l'EAM n'y ont qu'une petite majorité : les nouvelles personnalités n'ont jusque-là pas participé à la Résistance et sont beaucoup plus proches des cercles politiques et intellectuels de la Grèce d'avant-guerre que des *andartès* de la montagne. Ces hommes, qui arrivent au moment des négociations décisives de l'année 1944, sont très portés aux concessions à des interlocuteurs qui sont du même monde qu'eux et les poussent à se démarquer des « irréductibles » des maquis. Ils sont venus, dira plus tard Anguélopoulos, avec le désir sincère de fonder une Grèce libre et démocratique, mais aussi dans l'espoir de faire contrepoids aux communistes qu'ils estiment mais trouvent trop méfiants vis-à-vis de la Grande-Bretagne : ils ne peuvent imaginer que ce pays, modèle pour eux de la démocratie, s'oppose à la réalisation de leur objectif.

Les élections prévues se déroulent dans les derniers jours d'avril. Malgré les conditions très difficiles dans les zones occupées, 1 800 000 personnes, hommes et femmes de plus de 18 ans, prennent part au vote pour élire un Conseil national de 180 députés⁹. C'est la première fois que les femmes votent en Grèce, ainsi que les jeunes de moins de 21 ans. Les élections se déroulent en deux phases : une assemblée générale élabore une liste des électeurs quartier par quartier, entreprise par entreprise ; puis les militants de l'EAM passent

de maison en maison distribuer les bulletins de vote et reviennent les chercher un peu plus tard.

Ce ne sont pas là, à l'évidence, des conditions favorables à la libre expression et la grande majorité des élus appartiennent à l'EAM, même si les bulletins comportent aussi des candidats sans parti ou membres d'autres organisations. C'est pourquoi ces élections ont été souvent contestées. Mais parmi les nouveaux députés, on trouve des gens de toutes origines sociales, paysans, ouvriers, avocats, médecins, employés des services publics et des banques, enseignants, militaires, ingénieurs, journalistes et même des membres du clergé – soit un échantillon beaucoup plus représentatif de la société grecque que le Parlement dissous par Métaxas.

L'aggravation de la terreur et le renforcement de la Résistance

Organiser des élections, somme toute avec succès, en ce mois d'avril 1944, relève de l'exploit car la terreur qui s'abat sur le peuple grec n'a jamais été aussi forte. La participation des Bataillons de sécurité aux combats et aux massacres donne un tour dramatique aux affrontements et l'ELAS est amenée à se comporter de manière impitoyable envers les « traîtres » grecs. Les *bloko* des faubourgs d'Athènes et du Pirée sont le théâtre de véritables tueries. Les exécutions d'otages se succèdent : le comble est atteint lorsque, le 1^{er} mai, 200 résistants sont fusillés au champ de tir de Kaissariani.

Des comités populaires se constituent spontanément pour faire face à la terreur mais aussi pour résoudre les problèmes quotidiens de ravitaillement et de santé¹⁰. Ils ouvrent les dépôts de vivres des profiteurs du marché noir, aident les familles des prisonniers et tentent d'intervenir contre les exécutions d'otages. Le KKE recrute de nouveaux membres parmi les citoyens qui prennent à travers ces actions une conscience nouvelle de la situation : le parti devient une organisation ouverte à de nouvelles couches sociales, aux employés, aux fonctionnaires, et les ouvriers n'y représentent plus que 15% des effectifs. Cette « massification » est le signe d'un ralliement très profond dans le pays à l'objectif de *laocratia*, mais aussi d'une conscience politique moins nette de sa signification et des obstacles prévisibles à sa réalisation, et elle est pour cela critiquée par un certain nombre de militants.

Le renforcement du KKE est très net dans la capitale : la conférence de l'organisation communiste d'Athènes, la KOA, réunie par son secrétaire Bartziotas en avril au prix de mille dangers, annonce un chiffre de 13 000 adhérents contre 1 200 l'année précédente. C'est cette KOA qui dirige en fait le 1^{er} corps d'armée de l'ELAS d'Athènes-Le Pirée. Commandée par le colonel Pyriochos et le *kapétanios* Nestoras, cette unité, qui échappe à l'autorité du QG central, se compose pour Athènes de deux brigades (quartiers est – quartiers ouest) divisées chacune en deux régiments, et d'un régiment indépendant pour le Pirée – au total 5 000 hommes à la libération¹¹. Le 1^{er} corps d'armée dispose d'un armement non négligeable, grâce à des coups de mains et à l'achat d'armes bradées par les Italiens.

Au printemps 1944, l'ELAS d'Athènes passe à l'organisation d'une véritable lutte armée. Le 23 avril, des andartès attaquent avec succès, en plein centre de la capitale, un groupe de *tsoliadès* chargé de surveiller la zone où viennent d'être pendus aux arbres de la rue cinq hommes tirés des prisons du Pirée. Peu à peu s'organisent dans les faubourgs de véritables commandements de place où des partisans s'entraînent en vue des combats. Les *bloko* donnent lieu à de vraies batailles rangées auxquelles la population participe de multiples manières.

De façon générale, l'EAM connaît en ce printemps 1944 une puissance incontestable grâce à un appui populaire massif. C'est ce qui inquiète les tenants du retour à l'ordre, Churchill et Georges II, mais aussi la plupart des leaders des « vieux partis » : ils comprennent que le seul rempart contre la « subversion » est la Grande-Bretagne, dont ils ont pu mesurer la détermination lors des événements d'Égypte. Ils sont donc nombreux à partir vers LeCaire, dans l'espoir de se réinsérer dans le jeu politique. Et parmi eux, celui que Churchill va utiliser pour tenter de piéger politiquement l'EAM : cet homme providentiel, c'est Georges Papandréou.

Le « mystère » Papandréou

C'est le 15 avril, en plein milieu des mutineries, que Papandréou « apparaît sur la scène », selon le mot de Churchill. À peine arrivé au Caire, il multiplie les déclarations à la radio : il s'y présente comme le « croisé de l'unité nationale », tout en se livrant à de violentes diatribes contre l'EAM, « dont la tête et la colonne vertébrale sont le parti communiste » ; un EAM qui, selon lui, sème la terreur et la guerre civile et vise à établir sa dictature par la force.

Papandréou rend visite à Leeper et lui propose un programme de gouvernement en trois points : appel à tous les partis et organisations en vue de créer un gouvernement d'unité nationale, la responsabilité d'un échec éventuel étant à l'avance rejetée sur l'EAM ; constitution immédiate d'une armée nationale en Grèce, sur la base d'une conscription régulière et sous la direction d'officiers expédiés du Caire ; débarquement de troupes alliées à la libération, afin d'assurer l'ordre et la liberté et de permettre au peuple de décider « sans pression violente matérielle et psychologique » de la forme de son régime politique et social.

Le 22 avril, le roi avise Vénizélos que les Anglais ont décidé de nommer Papandréou Premier ministre. Vénizélos refuse de céder la place, mais Leeper l'informe que Churchill le juge incapable de contrôler les choses et voit en Papandréou l'homme de la situation – comme lui-même l'a été pour l'Angleterre en 1940 ! Le 25 avril, alors qu'entre-temps le soulèvement des forces armées a été écrasé sous sa responsabilité au moins formelle, Vénizélos s'incline et dès le lendemain Papandréou prête serment : c'est un Premier ministre seul, son « apparition » ayant fortement indisposé les habitués de la politique grecque au Caire. Il se charge lui-même des Affaires étrangères et délègue les autres responsabilités aux directeurs des services administratifs.

Qui est ce *deus ex machina* qui convient si merveilleusement aux desseins de Churchill ?

Papandréou a bâti sa carrière politique dans le sillage du « vieux » Vénizélos. Plusieurs fois député et ministre entre les deux guerres, c'est un homme ambitieux dont les capacités sont mises en valeur par un grand talent d'orateur. Il a fondé en 1935 un petit parti qu'il a nommé « social-démocrate », plutôt par concession à l'air du temps, le volet social de son programme étant très réduit. Bien qu'il n'ait pas mené d'opposition active à la dictature, il a été exilé deux ans par Métaxas et il a passé trois mois en prison en 1942. Ces deux épisodes donnent lieu au Caire à une intense propagande le présentant comme un grand démocrate et « l'un des organisateurs de la Résistance » en Grèce : cela tient lieu d'information aux journalistes qui, mécontents de la censure, se posent beaucoup de questions sur cette étonnante ascension. En fait, les actions de résistance de Papandréou se sont limitées à fort peu de chose : il a fait circuler un journal clandestin et contribué, sans y participer

activement, à la création de la petite organisation de Saraphis avant le ralliement de celui-ci à l'EAM. Il fait plutôt partie de ces leaders attentistes des « vieux partis » qui ont entretenu des contacts de tous les côtés et participé aux négociations menées sous l'égide des agents anglais, puis de Damaskinos.

Il s'est cependant distingué en envoyant aux gouvernements grec et britannique, en juillet 1943, une analyse de la situation de la Grèce dans le nouveau contexte européen – plus exactement dans celui qu'il prévoit dès l'effondrement inéluctable du fascisme¹². L'avenir, dit-il, est au conflit entre le « panslavisme communiste » d'un côté, et le « monde anglo-saxon libéral » de l'autre. La Grèce et la Turquie sont les remparts naturels contre la pénétration du premier dans les Balkans et la Méditerranée. Mais pour défendre la liberté, il faut une Europe « socialiste » afin de contrebalancer l'attrait incontestable qu'exerce la Russie sur les populations de ce continent. Il mêle ainsi habilement les thèmes chers à l'Empire britannique depuis le XIXe siècle (empêcher l'accès de la Russie aux « mers chaudes ») et ceux de la guerre froide qui s'annonce. Par ailleurs son discours reste dans la ligne unanime des « vieux partis » : il dénonce l'EAM mais estime impossible de créer à Athènes un centre de direction de la résistance sans engagement du roi à ne pas revenir en Grèce avant la consultation du peuple.

Dans un nouveau rapport écrit en janvier 1944¹³, il dresse un tableau apocalyptique de la situation dans les campagnes grecques où « la population est massacrée, livrée à la famine et doit chercher refuge dans des grottes en plein cœur de l'hiver ». Or, à part une mention très rapide de la tuerie de Kalavryta, il attribue ce drame à la terreur exercée par l'EAM ! Il justifie ainsi l'existence des Bataillons de sécurité, auprès desquels les Grecs chercheraient une assurance contre la « terreur communiste ». Il faut, dit-il, que les Alliés dénoncent l'EAM et que soit créé un commandement unique des organisations de Résistance obéissant militairement au QG allié du Moyen-Orient et politiquement au gouvernement grec, « comme tous les soldats des pays démocratiques dépendent politiquement de leur gouvernement ». Aucune allusion cette fois au préalable d'un engagement du roi : selon l'historien Heinz Richter¹⁴, Papandréou se serait alors entendu avec divers monarchistes et aurait promis que s'il était Premier ministre, il s'emploierait à ramener Georges II en Grèce dès la fin de l'occupation. Cette démarche pourrait expliquer sa soudaine accession au gouvernement et concorde avec ses actions ultérieures : Papandréou est bien le premier des politiciens démocrates à avoir changé de camp, jouant ainsi le rôle de « cheval de Troie » de la restauration du roi.

C'est après avoir ainsi assuré son avenir que Papandréou s'embarque pour LeCaire avec la complicité de Rallis et de son préfet de police, Evert. À peine arrivé, il est nommé Premier ministre par Georges II et s'adresse aux chefs des forces armées pour les féliciter de la façon dont ils ont rétabli la discipline et pour promettre le châtement exemplaire des mutins. Il annonce son programme : « Une patrie, un gouvernement, une armée » – et sa tâche immédiate : la réunion d'une conférence pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ce gouvernement assurera à la libération, en collaboration avec les forces alliées, l'ordre et la liberté nécessaires à la libre expression du peuple sur la question de son régime politique. Il punira les collaborateurs, veillera à satisfaire les besoins matériels du peuple et défendra les droits de la Grèce à la sécurité de ses frontières¹⁵.

Churchill, qui vient de dresser aux Communes un portrait enthousiaste de Papandréou, lui envoie un message de félicitations distribué par milliers d'exemplaires dans l'armée et la marine grecques. Dans les jours qui suivent, Papandréou continue de se déchaîner contre

l'EAM, au point que la presse britannique doute de la sincérité de ses intentions : tout le monde est conscient qu'on ne peut parler de gouvernement d'union sans la principale organisation de résistance. L'*Observer* du 30 avril écrit :

Comment peut-on espérer que les délégués des guérillas entrent dans un gouvernement qui, selon les propres paroles de M. Papandréou, s'est engagé à punir sévèrement tous ceux qui ont participé aux troubles récents, alors que ce sont précisément ceux-là mêmes qui, par leurs demandes, ont fait venir en Égypte les représentants des maquis en vue des négociations projetées ?

Notes

- 1 . Cette colonie est majoritairement de convictions démocratiques et la revue *Hellin (Le Grec)*, très favorable à l'EAM, publie les textes et poèmes de grands écrivains comme Tsirkas ou Séféris, futur prix Nobel de poésie et alors directeur des services de communication du gouvernement du Caire.
- 2 . Heinz Richter, *op.cit.*, tome II, p.58. Churchill est beaucoup plus évasif dans ses *Mémoires* sur les réserves de Leeper par rapport au roi.
- 3 . *Mémoires*, *op.cit.*, tome V, vol.2, chap. XIII, p.228. Toutes les citations de Churchill figurant dans ce chapitre sont extraites du chapitre XIII, p.221 à 232.
- 4 . On comprend l'appréciation d'André Fontaine qui voit dans ces mutineries d'avril 1944 la « première bataille » de la guerre froide. Le chapitre de son livre consacré à ces événements est savoureusement intitulé « L'art de disposer des autres » (*op.cit.*, p.232)
- 5 . On appelle ainsi les Européens installés en Égypte, Grecs, Juifs, Italiens, Anglais, Français... souvent depuis des générations. Comme le rapporte Gilles Perrault (*Un homme à part*, éd. Barrault, Paris, 1984, p.144 à 150), le militant internationaliste Henri Curiel et ses camarades prirent des risques énormes pour passer à travers les mailles du blocus et se chargèrent d'imprimer des tracts, de les diffuser – parfois avec la complicité de militaires anglais ou américains – et de cacher les responsables du mouvement recherchés par les services britanniques.
- 6 . On l'appelle généralement Brigade de montagne ou Brigade de Rimini car elle s'illustrera quelques mois après sur le front italien.
- 7 . Papastratis, « Papandréou et la Conférence du Liban », in *La Grèce dans la décennie 1940-1950, une nation en crise*, *op. cit.*, p.210.
- 8 . Iatrides, *op.cit.*, p.61.
- 9 . Ce chiffre, donné par les organisateurs, est évidemment contestable, mais les autres estimations avancées (1 500 000, parfois 1 000 000) le sont tout autant, faute d'étude sérieuse sur cette question. Aux dernières élections de 1936, le nombre de votants – au suffrage universel exclusivement masculin – avait été de 1 278 000.
- 10 . L'inflation atteint des niveaux records (la livre-or, qui valait 2 000 000 de drachmes un an auparavant, en est alors à 20 000 000) et le spectre de la famine réapparaît.
- 11 . Selon Bartziotas, *Résistance nationale et décembre 1944*, Athènes, Synchroni Epochi, 1983, p.238.
- 12 . Papandréou, *La Libération de la Grèce*, Athènes, AE, 1945, p. 13 à 25.
- 13 . *Ibid.* 37 à 45.
- 14 . Richter, *op.cit.*, p.105-107.
- 15 . Papandréou, *op.cit.*, p.54 à 56.

V. Le piège du Liban (mai 1944)

C'est le 25 avril 1944 que la délégation du gouvernement des montagnes part de Viniani pour participer à la conférence annoncée par Papandréou. Une photographie célèbre montre les sept délégués sur leurs chevaux, en route – pensent-ils – pour LeCaire : en complet veston, Svolos, Askoutsis, Anguélopoulos, les nouveaux ministres ; en tenue de l'ELAS, Porphyroyénis et Stratis, représentant l'EAM¹, ainsi que Roussos au nom du KKE et Saraphis en tant que conseiller militaire.

La délégation fait la part belle aux socialistes et ne comporte que deux communistes. Svolos a été désigné pour en prendre la tête et il est porteur de directives très précises. Il doit exiger dès l'abord une condamnation claire de Rallis et des Bataillons de sécurité, ainsi que la libération des prisonniers détenus à la suite des événements d'Égypte. Le gouvernement d'union nationale comportera au moins une moitié de ministres issus du Comité de libération nationale, de l'EAM et du KKE, notamment à l'Intérieur et à l'Armée. L'un de ces ministres, pourvu du titre de vice-président, s'installera en Grèce avec les responsables de l'Armée, de l'Intérieur, de la Justice, du Ravitaillement, de la Santé, de l'Éducation et de l'Agriculture. Le roi devra accepter une régence en attendant l'organisation d'un référendum. Les corps de partisans volontaires seront maintenus tant que durera l'occupation, mais on ira vers une armée unie avec pour chef Saraphis ou Sarriyannis. Enfin la délégation devra tenir des comptes-rendus complets des discussions et consulter régulièrement ses mandants sur tout problème non prévu ou sujet à contestation².

La délégation s'envole enfin dans la nuit du 2 au 3 mai. À peine arrivé en Italie, Saraphis est sommé de se rendre seul au Caire afin d'y conférer avec le QG du Moyen-Orient. Il profite de cet entretien pour s'enquérir de l'aide promise dans le cadre du plan « Arche de Noé », mais on lui rétorque qu'il n'y a pas assez d'avions pour acheminer du ravitaillement : on ne l'a convoqué que pour lui demander d'évacuer la région de Prévéza, au sud de l'Épire, au profit de Zervas. Dans les locaux du QG il rencontre Papandréou qui tente de le sonder quant aux intentions de la délégation et lui expose son plan de création d'une grande armée de 200 000 hommes, ce qui implique, dit-il, la dissolution de l'ELAS. Saraphis lui répond que dissoudre ainsi, pour un projet irréalisable dans les conditions de l'occupation, une armée de 30 000 hommes de grande valeur est le meilleur service qu'on puisse rendre aux Allemands. Les choses en restent là et Saraphis reprend l'avion, cette fois... pour la Palestine.

Le piège est bien monté

Saraphis retrouve à Haïfa les six autres membres de la délégation, avec lesquels il est immédiatement embarqué pour Beyrouth, puis conduit en voiture au *Grand Hôtel du Bois de Boulogne*, lieu de villégiature des riches libanais situé sur une hauteur boisée au-dessus de la ville. C'est là, leur dit-on, que va se dérouler la conférence dont le début est prévu pour le 11 mai ; ils ne doivent pas descendre en ville, ni communiquer avec quiconque. Le

lieu a été soigneusement choisi par l'ambassadeur Leeper qui s'est installé un peu en contrebas, entre l'hôtel et Beyrouth. C'est lui le véritable inspirateur de la conférence, au point que Mac Veagh, qui représente les États-Unis au Caire et ne veut pas que la politique de son pays soit assimilée à celle de la Grande-Bretagne, a refusé son invitation.

La composition de la conférence a été soigneusement étudiée : la majorité des 26 participants est issue de ces « vieux partis » qui n'ont joué quasiment aucun rôle dans la Résistance ; les délégués de la Résistance ne sont que 10, dont trois représentants de l'EDES et un de l'EKKA. On a fait venir aussi, au titre d'organisations de résistance, deux membres d'organisations « nationalistes » d'extrême droite, ce qui aurait dû provoquer le départ immédiat de la délégation de l'EAM, selon les directives qu'elle avait reçues.

En attendant le début de la conférence, Leeper et Papandréou tentent d'évaluer les chances de réaliser leur véritable objectif : dissoudre l'ELAS. Ils sondent les représentants des autres organisations de résistance sur leurs capacités à battre l'Armée de libération sur le terrain, moyennant une aide britannique conséquente. Ils rencontrent aussi Svolos, Anguéloupoulos et Askoutsis, que Papandréou connaît bien, afin de tenter de les désolidariser de leurs partenaires communistes. Il s'agit d'arracher à la délégation de la montagne une condamnation des mutineries du Moyen-Orient sans laquelle, a déclaré Papandréou, la conférence ne peut commencer. Un vif débat oppose alors Roussos à Svolos qui est partisan de faire cette concession afin de ne pas compromettre la tenue de la conférence, et qui menace de démissionner de son poste de président du Comité de libération. Pendant plusieurs jours, les délégués cherchent sans succès à entrer en contact avec le maquis et à mettre au point une formulation acceptable. Ils signent finalement un message à Churchill, rédigé par Svolos, qui est une véritable capitulation face aux exigences de Leeper et de Papandréou. Après avoir remercié le Premier ministre britannique de son « intérêt » pour la Grèce, ils déclarent :

[...] La résistance et la lutte sanglante du peuple grec dans les villes et dans les montagnes dépassent par leur portée morale les actions insensées de quelques personnages irresponsables qui, bien que mûs par un désir d'unité nationale, ont conduit à des résultats déplorables et désastreux qui doivent être condamnés par tous³.

Churchill s'empresse de faire connaître ce message à la Chambre des communes, et on le communique aux soldats enfermés dans les camps du désert, sous forme de tracts lancés par les avions anglais par-dessus les cages de barbelés... Certes, les délégués de la Grèce libre n'ont été informés des mutineries d'Égypte que par les radios largement censurées : c'est pour qu'ils ne puissent pas prendre connaissance de la réalité des événements qu'ils ont été conduits au Liban et soigneusement isolés. Mais leur message était inadmissible et il a suscité une grande confusion en Grèce, et une tragique amertume en Égypte.

La conférence peut donc commencer, mais l'EAM est d'ores et déjà en position d'accusé, sur la question des mutineries comme sur une autre affaire que Papandréou va utiliser pour dénoncer le « terrorisme » de l'ELAS : le meurtre du colonel Psarros, le chef de l'EKKA, survenu un mois auparavant.

Saraphis et Bakirdzis avaient demandé dès le mois de mars à Psarros, leur ami personnel de longue date, de mettre fin aux activités des officiers monarchistes infiltrés dans les rangs de son organisation, qui terrorisaient les membres de l'EAM en collaboration avec les Bataillons de sécurité. Mais Psarros ne contrôlait plus la situation. Après plusieurs tentatives pour régler les choses à l'amiable, le QG de l'ELAS lui avait envoyé un ultimatum, lui

demandant d'arrêter ces officiers et de maintenir ses unités dans la zone prévue à Plaka, sous peine de dissolution. Psarros ayant rejeté l'ultimatum, l'offensive avait été lancée contre l'EKKA le 17 avril et au cours des combats, Psarros, fait prisonnier, avait été abattu d'un coup de revolver par un élassites qui lui vouait une haine ancienne pour des raisons personnelles. Le régiment de l'EKKA avait été définitivement dissous et ses officiers royalistes avaient traversé le golfe de Patras pour se rallier ouvertement aux Bataillons de sécurité du Péloponnèse.

Averti des événements par un télégramme d'Aris, le QG de l'ELAS a demandé immédiatement un rapport. Mais celui-ci n'est arrivé qu'après le départ de la délégation pour LeCaire, si bien que celle-ci ignore les circonstances exactes de ces événements et n'a aucun moyen de demander des explications au maquis. Elle ne s'attend surtout pas à la façon dont Papandréou va utiliser cette affaire.

La conférence (17-20 mai 1944)

Papandréou ouvre la conférence par un discours qui est une dénonciation de l'EAM remarquable de violence et de mauvaise foi :

Ce n'est pas l'occupant étranger, mais la guerre civile qui mine mortellement notre avenir [...] La situation de notre patrie est aujourd'hui un enfer. Les Allemands massacrent. Les Bataillons de sécurité massacrent. Les partisans aussi massacrent. Ils massacrent et ils incendient⁴...

Non seulement il tient l'EAM pour responsable, par son « activité terroriste », de l'existence des Bataillons de sécurité, mais de plus il l'accuse de vouloir monopoliser le combat national, comme le montre la dissolution de l'EKKA, afin d'imposer sa domination – c'est-à-dire celle du KKE – sur le pays après la guerre. Et il met en avant son projet d'armée nationale, qui implique la dissolution de « l'armée de classe » qu'est l'ELAS : seul moyen, selon lui, de mettre fin à la guerre civile et d'assurer la sécurité de la population, qui entraînera automatiquement la dissolution des Bataillons de sécurité.

Papandréou propose ensuite comme base de discussion les huit points de son programme déjà exposé le 26 avril. L'un d'eux concerne l'instauration « de l'ordre et de la liberté » en Grèce après la guerre, afin d'assurer la libre expression du peuple. Pour cela, explique-t-il, s'il n'est pas mis un terme à la guerre civile, c'est « non seulement le droit, mais aussi le devoir des Alliés de restaurer d'abord la liberté, et de s'éloigner ensuite ». Et ce principe, poursuit-il,

[...] ne doit pas valoir seulement pour la Grèce, mais aussi pour tous les peuples d'Europe. Cela doit être élevé au rang de principe fondamental et général de l'action des Alliés [...] Il y aurait trahison des peuples victimes de la tyrannie si les Alliés leur assuraient seulement l'expulsion des Allemands et les livraient ensuite à n'importe quelle force armée locale qui leur imposerait sa propre tyrannie [...] Ce n'est qu'après le rétablissement de la souveraineté nationale et de la liberté politique que les étrangers auront le droit et le devoir de ne pas se mêler des affaires intérieures des peuples.

Non seulement Papandréou justifie à l'avance l'intervention britannique en Grèce, mais encore il développe de façon prémonitoire la doctrine du « containment » qui sera exposée

par Truman, le successeur de Roosevelt, en mars 1947 : dans un message célèbre au Congrès, ce dernier invoquera en effet le devoir des États-Unis de s'opposer à l'extension du communisme et de « soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement par des minorités armées, ou à des pressions venues de l'extérieur⁵. »

À la fin de son discours, Papandréou en revient à son objectif essentiel. L'EAM, dit-il, est-il vraiment disposé à participer à l'union nationale ? Le seul moyen pour lui de dissiper les soupçons est d'accepter la dissolution de l'ELAS. Mais si l'EAM accepte, cela ne signifie absolument pas qu'il sera absous de ses crimes, qui sont des crimes de droit commun ! Ainsi, non seulement les mutins d'Égypte, mais aussi les partisans des montagnes grecques pourront être traînés devant les tribunaux pour leurs activités « terroristes ».

Face à cet assaut, auquel se rallie opportunément la presque totalité des participants à la conférence, les délégués de la montagne, isolés, cherchent à se justifier et à obtenir coûte que coûte un accord. Ils répliquent d'un ton très modéré et insistent sur la responsabilité de l'ancien régime dans la défaite de la Grèce et sur la pusillanimité du vieux monde politique. Si vous craigniez tant la monopolisation du combat de libération par le KKE, dit Roussos, pourquoi n'y avez-vous donc pas participé ? Il demande une condamnation officielle et largement diffusée des Bataillons de sécurité, avec un démenti de leur double jeu consistant à se prévaloir du soutien des Anglais et du roi. Il évoque aussi l'échec de la conférence du Caire d'août 1943, véritable cause, selon lui, de la guerre civile en Grèce et de la révolte des forces armées d'Égypte.

Les délégués de la montagne menacent cependant de se retirer lorsqu'il est question de faire de la dissolution immédiate de l'ELAS une condition préalable à la poursuite de la conférence, au point que Papandréou demande une interruption de séance afin de se concerter avec ses conseillers anglais. Vu l'imminence de l'opération « Arche de Noé », ce sont les militaires du QG du Moyen-Orient qui imposent leur point de vue et suggèrent de remettre à plus tard cet objectif.

La charte nationale du Liban (20 mai 1944)

Au bout de deux journées d'affrontement, Papandréou prononce un discours en huit chapitres reprenant presque mot pour mot son programme d'investiture, en sollicitant sur chaque point l'approbation des délégués⁶. Les demandes adressées aux Alliés (aide matérielle, garantie des frontières futures) font l'unanimité, ainsi que l'annonce de sanctions contre les collaborateurs. Le projet de dissolution immédiate de l'ELAS est abandonné :

Nous acceptons tous, surtout après le message du QG du Moyen-Orient rappelant que le changement ne doit pas conduire à l'affaiblissement de la Résistance, qu'une réalisation immédiate du plan de remplacement [de « l'armée de classe » par l'armée nationale] ne correspondrait pas aux nécessités du combat [...] La situation actuelle est considérée comme transitoire, et sa régularisation sera du plein ressort du gouvernement et du QG du Moyen-Orient⁷.

C'est le seul point positif pour les délégués de la montagne, qui font sur tout le reste de très grandes concessions. Ils reconnaissent la nécessité de châtiments exemplaires pour le « crime » commis par les mutins d'Égypte. Ils n'obtiennent de garantie ni sur la composition du futur gouvernement, ni sur la question du futur régime politique : il est simplement dit,

selon la formulation déjà maintes fois utilisée par Papandréou, que le gouvernement assurera au peuple grec « à la libération, en collaboration avec les forces alliées, l'ordre et la liberté de telle sorte qu'il puisse décider souverainement, hors de toute pression matérielle et psychologique, de son régime politique et social et du gouvernement de son choix ». La porte est donc ouverte au débarquement de troupes (sans nul doute britanniques) et en attendant, toute nouvelle déclaration du roi est inutile. C'est une considérable reculade, et cette fois pas seulement des délégués de la montagne, mais aussi des libéraux jusque-là si intraitables sur la question de la régence : l'un des grands succès de Papandréou est sans nul doute d'avoir obtenu le ralliement sans condition du vieux monde politique grec, qui a vu en lui son dernier recours face au risque de bouleversement social et politique.

Les délégués de la Grèce libre acceptent cependant le 20 mai de signer ce texte, dorénavant considéré comme la charte nationale qui doit servir de base à l'unification militaire et politique. Ils obtiennent à force d'insistance une condamnation des Bataillons de sécurité, mais Papandréou en reporte la diffusion et la déclaration ne sera jamais publiée.

C'est ainsi que se termine la conférence. Papandréou est immédiatement chargé par le roi de constituer le gouvernement d'union nationale : il garde pour lui-même le département de la Guerre et celui des Affaires étrangères et nomme quelques jours après 15 ministres, ce qui laisse peu de place à d'éventuels représentants de la Grèce libre. De plus, les ministères demandés par la délégation de la montagne, à juste titre puisqu'il s'agit de postes qui n'ont guère de sens en Égypte, comme l'Éducation, la Justice, l'Intérieur, se trouvent presque tous déjà pourvus.

On peut se demander pourquoi les délégués de la Grèce libre ont fait de si lourdes concessions. Certes, tout a été fait pour les isoler et les intimider : le choix du lieu, l'impossibilité de communiquer, la composition de la conférence qui laissait la très petite minorité de résistants en butte à l'agressivité de la majorité des participants⁹. Et la délégation n'était pas unie face à cette situation : Svolos, beaucoup plus à l'aise dans ce monde politique que les représentants du KKE, était très désireux d'aboutir à un accord et a toujours poussé dans le sens des concessions en menaçant à plusieurs reprises de démissionner – ce que craignaient plus que tout les communistes.

En Grèce, la réunion du Conseil national à Koryschadès (14-27 mai 1944)

Ces reculades sont en décalage complet avec ce qui se passe au même moment en Grèce. Pendant que se referme dans l'atmosphère politicienne de l'exil ce qu'on a appelé le « piège du Liban », le processus entamé en Grèce avec la création du Comité de libération se poursuit et culmine avec la réunion à Koryschadès, près de Viniani, du Conseil national issu des élections organisées en avril.

Pendant plus de dix jours, les députés, venus de tous les coins de la Grèce dans ce petit village d'Evrytania, discutent avec enthousiasme. Depuis sa création, le gouvernement des montagnes a lancé un important travail législatif dans les domaines de l'autoadministration, des tribunaux populaires, de la santé, de l'éducation, de l'organisation de la production agricole. Le Conseil national doit poursuivre ce travail et définir les bases institutionnelles de l'État de la Grèce libre. Hadzis, le secrétaire de l'EAM, décrit avec ferveur cet épisode qui marque pour lui le sommet de la Résistance, avant que les concessions faites au Liban et par la suite n'ôtent toute raison d'être au Conseil national, dont ce sera effectivement l'unique réunion.

14 mai 1944. Les députés prennent place dans la grande salle toute en longueur, face à l'estrade prévue pour la présidence. En dessous de celle-ci, la tribune pour les orateurs, recouverte d'un beau tapis paysan. La salle a été décorée par des artistes compagnons de combat. À droite et à gauche de l'estrade sont dessinés les blasons des trois Grands et l'emblème du mouvement de libération nationale de la Yougoslavie voisine. Au milieu, un grand phénix, l'oiseau mythique qui renaît de ses cendres. Des drapeaux bleus et blancs et aux couleurs des Alliés encadrent les blasons. Sur les murs tout blancs des fresques de couleur marron représentent les héros de 1821⁹.

C'est à la fin de la réunion du 18 mai qu'on apprend par la radio de Londres le début de la conférence du Liban. Sur la place du village, les députés écoutent stupéfaits le discours d'ouverture de Papandréou. Le comité central de l'EAM, réuni en hâte, envoie immédiatement au Caire un télégramme condamnant le discours du Premier ministre. Les travaux continuent, dans une atmosphère où l'inquiétude se mêle à l'enthousiasme des débuts, mais le 21 la radio de Londres donne sur le contenu de la charte qui vient d'être signée des indications suffisantes pour que les députés puissent se faire une idée de l'ampleur du désastre. Tard dans la nuit a lieu dans la plus grande confusion une réunion des membres du bureau politique du KKE présents à Koryschadès. L'inquiétude est dorénavant telle que les travaux du Conseil national ne peuvent continuer comme si de rien n'était¹⁰.

Le 22 mai arrive enfin un message de la délégation en provenance du Caire : il confirme la signature de l'accord et demande l'envoi de propositions pour les postes de ministres. Cette fois les choses sont claires. À l'unanimité, les dirigeants de la Grèce libre rédigent un télégramme d'un ton très sévère à leur délégation, lu et adopté en séance du Conseil national. Ils lui reprochent de n'avoir pas tenu compte des instructions et de ne pas les avoir consultés. Ils ignorent évidemment qu'ils en ont été empêchés par les Britanniques qui continuent d'ailleurs leurs manœuvres, retardant sciemment la transmission de ce message afin de laisser le temps à Papandréou de nommer les premiers ministres. Svolos, inquiet de ne pas avoir de réponse, envoie deux nouveaux télégrammes pour presser les dirigeants du maquis de fournir des noms dans les plus brefs délais.

Cela donne lieu à une réunion particulièrement houleuse du bureau politique du KKE. Il y a unanimité pour condamner l'accord, mais beaucoup d'hésitations sur la suite à donner. Accepter ces conditions, c'est la porte ouverte au retour de l'ancien régime. Les refuser, c'est risquer de voir démissionner Svolos, Askoutsis et Anguéloupoulos, avec pour conséquence la dissolution du Comité de libération et même de l'EAM. Tsirimokos, le secrétaire à la Justice qui représente le petit parti socialiste ELD au sein du Front, s'oppose en effet à la ligne dominante du Comité qui est de rappeler immédiatement la délégation, de se proclamer gouvernement provisoire et d'appeler LeCaire à y envoyer des représentants. Tsirimokos rédige finalement un nouveau télégramme, ne rejetant pas toute possibilité d'accord mais énumérant une série de points non négociables : la question du roi, l'attribution à la Grèce libre des postes de la Guerre et de l'Intérieur et l'installation d'une partie du futur gouvernement en Grèce¹¹.

Les discussions continuent au Conseil national mais le 27 mai, dernier jour de la session, la lecture des huit points de l'accord du Liban se fait dans un silence de mort, suivi à la fin d'un cri unanime : « Honte ! » Tous les députés, debout, réclament le retour immédiat de la délégation. Le calme relativement rétabli, c'est à l'unanimité qu'ils adoptent la Constitution de la Grèce démocratique, avant de se séparer au son de l'hymne national.

Notes

- [1](#) .Porphyroyénis est communiste et Stratis, syndicaliste et ancien sénateur, appartient au parti socialiste de Grèce, l'un des petits partis fondateurs de l'EAM.
- [2](#) . *Archives du PEEA*, Comptes-rendus des réunions, Synchroni Epochi, Athènes, 1990, réunion du 22 avril 1944.
- [3](#) . Roussos, *op.cit.*, tome II, p.110-111.
- [4](#) . Papandréou, *op.cit.*, p.65 à72.
- [5](#) . Et il s'agira précisément pour Truman de justifier les fonds demandés au Congrès afin de « soutenir le peuple grec » (en fait le roi et ses partisans) dans le combat contre les forces de gauche qui reprennent les armes en 1946 après l'écrasement de la Résistance.
- [6](#) . Papandréou, *op.cit.*, p. 73 à 81.
- [7](#) . On se met d'accord, sans le mentionner dans la charte, sur le nom du général Othonaios pour diriger la future armée nationale. Papandréou a cependant difficilement admis son échec quant à son objectif principal. Il sonde le représentant de l'EDES, Pyromaglou, sur les possibilités d'anéantir l'ELAS sur le terrain, et lorsque celui-ci lui rétorque qu'il n'a pas suffisamment de moyens pour cela et qu'il ne veut pas prendre la responsabilité d'une guerre civile, il lui déclare : « Alors l'ELAS, je la dissoudrai avec les Anglais... après ! » (H.Richter, *op.cit.*, p.136.)
- [8](#) . Woodhouse dit à ce sujet : « L'accord du Liban a été obtenu en accablant les délégués du Comité de libération nationale, de l'EAM, de l'ELAS et du KKE de telle manière qu'ils avaient atteint un état d'abrutissement mental ne leur laissant pratiquement plus la responsabilité de leurs actes. » (*Op.cit.*, p.288.)
- [9](#) . *Op. cit.*, tome III, p.184 sq.
- [10](#) . Hadzis raconte qu'au milieu de la discussion un *kapétanios* se lève et demande d'une voix tonnante : « C'est le secret de Polichinelle qu'au Moyen-Orient a été signé un accord contre la nation et le peuple, et que le Comité de libération en est informé officiellement. Nous demandons au Comité de libération : pourquoi se tait-il et n'informe-t-il pas le Conseil national ? Quel est le contenu de cet accord ? Et s'il est nuisible pour notre peuple, que compte-t-il faire ? Le Conseil national est inquiet. Notre armée nationale n'acceptera pas d'être humiliée et insultée par les collaborateurs de l'occupant, les seigneurs et les « absents ». Au nom des indomptables combattants de l'ELAS, j'exige le respect de leurs luttes et de leurs sacrifices. » Il est applaudi à tout rompre, alors que la salle entonne spontanément l'hymne de l'ELAS (Hadzis, *op.cit.*, tome III, p. 208-209).
- [11](#) . *Archives du PEEA*, *op.cit.*, réunion du 26 mai 1944.

VI. Des hésitations lourdes de conséquences (juin-août 1944)

L'ELAS face à de nouvelles offensives des Allemands et de l'EDES

Saraphis, de retour au maquis le 25 mai, reprend immédiatement ses responsabilités à la tête de l'ELAS, après avoir fait un rapport très critique sur la façon dont s'est déroulée la conférence. L'Armée populaire mène alors, dans les plaines du centre productrices de blé et de maïs, la « bataille de la récolte » contre les Allemands qui cherchent à accaparer ces produits : de petites formations d'*andartès*, appuyées par les paysans réservistes de l'ELAS, participent à la moisson et transportent une partie de la récolte dans les montagnes. Le Comité de libération tente en même temps de mettre sur pied des coopératives, mais ces initiatives entraînent des tensions avec les paysans les plus riches qui répugnent à livrer une part de leur récolte.

Les occupants lancent en juillet une nouvelle grande offensive de « nettoyage » en Macédoine occidentale, à laquelle l'ELAS fait face victorieusement. Mais les troupes allemandes, dans un état de grave délabrement moral, exaspérées par les lourdes pertes qu'elles subissent, réduisent la région à l'état de ruines et multiplient partout les représailles sanglantes. En juin 1944 a lieu « l'un des pires actes de barbarie de toute la guerre¹ » à Distomo, près de Delphes, où une unité de Waffen-SS tue les 300 habitants du village qui n'ont pas pu s'enfuir à leur approche. Dans le village entièrement brûlé – après un pillage en règle de toutes les maisons – se déroulent des scènes indescriptibles. On a retrouvé plus tard les femmes et les enfants éventrés, les intestins passés autour du cou, des bébés étouffés par le sein coupé de leur mère, le pope décapité, la tête jetée loin du cadavre sur un tas de fumier. La plupart des survivants sont devenus fous.

Le massacre continue dans les villages environnants, pendant trois jours, avec les mêmes méthodes. Ce n'est qu'à la suite de manifestations dans la ville voisine et de protestations du métropolitain de la région que la Croix-Rouge est admise sur le charnier. L'indignation est telle que Neubacher, le plénipotentiaire du Reich en Grèce, lance une enquête de la justice militaire. Le commandant de la compagnie affirmera avoir agi par « humanisme et vertu militaire » pour prévenir des pertes futures et s'en tirera avec des circonstances atténuantes et quelques mesures disciplinaires assez anodines.

Le QG de l'ELAS, qui s'est déplacé avec les dirigeants du Comité de libération au sud de la Thessalie, doit aussi faire face aux entreprises de Zervas, auquel la mission militaire alliée fournit généreusement ravitaillement et armement : les Britanniques cherchent à chasser l'ELAS d'Épire afin de s'y ménager éventuellement une base de débarquement. Dès le mois d'avril, les officiers de l'EDES ont commencé à violer l'accord de Plaka en tentant de s'installer dans la région de Prévéza, sur la côte de la mer Ionienne. Malgré les protestations répétées de Saraphis, ces entreprises continuent et début juillet, le but de l'EDES est atteint : l'ELAS est chassée d'Épire.

Au Caire, les délégués de la montagne tentent d'obtenir des garanties

Après la conférence, les délégués ont été reconduits au Caire où ils sont hébergés à l'hôtel *Shepherd's*. Ils sont plus libres de leurs mouvements, mais leurs communications restent très contrôlées. Ils ont cependant profité du retour de Saraphis au maquis pour lui confier deux messages. Svolos est l'auteur du premier : il justifie l'attitude de la délégation au Liban et demande qu'on envoie très vite des noms. Roussos a écrit de son côté au bureau politique du KKE : il ne comprend pas non plus la réaction du maquis, estime que les concessions étaient inévitables et invoque les difficultés liées à l'impossibilité de communiquer. Bakirdzis, le vice-président du Comité de libération, répond en rappelant les conditions mises à la participation au gouvernement et enjoint les délégués de revenir s'ils ne les obtiennent pas. Pendant tout le mois de juin le Comité reste ferme sur cette position.

Papandréou prend prétexte de ces atermoiements pour multiplier les initiatives. Il nomme à la tête du QG des forces grecques d'Égypte Ventiris, un officier qui dirige une organisation « nationaliste » collaborant avec les Bataillons de sécurité. Pour éviter au roi de faire une déclaration, il proclame dans un communiqué officiel que, si le roi a accepté la charte du Liban et la constitution du gouvernement, c'est qu'il est prêt à se soumettre à la décision de celui-ci le moment venu. Le Premier ministre exerce en même temps une pression continuelle sur la délégation de la montagne, lui reprochant publiquement de ne pas honorer sa signature et tentant d'opposer ses membres « raisonnables » (Svolos et ses compagnons socialistes) aux communistes « irréductibles ».

Dans cette situation d'incertitude, les délégués de la Grèce libre tentent d'abord d'intervenir contre la répression qui frappe les antifascistes grecs d'Égypte. Les procès commencent à la mi-juin, dans une ambiance de terreur. Les comptes-rendus sont censurés, transmis déformés à la presse, mais la campagne menée par la délégation marque quelques succès : la plupart des civils sont libérés et des parlementaires britanniques écrivent au Premier ministre de ne pas mettre à exécution les condamnations à mort. Mais la plupart des soldats et officiers démocrates restent enfermés dans les camps du désert.

Parallèlement les délégués s'informent des nouvelles du monde et entreprennent des démarches auprès des ambassades des trois Grands au Caire, afin de les informer de la situation réelle en Grèce et de sonder leurs intentions. Leeper les reçoit très froidement. Mac Veagh, plus attentif, conditionne l'aide américaine à la réalisation de l'unité nationale. C'est surtout de l'ambassadeur de l'URSS, Novikov, qu'ils attendent aide et soutien, mais la réponse à leur demande d'entretien tarde : Roussos n'est reçu que vers la mi-juin par le premier conseiller, Solod. Celui-ci se contente de l'écouter et promet de le rappeler après avoir consulté le gouvernement soviétique. Lors d'une deuxième entrevue trois semaines après, Solod déclare à Roussos que son gouvernement n'a pas désiré s'exprimer au sujet de la Grèce et lui lit le message adressé en son nom personnel par Novikov à la délégation :

- 1) L'accord du Liban correspond bien aux exigences de la situation actuelle ;
- 2) l'attitude de votre délégation est la bonne ;
- 3) il faut que vous entriez au gouvernement ;
- 4) veillez à ce que cette opinion soit connue dans les montagnes².

Roussos tire de cet entretien la conclusion que l'URSS n'est pas en position à ce moment-là de pouvoir intervenir officiellement, sa préoccupation principale étant avant tout de préserver la Grande Alliance. au Caire circulent aussi beaucoup de rumeurs concernant les sphères d'influence et divers arrangements entre Alliés qui doivent permettre à l'Angleterre de se réserver la Grèce.

Les manœuvres diplomatiques entre les trois Grands au cours du printemps et de l'été 1944

La question du régime politique des pays libérés a très tôt préoccupé les trois Grands. Ce sont les Anglo-Saxons qui ont pris les premières initiatives en ce sens, notamment en Italie. Staline, d'abord irrité de leur monopole sur ce territoire, s'en accommode rapidement et va utiliser ce précédent pour peser lui aussi sur l'évolution politique des pays libérés par l'Armée rouge. Or, dès le début de 1944, les avancées de cette dernière sont impressionnantes, notamment dans les Balkans, ce qui inquiète fortement les Britanniques. Churchill y voit la route ouverte vers la Grèce et parle de « soviétisation » de toute la péninsule : terme impropre selon le Foreign Office qui, dans un rapport élaboré au début du mois de juin, estime qu'on ne peut accuser l'URSS de vouloir étendre le communisme dans les Balkans. Mais depuis la fin du XVIIIe siècle, l'Empire a toujours redouté une pénétration de la péninsule par la Russie, qui pourrait ainsi s'approcher des Détroits et de la Méditerranée, zone réservée à la suprématie britannique : c'est selon cette analyse très classique que le Foreign Office, faute de meilleure alternative vu la situation militaire, propose de laisser la Roumanie et la Bulgarie à l'influence prédominante de l'URSS, mais de préserver à tout prix les intérêts britanniques en Grèce³.

Churchill va se livrer pour cela à de véritables marchandages. Il demande le 4 mai à Eden de rédiger une note proposant au gouvernement soviétique une négociation sur les « questions en litige » en Grèce, en Roumanie, en Bulgarie, en Yougoslavie – mais aussi en Italie, où il voit des « intrigues communistes » risquant de mener à une « communisation » de ce pays comme des Balkans⁴. Le 18 mai, Eden propose à l'ambassadeur soviétique à Londres, Goussev, de considérer « à titre provisoire que les affaires de Roumanie [...] concernent plus particulièrement [l'URSS] tant que dure la guerre » et qu'en échange l'URSS pourrait « laisser les mains libres en Grèce » à l'Angleterre. Goussev s'y déclare en principe favorable mais subordonne un accord éventuel à l'approbation des États-Unis. Il s'ensuit alors pendant trois mois un chassé-croisé de lettres et de démarches où se révèlent à la fois l'obstination de Churchill, le rôle personnel de Roosevelt et l'opportunisme d'un Staline prêt à se désintéresser du cas de la Grèce pour faire passer ses préoccupations propres en Roumanie – et surtout en Pologne.

Conformément à la demande soviétique, Halifax, l'ambassadeur du Royaume-Uni aux États-Unis, sonde le 30 mai le secrétaire du département d'État, Cordell Hull, à propos d'un accord éventuel sur les Balkans. Ce dernier se montre très réservé, mais Churchill envoie le lendemain un message personnel à Roosevelt où il évoque un « arrangement pratique » applicable uniquement en temps de guerre, puisque « la Roumanie est tombée dans la zone d'action des armées russes, tandis que la Grèce demeure dans celle du commandement allié en Méditerranée ». Il explique à Halifax :

Je tiens constamment [Roosevelt] au courant mais dans l'ensemble c'est nous, c'est le gouvernement de Sa Majesté, qui menons le jeu et qui devons faire grande attention à le mener agréablement avec les Russes. Rien ne pourrait être plus préjudiciable à un pays que d'être soumis, en ce moment, à des décisions obtenues par des échanges de télégrammes triangulaires ou quadrangulaires [...] Les événements vont extrêmement vite dans ces pays.

Et de se retrancher derrière la liberté d'action des États-Unis en Amérique du Sud et dans le Pacifique. Roosevelt tente cependant de le mettre en garde contre un risque de

reconstitution des zones d'influence et propose des consultations pour régler les différends éventuels. Churchill lui répond immédiatement : « Il deviendra impossible d'agir si tout le monde doit consulter tout le monde au sujet de tout avant qu'une décision soit prise ! » et propose de soumettre cet accord à un essai de trois mois, puisque de toute façon la Grande-Bretagne et les États-Unis ne peuvent rien imposer en Roumanie, faute de troupes présentes dans ce pays.

Cette fois Roosevelt donne son accord, en l'absence de Cordell Hull qui est en vacances et sans même en informer le département d'État⁵. Le 19 juin, Eden informe Molotov de l'accord des États-Unis, mais Staline, peu convaincu, écrit à Churchill le 15 juillet qu'il préfère une réponse directe du département d'État. Cette réponse arrive le jour même à l'ambassade soviétique à Washington : elle confirme l'essai de trois mois mais insiste également sur le danger de reconstitution des sphères d'influence. Les choses en restent là, mais Churchill en tire l'idée qu'il est dorénavant libre de mettre au point son plan d'occupation de la Grèce, laissant les Soviétiques agir librement en Roumanie et en Bulgarie.

La rupture des négociations au Caire (début juillet 1944)

Même si ces manœuvres ne sont pas connues de façon précise des délégués de la Grèce libre, elles pèsent sur leur appréciation de la situation. L'un d'eux, Porphyroyénis, est rentré au maquis dans les derniers jours de juin. Il a expliqué les concessions faites au Liban par le souci de préserver l'unité de l'EAM et par l'attitude des Soviétiques, donnant à penser qu'ils ont l'intention de laisser l'initiative aux Anglais en Grèce, au moins provisoirement. Il estime qu'il faut entrer au gouvernement pour exiger plus facilement l'application de la charte du Liban. Mais la majorité des membres du Comité de libération est toujours très réservée et le 2 juillet deux nouveaux télégrammes sont envoyés au Caire. Le premier, adressé à Papandréou, dénonce plusieurs violations de la charte. Le second, destiné aux délégués, les somme de rentrer immédiatement s'ils n'obtiennent pas les garanties déjà demandées, ainsi que l'amnistie des soldats d'Égypte et le retrait de Zervas sur le territoire prévu par les accords de Plaka. Papandréou intercepte le deuxième télégramme et convoque le 6 juillet un Conseil des ministres, à l'issue duquel il annonce la rupture des négociations en en rejetant la responsabilité sur l'EAM, accusé de vouloir imposer de nouvelles conditions non prévues par l'accord du Liban. Il termine par ces mots :

Nous exprimons notre reconnaissance au gouvernement des montagnes pour avoir enfin laissé de côté les faux-fuyants et les prétextes et dévoilé ses véritables objectifs. Maintenant les choses sont claires. Nous savons ce qu'ils veulent. Et devant leurs exigences nous prenons position, officiellement et de façon responsable : nous refusons ! [...] La Nation sait enfin qui est en faute⁶ !

Cette rupture laisse cependant Papandréou fort démuni : tout le monde se rend compte qu'un gouvernement sans les résistants ne représente rien. À la Chambre des communes, Eden a beau affirmer que Papandréou est soutenu par « l'écrasante majorité » du peuple grec, Churchill, accusé d'être un « maniaque du monarchisme », doit recourir à une manœuvre qu'il va répéter plusieurs fois par la suite : il met en jeu par un vote de confiance le maintien du cabinet de guerre. En fait d'écrasante majorité, le Premier ministre grec n'a d'espoir que dans une occupation rapide de son pays par les troupes anglaises à la

libération. Il multiplie dès lors les demandes en ce sens⁷ sans que Churchill lui donne la moindre garantie, afin de ne pas dévoiler trop tôt ses plans, d'où, pour Papandréou, de longues semaines d'incertitude et d'angoisse.

Les délégués de la montagne protestent contre la façon dont le Premier ministre a utilisé publiquement le télégramme qui leur était destiné. Mais devant sa volonté réitérée de rompre toute discussion, ils repartent pour le maquis quelques jours après.

Vives discussions au maquis

Les délégués reçoivent à leur arrivée en Thessalie, à Pétrilia, le 17 juillet, un accueil assez froid. La plupart des organisations de l'EAM et du KKE ont exprimé des réactions négatives aux accords du Liban, insistant sur les garanties nécessaires à obtenir. Celles de Macédoine sont allées jusqu'à parler de « trahison ».

Roussos, dans le rapport qu'il présente aux secrétaires du bureau politique du KKE⁸, reconnaît avoir fait des concessions exagérées, mais invoque le maintien de l'unité du mouvement et plus encore le contexte international : les Anglais veulent garder la Grèce dans leur orbite, explique-t-il, et on ne peut pas pour l'instant compter sur l'Union soviétique. Il faut donc entrer au gouvernement pour éviter une confrontation avec la Grande-Bretagne et ne pas mettre à l'épreuve les rapports entre les trois Grands. Son séjour au Caire lui a permis de prendre connaissance de facteurs dont on n'a qu'une vague idée dans le maquis. « Dans le camp des Alliés anglo-saxons, dit-il, il y a des cercles ultraréactionnaires qui cultivent l'idée d'une troisième guerre mondiale, entendant par là une guerre entre l'Angleterre et les États-Unis d'un côté, et l'Union soviétique de l'autre » et on ne peut contrecarrer ces plans que par le renforcement de la Grande Alliance et du front démocratique à l'intérieur de chaque pays. Il donne à ce propos l'exemple de la France, où les communistes participent au gouvernement provisoire du général De Gaulle qui a dû collaborer dans un premier temps avec les représentants de Vichy à Alger et surmonter beaucoup de difficultés avec les Anglo-Saxons avant d'être reconnu par eux. Il mentionne aussi les positions de Togliatti et de Tito⁹.

Ce que dit Roussos de l'Union soviétique suscite beaucoup d'incrédulité. Le message de Solod, le conseiller de l'ambassade soviétique au Caire, est vu comme un acte de prudence diplomatique. L'idée que l'URSS puisse accepter un partage en zones d'influence est tout simplement inconcevable et rejetée comme propagande mensongère. Mais si nous n'avons pas le soutien soviétique, dit Roussos, que ferons-nous en cas d'intervention de la Grande-Bretagne ? Les dirigeants du KKE sont conscients du problème, même s'ils n'en font jamais état publiquement. Après l'échec de la conférence du Caire, le bureau politique a chargé Makridis, un officier du QG de l'ELAS, de mettre au point un plan pour s'assurer du contrôle de la capitale en cas d'épreuve de force lors du retrait allemand. Mais on ignore les forces dont disposeraient les adversaires, surtout s'il faut prendre en compte non seulement les milices réactionnaires mais aussi un corps expéditionnaire britannique¹⁰. De plus, mettre ce plan en avant pourrait faire croire que les communistes préparent un coup de force – ce que redoutent toujours leurs partenaires au sein de l'EAM : il y a eu de nombreuses conversations à ce sujet entre Svolos et Siantos, le premier insistant auprès du second :

« Si vous voulez prendre le pouvoir par la force, il faut nous le dire. Évidemment je ne pourrai pas m'y opposer. Mais je ne participerai pas à une telle aventure. Il faudra absolument me prévenir, pour que je me détermine à ce moment-là [...] Sache-le dès

maintenant, afin que tu ne dises pas que je vous ai abandonnés au milieu du chemin. Je te préviens, Yorgo ! » Réponse de Siantos : « Non, non, Aléko. Cela ne se produira pas. Je te le garantis [...] et je ne te tromperai pas, tu verras¹¹. »

L'éventualité d'une intervention britannique est donc évacuée au prétexte qu'une telle violation de la charte de l'Atlantique susciterait immédiatement la réaction de l'opinion publique mondiale.

De son côté, Svolos expose à ses collègues du Comité de libération sa vision positive de la conférence, soutenu par Anguélopoulos qui rapporte les propos de l'ambassade soviétique et fait valoir que les Alliés comptent bien s'intéresser de près au nouvel ordre des choses dans les pays libérés. Il faut donc, conclut-il, pour suivre les choses de près et obtenir l'aide matérielle des Alliés, entrer au gouvernement comme cela se fait partout, en France, en Italie, en Yougoslavie. Refuser revient à donner consistance à la peur d'une prise de pouvoir par les communistes. Il avance cependant une proposition alternative : exiger que Papandréou soit remplacé par une personnalité qui appliquerait plus honnêtement la charte¹². Les jours suivants, les discussions se poursuivent à huis clos entre les dirigeants des partis, Svolos, Tsirimokos, Siantos et Ioannidis. Les communistes sont partagés¹³ mais la peur d'un éclatement de l'EAM les pousse à se rallier à la proposition de Svolos.

C'est en plein milieu de ces discussions qu'arrive le 26 juillet à Pétrilia une délégation de sept officiers soviétiques, dirigée par le lieutenant-colonel Popov et accompagnée d'un communiste du Pirée, Vavoudis, qui a travaillé plusieurs années au Komintern et est spécialiste des liaisons radio. Les représentants de la fameuse Armée rouge sont accueillis avec ferveur, mais l'enthousiasme retombe vite : il ne s'agit que d'un détachement de la mission militaire qui siège depuis février auprès du QG de Tito, venu pour demander des précisions sur l'ELAS, sur sa stratégie et non pour apporter de l'aide. Comme le dit Saraphis :

Ce fut le drame de la Grèce. Du point de vue des entreprises militaires, nous étions sous les ordres du QG du Moyen-Orient auquel nous ne pouvions être d'une grande aide, à partir du moment où ils avaient débarqué en Italie. Alors qu'en combattant les Allemands, nous rendions de grands services à l'Armée rouge dans sa progression vers les Balkans. Puisque nous travaillions indirectement pour l'armée soviétique, nous aurions dû avoir le contact avec elle, agir sous ses ordres et directives, et donc c'est d'elle que nous aurions dû recevoir l'approvisionnement afin de pouvoir l'aider encore plus¹⁴.

Selon les mots de Roussos, qui voit ainsi confortées ses impressions du Caire, « [l'arrivée de Popov] a d'emblée clarifié les choses, contribué à dissiper des idées quelque peu idylliques sur la Grande Alliance [...] et nous a aidés à être plus réalistes dans notre combat ». D'autres entretiens confirment ces impressions et cela va finir de déterminer les dirigeants communistes à se rallier à une solution au moins provisoire de compromis¹⁵. Ils viennent aussi de recevoir un message de Kornéiev, le chef de la mission militaire soviétique auprès de Tito :

L'URSS, à la suite de la lâche offensive des fascistes allemands, a subi tout au long de la guerre de grandes pertes en hommes et en matériel. Il n'y a aucun doute concernant la victoire finale et totale sur les envahisseurs allemands. Mais ce sera une victoire

gagnée au prix d'une extrême tension des forces et de très grands sacrifices. Les vôtres doivent avoir toujours cela à l'esprit lors de la définition de leur politique⁴⁶.

L'envoi de cette délégation est révélateur d'une volonté nouvelle de l'URSS de se tenir au courant de la situation en Grèce, pour des raisons militaires (les opérations de l'Armée rouge dans les Balkans se précisent) et politiques (vu le jeu diplomatique entamé quelques semaines auparavant). Jusque-là l'Union soviétique n'en était informée qu'indirectement, par les partisans yougoslaves dont on sait les réticences face à l'orientation stratégique de la résistance grecque et la position ambiguë concernant la Macédoine. La présence de Vavoudis dans cette mission militaire, jointe à la libération de la Bulgarie, va permettre à partir de septembre une liaison plus régulière, passant par le parti communiste bulgare à destination de Dimitrov qui se trouve alors à Moscou en tant que chef de la Section d'Information internationale du parti communiste soviétique⁴⁷.

Le Comité de libération accepte la participation au gouvernement (28 juillet-15 août 1944)

Lors de nouvelles réunions du Comité, les 27 et 28 juillet, Siantos propose d'accepter la participation en mettant comme conditions non seulement la démission de Papandréou, mais aussi l'attribution du ministère de l'Intérieur à un représentant de l'EAM. Svolos est partisan de renoncer à toute condition pour ne pas fournir de prétexte à rejet. Face à une réaction qui craint qu'on lui prenne le pouvoir, y compris par des moyens légaux, il faut faire preuve de maturité et attendre les élections, affirme-t-il : « Notre force est surtout populaire, politique [...], si nous la conservons personne ne peut nous dissoudre et [...] nous n'avons rien à craindre⁴⁸. » Il est soutenu cette fois par la majorité des présents, qui décident d'accepter à la seule condition que Papandréou démissionne.

Hadzis, le secrétaire de l'EAM, est opposé à ce choix et refuse de signer le télégramme qui doit être envoyé au Caire pour annoncer l'accord : c'est Partsalidis qui le fait à sa place, sous la pression des secrétaires du KKE, alors qu'il n'est même pas membre du comité central de l'EAM. Hadzis a fait valoir la nécessité de consulter au préalable, pour une décision aussi grave, les membres du comité central du parti qui doivent justement se réunir ces jours-là. Prévus pour le 29 juillet, cette réunion est repoussée au 2 août vu le retard de certains délégués et l'arrivée de la mission Popov⁴⁹. Les cadres des régions les plus éloignées n'ont pu venir : il n'y a au total que 18 participants. Cependant, plusieurs militants absents ont fait parvenir leur opinion par écrit et c'est la première réunion de ce genre en Grèce libre.

Le rapport introductif du secrétaire général, Siantos, assez contradictoire, est suivi d'une intervention de Karayorgis, le *kapétanios* de l'Olympe : il a eu connaissance du télégramme d'accord déjà envoyé au Caire, dont il donne lecture à l'assemblée – ce qui produit l'impression fâcheuse que les décisions ont déjà été prises et que le comité central n'est là que pour ratifier. Commence alors une très vive discussion entre partisans et adversaires du compromis. Les plus critiques sont les représentants de la Grèce centrale, de la Thessalie et de la Macédoine, dont l'un va jusqu'à proposer de rompre avec la mission anglo-saxonne et de s'appuyer sur les autres mouvements balkaniques de résistance. La position des deux délégués d'Athènes-Le Pirée est, selon Hadzis, à l'opposé. Ils redoutent plus que tout une scission à l'intérieur du Comité de libération : elle aurait forcément des répercussions sur les organisations de base de l'EAM et isolerait totalement le parti, qui serait alors accusé d'être responsable de la guerre civile. Or, dans la capitale, la situation des organisations de

résistance est dramatique : les *élassitès* d'Athènes tentent de répliquer aux attaques incessantes des Bataillons de sécurité en liquidant les collaborateurs, ce qui donne lieu à de sanglantes représailles et à des exécutions massives d'otages. Les banlieues rouges sont régulièrement victimes de *bloko*²⁰.

La différence de point de vue entre les combattants de la Grèce libre et ceux des grandes villes occupées a aussi d'autres raisons. Les partisans de la Grèce libre sont comme des « poissons dans l'eau » dans ce milieu essentiellement paysan, où l'on a pu faire l'expérience concrète de la laocratia à travers les nouvelles institutions populaires : pour eux il ne fait aucun doute qu'on peut et qu'on doit l'installer en Grèce à la libération. Dans les grandes villes occupées, au contraire, cette expérience n'a pas eu lieu et si les grandes manifestations organisées par l'EAM donnent l'impression d'un mouvement massif, il faut y regarder de plus près. La différenciation sociale y est beaucoup plus importante que dans les campagnes, et dans la capitale elle se marque dans la géographie même de la ville : la Résistance est très forte dans les banlieues populaires, mais la présence communiste dans ce mouvement inquiète une bonne partie des classes moyennes qui vivent dans les quartiers plus centraux, où l'EAM se heurte à la violence de groupes bien décidés à lui faire obstacle par tous les moyens.

Les discussions se poursuivent pendant 48 heures, sans autres interruptions que de courts intermèdes. Selon Roussos, l'idée dominante qui s'impose au fur à mesure des débats est que l'on peut facilement prendre le pouvoir, mais difficilement le garder en cas d'intervention des « alliés » anglais, puisqu'on ne peut compter sur aucune aide extérieure. C'est Ioannidis qui conclut : il critique les « ultrarévolutionnaires » et se prononce clairement pour l'entrée au gouvernement. « L'insomnie et la fatigue étaient telles », dit Hadzis, « que personne n'écoutait plus. Beaucoup s'étaient endormis ». Et la décision finale est votée... à l'unanimité. Siantos clôt les débats par un appel au soulèvement général dont la tonalité révolutionnaire contraste étrangement avec ce qui vient de se passer : « Tous sur le pied de guerre ! Pour la libération de la Grèce ! Pour la victoire des Alliés ! Mort au fascisme, liberté au peuple ! » Les noms de Zevgos et Porphyroyénis sont proposés pour représenter le parti communiste au sein du gouvernement d'union nationale, ce qui est approuvé sans discussion²¹.

La réunion du comité central se termine ainsi, aux petites heures du matin du 4 août 1944. Si la participation au gouvernement est acceptée, parallèlement, Bartziotas est convoqué le lendemain par les secrétaires du bureau politique pour poser les bases d'une éventuelle prise de pouvoir à Athènes : ravitaillement en armes du 1^{er} corps d'armée d'Athènes, élimination des organisations réactionnaires de la capitale, envoi de l'ELAS de Roumélie en Attique. Il est décidé aussi de tâter le terrain en Épire en vue d'une éventuelle dissolution de l'EDES. Ce sera la dernière réunion du comité central pendant la période de l'occupation : à partir de là les trois secrétaires prennent seuls toutes les décisions au nom du KKE. Si Svolos se félicite de la conclusion des débats, et avec lui la majorité des membres du Comité de libération, il reste à faire avaliser par le comité central de l'EAM le télégramme annonçant l'accord, déjà envoyé au Caire : Hadzis s'y refuse et c'est désormais Partsalidis qui le remplace à la tête du Front.

Entre-temps ce télégramme est arrivé en Égypte. Le conseil des ministres, réuni en urgence par Papandréou, se prononce majoritairement contre sa démission. Quelques jours après, l'ambassade britannique au Caire fait état d'un télégramme d'Eden qui déclare impossible « la poursuite de la mission du gouvernement grec en ces temps difficiles » sous

la conduite d'un autre dirigeant. Churchill lui a donné le 6 août des consignes très claires :

Nous ne pouvons pas porter quelqu'un au pouvoir comme nous l'avons fait avec Papandréou pour le jeter aux chiens dès les premiers grognements de ces misérables bandits grecs [...] L'affaire me semble parvenue au point suivant : ou nous soutenons Papandréou, au besoin par la force comme nous l'avons promis, ou bien nous nous désintéressons complètement de la Grèce²².

Impressionnés par l'attitude britannique, les ministres libéraux, dont Vénizélos, pourtant partisan de la démission de Papandréou, adressent au Comité de la Grèce libre le télégramme suivant :

À la suite d'un communiqué officiel du gouvernement anglais refusant le changement de Premier ministre à la veille de la libération, [nous vous lançons] un dernier appel afin que vous envoyiez vos représentants prendre leur place dans le gouvernement tel qu'il est aujourd'hui. Dans le cas contraire, vous assumeriez d'immenses responsabilités envers la Nation, au moment où l'unité nationale est, comme jamais auparavant, indispensable pour faire face aux problèmes de l'après-guerre et cicatiser les blessures²³.

Le message arrive à Pétrilia le 14 août. L'indignation est à son comble. Svolos, « douloureusement étonné », estime que cette intervention du « cher et grand allié », le modèle même de la démocratie, est liée à la prépondérance militaire reconnue aux Anglais en Grèce et que cela ne devrait pas se reproduire après la Libération²⁴. Et finalement, les quelques hommes qui décident dorénavant du sort de la Résistance acceptent sans condition de participer au gouvernement d'union nationale et transmettent au Caire les noms des futurs ministres. Les organisations du KKE reçoivent quelques jours après une longue lettre du bureau politique tentant de répondre aux interrogations suscitées par cette décision²⁵. Par le même courrier arrive un communiqué du Comité de libération annonçant l'organisation d'élections pour les comités locaux d'autoadministration, qui devront avoir lieu le 29 octobre.

Le gouvernement d'union nationale au Caire

La réponse définitive de la montagne arrive le 18 août au Caire et trouve un Papandréou de plus en plus inquiet. Il a dépêché à Athènes, dans le plus grand secret, le général Spiliotopoulos, chef de la gendarmerie sous le premier gouvernement collaborateur de Tsolakoglou : revêtu du titre de gouverneur militaire de l'Attique, approvisionné en armes par Ventiris, le nouveau chef des forces armées grecques d'Égypte, il est chargé de recruter des officiers du côté des organisations d'extrême droite, du gouvernement collaborateur de Rallis et de la police des villes afin d'assurer le contrôle de la capitale lors du retrait des Allemands. Mais le Premier ministre sait bien que le rapport de forces est très largement en faveur de l'EAM, et la Brigade de montagne, fruit de l'épuration des forces grecques d'Égypte, vient d'être envoyée sur le front italien.

C'est donc plein d'espoir qu'il se rend le 21 août à Rome, pour rencontrer Churchill. Mais le Premier ministre britannique refuse de s'engager, que ce soit sur une promesse d'aide militaire ou sur la question des frontières de la Grèce²⁶. Le régime politique ? Ce sera

au peuple grec d'en décider à l'avenir, mais pas sous la contrainte d'une « poignée de doctrinaires ». En attendant, Georges II n'a pas à faire de nouvelle déclaration : il se conformera le moment venu à la décision de son gouvernement. Et Churchill lance une nouvelle idée : il faut, dit-il, enlever le gouvernement grec désormais au complet à « l'atmosphère lourde d'intrigues » du Caire et le transférer de toute urgence en Italie, près du QG des forces alliées en Méditerranée.

Cette décision, annoncée par Papandréou à son retour, indispose fortement les ministres libéraux qui donnent leur démission : ils sont remplacés le jour même par un autre libéral, E.Sophoulis, et par deux monarchistes notoires. Il y a là de quoi remettre en question l'accord de la Grèce libre à la participation au gouvernement, mais entre-temps les futurs ministres sont arrivés au Caire et ils prêtent serment le 2 septembre : Svoulos, en tant que ministre de l'Économie (assisté d'Anguéloupoulos), Askoutsis aux Travaux publics, Tsirimokos à l'Économie nationale, Zevgos à l'Agriculture et Porphyroyénis au Travail.

C'est la fin du gouvernement des montagnes. Le même jour a lieu une conférence panhellénique de l'EAM qui est une démonstration de sa puissance : le chiffre avancé à cette occasion est de 1 520 000 membres, en dehors des îles et de la région de Macédoine orientale-Thrace²⁷. Afin de couper court aux suspicions dont ils sont toujours l'objet, les participants font serment de ne pas rendre les armes avant d'avoir chassé les derniers Bulgares du sol de la patrie. L'ELAS et la garde civique créée par le Comité de libération, la *Politophylaki*, sont chargés d'assurer l'ordre à la libération afin de garantir la liberté personnelle et les biens des citoyens.

Entre-temps, Siantos a dès le 21 août donné ordre à Orestis, le *kapétanios* de la IIe division de l'ELAS, de se diriger vers la capitale, d'y ravitailler en armes et en munitions le 1^{er} corps d'armée et la *Politophylakid* d'Athènes et de se tenir prêt à toute éventualité. Ainsi, malgré les concessions faites à l'objectif prioritaire d'unité nationale, les dirigeants communistes laissent agir les organisations de résistance de façon indépendante par rapport au nouveau gouvernement. Il semble, selon Hadzis, que Siantos aurait assez systématiquement « doublé » les directives officielles du bureau politique des siennes propres, signées « le Vieux », allant dans un sens plus conforme à l'attente de beaucoup de militants communistes. D'où une grande confusion, des querelles concernant l'interprétation des ordres et finalement une tendance des organisations locales à agir de façon autonome. De plus cette situation fait croire à un double langage des communistes et à une volonté cachée de prise du pouvoir.

L'une des raisons de ces hésitations, caractéristiques de la politique du KKE tout au long de cette période, est sans doute l'absence de directives claires de la part des Soviétiques. Livrés à l'incertitude face aux signes déconcertants envoyés par ceux-ci depuis le début de l'année, les dirigeants du KKE ont tenté au milieu du mois d'août d'obtenir un contact avec Molotov par l'intermédiaire des Bulgares et de Dimitrov, afin de lui demander son avis sur l'éventualité d'une prise de pouvoir par l'EAM au moment de la libération. Ils n'ont obtenu que cette réponse sibylline : « Ils doivent résoudre eux-mêmes les questions qu'ils soulèvent²⁸. » Cela ne fait guère que confirmer l'absence de tout soutien. Cette absence de consignes claires, concernant un petit pays que Staline sait de toute façon dans la sphère britannique, contraste fortement avec les recommandations précises qu'il a faites aux communistes d'autres pays plus importants (France, Italie) ou relevant de sa propre sphère d'influence comme la Bulgarie ou la Yougoslavie.

Les dernières opérations allemandes et les préparatifs de retrait (août 1944)

Malgré l'offensive de l'Armée rouge vers le sud, les forces allemandes stationnées en Grèce s'y maintiennent encore au début d'août en nombre considérable. Elles tentent en priorité d'assurer la circulation sur les principales voies de communication vers la Yougoslavie et livrent pour cela un dernier combat particulièrement meurtrier contre la résistance. En Épire la situation est d'autant plus difficile pour l'ELAS que Zervas a repris l'offensive contre elle, au prix de nouvelles compromissions avec les Allemands qui le laissent prendre livraison des armes anglaises débarquées sur les côtes d'Épire.

C'est seulement à la fin du mois, lorsque la Roumanie capitule et que l'Armée rouge s'apprête à envahir la Bulgarie, que la Wehrmacht commence à évacuer la Grèce. Mais curieusement, du côté anglais, les directives pour l'application du plan « Arche de Noé », prévu depuis février en complément à l'accord de Plaka, tardent à venir, ainsi que les livraisons d'armes promises : or il s'agissait justement de désorganiser le retrait des Allemands par des opérations sur plusieurs points névralgiques des grands axes de chemin de fer, afin qu'ils ne soient plus en état de combattre en Yougoslavie. Saraphis en tire vite l'impression que ce plan n'est que de la « poudre aux yeux » : il s'agit en fait, en y enchaînant les forces de l'ELAS, d'empêcher celles-ci d'agir de façon autonome et de récupérer ainsi un armement dont elles pourraient profiter lors du « vide de pouvoir » après le départ des Allemands.

Notes

1 . Mazower, *op.cit.*, p.228.

2 . Roussos, *op.cit.*, tome II, p.185. Le témoignage d'Anguélopoulos, qui rencontre également Solod, va dans le même sens : le conseiller soviétique aurait montré en exemple la « souplesse » des résistants français, italiens, yougoslaves et aurait insisté pour que les négociations ne soient pas rompues (*De l'occupation à la guerre civile. La grande responsabilité des Alliés*, livre-entretien avec S.Dimitracopoulos ; Athènes, Paroussia, 1984).

3 . Papastratis, « De la libération à l'affrontement civil de décembre », in *Décembre 1944, nouvelle recherche, nouvelles approches*, sous la direction de G. Pharakos, Philistor, 1996, p.193 à 197.

4 . *Mémoires*, tome V, vol.2, annexes, p.366 et tome VI, vol.1, chap. v, p.74-75. Toutes les citations de Churchill qui suivent sont extraites de ce même chapitre, p.75 à 85.

5 . Cordell Hull n'apprendra la décision du président que quinze jours après, par l'ambassadeur Mac Veagh. Le correspondant du *New York Times* au Caire, Schultzberger, informé de ces discussions par Mac Veagh, tente d'envoyer à son journal un article à ce sujet, mais le texte est arrêté par la censure britannique. Cela vaut au journaliste un télégramme « personnel et confidentiel » de Churchill qui confirme l'information mais le prie de ne pas en faire état.

6 . Papandréou, *op.cit.*, p.106 à 119.

7 . Il écrit le 2 juillet à l'ambassade de Grèce à Londres : « Nous demandons la présence des Alliés pour prévenir la guerre civile et imposer l'ordre [...] Il est urgent que le QG du Moyen-Orient prépare un plan d'occupation immédiate de la Grèce, et particulièrement de l'Attique [en prévenant la population] par tracts jetés par avion et par radio que c'est lui qui assumera à la libération l'entière responsabilité du maintien de l'ordre et punira sévèrement ceux qui troubleront cet ordre » (Papandréou, *op.cit.*, p.105).

8 . Roussos, *op.cit.*, tome II, p.177-189). Les secrétaires du bureau politique sont Siantos, Ioannidis et Zevgos, qui a rejoint le parti après son évasion en mars 1943 : c'est un instituteur très connu dans le KKE pour ses cours de formation théorique.

9 . Togliatti, de retour de Moscou, a accepté début avril la participation des communistes italiens au gouvernement Badoglio, sans poser au préalable la question du roi, et Tito vient d'envoyer deux représentants du Conseil national de libération de la Yougoslavie auprès du gouvernement en exil à Londres.

10 . Ce plan est de plus contesté par Bartziotas, le secrétaire de l'organisation communiste d'Athènes, la KOA : il trouve qu'il ne fait pas assez de place à l'intervention populaire et au 1^{er} corps d'armée de la capitale qu'il contrôle étroitement. Selon P.Néféloudis (*Aux sources du malheur. Les causes profondes de la scission du KKE*, Athènes, Gutenberg, 1974, p.181-182), Roussos aurait dit à un dirigeant de l'organisation antifasciste d'Égypte : « Si le gouvernement et les Anglais s'imposent, nous ferons descendre dans la rue 400 000 citoyens d'Athènes et du Pirée et le gouvernement tombera. »

- [11](#) . Cette discussion est rapportée par Partsalidis, *op.cit.*, p.148.
- [12](#) . *Archives du PEEA, op.cit.*, (réunions des 24 et 25 juillet).
- [13](#) . Selon Hadzis (*op.cit.*, tome III, p.274), Ioannidis et Zevgos sont pour une entrée immédiate au gouvernement, contrairement à Siantos et Partsalidis. Ce dernier, qui a été le premier maire communiste de Grèce en 1934, vient de s'évader et a rejoint Koryschadès puis Pétrilia.
- [14](#) . Saraphis, *op.cit.*, p.320-321.
- [15](#) . Hadzis, *op.cit.*, tome III, p.292. Ioannidis évoquera plus tard, dans ses entretiens avec le journaliste A.Papapanaiōtou (*Souvenirs. Problèmes du KKE durant la Résistance nationale, 1940-1945*, Athènes, Thémelio, 1979) une discussion avec l'un des officiers qui lui aurait fait comprendre, sans le dire explicitement, sa réserve vis-à-vis du risque de confrontation avec les Anglais.
- [16](#) . Partsalidis, *op.cit.*, p.115.
- [17](#) . Pharakos, *op.cit.*, p.353-355.
- [18](#) . *Archives du PEEA, op.cit.*, (réunion du 28 juillet 1944).
- [19](#) . Il n'existe que trois témoignages écrits sur cette réunion des 2/3 août 1944 : celui de Roussos (*op.cit.*, tome II, p.205-212), celui de Hadzis (*op.cit.*, tome 3, p.292-304), le plus détaillé, et celui de Bartziotas (*op.cit.*, p.274-282), venu représenter l'organisation communiste d'Athènes-Le Pirée. Et il y a des contradictions sur quelques points entre ces trois témoignages, y compris sur les dates.
- [20](#) . Le plus meurtrier touche le 17 août 1944 le faubourg de Kokkinia, l'une des places fortes de la Résistance armée au Pirée: plus d'une centaine d'hommes sont horriblement torturés devant la foule assemblée, puis exécutés, tandis que d'autres sont expédiés en Allemagne comme travailleurs forcés. L'écrivain Théotokas écrit : « Je suis bien en train pour travailler, et soudain je m'arrête, stupéfait. Que fais-je ? Où suis-je ? Je regarde autour de moi. Je vis dans une ville qui a subi une sorte d'amok... On est surpris quand on n'entend pas de coups de feu ! Et au milieu de tout cela, la frénésie de l'inflation, la livre anglaise qui a dépassé ces jours-ci le milliard, la vie bouleversée, la saleté et l'anarchie partout. » (*Journal, op. cit.*, 12 août 1944.)
- [21](#) . Funeste effet du sens de la discipline et de l'unité qui caractérise les partis communistes. Hadzis (qui a lui-même voté cette décision avec laquelle il était en profond désaccord) exprime bien le malaise qui suit la réunion : « Sans un mot, les membres du comité central qui ne travaillaient pas à Pétrilia se préparaient à partir. Personne ne s'approchait du chaudron de *patsa* [soupe de tripes] qui fumait dans le pré voisin. On n'entendait pas les plaisanteries habituelles qui s'échangeaient toujours quand de vieux camarades se séparaient... » (*op.cit.*, tome III, p. 304-305.)
- [22](#) . *Mémoires*, tome VI, vol.1, chap. vii, p.112.
- [23](#) . EAM, *Livre blanc, mai 1944-mars 1945*, p.8.
- [24](#) . *Archives du PEEA, op.cit.*, (réunion du 15 août).
- [25](#) . Elle est reproduite intégralement par Hadzis, *op.cit.*, tome III, p. 324-327.
- [26](#) . L'Armée rouge s'approche alors des frontières de la Bulgarie et les politiciens grecs ont peur d'une redéfinition des frontières au profit de cette dernière, grâce au soutien de l'URSS.
- [27](#) . *Aux armes ! Aux armes ! op.cit.*, p.409. Ils se décomposent ainsi : Athènes-Le Pirée (sans le reste de l'Attique) 250 000 membres ; Péloponnèse 300 000 ; Macédoine

occidentale et centrale 450 000 ; Thessalie 280 000 ; Épire 70 000 ; Grèce centrale-Eubée 170 000.

[28](#) . Baev, « Les Balkans, premier foyer de la guerre froide en Europe » in Décembre 1944. *Nouvelle recherche, nouvelles approches, op.cit.*, p.171.

VII. Une singulière libération (septembre-octobre 1944)

Septembre 1944 : une Europe déjà divisée

« Stupéfiante unité de contraires », selon l'expression d'Hobsbawm, la Grande Alliance contre le fascisme porte déjà en elle les contradictions qui vont mener à sa rupture, la guerre à peine terminée : alors que se tient l'assemblée qui doit créer les Nations unies, à Dumbarton Oaks, la presse internationale et les rapports des diplomates évoquent assez couramment la probabilité d'une troisième guerre mondiale et la constitution d'un bloc occidental face à une URSS exsangue mais victorieuse.

Dès 1941, le conseiller politique de Pie XII, M^r Tardini, exprimait crûment la façon dont les cercles les plus réactionnaires envisageaient l'alliance du côté occidental :

Si j'étais proche de Roosevelt et de Churchill, je leur donnerais ce conseil : aidez tout de même la Russie autant qu'il faut pour détourner vers elle le théâtre de la guerre, afin d'affaiblir le plus possible le communisme et le nazisme ; mais pas assez pour éviter la défaite de l'URSS, ce qui, dans les circonstances présentes, serait la défaite souhaitable du communisme¹.

Les victoires de Stalingrad et de Koursk ayant compromis ce scénario, les mêmes cercles commencent à exprimer plus ou moins ouvertement leurs inquiétudes sur la situation qui va sortir de la guerre. Dès l'automne 1943 se constitue un front antisoviétique qui diffuse ces idées et pousse à des tentatives de paix séparée avec Hitler² : d'où les alarmes de Staline, qui tient à ne donner aucun prétexte à la réalisation de ces plans.

Le printemps 1944 voit l'enterrement définitif des rêves de Churchill concernant un débarquement dans les Balkans et l'ouverture longtemps retardée d'un front à l'ouest de l'Europe qui soulage enfin la pression des troupes nazies à l'est et permet une avancée très rapide de l'Armée rouge à la fois vers le nord, le centre et le sud de l'Europe : situation inacceptable pour le Premier ministre britannique qui prévoit un affrontement inévitable avec « l'ours », selon son expression. À l'approche de l'automne 1944, alors que les forces anglo-saxonnes se heurtent en France et en Italie à une résistance opiniâtre des Allemands, il ne peut que constater la « puissante progression » des troupes soviétiques sur le théâtre balkanique. D'où, selon lui, le risque de « soviétisation » de la péninsule : « Le communisme dressait la tête derrière le front soviétique, tout grondant du tonnerre des canons : la Russie devenait la Rédemptrice, et le communisme, l'évangile qu'elle apportait³. »

Il est vrai que les idées et les organisations communistes occupent une grande place dans l'Europe de l'automne 1944, mais cela n'est pas dû à la seule avance de l'Armée rouge et concerne tout autant l'ouest du continent. Il faut y voir plutôt l'effet du rôle important et souvent prépondérant des communistes dans la résistance au nazisme. Tout autant qu'une lutte pour la libération de la patrie, celle-ci est un combat pour une société meilleure,

inspirée en partie du modèle soviétique alors prestigieux, mais vue comme le résultat de grandes transformations sociales plutôt que d'une révolution radicale⁴. Dans plusieurs pays d'Europe occidentale, en France, en Belgique, en Italie, les communistes participent à des gouvernements provisoires d'union nationale qui penchent fortement à gauche et préparent d'importantes réformes⁵.

À l'est de l'Europe les choses se présentent de façon différente selon les pays. Dans le sud des Balkans, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, s'est développée une résistance massive, dominée par les communistes, qui ne doit rien à une aide de l'URSS. Ce n'est qu'en septembre 1944 que l'Armée rouge entre en Yougoslavie et se joint aux partisans de Tito afin de couper la retraite aux Allemands et de libérer le pays. Belgrade est atteinte le 20 octobre et des ministres communistes entrent dans un gouvernement d'union présidé par Choubachitch. En Albanie aussi, les communistes ont joué un rôle prédominant dans la Résistance, au prix de nombreuses luttes avec des mouvements concurrents. Leur chef, Enver Hodja, est président du Comité antifasciste de révolution nationale créé en mai 1944. En octobre, un congrès transforme ce comité en un gouvernement provisoire, qui exige le départ de la mission militaire britannique présente dans le pays depuis un an.

En Roumanie et en Bulgarie, par contre, la résistance à l'occupation nazie a été beaucoup moins forte et la présence de ministres communistes dans les gouvernements d'union nationale doit beaucoup à la présence de l'Armée rouge. Les dirigeants des deux pays ont tenté de se rendre aux Anglo-Saxons, mais l'entrée des troupes soviétiques a entraîné l'effondrement de ces régimes dictatoriaux alliés du Reich. En Roumanie, un nouveau gouvernement, comprenant 7 ministres communistes sur un total de 16, s'installe à Bucarest et l'armistice est signé le 12 septembre. La commission de contrôle alliée est dominée dans ce pays par les officiers soviétiques qui, devant les protestations des Anglo-Saxons, rappellent le précédent italien. Ce sont les États-Unis qui s'inquiètent le plus de la situation : les Soviétiques exigent à titre de réparations le transfert en URSS d'une partie des installations pétrolières de Ploesti, dans lesquelles des sociétés américaines ont des participations. Quant à la Bulgarie, elle n'a jamais été en conflit avec l'URSS, vu la traditionnelle amitié entre les deux pays, mais les Soviétiques lui déclarent la guerre le 5 septembre. Le Front patriotique, formé clandestinement par les communistes, plus nombreux et plus organisés qu'en Roumanie, organise des manifestations populaires et un coup d'État porte au pouvoir un gouvernement d'union qui déclare la guerre à l'Allemagne et demande l'armistice à l'URSS. Le gouvernement remanié quelques jours après comporte un tiers de ministres communistes et la Bulgarie est dorénavant considérée comme alliée de l'URSS.

L'Armée rouge présente en Roumanie, en Bulgarie, en Yougoslavie : c'est la voie ouverte vers la Grèce. Faute de la grande opération alliée dans les Balkans qu'il n'a cessé d'appeler de ses vœux, Churchill doit se résoudre à agir seul – en s'assurant la neutralité de ses deux grands alliés.

Le plan « Manna »

Dès septembre 1943, après avoir fait échouer la conférence du Caire, Churchill a envisagé d'envoyer des troupes britanniques en Grèce au moment du retrait allemand. Mais l'opération ne commence à être discutée au sein du cabinet de guerre que l'été suivant. Non justifiée du point de vue militaire, elle est présentée comme nécessaire à l'installation du gouvernement légitime de la Grèce. Le 6 août 1944, Churchill envoie à ce sujet ses

premières directives à son chef d'état-major :

Il se peut que d'ici un mois environ nous ayons à faire entrer à Athènes 10 000 ou 12 000 hommes, avec quelques chars, des canons et des voitures blindées [...] Cette ville est le siège du gouvernement et sa sécurité doit être assurée ainsi que celle de toutes ses voies d'accès [...] Ce projet doit rester entouré du secret le plus absolu⁶.

Malgré ses réticences à dégarnir le front d'Italie, Wilson, le commandant suprême des forces alliées en Méditerranée, commence à mettre au point l'opération et Churchill précise le 16 août à Eden le scénario prévu :

Dès que les 1 500 parachutistes britanniques se seront assurés de l'aérodrome, le gouvernement grec arrivera presque aussitôt et dans un délai de quelques heures entrera en fonction à Athènes où les gens accueilleront probablement les parachutistes avec ravissement. L'arrivée de ces derniers dans la banlieue d'Athènes pourrait réaliser un effet de surprise complet et s'effectuer avant que l'EAM ait pris la moindre disposition pour s'emparer de la capitale [...] Notre petit corps expéditionnaire, dont l'effectif ne dépassera pas 10 000 hommes, devra partir d'Alexandrie ou du talon de la botte italienne à peu près au moment où le parachutage aura lieu et, après être entré au Pirée quand les mines auront été déblayées, il relèvera les parachutistes dont on aura besoin ailleurs. Il faudra étudier la date avec une extrême attention. Il est cependant essentiel que nous arrivions les premiers pour nous assurer un débarquement sans opposition.

Churchill demande aussi à Roosevelt le concours de son aviation pour le transport des parachutistes, prétextant le risque de chaos ou pire, « d'établissement d'un gouvernement communiste tyrannique ». Le Président tarde à répondre. La perspective des élections le rend prudent, d'autant que dans la presse paraissent des articles évoquant des arrangements passés par les Anglais avec les Allemands afin d'assurer le maintien de leurs positions et notamment le contrôle de la Crète après la guerre⁷, mais il donne finalement son accord. Le plan est définitivement adopté et mis en application dès le 28 août sous le nom de plan « Manna », mais Churchill n'en souffle mot à Papandréou qu'il rencontre ces jours-là à Rome. Prévue au départ pour le 11 septembre, l'intervention comporte aussi l'arrivée à Athènes, peu après le corps expéditionnaire anglais, de la Brigade de montagne grecque issue de l'épuration des forces armées. Pour fournir l'assistance économique nécessaire face aux énormes besoins du pays, des représentants des Nations unies doivent également débarquer 15 jours après le début des opérations. Le 2 septembre, le général Scobie est nommé par Wilson commandant des forces britanniques en Grèce, avec pleins pouvoirs pour diriger les opérations des partisans grecs.

Afin de discuter des problèmes politiques dans les pays libérés, Churchill songe depuis juillet à organiser une conférence à trois, mais ses deux partenaires jugent le moment mal choisi : Staline ne veut pas s'éloigner de Moscou alors que se déroulent des offensives vitales, Roosevelt est en période préélectorale et son secrétaire d'État, Cordell Hull, vient de démissionner pour cause de maladie. Churchill rencontre cependant le président des États-Unis à Québec, du 11 au 16 septembre 1944.

Lors de cette conférence, Churchill relance à nouveau l'idée d'un débarquement en Méditerranée, en Istrie cette fois, afin d'avancer vers Vienne et de « parvenir avant les

Russes dans certaines régions de l'Europe centrale⁸. » Mais les chefs d'état-major de Roosevelt se refusent à détourner des forces trop importantes du front italien : Churchill doit donc se contenter du plan « Manna », pour la réalisation duquel il n'obtient que quelques petites unités. Roosevelt accepte de lui laisser les mains libres dans cette affaire mais refuse d'attribuer à Scobie le titre de commandant des forces alliées en Grèce, limitant ainsi son rôle à la direction des troupes britanniques dans ce pays.

C'est pendant que Churchill et Roosevelt se concertent à Québec que se produit un événement décisif : le 12 septembre, les troupes du maréchal Tolboukhine, qui ont quelques jours auparavant pénétré en Bulgarie, parviennent à la frontière de la Grèce – à un moment où les accords informels négociés en juillet avec Staline arrivent à expiration du délai prévu de trois mois. Churchill décide alors de modifier le plan « Manna ». C'est à Athènes que devaient arriver les premières troupes britanniques, et seulement après le retrait allemand : or, en cette mi-septembre la Wehrmacht n'a toujours pas évacué la capitale. Churchill ordonne donc à Wilson d'envoyer immédiatement de petits contingents anglais dans le Péloponnèse, d'où l'essentiel des troupes allemandes s'est déjà retiré, afin de contrebalancer la présence de Tolboukhine au nord et de pouvoir contrôler la situation sur place.

L'inquiétude des Britanniques se révèle sans fondement. Quelque temps après, l'Armée rouge reprend sa route en direction de l'ouest, vers la Yougoslavie, sans pénétrer en territoire grec. Churchill n'en dit rien dans ses *Mémoires*. Mais les archives du Foreign Office font état d'une déclaration du gouvernement soviétique transmise par l'ambassadeur britannique à Moscou, Clark Kerr, le 23 septembre, selon laquelle il n'est pas question d'envoyer des troupes sur le territoire grec⁹. Celles du département d'État américain indiquent par ailleurs que Staline, informé du débarquement de troupes anglaises en Grèce, n'y aurait fait aucune objection et aurait même ajouté qu'il était temps de réaliser enfin ce plan, dont il était certainement au courant¹⁰. C'est donc dès la mi-septembre que Staline laisse Churchill intervenir en Grèce.

L'ELAS combat seule pour la libération finale de la Grèce

Saraphis s'est vite rendu compte que l'opération « Arche de Noé », prévue pour gêner la retraite allemande, ne se déroule pas normalement : il ne reçoit ni instructions ni armement du QG du Moyen-Orient. Et les Britanniques ne profitent pas de leur supériorité en Méditerranée pour entraver le repli des contingents ennemis stationnés dans les îles de la mer Égée : les bateaux allemands chargés de troupes et d'armement passent sans encombre entre les sous-marins de la Royal Navy.

Les Britanniques ont argué par la suite de l'insuffisance de leurs troupes, effectivement peu nombreuses au départ. Cette abstention a peut-être fait l'objet d'un *gentlemen's agreement* entre Anglais et Allemands, au cours d'entretiens qui se seraient déroulés dans le plus grand secret à Lisbonne en août 1944¹¹. Quoi qu'il en soit, il est clair que l'objectif de Churchill n'est pas, en cet automne 1944, de combattre les Allemands mais de transformer la libération en une simple « relève de garde ». C'est donc l'ELAS qui combat seule, de sa propre initiative, pour la libération de la Grèce. Elle est alors au maximum de sa force, avec un effectif de 50 000 hommes actifs, sans compter ses forces à Athènes et ses réservistes¹².

Les premiers ordres de retrait émanant du Haut Commandement allemand, à la fin du mois d'août, concernent les régions les plus excentrées : îles de la mer Égée et confins de la Thrace. En même temps la Wehrmacht commence à évacuer le Péloponnèse, détruisant dans son sillage ponts, chemins de fer, installations portuaires. À la mi-septembre,

l'essentiel des troupes allemandes a quitté la péninsule, mais les villes ont été au fur et à mesure occupées par les Bataillons de sécurité, auxquels les Allemands ont laissé de grandes quantités de matériel militaire et de ravitaillement et qui prétendent agir dorénavant au nom du roi et de son gouvernement. La loi martiale y est proclamée et les membres de l'EAM sont arrêtés, torturés, exécutés en pleine rue. La IIIe division de l'ELAS, à la tête de laquelle Aris a été détaché, livre alors de très durs combats, à Pyrgos, Kalamata, Méligala où a lieu un affrontement sanglant de trois jours, suivi de centaines d'exécutions après l'entrée de l'Armée populaire dans la ville.

Papandréou a enfin dénoncé les Bataillons de sécurité au début du mois et les a enjoint de quitter immédiatement leur poste, tout en condamnant à l'avance toute justice expéditive. Le général Scobie, en tant que commandant des forces britanniques en Grèce, précise les choses : il ordonne le 16 septembre aux agents anglais d'essayer d'obtenir le désarmement des Bataillons dans les zones évacuées par les Allemands et de les cantonner sous leur garde autour de leurs casernes ; les partisans pourront éventuellement les désarmer eux-mêmes à condition qu'ils s'engagent à les traiter correctement jusqu'à ce que le gouvernement prenne les décisions convenables⁴³. En même temps, le premier détachement britannique prévu par le plan « Manna » débarque dans le sud du Péloponnèse. Il est suivi d'autres unités qui arrivent à Patras dans les derniers jours du mois et du Bataillon sacré des officiers royalistes.

Le Premier ministre grec qui, selon le vœu de Churchill, s'est transporté avec son gouvernement dans les montagnes des environs de Naples, près du QG des forces alliées en Méditerranée⁴⁴, refuse de débarquer ailleurs qu'à Athènes. Mais il délègue sur place l'un de ses ministres, Canellopoulos, qui constitue le 26 septembre avec Aris un comité pour administrer la région et régler le problème des Bataillons de sécurité de Tripoli, au centre de la péninsule. Après de difficiles négociations, leur chef Papadongonas accepte de se rendre ; il est éloigné avec une partie de ses hommes vers l'île de Spetsès. Dans Tripoli en fête, Canellopoulos prononce le 1^{er} octobre un discours où il félicite l'ELAS pour la façon exemplaire dont les partisans se sont soumis aux ordres du gouvernement. À Patras, le port le plus important du Péloponnèse, où subsiste encore une garnison allemande, le débarquement des commandos britanniques permet d'obtenir le 2 octobre la reddition des Bataillons de sécurité. Les derniers Allemands quittent la ville deux jours après et le 5 Canellopoulos et Aris y font une entrée triomphale.

Ces exemples donnent l'impression d'une heureuse coopération entre les forces de l'ELAS et le représentant du gouvernement d'union nationale. Il n'est effectivement pas question, pour l'EAM et le KKE, d'exprimer ouvertement des soupçons sur les buts réels du débarquement britannique. Le 12 septembre, Siantos a fait la recommandation suivante :

En cas de débarquement allié, il faudra les recevoir sincèrement comme nos alliés et nos frères. [Il faudra cependant exprimer] la volonté populaire de désarmer les Allemands et leurs alliés grecs ; ils doivent être enfermés dans des camps et rendre leurs armes au peuple combattant. Aucune concession aux traîtres grecs armés ! [...] Dans les villes prises, il faut [...] installer immédiatement des autorités administratives, militaires, de police au nom du gouvernement d'union nationale et maintenir un ordre exemplaire⁴⁵.

Ce message témoigne à la fois d'un réel respect des engagements pris et de mesures destinées à prévenir un coup de force des milices réactionnaires. La Résistance grecque ne

peut, dans le contexte de la Grande Alliance, s'opposer à un débarquement des Britanniques. Mais le souci affiché par ces derniers de « contenir les factions et éviter les affrontements » est interprété par l'ELAS comme une protection injustifiable des collaborateurs : grâce à l'entremise des agents anglais, les hommes des Bataillons se trouvent en effet dorénavant dans des camps où ils sont protégés de toute vengeance, bien mieux nourris que les *élassitès* qui ne reçoivent toujours pas le moindre ravitaillement ; et ils y bénéficient d'un entraînement régulier « pour maintenir leur moral », ce qui est pour le moins suspect.

L'EAM/ELAS avait gardé jusque-là une large autonomie, malgré sa coopération avec le QG du Moyen-Orient et son entrée dans le gouvernement d'union nationale, et ses dirigeants pensaient disposer d'un rapport de forces suffisant pour empêcher un coup de force de la droite grecque. Mais la situation change à nouveau à la suite d'une nouvelle conférence organisée par les Britanniques, cette fois en Italie.

La conférence de Caserta (25-26 septembre 1944)

Le 15 septembre, Saraphis reçoit à Phourna, un village d'Evrytania où le QG de l'ELAS s'est déplacé avec les cadres de la Grèce libre, une convocation de Wilson l'enjoignant de se rendre en Italie. Après consultation de Mandakas et Siantos, qui représentent le Comité de libération en attendant l'arrivée du gouvernement d'union nationale, il part accompagné de l'avocat communiste Despotopoulos et apprend en chemin, par un télégramme de Papandréou, la nomination de Scobie au poste de commandant en chef « des forces armées en Grèce », ce qui inclut les forces de la Résistance.

Il y a dans cette nomination une double malhonnêteté. Certes, depuis juillet 1943, les partisans grecs se trouvent sous les ordres du QG allié du Moyen-Orient. Mais Scobie n'est que commandant en chef des forces britanniques – et non alliées. Et il a fallu, pour maintenir le simulacre d'un gouvernement grec autonome, que Papandréou nomme le général britannique chef des forces armées grecques – alors qu'on s'était mis d'accord au Liban pour attribuer ce poste au général Othonaios.

Très inquiet, Saraphis téléphone à Mandakas et Siantos qui lui disent de se conformer à l'avis des représentants de la Grèce libre au gouvernement. Arrivé à Caserta, il y trouve Zervas et se rend avec lui au siège du QG allié. Le général Scobie y fait une brève apparition que Saraphis décrit ainsi : « Il nous lut les directives qu'il avait préparées pour nous et le plan qu'il mettait au point pour les opérations en Grèce, et à la fin il nous dit : "Voilà mes ordres ; vous pouvez mettre au point les détails avec mon état-major afin que tout soit réglé." Après quoi il partit¹⁶. »

La lecture des ordres est instructive. Scobie s'arroge en Grèce non seulement la responsabilité militaire, mais également la responsabilité politique du maintien de la loi et de l'ordre. Les directives concernant les Bataillons de sécurité prises quelques jours auparavant sont confirmées et indiquent que, là où les Allemands ne sont pas encore partis, ceux qui accepteront de les combattre seront traités avec indulgence. Le butin pris sur l'ennemi doit être inventorié et en aucun cas utilisé sans l'approbation de Scobie. Ce dernier se réserve l'autorité exclusive sur la région de l'Attique, où il aura sous ses ordres directs un gouverneur militaire nommé par le gouvernement grec. Dans le Péloponnèse, le gouverneur militaire qu'il commandera sera désigné par l'ELAS – le choix d'Aris étant exclu. Ailleurs les responsabilités seront pour l'essentiel partagées entre Saraphis et Zervas.

Saraphis et Despotopoulos sont indignés. Le lendemain, Papandréou vient à Caserta

accompagné de quatre de ses ministres, dont Svolos et Zevgos. Une discussion serrée a lieu entre ces derniers et Despotopoulos, qui juge inacceptable la clause concernant les pouvoirs politiques de Scobie, mais Svolos insiste dans le sens des concessions. Lors d'une réunion qui suit entre tous les participants grecs à la conférence, Papandréou annonce que le gouverneur militaire d'Athènes sera Spiliotopoulos et celui de Salonique Papayéoryiou, ce qui déclenche de nouvelles protestations : il s'agit de deux collaborateurs notoires, Papayéorgiou en tant que membre d'une organisation macédonienne « nationaliste » et Spiliotopoulos en tant que chef de la gendarmerie sous le premier gouvernement collaborateur. Papandréou accepte d'examiner d'autres noms pour Salonique mais s'en tient pour Athènes à l'homme qu'il y a déjà envoyé secrètement deux mois auparavant afin de préparer le terrain.

Les discussions reprennent en séance plénière, en présence de Mac Millan¹⁷, Wilson, Leeper et Scobie. Contre l'avis de Papandréou, Wilson accepte de supprimer la mention attribuant à Scobie la responsabilité du maintien de l'ordre. Mais lorsque Despotopoulos fait une remarque sur l'opportunité de la présence en Grèce des troupes britanniques, le Premier ministre grec déclare qu'il refuse de poursuivre la conférence. Devant la menace d'une crise gouvernementale, Zevgos prend sur lui la responsabilité de l'accord et le texte est finalement signé le 26 septembre par Mac Millan, Wilson, Papandréou, Saraphis et Zervas.

Selon cet accord, complété par plusieurs directives, toutes les forces de la résistance sont placées sous les ordres du gouvernement d'union nationale, qui les met sous les ordres du général Scobie. Zervas et Saraphis continuent à opérer chacun dans leur zone – mis à part l'Attique, le Péloponnèse et la région de Salonique. Les chefs des partisans promettent d'interdire toute tentative de prise de pouvoir par leurs unités : ce serait considéré comme un crime et puni en conséquence. Ils coordonneront leurs actions pour entraver le retrait allemand et seront personnellement responsables devant le commandant de la force 140¹⁸, au fur et à mesure de la libération du territoire, pour le maintien de la loi et de l'ordre, en évitant la guerre civile et les meurtres entre Grecs, les peines et arrestations sans raison, et en contribuant au rétablissement du pouvoir légal et à la distribution des secours. Les Bataillons de sécurité sont considérés comme des organes de l'ennemi et seront traités comme tels sauf s'ils se rendent selon les instructions de Scobie. Ils pourront alors, selon les cas, soit rejoindre leur foyer, soit rester en détention jusqu'à ce que le gouvernement décide de leur sort. Tout cela se fera en concertation avec le préfet de police, Evert, qui a occupé cette fonction pendant toute l'occupation. Enfin, l'ELAS devra maintenir ses forces hors de l'Attique, « afin d'éviter les troubles¹⁹ ».

L'EAM et le KKE pris au piège de leur stratégie frontiste

L'accord de Caserta livre la Résistance grecque pieds et poings liés aux Britanniques, en donnant une apparence de légitimité aux dispositions déjà prises par ces derniers et avalisées par Papandréou. Et ce au moment où l'ELAS, descendue des montagnes, remporte de grands succès en attaquant les garnisons allemandes encore présentes sur le territoire et commence à libérer la Grèce centrale et occidentale. Certes, les ministres de la Résistance ne sont pas au courant de cette situation, isolés comme ils le sont une fois de plus par les Anglais. Mais ils ont fait là des concessions irrémédiables, et cette fois non seulement sur l'insistance de Svolos, mais aussi sur l'intervention décisive de Zevgos, contre l'avis de Saraphis. Avec Caserta, le KKE est arrivé au point extrême de la contradiction dont il essaie de concilier les termes depuis le début de son engagement dans la Résistance : d'un côté,

empêcher le retour de l'ordre ancien et établir la *laocratia* ; de l'autre, maintenir le front uni avec des Britanniques prêts à tout pour y faire barrage, et avec des partis qui s'illusionnent sur les intentions de ces derniers.

D'où, en cette période décisive, une véritable confusion, d'autant plus que les décisions, à ce moment crucial, sont prises dans la hâte et sans concertation : il ne reste à Phourna qu'un nombre restreint de dirigeants de la Résistance, les autres se trouvant soit en Italie, soit ailleurs en Grèce. Les trois secrétaires sont dorénavant seuls à prendre les décisions au nom du parti communiste : à Phourna, Siantos et Ioannidis, dont les relations se sont beaucoup détériorées et qui sont souvent en désaccord²⁰ ; et en Italie, Zevgos, sans possibilité de communication avec les deux premiers. De plus, les concessions faites par les dirigeants de la Résistance vont dans la plupart des cas à contresens de l'état d'esprit des partisans et des militants, qui entendent mener à terme le combat de ces trois longues années. D'où, pour le moins, une incompréhension, et des initiatives en contradiction avec les orientations fixées en haut : on a plus l'impression d'une improvisation à tous les niveaux et d'une perte de contrôle des événements que de la rigoureuse ligne « stalinienne » assez souvent invoquée dans les ouvrages sur la Résistance grecque.

Entre-temps, l'ELAS ne cesse de progresser sur le territoire grec, portant des coups très rudes aux Allemands et se procurant ainsi l'armement refusé par les Britanniques. Dans les régions libérées, l'EAM installe des comités se réclamant du gouvernement d'union nationale et maintient partout un ordre qualifié d'exemplaire par ses adversaires eux-mêmes²¹ : on est loin du « coup de force communiste » invoqué par Churchill pour justifier le débarquement de ses troupes. Mais si la plus grande partie du pays est ainsi contrôlée par l'EAM/ELAS, c'est à Athènes que va se jouer le sort de la Résistance. Le plan « Manna » prévoit d'y installer le gouvernement immédiatement après le retrait des Allemands. Or ni les Britanniques, qui ne disposent que de peu de troupes à ce moment-là, ni Papandréou, toujours en Italie en cette fin septembre, ne se sentent assurés d'arriver à leurs fins : car dans la capitale aussi l'EAM/ELAS dispose d'une force considérable.

Athènes, enjeu de la libération

Selon Bartziotas, les adhérents de l'EAM dans l'agglomération d'Athènes-Le Pirée sont alors au nombre d'environ 500 000²², sur plus de deux millions pour l'ensemble du pays. Malgré la terreur à son paroxysme pendant l'été, le mois de septembre a été marqué par de très grandes mobilisations. La bourgeoisie athénienne est terrorisée face à la présence massive de l'EAM et les rumeurs les plus folles et les plus contradictoires circulent à propos de son attitude future et de l'éventualité d'un débarquement anglais. Du 16 au 18 septembre, une grève impressionnante a paralysé totalement l'agglomération, pour protester contre les exécutions d'otages et exiger la libération des prisonniers. Et le 27, la capitale fête au nez et à la barbe des occupants le troisième anniversaire de la création du Front :

Depuis le matin Athènes et le Pirée se sont parés de drapeaux grecs et alliés. Des centaines de milliers de mots d'ordre ont été écrits sur les murs. D'immenses panneaux sont suspendus aux points centraux de la ville [...] Des millions de tracts circulent [...] *Rizospastis*, l'organe du KKE, *Ta Niata (La Jeunesse)*, celui de l'EPON, et *O Elefthérotis (Le Libérateur)*, le journal de l'ELAS, sont vendus librement dans des charrettes décorées de fleurs. Des dizaines de rassemblements ont lieu dans les quartiers et le centre d'Athènes [...] Dans toutes les usines, les entreprises, les bureaux

des services publics et les banques, on a arrêté le travail deux heures [...] À Kaissariani, les Allemands qui se trouvent là, étonnés, terrorisés, se mettent à l'écart pour laisser passer le cortège des partisans, avec à sa tête le pope du régiment [...] Les unités ont défilé comme une armée régulière avec leurs drapeaux déployés, suscitant sur leur passage joie et enthousiasme²³.

C'est qu'en effet le 1^{er} corps d'armée de l'ELAS d'Athènes et l'organisation communiste de la ville, la KOA, ont depuis deux mois, selon les directives données par Siantos au début du mois d'août, préparé le terrain pour une occupation de la capitale lors du retrait allemand. Ce 1^{er} corps d'armée, toujours resté en dehors de l'autorité du QG de l'ELAS créé en mai 1943, a continué à dépendre du comité central de l'ELAS, puis du secrétariat aux Affaires militaires du Comité de libération lors de la création de ce dernier. Il est dirigé par le colonel Pyriochos et le *kapétanios* Nestoras (Spyros Kotsakis), et surtout par son chef politique, le secrétaire de la KOA, Vassilis Bartziotas. Ses effectifs ont été renforcés et les partisans, avec l'aide de la population, ont libéré un à un les faubourgs, de sorte qu'à la fin septembre la présence allemande se trouve réduite au centre-ville et aux grands axes que constituent les rues Stadiou, Panépistimiou, Piraios et Syngrou.

C'est à ce dispositif, dont le plan d'action repose en grande partie sur l'intervention massive de la population, que revient la tâche de protéger les installations portuaires et la centrale électrique du Pirée de toute tentative de destruction par les Allemands. Il est complété par les forces de la II^e division de l'ELAS, dirigées par le commandant Rigos et le *kapétanios* Orestis : installées sur les flancs du mont Parnès, qui domine de ses 1 400 mètres toute la plaine de l'Attique, le golfe Saronique, le canal d'Eubée et contrôle la route d'Athènes à Thèbes, elles doivent intervenir également dans la capitale et assurer la défense du lac de Marathon qui l'approvisionne en eau.

Tout semble donc prêt pour la libération de la ville par l'EAM/ELAS. Le 23 septembre, on a entendu sur Radio-Athènes une proclamation de l'Armée populaire. Les murs de la ville se couvrent d'inscriptions : « Orestis arrive ! » Chez les *andartès*, l'impatience est grande d'entrer à Athènes, mais Papandréou et Scobie ont d'autres vues : malgré la présence allemande, les directives du général britannique ont été placardées sur les murs, accompagnées d'un message de Papandréou – en avance de trois jours sur la conférence de Caserta ! La signature de l'accord signé en Italie par Saraphis et Zervas est annoncée triomphalement quelques jours plus tard par une conférence de presse du ministre collaborateur, Rallis. Bartziotas raconte que les dirigeants communistes de la capitale ont d'abord cru à une provocation²⁴. Ils sont vite détrompés par les Anglais présents dans la ville, et par plusieurs messages du bureau politique leur annonçant qu'il n'est pas question de prendre possession de la ville, mais seulement d'y garantir l'ordre.

Zevgos, accompagné d'un autre ministre, le libéral Tsatsos, a été délégué par Papandréou en Grèce. Il arrive le 27 septembre à Phourna et remet le texte de l'accord de Caserta et les directives de Scobie à Siantos et Ioannidis, qui réagissent violemment. Zevgos assume totalement ses responsabilités, au nom du maintien de l'unité et de l'impossibilité de s'opposer à la présence de troupes britanniques, et Ioannidis, d'abord furieux, se résigne : en respectant l'accord et en faisant régner un ordre exemplaire à Athènes, estime-t-il, les adversaires de l'EAM se convaincront de la sincérité de ses intentions et les troupes britanniques n'auront plus de raison de rester en Grèce. La II^e division, attendue avec tant d'impatience par tous ceux qui se mobilisent à fond ces jours-là, n'entrera pas à Athènes²⁵.

Or, sur le mont Parnès, on continue fiévreusement les préparatifs pour la prise de la

capitale, suivant un plan qui est sur plusieurs points... en contradiction avec celui du 1^{er} corps d'armée et de la direction communiste de la capitale : Orestis prévoit une opération purement militaire, où n'interviendront que ses propres forces. D'où des discussions, interrompues le 4 octobre par l'arrivée de Zevgos, Tsatsos et Ioannidis qui annoncent aux partisans et à leur *kapétanios* incrédules qu'il faut respecter les accords et obéir au gouvernement d'union nationale. Trois jours après, Evert, le chef de la police d'Athènes²⁶, vient sur le Parnès chercher les deux ministres et c'est dans sa voiture, escortée par des policiers en motocyclette, que Zevgos et Tsatsos partent pour Athènes, à la grande stupéfaction des partisans.

Arrivés dans la capitale, ils rencontrent Spiliotopoulos, le gouverneur militaire d'Athènes nommé par Papandréou, qui confirme l'interdiction faite à la IIe division de l'ELAS d'entrer à Athènes et d'entreprendre quelque action que ce soit contre les Allemands dans la région, afin d'éviter des représailles²⁷. De son côté, le bureau politique du KKE a publié le 6 octobre cet appel dans *Rizospastis* :

Nous savons que les hommes de l'ombre [...] se livrent à des tentatives désespérées pour briser l'unité, livrer le pays au chaos et ainsi pouvoir imposer à nouveau au peuple leur tyrannie. Le KKE [...] appelle tous les patriotes à faire preuve au plus haut degré de discipline et d'abnégation. Assurer l'ordre et une vie politique normale est en ce moment un impératif national. Les criminels de guerre, quels qu'ils soient, seront punis et ce sera la tâche du gouvernement d'union nationale. Évitez de faire justice vous-mêmes et d'entreprendre toute action qui nuirait à l'œuvre si haute que nous avons accomplie ensemble. Communistes, vous avez été l'âme du soulèvement pour la libération nationale et la démocratie. Soyez maintenant à l'avant-garde de l'ordre et des libertés démocratiques !

La contradiction est totale entre ce discours et l'attente de la plupart des partisans. La confusion est telle qu'ordres et contre-ordres se succèdent. Dans beaucoup de régions de Grèce, les dirigeants de l'EAM/ELAS ne tiennent pas compte des accords de Caserta, mais à Athènes, où se joue l'avenir de la Grèce, c'est la discipline qui va – difficilement – l'emporter : Hadzis, de passage sur le mont Parnès, raconte qu'il a trouvé les partisans révoltés par un message de Zevgos les enjoignant de rendre à la police les armes qu'ils viennent de prendre aux Allemands²⁸. Ce sentiment est aggravé par le flou des informations, le manque de clarté des consignes et l'incertitude quant à l'avenir.

11 octobre: les Allemands annoncent leur retrait d'Athènes et du Pirée

Le gouverneur militaire allemand déclare Athènes ville ouverte, avec l'espoir que « l'ennemi et le peuple apprécieront ce geste ». Mais avant son départ, le général SS Schimana a fait miner les installations portuaires du Pirée et le lac de Marathon. Des unités allemandes restées en arrière-garde font sauter une grande partie du port et encerclent la centrale électrique du Pirée. Ce sont les jeunes *élassités* qui sauvent l'usine, ainsi que celles de la Shell et de la Standard Oil. Leur geste, relaté par la BBC, suscite cependant la colère de Papandréou, toujours en Italie, et celle de Leeper qui demande que ces hommes soient punis pour mutinerie !

12 octobre: explosion de joie

Les Allemands ne sont pas encore tous partis d'Athènes que la joie de la population éclate. Dès le matin, les cloches sonnent à toute volée. Le drapeau à croix gammée est retiré de l'Acropole et remplacé par le drapeau bleu et blanc. La foule se répand spontanément dans les rues, chantant l'hymne national et ceux de la Résistance dans une ambiance fraternelle et bon enfant.

Quelques impressions de Théotokas²⁹ : les popes qui crient « *Laocratia !* » à la tête de cortèges de l'EAM ; les camions pleins de jeunes gens qui vont et viennent dans les rues centrales, chantant et criant à tue-tête ; un mannequin d'Hitler pendu à une corde... Une impression générale de jeunesse et d'ordre, dans une atmosphère de fête, le fameux *kéfi* grec³⁰ ! La presse de la Résistance sort librement et le KKE installe ses bureaux en plein centre d'Athènes.

Le même jour atterrissent à Elefsina, tout près d'Athènes, les premiers parachutistes anglais, en avant-garde du gros des troupes de Scobie.

13 octobre: immense défilé de l'EAM

Les réjouissances se poursuivent toute la nuit dans les faubourgs, alors que les cloches continuent à sonner. Au matin, le centre d'Athènes se remplit à nouveau d'une foule immense, « en fait d'un défilé interminable de l'EAM, organisé par quartiers et par professions, avec une dominante claire du KKE [...] La foule portait de nombreux drapeaux rouges mêlés aux drapeaux grecs et alliés, et de grands panneaux du parti communiste. Femmes et enfants participaient en grand nombre, toujours dans un ordre strict [...] C'était une démonstration imposante des forces du communisme à Athènes, que l'autre monde suivait avec quelque perplexité ». Et dans cette multitude, un officier anglais, terrorisé, tente d'échapper à une foule compacte qui veut l'embrasser, toucher ses mains, son béret...

L'atmosphère est marquée par la joie et un ordre rigoureux, assuré par la garde civique de l'EAM, la *Politophylaki*, mais lorsque le défilé passe devant l'hôtel *Majestic* occupé par les membres de l'EDES d'Athènes, ces derniers serrent les dents et tiennent leurs fusils tournés vers l'extérieur. « J'avais l'impression, écrit Théotokas, qu'il suffisait d'une étincelle pour qu'Athènes prenne feu comme un baril de pétrole. »

14 octobre: « Laocratia et plus de roi ! »

Le défilé continue et prend des proportions gigantesques :

Jamais Athènes n'a vu un tel rassemblement de masses populaires [...] On sent maintenant un puissant et irrésistible mouvement populaire qui nous soulève et nous entraîne. Que veut exactement cette masse ? Personne ne le sait, même pas ses membres les plus conscients [...] On sent dans l'air la Révolution russe, mais aussi la Révolution française et la Commune de Paris, et la guerre de libération nationale, et Dieu sait quels autres éléments qu'on ne distingue pas encore. Le peuple a trouvé un mot qu'il remâche sans cesse : « *Laocratia !* » Le refrain du jour, que tous reprennent sans arrêt est : « Du plus profond de nos cœurs, *laocratia* et plus de roi ! »

Pendant ce temps, des troupes britanniques commencent à débarquer au Pirée et sur les côtes de l'Attique. On en voit arriver peu à peu en ville, accueillies avec chaleur et respect – avec soulagement par la bourgeoisie. Les collaborateurs et les membres des organisations

réactionnaires, qui s'étaient jusque-là calfeutrés chez eux ou rassemblés dans plusieurs hôtels du centre, circulent à nouveau armés dans les rues et se livrent à des provocations.

15 octobre: la riposte de la bourgeoisie

La bourgeoisie athénienne organise à son tour une manifestation imposante, mais loin des dimensions des jours précédents et « très sensiblement mieux habillée [...], avec pas mal de femmes élégantes » aux côtés des organisations réactionnaires armées et en uniforme – ce qui donne lieu à des remarques amères de la part des Athéniens de l'autre bord, sur les « salons de Kolonaki³¹. » Les mots d'ordre sont nationalistes, on revendique la Grande Grèce, comme dans les années 1920. Les manifestants viennent crier des slogans agressifs sous les bureaux de l'EAM et du KKE.

Une contre-manifestation est organisée en peu de temps. Alors qu'elle passe devant les hôtels du centre où se sont retranchés des *chitès*, ceux-ci tirent sur la foule, faisant des morts et de nombreux blessés. La foule tente de mettre le feu à ces bâtiments, et il faut l'intervention des cadres de l'EAM et du KKE pour l'en empêcher. Des officiers anglais viennent escorter les *chitès* pour les ramener à leur sanctuaire du Thission.

Pendant ce temps, l'ELAS a attaqué les troupes allemandes qui se sont retirées d'Athènes, sauvant ainsi les viaducs de Gorgopotamos et de Papadia, essentiels pour les communications du pays.

17 octobre: le KKE fidèle aux accords

Tandis que de nouvelles unités anglaises continuent à débarquer, une réunion du bureau politique du KKE se tient avec les cadres arrivés la veille de Phourna, dont Siantos et Roussos. La résolution finale, publiée dans *Rizospastis* des 24 et 25 octobre, indique que le KKE « salue et accueille avec enthousiasme les forces armées de nos alliés venues ici afin de poursuivre le combat contre l'ennemi en retraite. Les courageux enfants de la Grande-Bretagne, notre alliée éprise de liberté, trouveront ici l'accueil et le soutien le plus chaleureux du peuple grec, lui aussi attaché à la liberté et au progrès ». Le KKE demande la punition des collaborateurs ainsi que l'organisation rapide d'un référendum et l'élection d'une Assemblée constituante et de comités d'autoadministration à l'échelon local. Il réclame aussi l'amnistie pour tous les condamnés et emprisonnés à la suite du « malheureux épisode » survenu dans l'armée du Moyen-Orient.

Le même jour, le gouvernement d'union nationale arrive au Pirée, accompagné d'une impressionnante armada britannique. Embarqués à Otrante sur un navire canadien, puis transférés sur le cuirassé grec *Averof* en compagnie de l'ambassadeur Leeper, les ministres ont rejoint une autre délégation venue d'Alexandrie, comprenant notamment Mac Millan et Scobie : 40 bateaux pour le groupe d'Otrante, 80 pour celui venu d'Égypte... mais beaucoup de doutes et d'inquiétudes chez les nouveaux arrivants qui ne sont toujours pas sûrs de pouvoir entrer à Athènes.

Quelques jours auparavant, le 8 octobre, Papandréou a rencontré à Naples Churchill et Eden, en route pour Moscou où les attend Staline. Le Premier ministre britannique s'est livré à un éloge dithyrambique de la monarchie, au grand déplaisir de Papandréou qui, craignant qu'un retour prématuré du roi ne réduise à néant l'effet de ses manœuvres, penche plutôt pour une régence... qu'il assurerait volontiers lui-même. Churchill lui a promis d'intervenir auprès de Staline pour obtenir le retrait définitif des Bulgares du territoire grec³²

mais ne lui a toujours pas donné de garanties sûres quant à l'importance des troupes prévues pour occuper la Grèce.

C'est donc avec des sentiments mitigés que ces personnalités arrivent au Pirée. Leurs inquiétudes sont vite dissipées : Zevgos monte sur l'*Avérof* pour accueillir Papandréou et Svolos et leur fait part des décisions rassurantes prises le jour même par le KKE. Il les assure que la population d'Athènes attend les ministres et les alliés britanniques avec confiance et amitié, ce qui lui vaut les plus chaleureuses félicitations de Papandréou.

18 octobre: l'arrivée du gouvernement d'union nationale à Athènes

Du Pirée, cette suite impressionnante se rend en cortège à Athènes, accueillie sur sa route par les manifestations d'enthousiasme de la population. En tête, dans une voiture découverte, Papandréou et Scobie, suivis des troupes britanniques déjà sur place et d'un petit détachement de l'ELAS. Aucun chef de la Résistance. À Woodhouse qui s'en étonne, Scobie répond : « Qu'ai-je à faire avec ceux-là ? » Après avoir gravi l'Acropole pour y hisser, officiellement cette fois, le drapeau aux couleurs de la Grèce, puis reçu la bénédiction de l'archevêque Damaskinos à la cathédrale, Papandréou prononce un grand discours devant l'immense foule rassemblée sur la place Syntagma³³. Encadré, sur le balcon du ministère des Transports, par Mac Millan, Leeper, Scobie, mais aussi par Ioannidis et Zevgos, il tente, en paroles au moins, de concilier les exigences contradictoires de ce moment historique.

Après avoir rendu hommage à la Résistance, il met au premier rang des tâches à venir les revendications territoriales de la Grèce³⁴, et parle de réaliser de front progrès économique et justice sociale. Ses paroles sont interrompues sans arrêt par les mots d'ordre hurlés dans les porte-voix : « *Laocratia* et plus de roi ! », « Vengeance, livrez les traîtres au peuple ! », « À bas les couronnes ! » – suscitant l'énervement de Scobie qu'on entend dire : « Il faut en finir avec cette populace ! ». Mais Papandréou n'est pas homme à perdre contenance³⁵. Le peuple veut la *laocratia* ? Qu'à cela ne tienne ! Il proclame : « Nous croyons en la *laocratia* ! Et *laocratia* ne signifie pas seulement droit de vote. Cela veut dire aussi droit à la vie, au bien-être, à la culture. »

Le thème qu'il développe le plus longuement est celui de la reconstitution de l'État, avec en premier lieu son projet d'armée nationale recrutée par conscription – qui réservera aux partisans la place qu'ils méritent. Il parle aussi d'épurer la police et la gendarmerie, ainsi que les services publics, la justice, les établissements culturels. Et Papandréou reprend une idée déjà exprimée au Liban, qui avait été opportunément omise dans le communiqué radiodiffusé après la conférence : le peuple grec a été admirable, mais sa classe dirigeante n'a pas été à la hauteur des circonstances ; il faudra donc reconstituer de grands corps d'État dignes de leurs responsabilités.

Il emporte ainsi une certaine adhésion, surtout lorsqu'il affirme sa volonté de punir sévèrement les traîtres. Il s'engage enfin à organiser le plus vite possible un référendum sur la question du régime politique et l'élection d'une Assemblée constituante et de conseils locaux. Il termine par des remerciements à tous ceux qui se sont de façon remarquable pliés à ses ordres, et qui devront continuer à le faire jusqu'à ce que la Grèce dispose d'un régime définitif et bien établi. Son discours, malgré les réticences de départ d'une grande partie de la foule, est bien accueilli.

Ainsi Churchill n'a pas eu, comme il l'avait clamé, à s'opposer à un coup de force

communiste : l'EAM et le KKE sont restés fidèles à leur politique d'union et n'ont pas pris le pouvoir à un moment où il leur était facile de le faire. Mais ce que veut en fait le Premier ministre britannique, c'est empêcher une évolution démocratique qui donnerait à coup sûr la majorité à l'EAM. Et pour cela il sait qu'il lui faudra beaucoup plus de troupes qu'il n'en dispose pour l'instant, afin de faire face à l'affrontement qu'il appelle de ses vœux. Un affrontement bien difficile à justifier, car totalement contradictoire non seulement avec les principes proclamés de la Grande Alliance contre le fascisme, mais aussi avec les impératifs militaires sur un front italien qu'il est bien peu opportun de dégarnir pour aller affronter un peuple allié. Churchill vient pourtant d'obtenir confirmation de l'aval de Roosevelt à la conférence de Québec : au moment où Athènes se libère enfin, il se tourne vers Staline pour obtenir aussi la neutralité de celui-ci.

Churchill à Moscou (9-17 octobre 1944)

L'URSS s'est comportée jusque-là à la plus grande satisfaction de Churchill, comme l'a montré l'arrêt de l'Armée rouge à la frontière de la Grèce, mais les trois mois sur la base desquels s'est fait l'accord informel de juillet 1944 sont passés et à l'approche de l'automne rien n'est encore très clair. Faute de conférence à trois, Churchill propose donc le 27 septembre à « Uncle Joe » de venir le rencontrer à Moscou. Le sujet officiel de la conférence est la guerre contre le Japon, où l'URSS a promis d'intervenir une fois le nazisme vaincu, mais le Premier ministre britannique fait part à Roosevelt de son désir de profiter de l'occasion pour discuter de la Yougoslavie et de la Grèce et tenter « d'aboutir à un règlement amical avec la Pologne ».

Les frontières futures de la Pologne ont fait l'objet de discussions entre les Alliés dès le début de la guerre. Churchill et Roosevelt ont très vite compris qu'il faudrait tenir compte de la volonté de Staline de garder l'Ukraine et la Biélorussie, selon le tracé de la ligne Curzon. Mais le gouvernement polonais en exil à Londres s'y oppose farouchement, même contre promesse de recevoir en échange des territoires allemands. Les dirigeants anglo-saxons sont donc pris dans une difficile contradiction. Leurs liens avec ce gouvernement et les sentiments de la communauté polonaise vivant aux États-Unis rejoignent leur propre désir d'une Pologne forte aux portes de l'URSS, mais ils se savent obligés de faire des concessions sur un point où Staline cédera d'autant moins qu'il y est en position de force.

L'autre problème qui se pose est celui du gouvernement futur de la Pologne. La révélation du massacre de Katyn a amené dès 1943 la rupture entre le gouvernement polonais de Londres et l'URSS. En juillet 1944, lors de l'entrée des troupes soviétiques en Pologne, l'Armée populaire polonaise dirigée par les communistes a installé à Lublin un Comité de libération nationale, obligeant le Premier ministre polonais, Mikolajczyk, à entamer des négociations pour constituer un gouvernement d'union nationale. Mais entre-temps, l'autre mouvement polonais de résistance, l'Armija Krajowa, dépendant des Anglais et sur les mêmes positions nationalistes et anticommunistes que le gouvernement en exil, a lancé l'insurrection de Varsovie et les insurgés viennent de capituler le 2 octobre devant les Allemands. La situation est donc très tendue lorsque Churchill et Eden arrivent à Moscou.

Le président des États-Unis se montre très réticent face à ce projet de rencontre. Il annonce que son ambassadeur à Moscou y participera seulement comme observateur et qu'il n'aura pas le pouvoir d'engager les États-Unis. Cela n'est pas pour déplaire à Churchill, qui apprécie le tête-à-tête avec « Uncle Joe » dans la mesure où il veut surtout négocier sa liberté de manœuvre en Grèce contre des concessions qu'il espère provisoires

dans des pays où il n'a pas l'avantage militaire. Quant à Staline, il suppose que la visite de Churchill fait suite à des arrangements passés entre les deux dirigeants anglo-saxons à Québec, le mois précédent, et déclare à Roosevelt qu'il ignore ce dont le leader britannique compte discuter avec lui³⁶.

Churchill arrive à Moscou dans l'après-midi du 9 octobre, accompagné d'Eden. On connaît le récit fait par Churchill de sa première entrevue avec Staline, le soir même de son arrivée. Les deux hommes auraient, en quelques coups de crayon sur un bout de papier, décidé du sort des peuples de la péninsule balkanique, s'attribuant pour chaque pays des pourcentages indiquant une prédominance plus ou moins grande :

Le moment était favorable pour agir, c'est pourquoi je déclarai : « Réglons nos affaires des Balkans. Vos armées se trouvent en Roumanie et en Bulgarie. Nous avons des intérêts, des missions et des agents dans ces pays. Évitez de nous heurter pour des questions qui n'en valent pas la peine. En ce qui concerne la Grande-Bretagne et la Russie, que diriez-vous d'une prédominance de 90% en Grèce pour nous, et de l'égalité, 50/50, en Yougoslavie ? » Pendant que l'on traduisait mes paroles, j'écrivis sur une demi-feuille de papier :

- Roumanie : Russie 90%, les autres 10%
- Grèce : Grande-Bretagne 90% (en accord avec les États-Unis), Russie 10%
- Yougoslavie : 50-50%
- Hongrie : 50-50%
- Bulgarie : Russie 75%, les autres 25%

Je poussai le papier devant Staline, à qui la traduction avait alors été faite. Il y eut un léger temps d'arrêt. Puis il prit son crayon bleu, y traça un gros trait en manière d'approbation et nous le rendit. Tout fut réglé en moins de temps qu'il ne faut pour l'écrire. [...] Il y eut ensuite un long silence. Le papier, rayé de bleu, demeurait au centre de la table. Je dis finalement : « Ne trouvera-t-on pas un peu cynique que nous ayons l'air d'avoir réglé ces problèmes dont dépend le sort de millions d'êtres d'une façon aussi cavalière ? Brûlons ce papier. » « Non, gardez-le », dit Staline³⁷.

Les choses se sont-elles passées aussi à l'emporte-pièce que le dit Churchill ? L'historien américain Gardner donne de cette rencontre une version assez différente³⁸. La question des Balkans n'a été que l'un des points traités ce soir-là. On a évoqué en tout premier lieu l'affaire polonaise et décidé de convoquer immédiatement Mikolajczyk à Moscou. On a procédé en fait à un tour d'horizon assez large et c'est au cours de cette discussion générale qu'on est revenu à plusieurs reprises sur les Balkans à la demande de Churchill.

Le lendemain, Eden et Molotov se mettent au travail sur l'esquisse ainsi tracée et commencent à marchander sur les pourcentages, dont ils se demandent d'ailleurs la signification réelle : qu'est-ce que ces 10% restants en Roumanie et en Grèce ? Ces 25% en Bulgarie ? S'agit-il de partage de territoire ? D'influence politique ? D'intérêts économiques ? À la prière de Staline, qui rappelle les réticences des États-Unis, le télégramme commun envoyé le même jour à Roosevelt ne fait pas état des pourcentages – pas plus d'ailleurs que le message personnel de Churchill qui, tout en proclamant son intention de tenir le Président informé de tout, tient aux négociations à deux. Ce n'est qu'à ses collègues de Londres qu'il communique quelques informations. Le système des pourcentages a dû quelque peu les

étonner : il ne s'agit pas, leur explique-t-il, de fixer le nombre des membres respectifs dans les commissions interalliées d'occupation, mais « plutôt d'exprimer l'intérêt et les sentiments avec lesquels les gouvernements britannique et soviétique aborderont les problèmes de ces pays, afin qu'ils puissent se faire part mutuellement de leur façon de voir d'une manière qui les rende intelligibles³⁹. »

Formulation pour le moins nébuleuse. On comprend mieux lorsqu'il explique dans le même message qu'il est normal que les Soviétiques prennent la « direction pratique » des événements en Roumanie et en Bulgarie, exercent une influence prépondérante en Hongrie et fassent cause commune avec les autres alliés pour créer une Yougoslavie unifiée. On comprend encore mieux lorsqu'il passe à la Grèce :

On admet ici que la Grande-Bretagne prendra la direction dans le domaine militaire et essaiera d'aider le gouvernement royal grec existant à s'établir à Athènes sur une base aussi large et aussi unifiée que possible. La Russie soviétique serait prête à accorder cette position et ce rôle à la Grande-Bretagne, de même que celle-ci reconnaîtrait les rapports étroits qui l'unissent à la Roumanie. On empêcherait ainsi le développement en Grèce de factions hostiles qui se livreraient une guerre civile, entraînant les gouvernements britannique et russe dans des discussions et des conflits politiques irritants.

C'est donc sans état d'âme que Churchill « concède » à l'URSS la prépondérance en Roumanie et en Bulgarie : de toute façon, il n'a pas le choix. Le problème se pose différemment pour la Pologne. Mikolajczyk, convoqué d'urgence à Moscou par un Churchill proférant les pires menaces, est sommé d'accepter enfin la ligne Curzon comme frontière définitive. Il est aussi pressé, au cours de discussions houleuses⁴⁰, de négocier une entrée dans le Comité de Lublin, où on lui propose une participation minoritaire mais son maintien au poste de Premier ministre. Mikolajczyk hésite et promet seulement d'insister auprès de ses collègues de Londres. Comme le dit Gardner, la liberté d'action acquise par la Grande-Bretagne en Grèce la met en difficulté quand il s'agit de laisser la même liberté à l'URSS en Pologne. La situation est encore relativement ouverte en ce mois d'octobre 1944, mais l'intransigeance des Polonais de Londres va amener Staline à reconnaître au début de l'année suivante le Comité de Lublin comme seul gouvernement de l'État polonais. Et le maréchal ne se privera pas, devant les protestations des Britanniques, de rappeler à Churchill qu'il lui a accordé ce genre de facilités sur les bords de la Méditerranée. En faisant cette concession, Staline a sauvé l'alliance qui lui est nécessaire pour terminer la guerre au plus vite et évité la reconstitution à ses portes d'une Pologne hostile et anticommuniste – en sacrifiant au passage la Résistance grecque.

L'installation du gouvernement d'union nationale à Athènes et la libération totale de la Grèce

Dès la fin des cérémonies, Papandréou s'installe à l'hôtel *Grande-Bretagne*, place Syntagma, tout près du QG de Scobie situé dans le bâtiment... qui abritait peu auparavant celui des forces d'occupation allemandes. Les bureaux du KKE, rue Othonos, donnent aussi sur Syntagma, et tout près de là se trouvent les bureaux de l'EAM et le QG du 1^{er} corps d'armée d'Athènes.

Papandréou propose immédiatement sa démission – démarche très théorique puisque, s'il

est contesté par les libéraux depuis la crise du mois précédent, il se sait totalement soutenu par Churchill. De plus les trois secrétaires du bureau politique du KKE viennent lui déclarer qu'ils l'acceptent comme Premier ministre jusqu'aux élections. Sa position ainsi bien établie, Papandréou procède quelques jours après à un remaniement ministériel qui renforce nettement le poids des monarchistes : 14 postes sur 23. Il y a deux libéraux seulement et les six ministres issus de la Résistance gardent les mêmes compétences : or celles-ci sont essentiellement économiques, dans un pays en ruines où ils vont être exposés à des revendications légitimes mais difficiles à satisfaire. Le serment se fait « au nom de la Patrie et du roi constitutionnel des Grecs », à la demande de ce dernier relayée par Churchill.

Pendant ce temps les Allemands finissent de se retirer, toujours harcelés par l'ELAS. Celle-ci doit aussi combattre les milices réactionnaires locales qui tentent, avec l'accord de Zervas et des agents britanniques présents sur le terrain, de se faire passer pour des unités de l'EDES, afin de rentrer dans le cadre des accords de Caserta – tout en continuant à protéger la retraite allemande. Saraphis proteste à plusieurs reprises auprès de Scobie, sans succès, et les unités de l'ELAS prennent leurs décisions sur le terrain, d'où des combats sanglants surtout en Macédoine.

Dans la partie occidentale de cette région, vers Florina et Kastoria, la libération est compliquée par l'attitude des combattants slavophones de l'ELAS qui refusent de se plier aux directives de Scobie. Le 2 août, une assemblée antifasciste de libération de la Macédoine a proclamé la création d'une « Macédoine démocratique », qui se veut l'embryon d'une République réunissant Macédoniens yougoslaves, bulgares et grecs. De fait, les *élassités* slavophones passent du côté yougoslave après l'accord de Caserta et il y a des accrochages avec l'ELAS quand ces hommes tentent de revenir en Grèce pour y développer leur propagande irrédentiste. Cette situation, malgré l'attitude très claire de l'EAM/ELAS sur cette question, est évidemment exploitée par ses ennemis dans la région.

Du côté oriental de la Macédoine, c'est aussi pour ne pas donner prise aux habituelles accusations de trahison de la patrie que les dirigeants de l'ELAS ont interdit à leurs partisans de combattre les Allemands de concert avec les unités bulgares obéissant au nouveau gouvernement de Front patriotique. Ils préfèrent s'en tenir à l'exigence de retrait total des troupes bulgares de Grèce, exprimée par le gouvernement d'union nationale : ce sera chose faite dans la deuxième moitié d'octobre, à la demande de Churchill formulée à Moscou.

L'épisode le plus important de la libération du nord de la Grèce est celui qui se déroule à Salonique. Le 16 octobre, alors que les Allemands détruisent méthodiquement les installations portuaires, les milices collaboratrices lancent une grande offensive vers les faubourgs libérés depuis l'été de la présence de l'occupant. Elle est repoussée après de violents combats et les régiments de l'ELAS prennent possession de l'ensemble des quartiers, au milieu de gigantesques manifestations. Ils défilent le 30, couronnés de fleurs, au milieu d'une foule immense agitant drapeaux grecs et alliés. Les Britanniques n'arrivent que le lendemain, ce qui n'empêche pas la BBC d'annoncer que des troupes britanniques ont libéré la capitale du Nord⁴.

L'ordre qui règne dans les régions libérées, administrées de *facto* par l'EAM/ELAS, est tel que Scobie envoie à Saraphis un message de félicitations. Il lui a donné l'ordre de déplacer le QG de l'ELAS à Lamia, en Phtiotide. Aris, de retour du Péloponnèse, y arrive au même moment que Saraphis et l'accueil de la population aux deux chefs de l'ELAS, ainsi qu'aux dirigeants des missions alliées, Edmon et Popov, est délirant. Pensant que la

Résistance se dirige vers une évolution politique normale, Saraphis donne l'ordre aux partisans de s'installer dans les villes, de se reposer, de se réorganiser, de libérer les réservistes et de rendre animaux et voitures réquisitionnés à leurs propriétaires.

Le 4 novembre, les derniers Allemands quittent le sol grec. Il ne reste que quelques unités dans un petit nombre d'îles de la mer Égée et dans le nord-ouest de la Crète⁴².

Durant ces journées décisives du 12 au 18 octobre, où les troupes allemandes avaient pour l'essentiel quitté la Grèce et où le gros des forces anglaises n'était pas encore arrivé, l'EAM et le KKE auraient pu facilement prendre le pouvoir à Athènes – un pouvoir qu'ils avaient déjà sur presque tout le territoire. Au lieu de cela, a prévalu une discipline incompréhensible pour beaucoup de militants, ce qui a créé une grande confusion et a donné lieu, jusqu'à aujourd'hui, à de vives discussions parmi ceux qui ont vécu les événements et chez les historiens qui ont étudié cette période.

L'attitude du KKE à ce moment-là montre qu'il restait, malgré ses hésitations et ses contradictions, fondamentalement attaché à la stratégie frontiste affirmée dès le départ. Les historiens hostiles à l'EAM, imputant systématiquement au KKE des intentions dictatoriales, s'étonnent de cette occasion manquée : ils ne trouvent d'explication que dans l'attitude de l'URSS, et plus précisément dans les accords passés entre Staline et Churchill, lors de leur rencontre à Moscou qui se déroula les jours mêmes de la libération d'Athènes. Vu la concomitance très exacte des dates, il est peu probable que les dirigeants de l'EAM en aient eu connaissance au même moment, et d'ailleurs les communistes grecs ont toujours refusé de croire que l'URSS puisse se livrer à de tels marchandages⁴³. Cependant, si Staline, parfaitement au courant du plan « Manna », ne les a guère aidés à prendre la mesure du problème, ils ont bien eu conscience, devant les divers signaux envoyés depuis le début de 1944, de ne pas pouvoir compter à ce moment-là sur le soutien de l'URSS.

Ce qui est aussi certain, c'est qu'ils ont sous-estimé la volonté d'ingérence britannique. Le 18 octobre encore, les troupes anglaises en Grèce représentent peu de chose par rapport à une ELAS présente dans tout le pays. L'EAM et le KKE sont aussi confiants dans le résultat des élections promises par Papandréou : ils ne peuvent imaginer que la grande démocratie britannique, signataire de la charte de l'Atlantique, s'apprête à empêcher par la force l'expression de la volonté populaire. Or, de leur côté, les adversaires de la Résistance se préparent méthodiquement à l'affrontement : dès la fin du mois, les forces anglaises en Grèce se montent déjà à plus de 20 000 hommes, auxquels s'ajoutent cinq escadres d'avions et le Bataillon sacré grec.

Notes

1 . Cité par Léon Papeleux dans le numéro 25 des *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, 1986, p.101. Truman, alors vice-président, déclara deux jours après l'attaque de l'URSS par Hitler : « Si nous voyons l'Allemagne gagner, nous devrions aider la Russie et si la Russie est en train de gagner, nous devrions aider l'Allemagne, pour que le plus grand nombre possible périsse des deux côtés. »

2 . Elles se concrétisent rapidement. Voir à ce sujet les contacts pris à Berne, début 1944, par Allen Dulles, le futur chef de la CIA, alors agent de l'OSS (*The secret surrender*, New York, Harper&Row, 1966) et les pourparlers menés plus tard par Patton en vue d'une capitulation de la Wehrmacht sur le front italien : elle aurait permis d'éliminer les partisans italiens et de faire barrage à l'avancée de ceux de Tito vers l'Istrie, mais Staline protesta vigoureusement et Roosevelt ne voulut pas risquer une confrontation (J.Pauwels, *Le Mythe de la bonne guerre*, Bruxelles, Aden, coll. Epo, 2005, p.172 à 184).

3 . *Mémoires*, tome VI, vol.1, p.214.

4 . Témoin ces quelques extraits du journal *Combat*, issu de la Résistance française, le deuxième jour de sa parution (22 août 1944) : « En finir avec l'esprit de médiocrité et les puissances d'argent, avec un État où la classe dirigeante a trahi tous ses devoirs [...] réaliser une vraie démocratie populaire et ouvrière [...] des réformes de structure profondes sans lesquelles une politique de liberté est une duperie [...] définir une politique étrangère basée sur l'honneur et la fidélité à tous nos alliés sans exception... » Et l'éditorialiste de conclure : « Dans l'état actuel des choses, cela s'appelle une Révolution. Il est probable qu'elle pourra se faire dans l'ordre et le calme. »

5 . Situation que les Anglo-Saxons n'apprécient guère. De Gaulle est admis de justesse à faire son entrée à Paris en août mais son gouvernement n'est reconnu officiellement par la Grande-Bretagne et les États-Unis que le 23 octobre – afin d'éviter « pire » : « De Gaulle a indiscutablement derrière lui la majorité du peuple français, écrit Churchill à Roosevelt, et son gouvernement a besoin d'être soutenu contre une éventuelle anarchie dans des régions assez étendues. » (*Mémoires*, tome VI, vol. 1, p.251.)

6 . *Mémoires*, op.cit., tome VI, vol.1, p. 112-113. Les citations suivantes sont extraites du même chapitre du vol.1 (« Rome : le problème grec »), où la préparation du plan « Manna » occupe les pages 111 à 118.

7 . Gardner, *op.cit.*, p.193-194.

8 . *Mémoires*, *op.cit.*, tome VI, vol.1, p.152. Il a même tenté pour cela d'obtenir de Tito un certain nombre de points stratégiques sur la côte dalmate.

9 . Archives du *Foreign Office*, série 371, R15193/9/19, Clark Kerr à FO, télégramme 2530, cité par Papastratis, « De la libération à l'affrontement civil de décembre », in *Décembre 1944. Nouvelle recherche, nouvelles approches*, *op.cit.*, p.197.

10 . Iatrides, *op.cit.*, p.108 et 125.

11 . Les Allemands auraient promis de défendre Salonique contre une éventuelle offensive soviétique et d'attendre l'arrivée des Britanniques pour leur livrer la ville sans combat (Mathiopoulos *op.cit.*, p.32-33, entretien avec Albert Speer, complété par l'étude des

archives allemandes confirmant l'existence de contacts secrets à plusieurs niveaux, *ibid.*, p.153 sq).

12 . L'ELAS est particulièrement importante dans les régions de l'Attique-Béotie (la II^e division forte de 4 000 hommes, dirigée par le colonel Rigos et le *kapétanios* Orestis), de Stérea (5 000 hommes), de la Thessalie (8 000 hommes), de la Macédoine occidentale (5 000 hommes) et centrale (4 500 hommes), plus une brigade de 3 000 hommes à Salonique (Saraphis, *op.cit.*, p.363 à 366).

13 . Lars Baerentzen, « La libération du Péloponnèse » in *La Grèce dans la décennie 1940-1950*, *op.cit.*, p.234.

14 . Il est toujours dans l'ignorance du plan « Manna » et multiplie les appels à l'aide auprès de Churchill : « Nous avons de sérieuses inquiétudes concernant la situation en Grèce, où les zones évacuées par les Allemands sont occupées par l'EAM soi-disant au nom du gouvernement grec [...] Face à cette situation critique les moyens politiques ne sont plus suffisants. Seule la présence immédiate de forces britanniques imposantes en Grèce et jusqu'au littoral de la Turquie peut changer la situation. » (Papandréou, *op.cit.*, p.154).

15 . Hadzis, *op.cit.*, tome III, p.398-399.

16 . *Op.cit.* p.347. Le récit de la conférence, ainsi que le texte complet de l'accord, occupe les pages 342 à 354 du livre de Saraphis.

17 . Mac Millan est ministre résident de la Grande-Bretagne auprès du QG des forces alliées en Méditerranée à Naples et suit particulièrement les affaires balkaniques. Il préside à ce titre la conférence de Caserta.

18 . Ce terme désigne les forces britanniques d'intervention en Grèce. Papandréou omet de mentionner cette force 140 dans le texte de l'accord qu'il reproduit dans son livre (*op.cit.*, p.159 à 162) et n'évoque pas plus les conventions passées avec les Anglais concernant le dédommagement de ceux-ci pour leurs frais de transport et de séjour en Grèce (Pharakos, *op.cit.*, p.234-235).

19 . Papandréou, *op.cit.*, p.167.

20 . Une violente querelle les a opposés à propos de la mission de Saraphis à Caserta, Ioannidis reprochant à Siantos d'avoir pris seul la décision de son départ et de ne pas lui avoir donné de consignes écrites.

21 . Par exemple par Woodhouse, *op.cit.*, p.306. Cela n'empêche pas l'extrême droite grecque de dénoncer la « terreur » de l'EAM, sous prétexte qu'il y eut comme dans tous les pays libérés des exécutions expéditives et des réactions parfois injustes envers des collaborateurs réels ou supposés, *a fortiori* lorsque ceux-ci semblaient protégés et à l'abri d'un jugement futur.

22 . Bartziotas, *op.cit.*, p.159.

23 . *Aux armes ! Aux armes !* *op.cit.*, p.441-442.

24 . Bartziotas, *op.cit.*, p.289.

25 . Hadzis, *op.cit.*, tome III, p.449-450.

26 . Evert a joué double jeu vers la fin de l'occupation : collaborateur des Allemands, il a exécuté de nombreux partisans de l'EAM, mais appartient secrètement à une petite organisation de « résistance » en relation étroite avec les Anglais.

27 . Le général allemand Felmy s'est engagé quelques jours auparavant à ne pas faire sauter les installations vitales pour l'agglomération athénienne que sont le barrage de Marathon et la centrale électrique du Pirée, à condition que leur retrait ne soit perturbé ni par des attaques de l'ELAS, ni par une offensive aérienne britannique.

28 . Hadzis, *op.cit.*, tome III, p.458.

29 . Les citations concernant les journées des 12, 13, 14 et 15 octobre sont toutes extraites du *Journal* de Théotokas.

30 . C'est la bonne humeur, la gaîté qu'on éprouve dans toute occasion de réjouissance.

31 . Quartier chic d'Athènes qui symbolise pour les Athéniens tout ce que la capitale compte de riches familles.

32 . Malgré le retournement d'alliance de la Bulgarie, les troupes de ce pays continuent d'occuper les régions de Macédoine orientale et de Thrace occidentale, suscitant de grandes inquiétudes en Grèce quant aux futures frontières.

33 . Il figure dans son ouvrage, *op. cit.*, p.186-198.

34 . Outre la restitution de la Macédoine orientale et de la Thrace occidentale, il demande l'intégration du Dodécanèse (toujours formellement italien) et de l'Épire du nord, partie de l'Albanie à forte minorité grecque.

35 . Il restera cependant marqué par cette journée où il a dû affronter cette immense foule, visiblement pas prête à se satisfaire de la rhétorique des assemblées électorales d'avant-guerre. Il a senti à ce moment le changement profond qui s'était produit en Grèce et cela l'amènera par la suite, tout en obéissant à ses mentors britanniques, à des hésitations et à des manœuvres que ces derniers n'apprécieront pas toujours.

36 . *Correspondance secrète, op.cit.*, p.528-529. Staline est par contre bien informé de la situation en Grèce : il dispose de plusieurs rapports en provenance de Bulgarie, transmis par Dimitrov à Molotov.

37 . *Mémoires, op.cit.*, tome VI vol.1, p.235-236.

38 . Gardner, *op.cit.*, p. 195 à 206.

39 . *Mémoires, op.cit.*, tome VI, vol.1, p. 242-243.

40 . Quelques échantillons des remontrances de Churchill et Eden, relatées par Mikolajczyk et citées par Kolko (*Politics of War, op.cit.*, p.148-149) : « Nous essayons de vous préserver de la disparition, mais vous ne nous renvoyez pas la balle. Vous êtes absolument fous [...] Si vous n'acceptez pas la frontière, vous êtes définitivement hors jeu. Les Russes vont s'emparer de votre pays et votre peuple sera liquidé [...] Les Ukrainiens ne sont pas à vous [...] Vous n'avez que votre misérable intérêt particulier en tête [...] C'est une tentative criminelle de votre part pour détruire par votre veto l'accord entre les Alliés [...] J'ai l'impression d'être dans un asile de fous. Je ne sais pas si le gouvernement britannique va continuer à vous reconnaître. » Parallèlement, Churchill essaie cependant d'obtenir de Staline une participation plus égalitaire au gouvernement.

41 . Cet épisode allait à contresens des ordres de Scobie et des plans vraisemblablement mis au point pour une relève de garde conforme aux vœux britanniques. Le *kapétanios* des divisions macédoniennes, Markos, a-t-il pris sur lui la responsabilité d'engager ses troupes pour aider les combattants de Salonique ? Ou a-t-il eu le feu vert plus ou moins tacite de la direction de l'EAM/ELAS ? Le bureau politique du KKE envoie en tout cas un télégramme chaleureux à l'ELAS et à la population de Salonique, publié dans *Rizospastis* le 1^{er} novembre.

42 . Elles se maintiendront dans la grande île jusqu'à la fin du mois de mai suivant, Scobie n'ayant pas permis à l'ELAS d'aller en finir avec ce dernier vestige de l'occupation.

43 . Témoin cette réponse catégorique de Siantos à Anguélopoulos, qui veut lui faire admettre l'existence des sphères d'influence : « Ne crois pas ça ! Les Anglais propagent cela pour nous influencer. Ce n'est pas possible que les Russes abandonnent la Grèce aux

Anglais sans que nous le sachions. Si un tel accord existait, les Russes m'auraient informé.
» (Anguélopoulos, *op.cit.*, p.186)

VIII. Cinquante jours d'espoir – et de désillusions (fin octobre-novembre 1944)

La Grèce de la fin octobre 1944 est un pays en ruines, dont la plupart des habitants survivent dans des conditions catastrophiques. Les pertes humaines se situent aux environs de 500 000, soit plus de 6% de la population. La moitié des villages ont été détruits, un million de personnes sont sans logis. La production de céréales s'est effondrée de 50% et il ne reste que la moitié du cheptel d'avant-guerre. Lignes de chemin de fer, ponts, routes sont inutilisables à plus de 90%, tout comme les trois quarts des navires de commerce. Et la livre-or vaut maintenant plus d'un milliard de drachmes.

Les Grecs attendent donc beaucoup de l'aide promise par les Alliés. Les villes, où se trouve une masse de gens sans ressources, réfugiés, ouvriers au chômage, malades, enfants abandonnés, sont très dépendantes du ravitaillement apporté par la Croix-Rouge et les Suédois à partir de 1942. L'UNRRA¹ n'étant pas encore en mesure d'intervenir en Grèce, c'est une organisation anglo-américaine, la Military Liaison, qui distribue 130 000 tonnes de biens de consommation au cours du mois de novembre, évitant de peu la réédition à Athènes de la famine de l'hiver 1941-1942. Mais ce ravitaillement n'arrive que bien insuffisamment dans le reste du pays.

De façon générale, le contraste est total entre la capitale et le reste de la Grèce. L'autorité du gouvernement Papandréou ne dépasse guère les limites de l'agglomération athénienne : partout ailleurs l'administration reste aux mains des comités d'autoadministration et de justice populaire mis en place par l'EAM, appuyés sur la police de la *Politophylaki*². Ces comités réquisitionnent les réserves laissées par les occupants et les profiteurs du marché noir et distribuent céréales, bois de chauffage, vêtements, médicaments à une population à bout de forces, mais la situation reste très précaire. Comme le gouvernement d'Athènes n'envoie pas l'argent nécessaire à la rémunération des employés de l'État, des impôts sont prélevés. Des médecins et des infirmières se portent volontaires pour secourir victimes de guerre, blessés, malades. Les écoles fonctionnent à nouveau avec les anciens instituteurs ou avec des jeunes formés en urgence dans les instituts créés par le Comité de libération. Routes, voies ferrées, ponts sont partiellement remis en état, postes et lignes téléphoniques commencent à fonctionner de nouveau.

Ces institutions se sont maintenues même après la défaite de la résistance, tout au long de l'année 1945. On a critiqué le manque de pluralisme de leur composition, et les tribunaux populaires ont prononcé des condamnations sévères envers les anciens collaborateurs et profiteurs du marché noir. Mais on est loin des soi-disant massacres de masse dénoncés par la presse réactionnaire : Papandréou lui-même intervient à plusieurs reprises pour démentir les rumeurs colportées dans la capitale et les observateurs étrangers insistent sur l'atmosphère sereine de cette fin octobre 1944.

La situation est très différente à Athènes. Nombreux sont ceux qui s'y sont réfugiés à la suite des opérations allemandes de l'été 1944 et on y attend beaucoup des Britanniques – et du gouvernement installé à la mi-octobre.

Les ministres de l'EAM chargés de la reconstruction de l'économie

Le problème immédiat du gouvernement est celui de l'inflation. Il a fallu presque tout de suite imprimer des billets de 10 milliards, puis quelques jours après de 100 milliards. Les prix montent vertigineusement : il faut 100 millions de drachmes pour acheter 100 grammes de pain et les salaires sont loin de suivre. Londres envoie des « conseillers financiers » pour aider dans leur tâche les ministres chargés de l'économie, Svolos et Anguélopoulos. Le programme issu de ces concertations est très en retrait par rapport à celui de l'EAM. Le Front et le KKE l'acceptent cependant, espérant gagner du temps, faire la preuve de leur sincérité et de leur efficacité auprès de la population et s'assurer des positions dans les nouvelles institutions pour pouvoir par la suite réaliser les réformes qu'ils préconisent. Cette option n'est pas forcément en désaccord avec les sentiments d'une population exténuée qui aspire à des changements, mais aussi à profiter de la paix enfin retrouvée.

Le volet monétaire du programme est annoncé le 9 novembre. Une nouvelle drachme commence à circuler, correspondant à 50 milliards de l'ancienne. Mais elle ne repose sur aucune garantie : le Trésor britannique refuse de restituer au gouvernement les réserves d'or de la Banque de Grèce emportées par Georges II en mai 1941³ et n'accorde aucun prêt en attendant. De plus, la dévalorisation des dépôts bancaires entraînée par cette réforme est un véritable problème pour les petits épargnants que les profiteurs de toutes sortes, enrichis pendant la guerre, mettent en avant pour protester et demander des compensations. Svolos s'en explique dans une interview au journal *Elefthéri Ellada (Grèce libre)* le 20 novembre :

Ceux qui brandissent le drapeau de « l'épargne de la petite servante » sont justement ceux qui ont emprunté aux banques [pendant la guerre] et ont profité de l'inflation. Et ceux-là seront appelés à payer car ce sont des bénéficiaires de guerre.

Le ministre de l'Économie envisage en effet une réforme fiscale qui taxerait à plus de 90% les fortunes réalisées pendant l'occupation, ce qui permettrait de relancer l'économie et de dédommager partiellement les petits épargnants. Ces projets suscitent immédiatement une opposition farouche de la part des profiteurs de guerre qui alimentent une violente campagne dans la presse de droite. Le déchaînement est à son comble quand on annonce le 23 novembre la discussion en Conseil des ministres d'un projet visant à taxer très lourdement les immeubles achetés pendant la guerre et à les réquisitionner en cas de non-paiement.

Or, face à ces richesses scandaleuses, le peuple continue à vivre dans la misère. Pour accompagner la réforme monétaire, le gouvernement a décidé le blocage des prix et des salaires. Le premier est difficile à appliquer, les industriels exigeant unanimement des prix élevés pour reprendre leur activité. Quant au niveau des salaires, il est fixé très bas et ne permet guère que d'acheter les tickets de rationnement, d'où les protestations des travailleurs adressées au ministre communiste du Travail, Porphyroyénis. Comme le dira plus tard Svolos : « C'est à dessein, semble-t-il, qu'on a donné à la gauche les ministères qui l'useraient, parce que les circonstances étaient extraordinairement difficiles et qu'on s'attendait bien à une tâche très ingrate⁴. » De plus, le gouvernement refuse toute indemnisation aux chômeurs alors que l'activité économique ne reprend pas, les chefs d'entreprise utilisant tous les prétextes pour garder les usines fermées ou en sous-production. Les commerçants stockent les marchandises au lieu de les mettre sur le marché et les denrées produites par les campagnes n'arrivent pas dans les villes, faute de moyens de

transports. Svolos a promis le lancement de grands travaux publics, mais sur la base de la taxation des bénéficiaires de guerre, laquelle, à la fin novembre, est encore en projet. Bartziotas, le secrétaire de l'organisation communiste d'Athènes, dénonce cette situation dans le *Rizospastis* du 17 novembre :

La réaction maintient à dessein les usines fermées, cache la nourriture, accumule son or, crée toutes sortes de difficultés au transport des marchandises et cherche à mettre le peuple à genoux pour lui imposer plus facilement une nouvelle dictature et le rétablissement de Glücksbourg par un coup d'État [...] Les riches doivent payer la part du lion [...] Le gouvernement doit imposer une lourde fiscalité au grand capital [...] alors seulement le peuple acceptera de donner sa propre contribution, en rapport avec ses forces. Le peuple qui a versé tant de sang pour la liberté et s'y est ruiné n'acceptera pas de supporter à lui seul le poids [de la reconstruction] si les riches gardent leurs aises. Le gouvernement a encore l'obligation d'ouvrir toutes les usines et de donner du travail au peuple. Il a la force d'imposer sa volonté aux chefs d'entreprise et s'ils refusent, de réquisitionner leurs usines et de les mettre en marche [...] Il doit aussi entreprendre de grands travaux publics pour occuper les chômeurs ; donner des crédits, des instruments de travail et des semences aux paysans pour que reprenne l'économie agricole.

Face à l'arrogance des nouveaux riches, qui font étalage de leur munificence et multiplient fêtes et « parties », les ouvriers, les employés sont las d'attendre une amélioration de leur niveau de vie et dès la mi-novembre, ils multiplient les grèves et les délégations auprès du gouvernement. Le 30, 2 000 ouvriers remettent en marche eux-mêmes leur usine de coton. Ils élisent un comité qui en assure la direction et doit partager les bénéfices. Ce n'est pas un cas isolé : selon le *Rizospastis* du 1^{er} décembre, plusieurs mines de lignite fonctionnent déjà de cette façon, ainsi qu'une entreprise de Volos qui fournit aux paysans de Thessalie des instruments de travail et des engrais. Tout cela inquiète fortement la bourgeoisie, qui ne voit comme solution que l'écrasement par la force de ce mouvement populaire ; d'où une atmosphère politique d'une extrême violence, dénoncée par Papandréou lui-même dans le journal *Elefthéri Ellada* du 29 novembre :

Nous luttons pour empêcher la guerre civile [...] et nous condamnons ceux qui par une inexplicable légèreté y poussent chaque jour. Car il existe malheureusement des organes de presse et une partie de la classe dirigeante qui nous critiquent parce que nous tardons à déclencher l'affrontement. Nous restons indifférents à cette idiotie collective d'une partie de la classe dirigeante et nous continuerons nos efforts pour servir les intérêts durables de notre nation et de notre peuple qui consistent à stabiliser l'unité nationale. Et en dépit des adeptes du chaos et des prophètes de la catastrophe, nous sommes confiants dans l'avenir.

Les bourreaux en liberté entre Omonia et Syntagma, les deux grandes places du centre d'Athènes

Ce qui indigné aussi la population est de voir se promener en toute liberté, dans les rues de la capitale, collaborateurs, tortionnaires, *chitès* et profiteurs du marché noir. Le gouvernement a arrêté 532 collaborateurs notoires, dont les anciens ministres Tsolakoglou

et Rallis et le chef de la Sûreté spéciale, Lampou. Mais ils jouissent dans les prisons Avérof d'un tel confort que cela ressemble fort à une mise à l'abri de la vengeance populaire – d'autant plus que les procédures prévues par la loi sur la punition des collaborateurs tardent beaucoup à être mises en place.

La *Politophylaki* de l'EAM est provisoirement tolérée dans les faubourgs, mais la police officielle est toujours celle qui a servi l'occupant. Son chef, Evert, détient les fichiers constitués avant la guerre par Maniadakis, largement utilisés par la Sûreté spéciale, la Gestapo et les SS, et l'épuration annoncée de la police ne se fait pas plus que celle de la gendarmerie, simplement « mise à l'écart ». La Direction militaire d'Athènes a été retirée à Spiliotopoulos, sous la pression de la population, et confiée au colonel Katsotas, proche de l'EAM, mais on lui adjoint des généraux monarchistes.

Une grande partie des membres des Bataillons de sécurité de la capitale, qui continuent à toucher la moitié de leur solde, sont détenus dans des camps tout proches du centre d'Athènes, comme celui de Goudi, ou dans les locaux de l'École de gendarmerie où se trouvent aussi les cadres de la Sûreté spéciale. Ils y sont bien nourris, régulièrement entraînés par des officiers britanniques et ont le droit de se promener librement le soir en ville, où ils créent des incidents souvent sanglants. Ceux des Bataillons qui en ont démissionné avant le 12 octobre sont libres... et disponibles.

Dès la fin octobre, Scobie a ordonné la démobilisation des réservistes de l'ELAS et interdit aux *élassitès* d'Athènes et du Pirée de circuler en groupe avec leurs armes. Mais les *chitès* de Grivas, toujours retranchés dans leur forteresse du Thission, se promènent en ville armés jusqu'aux dents, arrêtent les passants « suspects » et les emmènent dans leur repaire pour les torturer. Les membres de l'EDES d'Athènes, retranchés dans leurs hôtels des environs d'Omonia, tirent sur les manifestants qui réclament la punition des traîtres. Tous les jours des *élassitès* sont tués ou blessés par leurs anciens bourreaux, en toute impunité pour ces derniers car lorsque la population indignée s'en prend à eux, ils sont sauvés du lynchage par la police d'Evert ou par l'intervention d'unités anglaises motorisées. Ils sont tout de suite relâchés et continuent à proférer leurs menaces : « Vous allez voir bientôt ! » Woodhouse note dans son journal : « À Athènes la situation n'est pas très différente sous l'occupation britannique de ce qu'elle était sous l'occupation allemande⁵. »

Les cadres de l'EAM, de l'ELAS ou du KKE interviennent eux aussi pour soustraire les collaborateurs à la vengeance populaire et les livrer en toute légalité à la Direction militaire d'Athènes, qui les relâche dans la plupart des cas. Si les organisations de résistance restent incomparablement plus fortes que les groupes réactionnaires, il devient de plus en plus évident que ces derniers sont systématiquement entretenus et armés et les rumeurs de coup d'État de la droite prennent de plus en plus de consistance. Tous les jours, des manifestations populaires ont lieu, réclamant la punition des traîtres, l'épuration de la police et le désarmement des groupes d'extrême droite. Papandréou promet, mais ne fait rien et les armes continuent à arriver, au Thission et ailleurs, tandis que les membres des Bataillons de sécurité du Péloponnèse et les gendarmes sont ramenés vers la capitale et entraînés en vue... de leur incorporation dans la future armée nationale.

Les journaux monarchistes publient tous les jours des articles incendiaires où ils accusent Papandréou, qualifié de « Kérenski grec », de faire des concessions excessives et de préparer la communisation du pays⁶. Les royalistes manifestent en plein centre d'Athènes : « Il arrive ! Il arrive ! La Grande Grèce avec le roi Georges ! » L'un de leurs thèmes préférés est en effet l'extension des frontières de la Grèce jusqu'à Sofia et au Danube... avec une

exception pour Chypre, colonie anglaise. La presse d'extrême droite défend l'honneur de la gendarmerie « calomniée », dénonce la terreur de l'ELAS qui « défie l'imagination² » et colporte différents bruits sur la collaboration de l'EAM avec les Bulgares.

Tout cela donne l'impression que se développent, à côté des institutions officielles, des organisations paragonnementales qui cherchent à anéantir l'ELAS, afin d'empêcher coûte que coûte les changements auxquels aspire la majorité de la population⁸. On comprend l'angoisse des partisans de l'EAM qui s'interrogent sur l'avenir proche, sur le rôle des « libérateurs » britanniques. Tous les jours, les bureaux de l'organisation communiste d'Athènes sont envahis de militants qui viennent chercher des consignes et s'entendent recommander d'éviter toute provocation – mais aussi de se tenir prêts à toute éventualité : car l'EAM est au courant des réunions secrètes qui ont lieu au QG des forces armées grecques, afin de préparer l'anéantissement des forces de l'ELAS.

La tension monte ainsi tout au long du mois de novembre, l'audace croissante de la droite entraînant un sentiment également croissant de révolte dans la population. Tout va se cristalliser autour de la question centrale de la constitution de l'armée nationale – et de la démobilisation de l'Armée populaire de libération.

L'enjeu fondamental : constitution d'une armée nationale et démobilisation de l'ELAS

Le désarmement de l'ELAS est l'objectif fondamental des Britanniques et de Papandréou depuis la conférence du Liban. La Grèce étant libérée, le QG du Moyen-Orient n'a plus de raison de s'y opposer et le plan de constitution d'une armée nationale sur la base de la conscription, annoncé par Papandréou, peut désormais être mis en œuvre. Les ministres de gauche l'acceptent mais demandent des garanties : le désarmement parallèle des forces prétoriennes constituées en Égypte, l'épuration et le renouvellement du corps des officiers et le jugement des collaborateurs.

Les rapports d'Eden, de passage à Athènes à la fin octobre, évoquent à la fois la force de l'EAM et son esprit de conciliation. Le Comité de libération et le Conseil national de la Grèce libre procèdent début novembre à leur autodissolution. Siantos déclare au correspondant du *Daily Herald* que l'ELAS n'a plus de raison d'être après la libération et qu'il est pleinement d'accord avec la création d'une armée nationale. Mais, dit-il par ailleurs, « on ne peut construire un libre État du peuple avec comme cadres de l'armée les piliers du fascisme monarcho-métaxiste honni, avec les collaborateurs de l'occupant [...] C'est pour cela qu'il faut que les officiers de l'ELAS intègrent notre nouvelle armée nationale⁹. »

Or cette exigence légitime se heurte à un refus obstiné de la part de la droite grecque et des Britanniques : leur objectif n'est pas seulement le désarmement de l'ELAS, mais plus profondément l'écrasement de la Résistance. Les uns comme les autres savent que le gouvernement de Papandréou n'est rien hors d'Athènes et que s'il y a des élections libres, l'EAM les gagnera haut la main. Même le recrutement prévu des classes 1936 à 1939 lui sera favorable, puisqu'il s'agit des générations qui ont combattu en Albanie et constitué l'essentiel des forces de la Résistance.

Papandréou, étroitement surveillé par son mentor Leeper qui dose savamment conseils, flatteries et pressions directes, tente tout au long du mois de novembre de louvoyer entre une droite qui exige l'affrontement immédiat et un EAM accommodant mais conscient du danger. Il manœuvre en tenant des discours différents aux uns et aux autres, en tentant de diviser les représentants de la gauche – avec un certain succès puisque Tsirimokos lui fait

part de son désir de se séparer des communistes au moment qu'il jugera favorable⁴⁹.

La décision de démobiliser les forces de la Résistance est prise officiellement par Papandréou le 5 novembre, après concertation avec le général Scobie. Elle doit être effective le 10 décembre, mais ne concerne que l'ELAS et l'EDES et il n'y a aucune allusion à l'épuration du corps des officiers. La *Politophylaki*, la garde civique de l'EAM, devra également être dissoute avant le 1^{er} décembre et remplacée par une garde nationale provisoire sur la base du recrutement de la classe 36. Le journal de l'ELAS, *O Apélefthérotis*, réagit très vite. Il écrit le 7 novembre :

La dissolution de l'ELAS et de la *Politophylaki* doit se faire quand auront été définitivement et réellement dissous les bandes de *chitès*, la gendarmerie et le Bataillon sacré où servent des collaborateurs [...] Si tout cela n'est pas fait, la nation sera livrée à l'humeur et à la rage de tous ces éléments et sera conduite à la guerre civile. Or c'est au contraire à l'armement de ces forces de la trahison nationale qu'on assiste. Le renforcement en armes des traîtres et le remplacement des forces de la Résistance, qui constituent une garantie de légalité, par la Brigade de montagne, par le Bataillon sacré qui sème la terreur, par les *chitès* et la gendarmerie – tout cela signifie qu'on va persécuter l'organisation populaire de l'EAM, les autres organisations de libération nationale et tous les éléments démocratiques et progressistes, et que le peuple sera soumis à la plus sinistre terreur.

Comme toujours dans ces déclarations, il n'est question que du danger venant de la réaction locale : pas d'allusion officielle au soutien que pourrait lui apporter l'allié britannique. Or le même jour Churchill écrit à Eden :

- 1) Étant donné le prix élevé que nous avons payé pour obtenir de la Russie d'avoir les mains libres en Grèce, nous ne devrions pas hésiter à employer des troupes britanniques pour soutenir le gouvernement royal hellénique de M. Papandréou.
- 2) Cela implique l'intervention certaine de ces troupes britanniques pour empêcher des désordres. M. Papandréou peut assurément interdire les journaux de l'EAM s'ils provoquent une grève de la presse.
- 3) La brigade grecque arrivera bientôt, je l'espère, et n'hésitera pas à ouvrir le feu si c'est nécessaire. Pourquoi envoie-t-on seulement une brigade de la division indienne ? Nous avons besoin de 8 000 ou 10 000 fantassins pour tenir la capitale et Salonique au nom du présent gouvernement. Il nous faudra examiner par la suite le moyen d'étendre l'autorité britannique. Je m'attends absolument à un choc avec l'EAM et nous ne devons pas nous y dérober, à condition de bien choisir notre terrain.

Et il ajoute le lendemain à l'adresse de Leeper et Wilson :

Étant donné la menace croissante exercée par les éléments communistes en Grèce et les indices montrant qu'ils complotent de s'emparer du pouvoir par la force, j'espère que vous examinerez le renforcement de nos troupes dans la région d'Athènes par l'envoi immédiat de la IIIe brigade de la IVe division indienne ou par toute autre unité⁴⁹.

En attendant les renforts britanniques, c'est, selon le souhait de Churchill, la Brigade grecque de montagne qui débarque au Pirée le 8 novembre.

L'arrivée de la Brigade de montagne à Athènes (9 novembre) et les menaces de Scobie

Auréolée de ses succès en Italie, forte de ses 3 000 hommes, la brigade défile au centre d'Athènes avant d'être confortablement installée à Goudi. Cet événement est pour l'EAM une véritable provocation et fait l'objet de rumeurs qui confirment ses pires craintes. Il ne peut s'agir de continuer le combat contre le fascisme, puisque de ce point de vue la brigade serait beaucoup plus utile en Italie ; le véritable but, dit-on, est d'écraser l'EAM et de ramener le roi par la force. Papandréou est conscient de la signification de ce geste, mais ses protecteurs britanniques lui ont fait valoir qu'il ne dispose pour l'instant d'aucune armée et que les forces présentes du Royaume-Uni seront insuffisantes en cas de troubles, c'est-à-dire du soi-disant coup de force préparé par l'EAM. Les Britanniques veulent aussi éviter le plus possible de mettre leurs propres troupes en avant, vu l'effet prévisible sur l'opinion publique internationale, et réserver aux forces grecques l'utilisation de moyens discutables, par exemple des gaz lacrymogènes dont ils ont déjà doté la police.

L'EAM et le KKE ont donc toutes les raisons de réaffirmer leurs conditions à une démobilisation de l'ELAS. Le 9 novembre Siantos écrit aux organisations du parti de Thessalie et de Stéréá :

La réaction envisage de créer les conditions favorables à un coup d'État et à une dictature. Soyez vigilants. L'ELAS doit rester sur ses positions jusqu'à ce que soient assurées les conditions pour une évolution normale de la situation. Elle sera dissoute seulement quand seront désarmées les forces d'Égypte et quand sera constituée une armée nouvelle sous la direction d'hommes qui auront la confiance du peuple combattant. La *Politophylaki* doit faire son devoir jusqu'à ce que soit constituée une garde nationale qui corresponde à la volonté du peuple. La gendarmerie doit être dissoute. Veillez à créer un front démocratique contre le danger de monarchie¹².

Mais aucune disposition militaire importante n'est prise et la grande majorité des forces de l'Armée populaire restent loin de la capitale : concentrer des troupes à ce moment-là pourrait donner consistance aux rumeurs de coup de force de l'ELAS entretenues par la droite. De plus Papandréou nomme ce jour-là le général Othonaios, sur le nom duquel on s'était mis d'accord au Liban, à la tête de la future armée nationale, et le plan que ce dernier propose immédiatement est de nature à rassurer l'EAM¹³. Othonaios réclame les pleins pouvoirs pour le mettre en œuvre et déclare que Scobie doit se limiter à diriger les troupes anglaises présentes en Grèce.

Papandréou ne présente aucune objection mais lors d'une réunion qui a lieu tout de suite après dans les bureaux du général britannique, celui-ci exprime clairement sa volonté d'imposer à la tête de l'armée un certain nombre d'officiers monarchistes, dont le général Ventiris au poste de chef d'état-major. Othonaios refuse d'assumer sa mission dans ces conditions. Saraphis, auquel on a proposé le poste de sous-chef d'état-major, est convoqué le lendemain : il refuse de servir sous les ordres de Ventiris et déclare que c'est au ministre grec des Affaires militaires de lui assigner un poste dans la nouvelle armée. Au cours de la discussion, Scobie se plaint de l'attitude de la population et des partisans envers les Anglais, qu'il trouve de plus en plus hostile... à cause de la « terreur » exercée par l'ELAS. Il avertit Saraphis qu'il prendra toutes les mesures nécessaires pour imposer le respect à tous et lui conseille d'avoir en tête qu'une armée de partisans ne peut se mesurer avec une armée moderne qui dispose d'un armement lourd, d'une aviation et d'une flotte !

Ce ne sont pas des menaces en l'air. Chaque jour arrivent de nouvelles troupes britanniques, de nouvelles armes et des escadrilles d'avions Spitfire. Le 16 novembre, Athènes est encerclée par les troupes anglaises qui se postent à toutes les entrées et aux points stratégiques. La veille, Wilson a télégraphié à Scobie :

Je vous donne pleins pouvoirs pour déclarer Athènes zone militaire et pour donner ordre à Saraphis d'ordonner le retrait de toutes les forces de l'ELAS de la capitale [...] En cas d'attaque contre les troupes britanniques ou de tentative de coup d'État, vous disposez des pleins pouvoirs pour utiliser toute la force nécessaire, qu'elle soit anglaise et/ou grecque, afin d'anéantir l'ELAS.

Évidemment, vous tiendrez l'ambassadeur britannique et le Premier ministre grec au courant, et si ce dernier vous demande d'intervenir pour le maintien de l'ordre et de la sécurité, cela correspondrait parfaitement aux consignes précédentes. Il est très important que soit communiquée à la presse, sous une forme appropriée, la raison de toute intervention que vous serez amené à faire¹⁴.

La Résistance acculée

Devant tous les signes alarmants accumulés en peu de jours, il est pour le moins difficile de croire à la possibilité d'une évolution pacifique et démocratique. La presse de gauche continue pourtant à présenter une image positive du rôle des Britanniques dans l'effort de redressement du pays. Le discours de Siantos, devant une foule immense venue fêter le 26^e anniversaire de la création du KKE, le 19 novembre, évoque clairement le danger de guerre civile mais l'impute aux seules forces réactionnaires locales, accusées de donner une fausse image de l'EAM aux Britanniques¹⁵.

Au QG de l'ELAS, à Lamia, on s'alarme beaucoup de la situation. De retour le 18, Saraphis a trouvé en pleine réunion douze *kapétanios*. Outre Aris, il y a notamment Markos, le libérateur de Salonique, et Orestis, de la IIe brigade d'Attique-Béotie qui se trouve toujours sur le Parnès. Aris, dont les opinions sont bien connues, a recommandé de resserrer l'organisation et la discipline des unités et de se tenir prêt à toute éventualité. Il aurait même été question de prendre l'initiative d'attaquer et d'anéantir les unités britanniques présentes en divers points de la Grèce. Mais il s'agissait là d'une action trop lourde de conséquences pour que ces hommes se décident à la lancer sans l'avis du bureau politique : ils envoient Markos à Athènes informer le parti « que l'ELAS est en position de prévenir un éventuel complot des Anglais et de la réaction, et de créer le fait accompli par une action-surprise décisive à Athènes¹⁶ ».

Les dirigeants du parti ne retiennent pas ces propositions, mais dépêchent l'un d'entre eux, Anastassiadis, auprès de Tito pour s'enquérir de la possibilité d'une aide en cas d'intervention armée britannique. De plus, un nouvel élément les pousse à rester fermes sur les garanties qu'ils demandent. Le 17 novembre paraît un article de la *Pravda* critiquant la décision de désarmement des partisans prise en Belgique par le chef du gouvernement d'union nationale, Pierlot : les trois ministres communistes qui en font partie ont démissionné et dans les grandes villes se déroulent des grèves et des manifestations réclamant une véritable épuration et des mesures pour améliorer la vie quotidienne. Le journal soviétique fait valoir, plus généralement, que les résistants, qui ont tant fait pour l'écrasement du fascisme, doivent pouvoir prendre part aux combats pour l'extirper définitivement et contribuer à la construction d'un régime démocratique.

L'article de la *Pravda* est reproduit le 21 novembre dans les colonnes de *Rizospastis* et d'*Elefthéri Ellada*, qui y reviennent à plusieurs reprises les jours suivants, suivant de près les événements de Belgique où Pierlot, appuyé par le général britannique Erskine, s'est octroyé des pouvoirs discrétionnaires et réprime violemment les manifestations : le 26, il y a une trentaine de morts et le lendemain c'est la grève générale, tandis que des colonnes de partisans montent du bassin minier sur Bruxelles.

Mais la volonté des communistes de ne pas céder sur un certain nombre de garanties ne fait pas l'unanimité parmi les dirigeants de l'EAM. Svolos, constamment « travaillé » par Papandréou, persuadé que les Anglais n'accepteront jamais la dissolution de la Brigade de montagne, dont il reconnaît cependant la nécessité, penche pour une attitude plus souple. Les rumeurs d'éclatement de l'EAM vont bon train. Tsirimokos les dément dans son journal, *Machi* (Combat), mais ses entretiens avec Papandréou confirment celui-ci dans l'idée de contradictions bien réelles à l'intérieur du Front et le Premier ministre ne se prive pas de les exploiter.

Les palinodies de Papandréou (22-23 novembre)

Le 17 novembre, une ordonnance crée une nouvelle force de police, la garde nationale prévue par la décision du 5. Le recrutement doit commencer le 24. Il est toujours prévu de dissoudre la *Politophylaki* le 1^{er} décembre mais l'ordonnance n'envisage en rien l'épuration de la police des villes. L'EAM donne cependant son accord à ces dispositions et Siantos recommande aux membres de la *Politophylaki* et de l'ELAS de la classe 36 de se présenter d'eux-mêmes à l'enrôlement – mais de remettre auparavant leurs armes à la direction de l'ELAS la plus proche.

Quatre jours après, le ministre de l'Intérieur déclare qu'en vue de la création de l'armée nationale, il faudra dissoudre les forces qui se sont créées à l'intérieur et à l'extérieur de la Grèce et éliminer de cette armée les partisans de Métaxas et les collaborateurs. Le comité central du Front, réuni en présence des six ministres de la gauche, accepte sur ces bases la dissolution de l'ELAS et précise les garanties demandées : démobilisation simultanée de la Brigade de montagne et du Bataillon sacré, dissolution de la gendarmerie, mise en marche des procès des collaborateurs, épuration de la police et des services publics. Papandréou acquiesce et inscrit à l'article 2 du plan que « les hommes de la Brigade de montagne bénéficient d'un congé indéterminé afin de rentrer dans leurs foyers ». Mais le lendemain il déclare qu'il n'est question de dissoudre ni la Brigade de montagne ni le Bataillon sacré et que les six ministres de gauche ont jusqu'au lendemain pour déclarer s'ils acceptent ou non le désarmement de l'ELAS d'ici au 10 décembre¹⁷. Tsirimokos écrit dans son journal :

L'atmosphère est lourde. La droite souffre de la psychose du 10 décembre car ce qu'elle souhaite avant tout c'est le désarmement de l'ELAS. Pour Papandréou cette date ne peut être modifiée en aucun cas. Il en fait dépendre son sort personnel, le prestige de l'Empire britannique, le maintien de l'unité, et même le sort de la nation ! Cette importance unilatérale donnée au 10 décembre crée cependant à gauche la psychose du jour suivant. De ce côté-là on interprète la volonté de désarmer l'ELAS le 10 comme un moyen de livrer la Grèce à partir du 11 à la merci de la réaction [...] L'insistance à ne pas désarmer la Brigade de montagne et le Bataillon sacré, jointe aux démonstrations des monarchistes, au déchaînement de la presse réactionnaire à scandale, aux discussions perpétuelles sur les « forces de l'ordre » opposées aux «

forces du désordre », tout cela alimente la peur d'une dictature monarchiste¹⁸.

C'est sur ces entrefaites qu'éclate un scandale. Il avait été convenu que les cadres de la garde nationale en cours de constitution seraient nommés conjointement par le ministère des Affaires militaires et la gauche. Or, le 24, commence à circuler une liste de 250 officiers proposés pour ces postes : tous ont servi pendant la dictature de Métaxas, un tiers d'entre eux ont fait partie des Bataillons de sécurité. Aucun officier de carrière ayant combattu dans les rangs de l'ELAS n'y figure. Le scandale est tel que Papandréou, sous la menace de démission des ministres de gauche, doit retirer son ultimatum de la veille et nomme aux Affaires militaires un ancien membre de l'état-major de l'ELAS, le général Sarriyannis. Celui-ci déclare d'emblée à Scobie qu'il compte régler lui-même la question militaire, en collaboration avec l'ensemble du gouvernement, ce qui met en fureur le général britannique. Leeper télégraphie le 25 à Eden :

Ou bien Papandréou est dans l'ignorance de diverses évolutions inquiétantes, ou bien il surestime ses capacités de politicien-prestigiateur [...] Malgré les critiques du camp nationaliste, il continue à discuter quotidiennement avec les ministres de la gauche. Papandréou doit adopter une attitude plus dure envers la gauche, comme je le lui ai proposé¹⁹.

On est à deux semaines de la date fatidique du 10 et le décret de démobilisation de l'ELAS n'est toujours pas signé. Scobie prend alors les devants : il convoque Saraphis et Zervas et leur annonce qu'il a vu le Premier ministre et que le décret sera très vite publié : tous les partisans de l'ELAS et de l'EDES seront licenciés entre le 10 et le 20 ; ils rendront leurs armes dans des centres dirigés par un représentant du gouvernement et toucheront chacun une livre-or. La démobilisation de la *Politophylaki* doit être effective le 1^{er} décembre. Et Scobie présente un ordre du jour tout prêt où Saraphis et Zervas n'ont plus qu'à apposer leur signature à côté de la sienne. Édité sous forme de tracts, il doit être jeté par avion sur tout le territoire grec.

Saraphis refuse de signer : la *Politophylaki*, dit-il, n'est pas de mon ressort, c'est au ministre de l'Intérieur de régler la question. Quant à l'ELAS, c'est une armée nationale et sa démobilisation ne peut être décidée que par décret du Conseil des ministres publié au Journal officiel. Scobie exhibe alors une lettre de Papandréou. Une lettre n'est pas un décret, rétorque le chef de l'ELAS, qui s'attire cette exclamation du général britannique : « Ainsi vous refusez d'obéir à mes ordres ! » Et lorsque Saraphis lui répond qu'il ne s'agit pas là d'opérations militaires, mais d'un problème intérieur grec, Scobie crie, hors de lui : « Demain matin j'aurai le décret ou je partirai de Grèce ! » Le chef de l'ELAS doit lui expliquer que ce que les partisans exigent pour accepter de rendre leurs armes, ce n'est pas de l'argent, mais la garantie de leurs droits et de leurs libertés.

Nouveau plan, nouvelles palinodies de Papandréou (27-28 novembre)

Devant l'intransigeance des Britanniques, confirmée une fois de plus par un télégramme de Churchill que Papandréou exhibe devant les ministres de gauche, ceux-ci proposent le 27 un nouveau plan de conciliation en deux points. Ils acceptent le désarmement de l'ELAS, de l'ELAN²⁰ et de l'EDES et introduisent une nouvelle formule :

Il sera constitué une section de l'armée nationale qui continuera symboliquement à contribuer au combat allié et combattra si nécessaire en Crète et dans le Dodécannèse. À cette section, qui symbolisera également l'unité nationale, participeront la Brigade de montagne, le Bataillon sacré, une fraction de l'EDES, ainsi qu'une division de l'ELAS qui aura le même poids que l'ensemble des unités citées précédemment et le même armement.

Il est prévu pour cette section une direction unique et un amalgame de toutes ces unités jusqu'au niveau du groupe de combat. Papandréou approuve cette solution, excepté l'idée d'amalgame « homme à homme ». Or ce point est essentiel : faute de démobiliser les forces réactionnaires, la gauche veut s'assurer qu'on ne les gardera pas sous leur forme actuelle dans la capitale pour y veiller à « l'ordre », tandis qu'on enverrait l'ELAS aux frontières. De toute façon, ce que Papandréou présente le lendemain matin dans la presse comme le plan accepté par l'EAM est encore une fois bien différent de ce qui a été convenu :

Le 10 décembre seront démobilisées les forces de la Résistance, l'ELAS, l'ELAN et l'EDES [...]

Afin de poursuivre la participation de la Grèce au combat allié, en attendant l'organisation de notre armée nationale, en dehors de la Brigade de montagne et du Bataillon sacré, seront constitués également à partir des forces de la Résistance nationale une brigade de l'ELAS et une unité équivalente de l'EDES²¹...

Comme le dit Svolos, « c'était tout à fait autre chose, parce que les forces ainsi conservées n'auraient aucun lien entre elles, et parce que « unité équivalente de l'EDES » pouvait signifier « brigade de l'EDES », ce que nous n'avions jamais accepté²². ». L'ambassadeur Mac Veagh reconnaît que ce plan donne la primauté totale à la droite et que la méfiance de la gauche est facile à comprendre²³. Mais Churchill, irrité de voir ainsi traîner les choses, écrit le jour même à Eden :

Il faut absolument que Papandréou durcisse sa position. Quand on pense à tout ce que nous avons fait pour lui, avec des troupes, des opérations militaires, de la nourriture, des devises et de l'argent comptant, on peut se demander : allons-nous enfin tirer quelque chose de ce vieil imbécile ? Ne serait-il pas mieux de les laisser régler leurs différends politiques à leur façon, sans nous impliquer ? Il faut choisir si nous décidons d'imposer notre volonté par la force ou si nous nous retirons complètement²⁴.

Papandréou convoque pour l'après-midi même le Conseil des ministres qui doit entériner le plan de démobilisation. Svolos et Tsirimokos parlent de démissionner, mais Zevgos demande le report de la réunion et propose au Premier ministre une nouvelle version qui reprend l'idée de création d'une unité militaire amalgamant toutes les forces préexistantes. Mais ce plan prévoit aussi une démobilisation générale, incluant les forces de droite, ainsi que la nomination de 250 officiers de gauche pour encadrer la nouvelle armée : il est immédiatement rejeté.

À partir de là c'est l'impasse et les événements vont se succéder très rapidement, dans une atmosphère électrique, cadres et militants suspendus à l'attente des décisions des dirigeants. Devant l'impossibilité évidente de trouver un accord équitable, les communistes reviennent sur leur volonté de conciliation, mais ils se trouvent alors en contradiction avec

leurs partenaires socialistes du Front, prêts à céder devant l'intransigeance des Britanniques.

Le dilemme de l'EAM et du KKE

Selon certains témoignages, ne correspondant à aucune trace écrite, il y aurait eu dans la nuit du 27 au 28 novembre une réunion rapide de quelques membres du bureau politique qui auraient décidé de refuser la démobilisation de l'ELAS et de la *Politophylaki* avant la fin décembre – date alors prévue pour la rencontre entre les trois Grands²⁵. On a invoqué pour expliquer cette résolution un télégramme de Tito qui serait arrivé le 27 au soir²⁶. En fait, si Tito a bien évoqué la possibilité d'une aide à Tzimas ces jours-là, il n'en est résulté aucune suite concrète, et il n'y en aura pas plus au cours du mois de décembre.

Il n'y a donc guère que l'article de la *Pravda* du 17 novembre pour avoir pu donner l'impression aux dirigeants du KKE qu'ils doivent rester fermes. Par ailleurs, les faits se suffisent largement à eux-mêmes pour les persuader définitivement de la duplicité de Papandréou et des objectifs réels de ses protecteurs anglais : rien de plus facile, si l'on veut rassurer la gauche tout en évitant de dissoudre formellement la Brigade de montagne, que de l'envoyer combattre sur le front italien ou dans les régions de Grèce encore occupées. Et pendant qu'on discute de la démobilisation de la Résistance, les Britanniques coulent des bateaux de la Marine populaire et continuent à faire entrer armes, avions et troupes sur le sol grec. Leurs tanks circulent dans les grandes avenues de la capitale et on les voit arriver dans plusieurs faubourgs, tentant de désarmer par surprise les unités de l'ELAS.

On peut même penser, comme beaucoup de militants à l'époque, que le KKE a été bien long à réagir. Selon Bartziotas, le secrétaire de l'organisation communiste d'Athènes, les cadres politiques du 1^{er} corps d'armée, réunis ces jours-là, ont déploré l'absence de préparation à l'affrontement jugé imminent et demandé l'application du plan militaire qu'ils ont mis au point au cours de l'été 1944²⁷. Pourtant, le 28 novembre encore, Siantos n'adresse aux bureaux provinciaux du parti que des ordres de vigilance assez vagues, alors que le même jour Saraphis et Aris l'informent de grands déplacements d'officiers et de gendarmes de Thessalie en direction d'Athènes et suggèrent de leur couper la route. On ramène aussi vers la capitale, des îles et des camps où ils sont enfermés, de nombreux membres des Bataillons de sécurité qui, dotés de vêtements anglais, se font passer pour des membres de la garde nationale en cours de constitution.

Devant l'échec de leurs tentatives de conciliation, les ministres de gauche déposent le 29 novembre auprès de Papandréou un nouveau plan qui abandonne l'idée d'amalgame et revient à l'exigence de démobilisation générale de toutes les forces armées, assortie d'une liste de garanties : amnistie des soldats détenus dans les camps du Moyen-Orient ; épuration de la gendarmerie et de la police ; début des procès des principaux collaborateurs ; remise en marche des services de l'État sur la base de l'élection de leurs membres ; organisation rapide d'un référendum sur la question du régime politique. L'EAM demande aussi la liberté de rassemblement et de manifestation, mais l'interdiction des arrestations illégales, du port d'armes et de la propagande pour le fascisme et contre les libertés du peuple.

Ce plan est immédiatement rejeté par Papandréou, qui crie à la « rétractation » de l'EAM. Il fait publier dans les journaux un parallèle entre la version « acceptée par l'EAM le 27 » et celle présentée ce 29 novembre : avec cette différence que la soi-disant « version du 27 acceptée par l'EAM » est en fait celle, modifiée par lui, qu'il a donnée le 28 à la presse. Et il convoque le Conseil des ministres afin de lui faire ratifier son propre texte.

L'impasse est totale et il est évident pour tous que l'affrontement est proche. Dans la

soirée du 30, Scobie positionne et met en état d'alerte les forces de police et les groupes paramilitaires. On apprend que Zervas part pour l'Épire, accompagné de Chris Woodhouse. Et le ministre de la Justice a choisi ce jour-là pour annoncer l'abolition des tribunaux de la justice populaire, alors qu'aucun procès de collaborateur n'a encore eu lieu. Les dirigeants communistes lancent alors une proclamation au peuple d'Athènes, l'alertant du danger d'un coup d'État imminent de la réaction. Des bruits de grève générale commencent à courir, à un moment où plusieurs usines viennent d'être occupées et remises en marche par les ouvriers. Le journal Laocratia rapporte le 1^{er} décembre :

Les ouvriers d'Athènes et du Pirée ont remporté une nouvelle victoire : après les mines de lignite [...] ils ont mis en marche hier les usines [textiles] d'Eriouryia. Deux mille ouvriers et ouvrières ont trouvé du travail et assurent le pain de leur famille. À chaque fois qu'une usine est mise en marche, c'est comme si le cœur de la Grèce recommençait à battre [...] Les ouvriers veulent travailler [...] Ils l'ont bien démontré. Ils ont travaillé la faim au ventre pour remettre en marche les centrales électriques du Pirée. Ils ont travaillé gratuitement à Elefsina pour remettre en état l'aéroport. Ils ont travaillé dur avec l'ELAS pour faire fonctionner les chemins de fer de Thessalie [...] Les usines qui marchaient avec tant de zèle pour l'occupant doivent tourner maintenant au profit du peuple. Et s'il existe aujourd'hui des industriels qui pensent qu'en ne faisant pas leur devoir [...] ils font de la politique, ils doivent savoir que c'est une bien mauvaise politique, une politique antinationale.

Mais en ces instants décisifs, l'EAM ne peut présenter un front uni face à la réaction. Svolos, confiant dans les intentions de Churchill et partisan d'un compromis, tente plusieurs démarches qui permettent à Papandréou d'expliquer à la ronde que Svolos n'est pas d'accord avec les communistes. Tsirimokos convoque l'après-midi du 29 le comité central de son parti, l'ELD, et propose que les ministres socialistes démissionnent du gouvernement « en laissant aux communistes la responsabilité exclusive des conséquences éventuelles de leur attitude irréductible²⁸ ».

Afin d'éviter une scission de l'EAM, une conférence d'une vingtaine de personnes se tient le 1^{er} décembre. Tsirimokos rejette la responsabilité de l'impasse sur le KKE et se prononce pour des concessions afin de prouver que l'EAM n'a pas l'intention de prendre le pouvoir. D'autres refusent au contraire toute discussion sur la démobilisation de l'ELAS tant que la guerre n'est pas finie et que les collaborateurs et autres réactionnaires restent en poste. Quant à Siantos, il met en garde contre la démission des ministres, puisqu'elle laisserait un gouvernement composé uniquement d'hommes de droite se prévaloir de la légalité et prendre tous les décrets que Scobie désire pour contrôler entièrement le pays. La décision finale reprend l'essentiel des points du plan présenté le 29 à Papandréou et appelle les démocrates à faire échec aux « sombres desseins de la réaction ». La conférence décide aussi de protester auprès des trois Grands contre les ingérences de Scobie dans les affaires grecques et d'envoyer des délégués à l'étranger afin d'éclairer l'opinion publique mondiale.

Après l'échec d'une dernière réunion avec les ministres de gauche, Papandréou fait signer aux autres membres de son gouvernement le décret de démobilisation immédiate de la *Politophylaki*, prévue le jour même. Puis il envoie le texte aux ministres de l'EAM afin qu'ils le signent aussi. Mais on apprend aux petites heures du matin, le 2 décembre, que Svolos, Tsirimokos, Askoutsis et Anguéloupoulos ont démissionné – sans en faire part ni au comité central de l'EAM ni aux dirigeants du KKE. Zevgos et Porphyroyénis démissionnent

alors à leur tour.

Entre-temps, faute d'avoir enfin en main le décret qu'il attend, Scobie a pris une nouvelle fois les devants.

Scobie ordonne lui-même la démobilisation de la Résistance (1^{er} décembre)

Malgré l'imminence de l'affrontement en Grèce, Wilson, le chef suprême des forces alliées en Méditerranée, est surtout préoccupé par la stagnation du front italien. Il transmet ces jours-là à Scobie des ordres révélateurs : troupes consignées dans les casernes, surveillance policière accrue de la région d'Athènes, presse muselée et manifestations interdites, mais il n'envisage pas d'envoyer de nouveaux contingents. Churchill lui télégraphie :

Je suis sûr que vous voyez la question [grecque] avec un esprit étroit. Une catastrophe en Grèce faute de quelques régiments supplémentaires serait une chose regrettable et aurait des conséquences à grande échelle ! La prise d'Athènes ne peut être mise en balance avec celle de Bologne [...] Votre principal objectif, d'une priorité absolue, est la victoire à Athènes²⁹.

De son côté Scobie, passant outre aux atermoiements du gouvernement grec, décide de donner lui-même l'ordre de démobilisation de la Résistance. Le 1^{er} décembre, avant même la réunion du Conseil des ministres restreint décidée par Papandréou, il envoie ses avions jeter sur toute la Grèce des milliers de tracts portant la proclamation suivante :

À tous les officiers et hommes de la Résistance grecque

Le moment est venu, au terme de votre combat héroïque et victorieux contre l'occupant allemand, que la garde nationale en cours de constitution prenne la responsabilité du maintien de l'ordre et de la loi sur tout le territoire grec, et que vous-mêmes rentriez dans vos foyers. J'attends de vous que vous exécutiez en bon ordre les consignes du gouvernement grec de la manière qui convient à des soldats en plein esprit coopératif [...] Je suis convaincu que vous tous, qui avez subi tant de malheurs et avez combattu si longtemps et si courageusement, vous accomplirez ce dernier devoir sans discussion et sans retard³⁰...

Le même jour, dans un message adressé au peuple grec, Scobie rappelle que les troupes britanniques sont venues en Grèce pour aider à établir l'autorité du gouvernement sur tout le pays. Or dit-il, dans beaucoup d'endroits ce n'est pas la liberté qui règne, mais la terreur !

Je me tiens fermement aux côtés du gouvernement constitutionnel jusqu'à ce que l'État grec se rétablisse avec une force armée régulière à ses ordres et que puissent se dérouler des élections libres. Si nous ne réussissons pas cela, la monnaie ne se stabilisera pas et le peuple ne pourra pas avoir accès à l'alimentation. Je vous protégerai, ainsi que votre gouvernement, de toute tentative de coup d'État d'où qu'elle vienne – ou de toute action violente et anticonstitutionnelle³¹...

Zevgos tente encore, dans une déclaration à *Elefthéri Ellada*, de présenter les initiatives de Scobie comme personnelles et « certainement pas approuvées par le gouvernement de notre alliée la Grande-Bretagne » : il est démenti par Churchill lui-même qui déclare, trois jours après, que Scobie a agi en connaissance de cause et avec la pleine approbation du

gouvernement de Sa Majesté. Le KKE continue dans sa presse à affirmer qu'une intervention anglaise est impossible, car contraire aux principes de la charte de l'Atlantique, mais l'attitude de Scobie est dénoncée comme un comportement colonialiste. Dans son numéro du 2 décembre, *Rizospastis* dévoile de façon très précise le plan d'attaque projeté par la droite. Et cette fois l'EAM et le KKE vont, dans la précipitation et le désordre, se préparer à affronter cette tentative de coup d'État.

Préparatifs militaires précipités et désordonnés du côté de la Résistance

Le 30 novembre, un télégramme de Siantos arrive à Lamia, au QG de l'ELAS : le secrétaire du KKE demande de mettre les troupes en état d'alerte et de rapprocher d'Athènes le 42^e régiment. Quelque peu étonnés de recevoir un ordre de Siantos, difficile à appliquer à un moment où les troupes de l'ELAS sont en train de se préparer à la démobilisation, Aris et Saraphis lui répondent que le déplacement des régiments ne peut se faire qu'en fonction d'un plan global, « de façon calme et décidée ». Or le lendemain et le surlendemain, ils continuent à recevoir divers ordres de ce genre, de la part de Siantos, du 1^{er} corps d'armée d'Athènes et du « comité central de l'ELAS ».

Pourquoi cette cacophonie ? Siantos a décidé seul, semble-t-il, la reconstitution du comité central de l'ELAS créé en février 1942 pour diriger l'Armée populaire. La formation du QG de l'ELAS, en mai 1943, lors du ralliement de Saraphis, avait retiré à cet organe la direction de la plupart des unités de partisans, à l'exception du 1^{er} corps d'armée d'Athènes-Le Pirée, lié surtout à l'organisation communiste d'Athènes dirigée par Bartziotas, et en mars 1944 il était devenu un simple élément du secrétariat des Affaires militaires du gouvernement des montagnes. Et c'est ce comité, dépourvu d'état-major et de services de liaison et de transmission, que Siantos érige en organe de commandement des partisans, prenant ainsi des responsabilités hors de ses compétences alors qu'il dispose d'un QG qui a fait ses preuves pendant toute la Résistance. Cette initiative n'est pas approuvée non plus par Bartziotas, dépossédé du rôle prédominant qu'il jouait jusqu'alors auprès du 1^{er} corps d'armée. D'où une grande confusion et effectivement, comme le redoutait Saraphis, une absence de stratégie globale d'autant plus catastrophique que l'éventualité d'un affrontement n'a jamais été sérieusement envisagée jusque-là, et encore moins une intervention des troupes britanniques.

L'idée de Siantos, à ce moment-là, est de retarder autant que possible l'affrontement à Athènes, en attendant les renforts venus du reste du pays, ainsi que l'appui espéré de l'opinion internationale alertée entre-temps par les démarches des délégués de l'EAM. Les dirigeants communistes, comme ils l'ont souvent affirmé, comptent d'abord sur les mouvements de masse de la population de la capitale pour faire échec à la réaction, et c'est ce qu'ils décident de proposer au comité central de l'EAM qui doit se réunir le 2 décembre.

Parallèlement, Siantos met au point, en collaboration avec le 1^{er} corps d'armée, un plan de défense contre une éventuelle tentative de coup d'État de la droite – toujours sans aucune allusion à une possible intervention britannique : les unités de l'ELAS d'Athènes doivent être disposées face aux forces réactionnaires concentrées dans la région de Goudi, à l'est de la capitale, et appuyées par la IIe division d'Orestis toujours sur le Parnès. Il n'est pas question d'attaquer les forces de police : il faut seulement s'opposer au désarmement de la *Politophylaki*. Il est prévu cependant de « nettoyer » le quartier du Thission où se trouvent les *chitès*, et ordre est donné à la IIIe division du Péloponnèse de transférer ses troupes vers Athènes.

La réunion historique du comité central de l'EAM

Réunis dans l'urgence, le 2 décembre, les dirigeants du Front avalisent la reconstitution du comité central de l'ELAS décidée par Siantos et lancent aux Alliés un appel dénonçant les ingérences de Scobie, dans l'espoir que « les trois trois Grand, signataires de la charte de l'Atlantique et des accords de Téhéran, reconnaîtront le droit du peuple grec à décider seul de ses problèmes intérieurs³² ». Une délégation est envoyée dans les pays voisins pour les mettre au courant de la situation. L'EAM proclame une fois de plus son attachement à l'unité nationale et son accord pour une démobilisation générale accompagnée des garanties nécessaires. Mais il appelle aussi à faire échec, dans l'unité, aux plans de la droite : pour cela, le peuple d'Athènes est appelé à une grande manifestation pacifique sur la place Syntagma, le lendemain 3 décembre, et à une grève générale le 4.

L'objectif de ces mobilisations est la démission de Papandréou et la mise en place d'un véritable gouvernement d'union nationale, celui de Papandréou n'en étant plus un puisqu'il y manque non seulement les représentants de l'EAM, mais aussi les libéraux qui s'en sont retirés dès le mois de septembre. Leur vieux leader, Th. Sophoulis, a protesté auprès de Leeper lors de l'arrivée de la Brigade de montagne, qu'il a ressentie comme une provocation lancée à l'ensemble du monde démocrate, et l'idée d'un gouvernement qui rassemblerait tous les partis sous sa présidence commence à faire son chemin. L'EAM reste donc bien, fondamentalement, à la recherche d'une solution politique et pacifique, et c'est avant tout sur l'extraordinaire capacité de mobilisation du peuple d'Athènes que comptent les dirigeants pour arrêter l'engrenage menant inéluctablement à l'affrontement.

Notes

- [1](#) . United Nations Relief and Rehabilitation Administration. Cet organisme a pour tâche de fournir une assistance économique aux pays sortant de la guerre et d'aider à la réintégration des réfugiés.
- [2](#) . Il faut excepter, outre la Crète où se maintiennent des troupes allemandes et l'Épire de Zervas, les îles de la mer Égée où s'est installé le Bataillon sacré arrivé en septembre avec les premiers contingents anglais : l'EAM y a été mis hors-la-loi et les résistants y sont systématiquement persécutés.
- [3](#) . Elles se montaient alors à 50 millions de livres-or. Il en restait 43 millions en octobre 1944, compte tenu des dépenses du roi et des gouvernements en exil entre les deux dates.
- [4](#) . Hadzis, *op.cit.*, tome IV, p.90.
- [5](#) . Rapporté par Richter, *op.cit.*, p.203.
- [6](#) . *Ethnikos Palmos* (L'Élan national), 26 novembre : « Affrontez-les ou partez, Monsieur Papandréou ! »
- [7](#) . *Mégali Ellas (Grande Grèce)*, n°34 des 28-29 novembre.
- [8](#) . Ce sont ces puissances plus ou moins cachées, fascistes, collaborateurs, politiciens déconsidérés, mais aussi hommes de la haute finance et de la grande industrie, que la gauche désigne alors sous le terme de « cinquième colonne » – pas seulement en Grèce mais aussi dans tous les pays européens libérés où se posent des problèmes similaires.
- [9](#) . Entretien publié le 8 novembre dans le journal *Anayennissi (Renaissance)*.
- [10](#) . Papastratis, « De la libération à l'affrontement civil de décembre », in *Décembre 1944, nouvelle recherche, nouvelles approches, op.cit.*, p.200.
- [11](#) . Churchill, *op.cit.*, tome VI, vol 1, p.298.298.
- [12](#) . Iatrides, *op.cit.*, p.152.
- [13](#) . L'idée est d'amalgamer tous les corps de volontaires en unités dirigées par des officiers de carrière et d'y intégrer une classe tout de suite après. En même temps, on renverrait un nombre équivalent de partisans appartenant aux classes non susceptibles d'être appelées.
- [14](#) . I. Andricopoulos, 1944. *Année critique (300 documents inédits tirés des archives personnelles de W. Churchill concernant la Grèce du 8 mars au 5 décembre 1944)*, documents 3/212/14.
- [15](#) . Selon Ioannidis, les dirigeants communistes auraient pourtant dès ce moment-là envisagé d'affronter les Anglais, lors d'une réunion dans la chambre de l'hôpital où il venait d'être opéré. L'entrevue a bien eu lieu, mais rien n'indique qu'une telle résolution ait été prise et les témoignages de Ioannidis, publiés en 198., suscitent beaucoup de réserves compte tenu de son état de santé à ce moment-là et de la façon dont le journaliste qui l'a interviewé a posé les questions.
- [16](#) . Selon le récit de Markos, rapporté par Hadzis, *op.cit.*, tome IV, p.140. On a beaucoup écrit sur cette réunion, considérée par certains comme une tentative de contourner la ligne du parti communiste. C'est notamment la thèse de Chiclet (*op.cit.*, p.106-108) et surtout de D. Eudes, dont le livre (*Les Kapétanios. La guerre civile grecque 1943-1949*, Paris, Fayard, 198.) a pour fil directeur l'idée que les kapétanios seraient l'expression de la spontanéité

révolutionnaire de la paysannerie traditionnelle, opposée au dogmatisme « stalinien » du KKE. Cet ouvrage a rencontré un grand succès en Grèce dans les années 198. mais a été très critiqué par de nombreux historiens. Elefantis a bien montré, dans un article du journal *O Politis* publié en mai 198., que ces hommes, loin d'être des paysans en armes, étaient des instituteurs, des agronomes, des médecins, des officiers, qui pour la plupart étaient déjà des cadres du parti communiste avant la guerre, et comme tels très attachés à la stricte discipline qui y prévalait.

[17](#) . Il faut faire la part, dans toute cette période, du jeu personnel et des manipulations de Papandréou. Sa tactique consiste à paraître s'entendre avec les ministres de gauche, puis à présenter le lendemain une version modifiée de l'accord et à crier à la rétractation de l'EAM, attribuée bien sûr aux communistes « irréductibles ». Svolos a raconté par la suite à ce sujet : « Dans le plan d'accord avec la gauche signé par Papandréou le 22 novembre, celui-ci avait prévu formellement une dissolution dans les faits de la Brigade de montagne en lui accordant un congé indéterminé. Malheureusement Papandréou a modifié l'accord parce que, comme il l'a expliqué lui-même, le gouvernement britannique (et tout particulièrement Churchill) et les autorités militaires anglaises présentes en Grèce lui avaient signifié à plusieurs reprises qu'elles ne permettaient pas la dissolution de la brigade. » (Entretien avec le journal *Machi* du 5 décembre 1945.)

[18](#) . Hadzis, *op.cit.*, p.131-132.

[19](#) . Andricopoulos, *op.cit.*, document 3/212/10

[20](#) . L'ELAN est la branche navale de l'ELAS.

[21](#) . Les deux versions sont extraites du Livre Blanc de l'EAM (*op.cit.*, p.24 et 25).

[22](#) . Entretien de Svolos avec le journal *Machi* du 5/12/1945.

[23](#) . Iatridis, *op.cit.*, p.166.

[24](#) . Andricopoulos, *op.cit.*, documents 3/212/10 et 9/212/10. Il rédige aussi un télégramme menaçant à Papandréou, l'accusant de se laisser entraîner du côté de l'EAM : « J'espère que vous vous montrerez à la hauteur des circonstances, avant que nous ne vous disions définitivement adieu et que le pays ne soit livré à la ruine pour une décennie encore ! » Ses proches le dissuadent cependant de l'envoyer.

[25](#) . Il s'agit de la conférence de Yalta, qui n'aura lieu qu'au mois de février de l'année suivante.

[26](#) . C'est ce qu'avance Iatrides (*op.cit.*, p.166-168., sans cependant donner la source de cette information et sans être persuadé lui-même de son impact réel. Cette rumeur a surtout servi à justifier le coup d'État préparé par la droite – en imputant cette intention à l'EAM et plus précisément au KKE. Au sujet de l'attitude de Tito, voir Milan Ristic, « L'insurrection de décembre à Athènes. Intervention britannique et réaction yougoslave (décembre 1944-janvier 1945) », *Balkanica* XXXVII, Belfast, Institut d'Études balkaniques, p.28..

[27](#) . *Résistance nationale et décembre 1944*, *op.cit.*, p. 350-351. Ce plan consiste à diriger les opérations en priorité vers le centre de la capitale : le triangle Makriyanni, Philopappou, Veïko, où se trouvent les principales concentrations de forces de gendarmerie.

[28](#) . D'après le récit de S.Soméritis, alors rédacteur en chef du journal *Machi*, cité par Hadzis, *op.cit.*, tome IV, p.161.

[29](#) . Andricopoulos, *op.cit.*, documents 3/212/10.

[30](#) . *Livre Blanc* de l'EAM, *op.cit.*, p.32-33. Aux journalistes qui l'interrogent à propos des « consignes du gouvernement grec », Papandréou embarrassé est obligé de convenir que le

décret n'a pas encore été signé en Conseil des ministres.

[31](#) . *Ibid.*, p.33.

[32](#) . *Livre Blanc de l'EAM, op.cit.*, p.37-38. C'est le premier des nombreux appels que l'EAM lancera au cours des mois suivants.

IX. Le « dimanche sanglant » et l'explosion populaire (3-7 décembre 1944)

En cette fin 1944, Athènes est bien différente de la grande métropole d'aujourd'hui¹. La ville n'a pas été bombardée par les Allemands, contrairement au port du Pirée, et elle a gardé son aspect de l'entre-deux-guerres. Dans les quartiers anciens se concentrent les détenteurs du pouvoir politique et économique et toute une petite et moyenne bourgeoisie dont les maisons entourées de jardinets, de style néoclassique pour les plus riches, donnent son caractère à la cité. Tout autour, les faubourgs qui ont accueilli les réfugiés d'Asie mineure forment une juxtaposition de quartiers où se regroupent des gens de même origine, vivant très pauvrement dans des baraques qui confinent en bien des endroits au bidonville. C'est dans les zones périphériques que s'est développée la Résistance, mais l'EAM a très vite étendu son influence dans les quartiers du centre, et les grands mouvements de grèves et de manifestations ont fait le lien entre ces quartiers autrefois bien distincts.

Depuis le 30 novembre, le gros des forces grecques sous les ordres de Scobie est concentré dans les casernes de Goudi, à l'est du Lycabette : 3 000 à 5 000 hommes bien armés, qui regroupent une partie de la Brigade de montagne², de la gendarmerie ainsi que des membres des anciens Bataillons de sécurité. Il y a aussi plus d'un millier de gendarmes dans le quartier Makriyanni, au sud de l'Acropole, et si l'on ajoute 500 hommes du Bataillon sacré, les *chitès* du Thission, les membres de la garde nationale en cours de constitution, ainsi que des forces de police disséminées dans toute la capitale, on arrive à un total approximatif de plus de 11 000 hommes³.

Des troupes et des armes britanniques ont été sans arrêt acheminées vers la Grèce depuis le début octobre. Selon les renseignements donnés par Wilson à Churchill, il y a déjà 22 000 hommes sur le sol grec au 30 octobre, 30 000 à la fin novembre. Ils ne sont pas encore très nombreux dans la capitale, mais ils y disposent d'artillerie et d'armes lourdes, ainsi que de tanks et d'avions⁴. Progressivement, les unités déjà présentes vont être concentrées à Athènes et renforcées par le débarquement continu de nouvelles troupes venues d'Italie, notamment d'une grande partie de la IV^e division indienne des Gurkhas⁵, ainsi que de blindés et de parachutistes.

Du côté de la résistance, si la supériorité de l'ELAS est écrasante en province (50 000 combattants à la libération, sans compter une force au moins égale de réservistes), il n'en est pas de même dans la capitale. Le 1^{er} corps d'armée d'Athènes, avec ses deux brigades (quartiers est, quartiers ouest) auxquelles s'ajoute le régiment autonome du Pirée, comporte alors, selon son *kapétanios* Nestoras, 6 500 combattants armés et 17 000 réservistes⁶. Si l'enthousiasme et le courage ne leur font pas défaut, ils sont plus habitués à des coups de mains en petits groupes qu'à un combat collectif et discipliné sur la base d'une véritable tactique. Et ils n'ont pour toutes armes, à part quelques mitrailleuses et un peu d'artillerie légère, que des fusils, des grenades à main et du bricolage : des boîtes de conserve avec une ou deux mèches de dynamite, des couvertures pour arrêter les chars... Quant à la II^e division d'Attique-Béotie, qui doit venir du Parnès appuyer les opérations dans la capitale,

elle dispose de 3 500 hommes beaucoup plus expérimentés et mieux armés.

L'évolution des événements n'est pas seulement liée au rapport de forces. La disproportion en armement et en hommes n'a fait que s'accroître tout au long du mois de décembre, mais pour comprendre l'échec final de la Résistance, il faut aussi prendre en compte l'obstination de Churchill et les décisions politiques et stratégiques de l'EAM et du KKE.

Dimanche 3 décembre 1944: le « dimanche sanglant »

D'abord autorisée, la manifestation décidée par l'EAM est subitement interdite par Papandréou dans la soirée du samedi : d'où de nouvelles divergences au sein de la direction de l'EAM, Tsirimokos craignant une provocation, Siantos et Bartziotas faisant valoir qu'il s'agit d'une marche de protestation de citoyens non armés, avec des mots d'ordre syndicaux et politiques. La consigne est finalement maintenue et *Rizospastis* circule dès l'aube en appelant au rassemblement à 11 heures.

Dès 10 heures, une foule immense, venue de tous les quartiers de la capitale et du Pirée avec pancartes et tracts, bannières et drapeaux grecs et alliés, converge vers la place Syntagma. Tous les coins des rues qui y mènent sont occupés par des policiers et une force importante a été installée dans les bâtiments de la Direction de la police qui se trouve au coin des avenues Panépistimiou et Vassilis Sofias, en face du monument du Soldat inconnu. Une autre unité se trouve retranchée derrière un mur de l'autre côté de l'avenue Vassilis Sofias, le long du Parlement. En divers points de la place ou des balcons alentour, les journalistes de la presse étrangère suivent les événements. Ce qu'ils voient arriver, comme ils le raconteront tous dans leurs dépêches, c'est une foule d'hommes et de femmes sans armes, jeunes et vieux, avec des enfants dans les bras, des infirmes avec leurs béquilles, une foule pacifique mais décidée et combative, qui chante et crie : « Papandréou, démission ! », « Mort aux collabos ! », « À bas Glücksbourg ! »

Mais un peu avant 11 heures, alors que des cadres de la Résistance se préparent à déposer des gerbes au pied du monument du Soldat inconnu, la police tire sur la foule et c'est un véritable massacre. Le lieutenant-colonel britannique Byford-Jones, qui se trouve au coin de la place Syntagma, devant un bar occupant le rez-de-chaussée du bâtiment de la Direction de la police, en fait un récit détaillé :

La tête de la manifestation était arrivée devant le Parlement lorsque mon attention fut attirée par la conversation d'un groupe de policiers au deuxième étage du bâtiment, au-dessus du bar. Je fus surpris de constater qu'ils avaient des armes en main, prêtes à l'emploi. Certains étaient debout, d'autres étaient agenouillés et on ne voyait que leurs têtes. Un ou deux visaient la tête de la manifestation. Je supposai qu'il s'agissait d'une mesure préventive, pour faire face à une éventuelle agression des manifestants [...] Alors que la tête de la manifestation était encore à 25 mètres environ, mon attention fut attirée par quelque chose qui ressemblait à un ordre, en grec, et qui venait du même balcon au-dessus de moi. S.Barber, de la United Press, me dit plus tard que c'était un ordre d'ouvrir le feu. Et tout de suite après les officiers de la police commencèrent à charger leurs armes, pas d'un seul mouvement comme le fait un corps discipliné, mais avec hésitation, l'un après l'autre, comme si certains d'entre eux n'étaient pas vraiment décidés à obéir. Je continuais à croire qu'il s'agissait d'une mesure préventive et je regardai à nouveau la foule qui s'approchait.

Ce qui suivit fut si irréel, si incroyable que cela ne pouvait arriver qu'au cinéma. Le détachement de policiers qui était au-dessus de moi tira en plein dans les manifestants [...] J'avais vu des hommes que je connaissais et que j'aimais beaucoup mourir à mes côtés au

combat, mais cela ne m'avait pas préparé à ce que je vis sur cette large avenue baignée de soleil, pour le malheur de gens qui plaisaient et riaient, alors que les sons paisibles des cloches résonnaient encore dans l'air du dimanche. Au début je crus que la police tirait à blanc ou en l'air [...] mais le mal était fait. Des hommes, des femmes, des enfants, qui peu de temps auparavant criaient, pleins de vie, qui marchaient d'un pas décidé, qui riaient en faisant flotter leurs drapeaux et les nôtres, gisaient maintenant sur le sol [...] Les tirs continuaient cependant, les balles sifflaient entre les hauts bâtiments [...] Ce fut la panique, puis la fuite. En courant, les gens trébuchaient sur les corps pleins de sang [...]

Tout cela blessait profondément l'honneur des Anglais présents. Au début nous restâmes sans parole [...] mais nous commençâmes aussitôt à crier après les policiers [...] Les tirs s'arrêtèrent. Les hommes commencèrent à se relever et à se regarder avec désespoir [...] Plus de cent manifestants, hommes et femmes, gisaient morts ou blessés sur l'asphalte. Alors la foule est devenue furieuse. Des milliers de bouches hurlaient des menaces et des défis à la police [...] Entre-temps des tanks britanniques étaient arrivés et avaient pris position tout autour du bâtiment, formant un barrage d'acier pour protéger les deux côtés de la Direction de la police. Les manifestants restaient là, criant et pleurant, déchirant leurs chemises et hurlant : « Tirez, lâches, mercenaires de Papandréou ! » [...] La colère de la foule était telle que si cela n'avait tenu qu'à elle, la guerre civile aurait commencé immédiatement?...

Au début de l'après-midi, Partsalidis, le secrétaire de l'EAM, prend la parole pour appeler les manifestants à garder leur sang-froid et à participer massivement aux funérailles des victimes, le lendemain. Les orateurs qui lui succèdent confirment le mot d'ordre de grève générale donné la veille et demandent aux manifestants de se disperser en bon ordre. Mais des accrochages ont lieu avec les groupes réactionnaires qui se livrent à des provocations. Des postes de police sont attaqués par une population exaspérée, qui voit leurs occupants trouver refuge dans le bâtiment de la Direction de la police toujours protégé par les chars britanniques. C'est ce jour-là que commencent les tragiques affrontements de décembre : l'explosion de colère de la population et des organisations locales de la Résistance déborde largement des objectifs de la direction du mouvement, limités à la constitution d'un véritable gouvernement d'union nationale.

Les journalistes étrangers présents place Syntagma, ainsi que plusieurs officiers britanniques sont unanimes à exprimer leur horreur devant ce massacre. Ils condamnent la lâcheté de cet acte et en rendent responsable, outre la police grecque, Churchill lui-même. Le *Times* de Londres écrit le lendemain : « Des voitures blindées britanniques se trouvaient dans les rues avant les coups de feu, elles ont été renforcées ensuite par des tanks et des patrouilles du régiment de parachutistes. Aucun soldat britannique n'a pris part aux événements, mais la présence de nos unités a eu comme seul résultat d'associer la Grande-Bretagne à une action qui est partout condamnée comme fasciste. » Le *Daily Herald* parle de « cauchemar » et la presse des États-Unis dénonce les manœuvres d'une droite déchaînée qui, consciente de sa faiblesse et de la force immense de la gauche, appelle à grands cris une occupation britannique pour s'y appuyer. Stettinius, le nouveau secrétaire d'État de Roosevelt, déclare le jour même à la radio :

La politique des États-Unis a toujours été de s'abstenir de toute intervention dans les affaires intérieures d'autres pays [...] Sauf dans le cas où la sécurité militaire des pays alliés

serait menacée, les États-Unis ne feront aucune tentative pour influencer la composition de quelque gouvernement que ce soit [...] Le peuple américain voit avec sympathie les ambitions des mouvements de résistance et des éléments antifascistes dans les pays libérés. Il sait que ces groupes qui ont combattu les Allemands avec tant de courage n'ont aucune intention d'être un obstacle aux opérations militaires très importantes qui se déroulent actuellement⁹.

On peut douter de la sincérité du représentant d'un pays coutumier des interventions armées sur le continent américain, qui prête ses avions à Churchill pour transporter les troupes britanniques en Grèce. Mais cela est significatif de l'unanimité dans la condamnation du massacre et explique que l'EAM ait cru pouvoir compter sur l'appui des États-Unis : le message de Stettinius est publié dans *Rizospastis* et *Elefthéri Hellada* et Roosevelt y gagne une grande popularité.

C'est ainsi que, bien malgré lui, l'EAM a gagné ce jour-là le soutien de l'opinion publique internationale, malgré les consignes données par Churchill à la BBC de rejeter la responsabilité des événements sur les manifestants. Dans son discours le soir même à la radio, Papandréou prétend contre tous les témoignages que les manifestants ont tiré sur les forces de police et que celles-ci ont dû se défendre ! Personne ne prend alors cette version au sérieux : elle a été reprise plus tard par la droite grecque victorieuse, mais définitivement écartée par le témoignage du chef de la police lui-même, Evert, qui a reconnu avoir donné en personne l'ordre de tirer⁹. Dorénavant les événements vont s'enchaîner inéluctablement, sans que les dirigeants de la résistance soient véritablement en mesure de les contrôler et de les diriger. C'est pourquoi Papandréou, d'abord désorienté par les réactions unanimes au massacre, a pu parler par la suite de « don du ciel » à propos des événements du 3 décembre, car ce sont eux qui ont déclenché l'affrontement tant désiré et lui ont permis de désarmer enfin la Résistance.

Ordres et contrordres du comité central de l'ELAS

Siantos s'est installé à Hassia, un village au pied du Parnès. Lorsqu'il prend connaissance des événements, il décide immédiatement, sous le coup de l'émotion, de mettre en application le plan mis au point deux jours auparavant. Il est prévu de désarmer postes de police et unités de gendarmerie, mais l'offensive principale vise les installations de Goudi et Siantos compte pour cela sur la IIe division de l'ELAS. Dès le début de l'après-midi, les ordres partent en direction des différentes unités. Le plan prévoit aussi la mobilisation populaire qui doit entraver par la grève et par des manifestations les mouvements des troupes adverses.

Mais ces décisions sont prises dans l'urgence, sans véritable estimation du rapport de forces. Dans la soirée, alors que les ordres de mobilisation commencent à arriver dans les unités de l'ELAS, Siantos convoque à nouveau les dirigeants du 1^{er} corps d'armée et il ressort très vite de l'entretien que l'ELAS peut vaincre les forces réactionnaires grecques présentes à Athènes, mais pas les Britanniques, s'ils interviennent simultanément.

Et il se peut qu'ils interviennent, selon des sources sérieuses, dit le « Vieux », songeur. On ne peut pas ne pas le prendre en compte. Il faut donc réunir des forces supérieures à eux à Athènes, et le faire d'ici le 10 décembre, date limite de la remise des armes [...] Il faut donc reporter l'offensive que nous avons ordonnée. La IIe division doit se retirer

sur le Parnès. Le 1^{er} corps d'armée en état d'alerte doit surveiller les unités de police et de gendarmerie et s'opposer à toute tentative de désarmement. L'organisation du parti doit maintenir le peuple en mobilisation permanente pour faire pression sur le gouvernement en vue d'une solution politique, pacifique. Nous ferons tout pour éviter l'affrontement et ainsi nous gagnerons aussi du temps¹⁰...

De nouveaux ordres, annulant l'offensive, partent donc vers 11 heures du soir et un peu plus tard dans la nuit se réunit un comité central élargi du Front¹¹. Partsalidis y propose pour le lendemain, outre la grève générale déjà prévue, un enterrement solennel des victimes. La marche des manifestants vers le cimetière et leur retour seront encadrés par des unités armées de l'ELAS, qui ne se serviront de leurs armes qu'en cas de provocations de la réaction ou d'agression des Britanniques. L'orateur devra prononcer un discours conciliant, courtois vis-à-vis de l'Angleterre alliée, mais aussi prévenir que le peuple n'acceptera pas d'autres massacres. Ce programme est adopté à l'unanimité, et approuvé par Svolos et Tsirimokos qui se sont retirés chez eux pour ne pas être mêlés aux événements.

Mais la succession d'ordres et de contrordres militaires a créé entre-temps une certaine confusion. Ignorant l'annulation de l'offensive, un régiment de la II^e division descend le soir du Parnès pour être prêt au petit matin à attaquer les casernes de Goudi. C'est un régiment d'élite, fort de 700 hommes dirigés par le colonel Papazissis et le *kapétanios* Nikiforos, mais aucune mesure de sécurité n'est prise au cours de sa marche d'approche. Pendant la nuit le régiment est encerclé par des chars anglais, désarmé et amené par camion hors d'Athènes¹². Il est reconstitué dans les jours qui suivent, mais l'armement est perdu et les dernières illusions se dissipent sur les intentions des Britanniques. Cela n'empêche pas le mouvement commencé la veille de poursuivre sa dynamique.

Lundi 4 décembre

Dès le matin, malgré l'ordre d'annulation, l'ELAS lance des offensives sur plusieurs fronts :

Les opérations militaires ont commencé d'abord au Pirée, parce que l'ordre d'annulation n'était pas parvenu à la direction du 6^e régiment [...] Les régiments de l'ELAS ont attaqué pour les désarmer tous les postes de police d'Athènes et les bataillons de la garde nationale constituée par Papandréou. Le 6^e régiment autonome du Pirée [...] dans un élan impétueux, s'est porté au centre de la ville – au port – et en a pris possession [...] C'est ainsi qu'a commencé l'héroïque « Décembre¹³ » !

S'il est très probable que le régiment du Pirée n'a pas été prévenu à temps, il n'en est pas de même, selon tous les témoignages, des unités de l'ELAS d'Athènes. Il faut donc bien admettre que les ordres d'annulation n'ont pas été suivis. Décisions spontanées, comme l'a affirmé par la suite Partsalidis ? Bartziotas, lui, a mis en avant le rôle des organisations de base politiques et militaires, que leurs dirigeants avaient préparées depuis longtemps à l'affrontement. Il était lui-même partisan, assurera-t-il plus tard, de lancer immédiatement l'offensive – mais selon son propre plan, mis au point depuis plusieurs mois avec le 1^{er} corps d'armée : il consistait à porter l'attaque principale non pas sur Goudi, mais sur le triangle Makriyanni-Veïko-Philopappou, au sud de l'Acropole, siège d'importantes installations de gendarmerie dont la prise aurait ouvert la voie vers le centre de la ville¹⁴. Contraint de s'incliner devant le comité central de l'ELAS, il n'a peut-être pas poussé très fermement les

partisans à obéir aux ordres et le sentiment de colère, d'indignation de la population la portait certainement plus vers la révolte que vers la recherche d'une solution politique à laquelle on ne croyait plus guère.

En même temps, la grève décidée par l'EAM est totale : magasins, usines, banques, services publics, ministères sont fermés, et même le personnel de l'hôtel *Grande-Bretagne*, siège principal des autorités grecques et anglaises, des diplomates et de la presse étrangère, a cessé le travail. La ville est totalement paralysée, il n'y a ni électricité, ni téléphone, ni radio et les informations circulent difficilement. C'est dans ce contexte que se déroule l'une des plus gigantesques manifestations qu'Athènes ait connues.

Sur la place Syntagma, vide cette fois de forces de police, mais où de nombreux chars anglais ont pris position autour de l'hôtel *Grande-Bretagne*, une foule immense s'est rassemblée, encadrée par des *élassitès* armés. Vers 11 heures, un dirigeant de l'EAM demande une minute de silence à la mémoire des victimes. La foule s'agenouille et un silence de mort plane sur le centre d'Athènes, puis on entend sourdre de la poitrine de dizaines de milliers d'hommes et de femmes le chant des martyrs. Les cercueils sont portés vers le 1^{er} cimetière de la ville et mis en terre dans une ambiance recueillie. Mais lors de la dispersion, un groupe de manifestants est surpris par des *chitès* qui tirent des fenêtres de l'hôtel *Mitropolis*, près d'Omonia : à nouveau, des morts, des blessés. Même chose en d'autres points de la ville : il y aura encore plus de 100 victimes ce jour-là.

Cette fois la foule n'est pas désarmée et sa colère explose. Toutes les consignes de modération sont oubliées devant cette nouvelle effusion de sang. À Omonia les *élassitès* ripostent, le peuple se rue sur l'hôtel à l'intérieur duquel se sont réfugiés les agresseurs. Ne pouvant briser le portail de fer, la foule se prépare à mettre le feu au bâtiment lorsqu'apparaissent des chars anglais qui éloignent les manifestants et évacuent les *chitès*. Même scénario à d'autres endroits où ont lieu des provocations du même genre.

Théotokas écrit dans son *Journal*, au lendemain de ces événements :

L'opinion publique est coupée en deux, de façon irrémédiable semble-t-il. La partie qui se trouve sous l'influence du KKE est fanatisée comme elle ne l'a jamais été, en état de transe religieuse, prête à tout ce que lui demanderont ses chefs, à toute folie, à tout acte d'héroïsme, de sacrifice. On voit dans les rues d'Athènes des symptômes mystiques [...] surtout autour des cercueils des victimes. L'hymne funéraire révolutionnaire (sur une musique russe semble-t-il), la foule à genoux, le geste symbolique du poing serré, les porte-voix, les cris rythmés (l'équivalent du chœur des tragédies antiques) – toute cette mise en scène savamment organisée a pris des allures de cérémonie religieuse. De l'autre côté [...] c'est l'implacabilité. La grande masse anticommuniste a oublié tous les différends qui la divisaient jusqu'à hier et ne demande qu'une chose, qu'on batte le KKE par tous les moyens [...] Mais elle n'a pas l'exaltation idéologique de ses adversaires. Elle parle avec froideur, à voix basse, elle se contient. Elle est pleine des rancœurs et des colères qui se sont accumulées au cours des dernières semaines. Si elle prend le dessus et a les mains libres de faire ce qu'elle veut (c'est-à-dire si elle n'est pas retenue par des facteurs extérieurs), elle sera implacable. Elle aura la même psychologie que la majorité catholique de France le jour de la Saint-Barthélémy.

Dans l'après-midi, des affiches portant proclamation de la loi martiale signée de Scobie et Papandréou apparaissent sur les murs de la capitale et sont jetées par avion sur le reste du pays : l'ELAS ne doit procéder à aucun mouvement de troupes, il lui est notamment interdit

de faire pénétrer ses unités dans la région d'Athènes-Le Pirée. Toutes ses forces et celles de la *Politophylaki* présentes dans la capitale doivent s'en retirer dans les 72 heures et évacuer les postes de police déjà occupés, faute de quoi elles seront considérées comme des unités ennemies et traitées comme telles.

Les journaux de l'EAM et du KKE ont beau continuer à n'accuser que Leeper et Scobie, il est évident que cette décision, et d'autres, viennent de bien plus haut. Churchill raconte dans ses *Politophylaki* qu'il a conféré toute la soirée du 3 avec Eden jusqu'à 2 heures du matin et qu'ils ont reconnu l'un et l'autre « qu'il fallait ouvrir le feu » contre cette « populace ». Le Premier ministre décide alors de prendre le contrôle direct de l'affaire et rédige vers 3 heures du matin le télégramme suivant à Scobie :

[...] Vous êtes responsable du maintien de l'ordre à Athènes et devez neutraliser toutes les bandes EAM-ELAS qui approcheront de la ville. Prenez toutes les mesures que vous jugerez utiles pour assurer le contrôle des rues et pour cerner tous les groupes de perturbateurs. L'ELAS essaiera bien entendu de pousser des femmes et des enfants en avant partout où la fusillade pourra être ouverte. Il vous faudra manœuvrer habilement dans cette circonstance pour éviter les erreurs, mais n'hésitez pas à tirer sur tout homme armé qui tentera de défier l'autorité britannique à Athènes, ou l'autorité hellénique pour le compte de laquelle nous agissons. Le mieux, naturellement, serait que vos ordres soient contresignés par quelque gouvernement grec et Leeper est en train de demander à Papandréou de rester sur place pour vous aider. N'hésitez cependant pas à agir comme si vous vous trouviez dans une ville conquise où se serait déclenchée une révolte locale.

En ce qui concerne les bandes de l'ELAS qui approchent en venant de l'extérieur, vous devez être en mesure, avec vos blindés, de donner à certaines d'entre elles une leçon qui découragera les autres d'essayer. Vous pouvez compter sur mon appui pour toutes les mesures raisonnables et judicieuses prises sur cette base. Il nous faut tenir et dominer Athènes. Ce serait pour vous une grande chose d'y parvenir sans effusion de sang, si c'est possible, mais aussi avec effusion de sang, si c'est inévitable⁴⁵.

Malgré ces signes évidents de durcissement, malgré les combats qui ont commencé en divers points de la ville, la direction de la Résistance continue à rechercher une solution politique. Il est vrai que tout espoir n'est pas perdu de ce côté. La plus grande confusion règne à l'hôtel *Grande-Bretagne* où les délégations se succèdent pour exiger la démission de Papandréou et la constitution d'un nouveau gouvernement. Leeper lui-même penche pour cette solution, soutenu par Mac Veagh. Des bruits ont commencé à circuler dès le matin sur l'éventualité d'un gouvernement présidé par Th. Sophoulis, le vieux leader libéral, et dans l'après-midi Kartalis et Sarriyannis démissionnent, suivis de tous les autres ministres, ce qui oblige Papandréou à en faire autant. Au cours de la nuit du 4 au 5, des pourparlers ont lieu entre Sophoulis, Leeper, Scobie et les représentants des différents partis. Tous ces éléments, joints aux échos de l'émoi suscité par le massacre dans l'opinion publique internationale, font effectivement penser au soir du 4 qu'une solution politique est en vue.

Entre-temps, les offensives de l'ELAS commencées dès le matin se poursuivent. La majorité des postes de police se rendent, souvent sans combattre. La *Politophylaki* s'y installe, aidée d'un certain nombre de policiers passés à l'ELAS au cours des opérations, tandis que d'autres se sont réfugiés sous la protection des Britanniques. Dans la soirée du 4,

le sanctuaire des *chitès* est pris d'assaut et l'ELAS est sur le point de « nettoyer » totalement le Thission, quand apparaissent des chars britanniques qui évacuent ceux qui résistent encore. Il y a eu cependant une centaine de morts et de prisonniers du côté des *chitès* et l'ELAS a récupéré de l'armement en quantité. Les *élassitès* mettent le feu au bâtiment de la Sûreté spéciale où l'on torturait les résistants et ils assiègent la Sûreté générale, qui détient les fichiers de renseignements, mais ils se heurtent là à une résistance opiniâtre, relayée *in extremis* par des chars britanniques.

Au soir du 4, l'ELAS contrôle ainsi presque totalement le Pirée et la plupart des quartiers d'Athènes.

Mardi 5 décembre: Churchill refuse la démission de Papandréou

Le lendemain, les combats continuent en différents points de la ville, accompagnés de manifestations, tandis que la grève paralyse entreprises et communications. Katsotas, le commandant de la garde nationale en cours de constitution, décrète le couvre-feu. Scobie déclare aux journalistes qu'il frappera par tous les moyens dont il dispose si l'ELAS s'approche du centre, où a été amenée la moitié de la Brigade de montagne, tandis que des renforts arrivent d'Italie, par avion et par bateau.

Au matin du 5, Papandréou annonce à la radio sa démission et son remplacement par Th. Sophoulis : le vieux chef libéral a accepté de constituer, en accord avec tous les partis, un gouvernement dont Papandréou serait le vice-président. La voie semble donc ouverte à un compromis, auquel Leeper est favorable. Mais Churchill ne l'entend pas de cette oreille. Mis au courant de ces projets, il entre dans une violente colère et télégraphie à son ambassadeur :

- 1) Ce n'est pas le moment de mettre notre nez dans la politique grecque ni de s'imaginer que des politiciens de nuances différentes peuvent influencer sur la situation. Ne vous préoccupez pas de la composition du gouvernement hellénique. Il s'agit en ce moment d'une question de vie ou de mort.
- 2) Mettez Papandréou en demeure de remplir son devoir et assurez-le que toutes nos forces l'appuieront s'il le fait. S'il démissionne, emprisonnez-le jusqu'à ce qu'il se remette quand les combats seront finis. Il pourrait tout aussi bien tomber malade et que personne ne puisse l'approcher. Les jours sont depuis longtemps révolus où un groupe d'hommes politiques grecs, quel qu'il soit, aurait pu exercer une influence sur cette révolte de la populace. Sa seule chance est de se ranger entièrement à nos côtés.
- 3) J'ai remis aux mains du général Scobie toute la responsabilité de la défense d'Athènes, du maintien de l'ordre et de la loi ; je l'ai assuré qu'il serait soutenu s'il recourt à l'emploi de n'importe quelle force jugée nécessaire. Dorénavant Papandréou et vous-même vous conformerez à ses instructions pour tout ce qui concerne l'ordre et la sécurité publics. Vous devez l'un et l'autre appuyer Scobie par tous les moyens possibles et lui suggérer tous ceux qui pourraient vous paraître propres à rendre son action plus vigoureuse et plus décisive⁴⁶.

Une fois de plus, le Premier ministre britannique a délibérément empêché une entente politique possible entre les partenaires grecs. Leeper s'incline et fait part à Sophoulis de la volonté de Churchill, mais le leader libéral refuse de participer à un gouvernement présidé par Papandréou et déclare le soir même à la presse :

M.Papandréou m'a prié le 4 de constituer un nouveau gouvernement. La gauche et les autres partis ont donné leur accord à ce que je sois à la tête de ce gouvernement. J'ai accepté car je voyais là une bonne solution aux problèmes qui ont surgi. Le 5 l'ambassadeur anglais m'a annoncé... que le Premier ministre britannique n'est pas d'accord pour tout changement de personne au poste de président du gouvernement dans la situation actuelle. Le général Scobie m'a prié de soutenir Papandréou et je lui ai répondu qu'accepter de soutenir le gouvernement Papandréou signifierait soutenir la dictature, chose que je ne peux pas faire¹⁷.

Et il ajoute qu'il est l'ami de la Grande-Bretagne, mais pas son esclave.

Il n'y a plus de solution politique possible. Comme le dit Richter : « Athènes est maintenant une ville occupée, et le gouverneur militaire des forces alliées en Grèce s'est transformé [...] en chef d'une armée d'occupation. Le gouvernement Papandréou est devenu un "gouvernement quisling" britannique, dont les décisions se prennent à Londres¹⁸. » Churchill a bien du mal à se justifier à la Chambre des communes : il a beau rejeter la description faite par le *Times* du massacre du 3, crier à la menace d'une dictature communiste, taire les télégrammes envoyés à Scobie et Leeper, l'émotion est grande et le Labour Party réclame un débat sur la politique britannique en Grèce, que Churchill repousse au 8. Aux États-Unis, la presse se déchaîne contre lui et Stettinius, évoquant la crise italienne due aussi à une intervention déplacée du Premier ministre britannique¹⁹, déclare que la composition d'un gouvernement est une affaire purement intérieure.

En France aussi, la presse, issue pour l'essentiel des journaux clandestins de la Résistance, réagit vivement à ces événements. La question du désarmement des partisans y est également à l'ordre du jour : à peine installé à Paris, De Gaulle a tenté de mettre fin à l'existence des Forces françaises de l'intérieur, qui regroupaient depuis février 1944 les unités de partisans, en proposant leur engagement volontaire et leur amalgame avec les soldats de l'armée de métier et de l'armée d'Afrique²⁰. Mais les partisans répugnent à obéir à des officiers qui ont plus ou moins longtemps servi Pétain et se montrent méfiants, voire méprisants, envers ces soldats sans uniforme. Tout au long du mois de septembre, les décrets du chef de gouvernement sont restés lettre morte et beaucoup de FFI se sont intégrés, en restant sous forme d'unités constituées, dans la IIe division blindée de Leclerc où ils continuent le combat contre l'Allemagne²¹.

De Gaulle a également, dès le 28 octobre, exigé la dissolution des Milices patriotiques, lancées fin 1943 par le parti communiste pour préparer l'insurrection nationale en vue de la libération du pays. Le Conseil national de la Résistance a répliqué le 4 novembre par un grand meeting et les Milices se maintiennent tout le long du mois de décembre avec le nouveau statut de gardes civiques et républicaines. Enfin, le chef du gouvernement provisoire a très vite installé à la tête des départements les commissaires de la République et les préfets de son choix, face aux comités départementaux de libération prévus par le Conseil national de la Résistance, que celui-ci entendait maintenir jusqu'aux élections. Au mois d'octobre, un congrès de ces comités s'est tenu à Avignon, afin de tenter d'empêcher leur éviction des organes administratifs au profit des élites anciennes.

La Résistance française se trouve donc à ce moment dans une situation incertaine et malgré le manque d'informations, souvent déploré, elle suit avec inquiétude depuis la fin novembre les manifestations en Belgique, la crise gouvernementale en Italie et les événements de Grèce. Le massacre du 3 décembre a suscité une grande indignation et les journaux progressistes établissent des parallèles entre ces trois pays et ce qui se passe en

France : ils y voient la même tendance au rétablissement de l'ordre ancien, avec l'appui des armées venues pourtant en libératrices. *Combat* intitule son éditorial, le 29 novembre : « À peine libre, l'Europe remue. »

À quoi bon se boucher les yeux ? Le commandement anglais se propose d'intervenir contre la Résistance belge. L'Angleterre pose des conditions à la constitution du nouveau gouvernement italien. La Russie et la Grande-Bretagne interviennent dans les affaires de Pologne que les États-Unis abandonnent à leur sort. Disons donc ouvertement que ces nations ne sont pas encore souveraines, même si nous devons ajouter que cela est provisoire. Ces servitudes trouvent leur légitimité dans l'état de guerre, mais il ne servirait de rien de ne pas les appeler servitudes [...]

De vieilles équipes revenues au pouvoir n'accordent pas leur politique aux aspirations que la misère et l'oppression ont fait naître chez les peuples. Ces vieilles équipes sont appuyées par les commandements alliés. Et pour tout dire en un mot, on assiste, par personnes interposées, à un conflit latent entre la Résistance européenne et les armées de la libération. Cela peut sembler terrible à écrire, mais cela est [...] Or c'est tout de suite qu'il faut manger et c'est tout de suite que le monde doit être juste. Pour la France comme pour l'Europe, le drame est d'avoir à mener en même temps une guerre et une révolution.

L'Humanité accorde une large place aux manifestations belges : le 2 décembre, R. L'Hermitte raconte comment, à Bruxelles, il s'est trouvé « à plat ventre sous les rafales de mitrailleuses ». Le lendemain M. Magnien signe un article au titre révélateur : « Bruxelles, Rome, Athènes, capitales troublées », dont le passage sur la Grèce est censuré :

Londres soutient ceux qu'elle considère, à tort ou à raison, comme les représentants du peuple et répondant aux nécessités qu'exige l'ordre à l'arrière des troupes combattantes. C'est la position conformiste, traditionnelle, qui veut être honnête et prudente. Le malheur c'est que quelquefois cette position – que l'Angleterre sait modifier à bon escient – est en opposition avec la volonté RÉELLE du peuple intéressé qui se trouve ainsi ignorée. On l'a vu avec la question de la reconnaissance du Comité d'Alger, puis du gouvernement provisoire de la France...

Une autre affaire est révélatrice de l'intérêt qu'on porte en France aux événements de Grèce. Papandréou est informé par son ambassadeur à Moscou que le général de Gaulle, qui vient de signer un traité d'amitié avec l'URSS, a l'intention de profiter de son voyage de retour pour lui rendre visite. Cette éventualité ne plaît guère aux Britanniques, qui y voient une volonté d'intervention parfaitement déplacée – ce qui n'est pas sans fondement, d'ailleurs, puisque de Gaulle caresse à cette époque l'idée d'une fédération d'États européens, incluant éventuellement la Grèce, afin de contrer l'influence anglaise. Papandréou est donc enjoint de répondre que cette visite est déconseillée pour des raisons de sécurité, et le projet est annulé.

Mercredi 6 décembre

Une nouvelle proclamation de Scobie informe la population que les seules forces autorisées à Athènes sont la Brigade de montagne, la gendarmerie, la police des villes et la garde

nationale. Tout citoyen trouvé en possession d'armes sera immédiatement arrêté²². De son côté, le comité central de l'EAM révèle que les membres de cette garde nationale sont en grande majorité passés à l'ELAS. Il dénonce les interventions des Britanniques et adresse une nouvelle protestation auprès des gouvernements alliés et du gouvernement français, demandant la constitution d'une commission interalliée pour examiner la situation en Grèce.

Les combats continuent : dans la nuit du 5 au 6 décembre, les rues du Pirée se sont couvertes de barricades. Et au matin commence une vaste opération dans la zone de Makriyanni, au sud de l'Acropole.

L'échec de l'ELAS à Makriyanni

Plusieurs unités de la Ire brigade de l'ELAS d'Athènes, appuyées par le 6^e régiment de Corinthe qui vient d'arriver, sont chargées de lancer l'assaut contre les casernes de la gendarmerie. Les *élassitès* réussissent à y pénétrer du côté de l'Acropole mais leur élan est brisé par l'irruption de tanks anglais et de camions camouflés en véhicules de la Croix-Rouge, remplis d'officiers de la gendarmerie et de munitions. Ils apprennent au même moment que des hommes de la Brigade de montagne et d'anciens membres des Bataillons de sécurité avancent vers le faubourg de Kaissariani, à l'est de la ville : il est question de maisons brûlées, d'enfants et de vieillards massacrés, de femmes violées. Malgré l'interdiction catégorique des chefs du 1^{er} corps d'armée, le 2^e régiment de la brigade, formé d'hommes originaires de cette banlieue, quitte alors le terrain et se précipite pour sauver les siens... et constate que l'alerte est sans fondement. Entre-temps les Britanniques ont commencé à bombarder les forces de l'ELAS restées sur place, depuis l'Acropole où ils ont installé leur artillerie²³. Les combats se soldent par un échec et se déplacent dans le quartier voisin de Plaka, tandis que des batailles de rues se déroulent à Kaissariani où la Brigade de montagne est entre-temps réellement arrivée.

Makriyanni ne figurait d'ailleurs pas dans le plan d'action du 1^{er} décembre²⁴. Ce manque de coordination, cette indiscipline, et le déséquilibre évident entre l'ELAS et ses adversaires en matière d'armement sont des signes inquiétants pour l'Armée populaire. Mais l'affrontement est pris dans sa dynamique propre. Devant l'impasse politique, le comité central de l'ELAS, après avoir réorganisé la disposition de ses troupes, décide cette fois de lancer l'offensive générale.

La réorganisation de l'Armée populaire

Dès le 4, Siantos et ses deux compagnons ont procédé à une nouvelle répartition des responsabilités au sein de l'ELAS : ils gardent sous leur autorité directe le 1^{er} corps d'armée d'Athènes, la IIIe brigade du Péloponnèse, les divisions de Stéréa et la Brigade montée, et laissent à Saraphis et Aris les divisions de Thessalie, de Macédoine et d'Épire, avec mission de dissoudre les forces de Zervas et de « garder » les frontières nord de la Grèce. Le comité central de l'ELAS refuse même au QG l'autorisation d'attaquer les petites unités britanniques encore éparpillées sur le territoire, qui sont en train de se regrouper et de se diriger vers Athènes : les partisans doivent les laisser se réfugier en lieu sûr ou passer en convoi en direction de la capitale²⁵.

On s'est beaucoup interrogé sur ce qui a poussé Siantos à envoyer les meilleures troupes de l'ELAS dans le nord de la Grèce au moment où la bataille décisive se déroule à Athènes. Dans les tout derniers jours de novembre, Zervas était parti brusquement de la capitale avec

Woodhouse, alimentant des rumeurs selon lesquelles il se préparait à joindre ses troupes à des forces britanniques débarquées d'Italie et à marcher sur la capitale. Les Anglais avaient effectivement caressé l'idée d'un débarquement en Adriatique et tenté pour cela de s'implanter dans la partie albanaise de cette côte, mais ils s'étaient heurtés à l'opposition d'Enver Hodja. Ils comptaient maintenant sur Zervas, qui ne cachait pas ses prétentions à pénétrer dans la partie albanaise de l'Épire : c'était l'une des revendications des nationalistes grecs, exprimée par Papandréou dans son discours du 18 octobre sur la place Syntagma, et le Premier ministre n'avait jamais répondu aux télégrammes de Saraphis qui l'avertissait des problèmes pouvant en résulter avec les partisans albanais.

Or le KKE ne souhaitait pas plus l'élargissement des frontières de la Grèce au détriment des pays voisins qu'une perte de territoire à leur bénéfice. De ce point de vue, Siantos s'était déjà inquiété de la proclamation d'une « Macédoine démocratique » du côté yougoslave et du comportement des slavo-macédoniens de l'ELAS qui avaient rejoint les partisans de Tito : il fallait prévenir toute tentative d'installation de ces derniers dans une partie de la Macédoine grecque. Pour les mêmes raisons, le KKE avait tenu, en Macédoine orientale-Thrace, à couper court à toute accusation de collusion avec les communistes bulgares.

C'est donc avec ses seules unités que le comité central de l'ELAS décide de lancer l'offensive générale dans la capitale. Le rapport de force n'est pas meilleur qu'au soir du 3, quand avait été prise la décision d'annulation, mais entre-temps le peuple et les organisations de base sont passés à l'attaque et Siantos décide de suivre le mouvement malgré les réserves toujours exprimées des ex-ministres socialistes. Il convoque donc dans l'après-midi du 6, à Hassia, les chefs du 1^{er} corps d'armée et de la IIe division et propose à nouveau de concentrer l'attaque sur Goudi, en confiant encore l'opération à Orestis. Une fois cette zone « nettoyée », les forces de l'ELAS se déploieront dans la capitale et lorsqu'arriveront les renforts (la XIIIe division de Stéréa et la Brigade montée, dont il a ordonné le déplacement vers Athènes), on pourra s'attaquer à la minuscule zone centrale qui restera encore contrôlée par les Britanniques. L'opération doit impérativement débiter à l'aube et un appel à l'insurrection populaire circule dès le lendemain.

Jeudi 7 décembre

Alors que l'attaque sur Goudi devait être lancée à 5 heures du matin, elle ne débute qu'à 10 heures, si bien que l'effet de surprise est annulé. Les bâtiments sont assiégés, mais les Britanniques interviennent au moment critique, utilisant cette fois non seulement leurs tanks et leurs canons installés sur la colline voisine du Lycabette, mais aussi leurs avions qui bombardent systématiquement les positions de l'ELAS.

Les affrontements de la veille continuent, à Makriyanni, à Kaisariani. Bien que les renforts attendus de Stéréa et de la Brigade montée tardent à arriver, Siantos insiste pour avancer vers le centre avant que les Britanniques n'aient fait venir trop de nouvelles troupes. Mais ses décisions sont vivement contestées, et cette fois non seulement par ses partenaires socialistes, mais aussi par ses camarades du bureau politique.

C'est Ioannidis, le secrétaire à l'organisation du parti, qui est à l'origine de cette contestation²⁶. Sorti de l'hôpital malgré son état de santé, il monte à Hassia rencontrer Siantos, avec lequel il a une violente discussion, puis il convoque le jour même les membres du bureau politique présents dans la région. Au cours de la réunion, il accuse Siantos de s'être laissé entraîner par la population en colère dans une aventure dangereuse où il était fatal que la Résistance se trouve confrontée aux Anglais et porte ainsi tort au combat allié.

Cela mène à une impasse, estime-t-il, et à un malaise au sein de l'EAM qui risque d'isoler le parti au moment le plus décisif ; il faut donc faire les concessions exigées par les Britanniques. Les autres membres du bureau politique critiquent à leur tour si violemment le « Vieux » que celui-ci demande à être démis de ses fonctions. Il est sommé de rester à son poste, mais aussi d'ordonner le report de l'offensive vers le centre, afin de favoriser la recherche d'une solution politique. Partsalidis est chargé de convoquer le comité central de l'EAM pour lui proposer de prendre contact avec Scobie.

Il est certain que la bataille s'annonce rude. Le port du Pirée et la plus grande partie d'Athènes sont sous le contrôle de l'ELAS, mais les casernes de Goudi et de Makriyanni, où se trouve une grande partie des forces adverses, n'ont pas encore été prises du fait de l'intervention désormais ouverte et croissante des Britanniques, et les combats s'y poursuivent dans des conditions difficiles. Le soutien de l'opinion internationale, sur lequel compte beaucoup le KKE, est réel mais inopérant à ce moment de la guerre où la victoire n'est pas encore acquise et où le maintien de la Grande Alliance s'impose à tous. La délégation envoyée par l'EAM le 2 décembre dans les pays voisins des Balkans revient sans perspective d'aide de leur part. Tito pousse à combattre mais refuse l'aide promise fin novembre : il résiste de son côté aux tentatives de Churchill de débarquer en Istrie et ne veut donner aucun prétexte à une intervention des Britanniques en Yougoslavie. De Sofia, la délégation tente sans succès de se rendre à Moscou : Molotov leur fait savoir amicalement « qu'ils ne peuvent, dans la situation actuelle, compter sur une médiation ni sur une aide active de [la] part [de l'URSS] », et que leur venue éventuelle à Moscou serait « politiquement inopportune²⁷ ».

Les hésitations de Ioannidis et des autres membres du bureau politique sont donc compréhensibles, mais ces flottements rendent impossible la définition d'une véritable stratégie militaire. L'offensive vers le centre n'aura jamais lieu et la lutte armée va se limiter à exercer une pression en vue d'une solution politique. Or l'arrivée continuelle de renforts britanniques rend cette pression de plus en plus inopérante, d'autant que le compromis recherché est récusé à l'avance par Churchill. Lorsque ce dernier apprend qu'il est question de négocier avec l'ELAS, il télégraphie immédiatement à Scobie :

Nous serions naturellement très heureux de régler cette affaire, mais il faudra bien vous assurer, dans toute la mesure où votre influence le permet, que nous ne sacrifions pas par pure bonté d'âme ce que nos troupes ont conquis ou peuvent encore conquérir. À mon avis, il ne faut rien accepter qui soit moins satisfaisant que les conditions dont nous étions convenus avant la révolte. De même, il est difficile d'imaginer que les dirigeants de l'EAM, les mains rouges encore de sang britannique et grec, puissent reprendre leurs sièges dans le cabinet. Toutefois, il serait peut-être possible de surmonter cet obstacle. La chose essentielle, c'est d'agir avec prudence et de nous consulter sur les conditions quand elles seront présentées. L'objectif est net : battre l'EAM. La cessation des combats lui est subordonnée. J'ordonne d'envoyer de puissants renforts à Athènes et le maréchal Alexander sera probablement auprès de vous dans quelques jours. Ce qu'il faut en ce moment, c'est de la fermeté, de la pondération, et non pas des embrassades impatientes, alors que la véritable querelle n'a pas été vidée²⁸.

La déclaration de Papandréou, ce même 7 décembre, va dans le même sens. Nous avons cédé sur tout, dit-il, sauf sur un point : la démobilisation des unités de partisans, fixée au 1^{er}

et au 10 de ce mois. Il nous est impossible de revenir là-dessus et devant la tentative de coup d'État organisée contre le pays, il est du devoir de nos alliés britanniques de nous aider :

L'aide qu'ils nous apportent n'est pas une intervention. On ne peut parler d'intervention que si cela se passe dans un pays libre, où fonctionne la souveraineté populaire. Et aucun peuple libre ne veut d'une telle intervention. Mais quand un peuple n'a pas conquis ses libertés politiques, parce qu'il est aux mains d'une minorité armée, alors l'aide n'est pas une intervention mais une libération, elle entraîne la reconnaissance du peuple. Selon moi cette aide n'est pas seulement un service amical, mais un devoir²⁹.

C'est déjà toute la rhétorique de la guerre froide, nourrie d'omissions et de mensonges concernant les soi-disant concessions faites à l'EAM, ou le déroulement de la manifestation du 3 décembre. Trois ans plus tard, dans le contexte de la guerre froide désormais déclarée, Papandréou, se posant en sauveur de la Grèce face au « panslavisme communiste », dévoilera la « vérité historique », bien éloignée de cette déclaration :

[Il fallait] désarmer l'ELAS. Parce que si le KKE restait armé, le gouvernement grec, comme on disait alors, n'était que le « chapeau » de l'État de l'EAM. Mais quand fallait-il décider de la démobilisation ? Fallait-il la décréter tout de suite ou la repousser à plus tard ? La question du délai était critique. Le KKE demandait un report. Et les conditions générales le favorisaient. Puisque la guerre contre le nazisme continuait, on pouvait juger déraisonnable de démobiliser immédiatement les forces de la Résistance nationale [...] Mais il m'était évident que le temps travaillait en faveur du KKE. Et du point de vue intérieur, car il aurait procédé à un complet noyautage [...] Et du point de vue extérieur, car l'Union Soviétique se trouvait encore prise dans son combat mortel contre le nazisme et se gardait de jeter le trouble dans ses relations avec ses Alliés [...] C'est pour cela que j'ai toujours insisté sur une démobilisation immédiate. Je suis resté inflexible sur la date du 10 décembre.

La conclusion est que Décembre peut être considéré comme un « don du ciel ». Mais pour qu'il y ait Décembre, il fallait d'abord que nous soyons venus en Grèce. Et cela ne fut possible qu'avec la participation du KKE au gouvernement, c'est-à-dire avec l'accord du Liban.

Et pour que les Britanniques, indispensables à la victoire, soient présents ici, il fallait d'abord qu'ait été signé l'accord de Caserta.

Et pour arriver à régler la situation, il fallait d'abord que j'insiste sur la démobilisation immédiate de l'ELAS et que je mette le KKE devant le dilemme d'accepter pacifiquement sa démobilisation ou de se lancer dans une révolte dans des conditions qui ne pouvaient conduire qu'à son écrasement.

Voilà la vérité historique³⁰.

Telle est bien la vérité historique, sauf que Décembre ne fut pas un « don du ciel », mais le résultat d'actions organisées et préméditées depuis des mois, comme le montrent d'ailleurs ces propos.

Notes

[1](#) . Voir le plan p. 8-9.

[2](#) . Le reste de la Brigade a été amené vers le centre, afin de protéger les bâtiments officiels abritant le gouvernement et les dirigeants des forces britanniques.

[3](#) . Il est difficile d'être plus précis car les estimations divergent sensiblement et ces chiffres ont varié au cours des événements. De plus, ces forces n'ont pas toutes le même comportement : l'EAM espère gagner à sa cause une partie de la police des villes, qui a été moins engagée dans la chasse aux résistants que la Sûreté spéciale. Inversement ce chiffre ne comprend pas les nombreux membres des Bataillons de sécurité qui vont être progressivement armés et utilisés dans les combats.

[4](#) . Les estimations à ce sujet sont très variables. Churchill évoque un chiffre de 5 000 dans ses *Mémoires* (*op.cit.*, tome VI, vol.1, p.299). S.Kotsakis, le *kapétanios* Nestoras, parle de 8 000 (*Décembre 1944 à Athènes*, Athènes, Synchroni Epochi, 1986, p.64). Cette faiblesse relative de la présence britannique à Athènes début décembre est l'un des éléments qui a pu donner aux dirigeants de l'EAM l'illusion que les Anglais ne comptaient pas participer aux combats.

[5](#) . Les Gurkhas sont des mercenaires népalais que la Grande-Bretagne recrute depuis le XIX^e siècle en raison de leur vaillance et de leur endurance au combat.

[6](#) . Kotsakis, *op.cit.*, p.64. Ces chiffres correspondent à l'effectif total de 23 150 hommes donné par Bartziotas. Les estimations du ministère de l'Armée sont de 9 000 combattants et 14 000 réservistes, pour un total donc très similaire.

[7](#) . In *The Greek Trilogy (Resistance-Liberation-Revolution)*, Londres 1945, p.138 à 140. L'historien danois L. Baerentzen a fait une synthèse des différents témoignages sur le massacre du 3 décembre dans la revue *Scandinavian Studies in Modern Greek*, n°2, 1978, p.3 à 53. Au total, il y a eu une vingtaine de morts et plus d'une centaine de blessés.

[8](#) . Au même moment, de véritables batailles ont lieu à Bruxelles où Pierlot a entouré de barbelés le quartier des ministères et où le général britannique Erskine accuse les manifestants de porter tort aux opérations alliées. Roosevelt a été atterré en apprenant le massacre de Syntagma. D'après son fils Eliot, il se serait écrié : « Comment les Britanniques osent-ils faire une telle chose ? [...] Jusqu'où pourront-ils aller pour conserver le passé ? [...] Je n'aurais pas été surpris que Winston ait déclaré crûment soutenir les royalistes. Cela conviendrait bien à son tempérament. Mais qu'il tue des résistants grecs ! Et qu'il utilise pour cela des soldats britanniques ! » (Richter, *op.cit.*, p.241.)

[9](#) . Acte effectivement « décisif », comme il le dit dans les entretiens qu'il a accordés au journal *Acropolis* le 12 décembre 1958. Il reste évidemment à savoir de qui Evert a reçu la consigne. Mathiopoulos (*op.cit.*, p.307-308) émet l'hypothèse qu'elle est venue des Anglais, compte tenu de ses liens anciens avec eux et du fait que Papandréou, selon l'un de ses ministres, Canellopoulos, était souffrant ce jour-là et gardait la chambre. Mais rien ne permet de vérifier cette hypothèse.

[10](#) . Kotsakis, *op.cit.*, p.63-64.

[11](#) . 14 personnes au total, selon Hadzis (*op.cit.*, tome IV, p. 214-216).

[12](#) . Outre Nikiforos, la responsabilité d'Orestis, le *kapétanios* de la IIe division, est entièrement engagée mais les deux hommes ne reçoivent qu'un blâme, sans autre mesure disciplinaire. Orestis avait appartenu, avant son engagement dans l'ELAS, à une organisation nationaliste et à la gendarmerie. Il n'inspirait pas une entière confiance, d'où les accusations portées plus tard contre Siantos qui l'a choisi à plusieurs reprises pour des opérations importantes. De plus le colonel Spais, alors sous-secrétaire d'État aux Affaires militaires, a révélé, dans une interview au journal *Akropolis* du 29 décembre 1953, que Papazissis lui transmettait depuis le mois de novembre de précieux renseignements sur les initiatives de l'ELAS.

[13](#) . Bartziotas, *op.cit.*, p.357-358.

[14](#) . Il faut tenir compte, dans les affirmations du secrétaire de la KOA, de sa volonté de se démarquer *a posteriori* de Siantos et de son désir, à l'époque, de jouer le rôle décisif que devaient lui assurer son poste politique et ses liens privilégiés avec l'ELAS d'Athènes. C'est pourquoi ses estimations sur le rapport de forces et sur la capacité du 1^{er} corps d'armée à faire face seul à la réaction et aux Britanniques ces jours-là sont sujettes à caution.

[15](#) . *Op.cit.*, tome VI, vol.1, p. 299-301. Churchill lui-même convient dans ces pages que le ton de ce télégramme était « quelque peu strident ». Il se justifie en rappelant les termes d'un télégramme envoyé par Balfour dans les années 1880 aux autorités britanniques en Irlande : « N'hésitez pas à tirer ! »

[16](#) . Andricopoulos, *op.cit.*, 3/212/11. Dans ses *Mémoires* (*op.cit.*, tomeVI, vol.1, p.301), Churchill omet opportunément les conseils concernant le sort de Papandréou en cas de démission.

[17](#) . Papandréou, *op.cit.*, p.231.

[18](#) . Richter, *op.cit.*, p.229-230. Dans la Norvège occupée, le pronazi Quisling fut installé par les Allemands à la tête d'un gouvernement fantoche. Par extension on donne ce nom à tous les gouvernements européens de ce genre pendant la guerre.

[19](#) . À la suite de la prise de Rome en juin 1944, le maréchal fasciste Badoglio a été remplacé par Bonomi à la tête du gouvernement d'unité nationale de la partie libérée de l'Italie. Mais la question de la monarchie est toujours en suspens et lorsque Bonomi démissionne, fin novembre, la constitution d'un nouveau gouvernement est entravée par Churchill qui s'oppose ouvertement à ce que Sforza, un républicain, y occupe un poste.

[20](#) . Vive réaction de *L'Humanité*, qui s'exclame le 2 septembre : « Non, le rôle des FFI n'est pas terminé ! », puisque la France n'est pas totalement libérée. Le journal publie un peu plus tard une caricature où l'on voit un bourgeois repu, confortablement installé dans son fauteuil, s'adresser à un FFI bien campé sur ses jambes et fusil à l'épaule : « Bien travaillé, jeune homme ! Mais à présent il faut que tout redevienne "normal". »

[21](#) . L'exemple le plus frappant de cette indiscipline est celui de la brigade Fabien, qui part de son propre mouvement sur le front, se bat d'abord auprès des Américains et finit par être intégrée dans la I^{re} armée du maréchal De Lattre de Tassigny.

[22](#) . La proclamation est publiée dans le journal *Hellas* (Grèce), plus ou moins porte-parole du gouvernement et l'un des rares à paraître tout au long des combats. Les autres journaux sont *Elefthéri Hellada*, organe du comité central de l'EAM, *Rizospastis*, imprimé en plusieurs points de la ville à quelques milliers d'exemplaires, mais réduit à une seule page destinée à être affichée sur les murs, et *Laocratia*. Dans les zones contrôlées par l'ELAS, l'information passe aussi par des groupes mobiles équipés de porte-voix et par les affiches. Des panneaux en anglais sont disposés le soir devant les unités britanniques et une Radio

EAM émet à des heures variables.

[23](#) . En violation de leurs engagements : ils avaient les jours précédents demandé à l'ELAS, qui tenait la colline, de s'en retirer afin de ne pas risquer d'endommager les monuments antiques.

[24](#) . Bartziotas prétend que cette opération a été une initiative du 1^{er} corps d'armée (*op. cit.*, p.362). Nestoras n'en dit rien, mais effectivement aucun ordre du comité central de l'ELAS concernant cette opération ne figure dans son ouvrage.

[25](#) . À Salonique, c'est le représentant du KKE qui interdit à l'ELAS, au grand étonnement de Woodhouse, d'attaquer les Anglais qui font évader les réactionnaires emprisonnés et les cachent dans leurs bateaux de guerre. Parallèlement les avions britanniques bombardent les unités de l'Armée populaire qui tentent de se rapprocher d'Athènes. Tout cela est tellement incompréhensible pour les partisans que certains chefs de l'ELAS, comme Karayioryis, passent outre à ces consignes.

[26](#) . Le récit le plus détaillé de ces événements est fait par Hadzis, *op.cit.*, tome IV, p.245-246.

[27](#) . Baev, *Décembre 1944, nouvelle recherche, nouvelles approches*, *op. cit.*, p.179-180.

[28](#) . *Mémoires*, *op.cit.*, tome VI, vol.1, p.302-303.

[29](#) . Papandréou, *op.cit.*, p.236 à 241.

[30](#) . Interview accordée le 2 mars 1948 au journal *Kathimerini (Le Quotidien)*.

X. L'ELAS entre succès et négociations (8-16 décembre 1944)

Cinq jours après le début de l'affrontement, malgré les difficultés rencontrées à Goudi et Makriyanni, malgré l'intervention désormais ouverte des Britanniques, l'ELAS d'Athènes et du Pirée contrôle toujours la presque totalité du Pirée et la plupart des quartiers d'Athènes. Surpris par la résistance des « bandits » grecs, inquiet des informations qui lui arrivent, Churchill demande au maréchal Alexander de quitter provisoirement le théâtre des opérations en Italie, où la situation est pourtant critique, et de se rendre à Athènes accompagné de Mac Millan pour faire le point de la situation. Ce qu'ils décrivent n'est pas fait pour le rassurer. Dès son arrivée, le 11, Alexander lui télégraphie : « Les troupes britanniques se trouvent, en réalité, assiégées au centre de la ville¹. » Mac Millan note le même jour dans son journal :

Nous tenons entre 2 et 4 km carrés de l'agglomération. L'aéroport de Tatoï [au nord] est perdu et environ 800 hommes, personnel et administration, y sont bloqués. Notre aéroport de Kalamaki [au sud] n'est pas sûr du tout et les communications entre celui-ci et le gros des troupes sont sous le feu de l'ennemi. Nous ne disposons même pas d'un port [...] Nous sommes en position de défense sur les côtes du golfe de Phalère mais nous n'avons pas de communication sûre ni entre l'aéroport et les côtes, ni entre ces dernières et le centre d'Athènes. En d'autres termes, nous ne disposons d'aucune base sécurisée d'où nous pourrions lancer une offensive²...

Il ne reste en effet aux mains de la droite grecque et des Britanniques qu'une petite zone au centre d'Athènes : le quartier de Kolonaki et la place Syntagma avec le Parlement, le ministère des Affaires étrangères, le QG de Scobie et les grands hôtels *King George* et *Grande-Bretagne*. C'est dans ce dernier que sont réfugiés, sans eau, sans électricité, sans téléphone, sans personnel puisque celui-ci est en grève, Papandréou et ses ministres, avec des diplomates, des journalistes étrangers, les représentants des missions militaires. Tout ce monde fonctionne avec bougies et lampes à pétrole, au milieu du vacarme incessant des canonnades et des bombardements.

La « Scobia », comme on appelle cette zone par dérision, est entourée de barbelés que seuls les véhicules de la Croix-Rouge ont le droit de franchir. Au-delà, les quelques nœuds qui résistent à la pression de l'ELAS sont les collines de l'Acropole et du Lycabette, où les Britanniques ont installé leur artillerie lourde, les casernes de Goudi et les installations de gendarmerie de Makriyanni assiégées mais toujours non prises, la Sûreté générale, l'École Polytechnique et les prisons Avérof et Hadzikosta. Le port du Pirée est aux mains de l'ELAS et les grands axes de communication avec la mer et les aéroports (avenues Syngrou et Piraïos) sont coupés. Scobie envisage d'évacuer le centre, de regrouper ses troupes avec celles de la Royal Navy qui croise dans le golfe de Phalère et de lancer de là des offensives contre les partisans – ou même de fuir par la mer.

Pourtant les combats sont toujours marqués par une supériorité écrasante des ennemis de

l'ELAS, sinon en hommes, à ce moment-là, mais en puissance de feu : outre les tirs d'artillerie et les tanks, les Britanniques utilisent depuis le 7 leur aviation pour bombarder non seulement les positions des partisans, mais aussi les faubourgs d'Athènes, causant de nombreuses victimes civiles. Dès les premiers jours des combats, les Britanniques ont aussi commencé à faire des centaines de prisonniers, parmi les civils comme parmi les combattants : le 9 ils annoncent pour la première fois l'arrestation de 900 personnes ; le 12 il y a déjà, selon l'EAM, 1 000 à 1 500 personnes enfermées près de l'aéroport d'Helliniko.

À cela l'ELAS oppose la résolution et l'enthousiasme de ses combattants et de ses réservistes, pour la plupart jeunes et inexpérimentés, et le soutien massif d'une population pourtant soumise aux pires privations : l'organisation de solidarité nationale a beau forcer les dépôts des profiteurs du marché noir et organiser des distributions de vivres acheminés de la province³, les Athéniens souffrent de la faim et du froid et les maisons de nombre d'entre eux ont été détruites. La capitale est plongée dans l'obscurité et manque d'eau. Les partisans coupent les routes avec des barricades, des tranchées, des mines, ils arrêtent les tanks avec des couvertures et les attaquent à coup de grenades à main ou de cocktails Molotov bricolés à la hâte. Ils utilisent aussi la dynamite et organisent une élémentaire défense antiaérienne avec le peu de mitrailleuses dont ils disposent. La population aide de multiples manières, transportant les blessés dans des hôpitaux qui fonctionnent grâce au dévouement de médecins et d'infirmières volontaires, et l'on voit des hommes, des femmes, des enfants même prendre le fusil de ceux qui tombent et combler ainsi les vides laissés par le feu ennemi. Roger Milliex, qui dirigeait alors l'Institut français d'Athènes, a rendu hommage au courage des combattants de l'EPON, l'organisation de jeunesse de l'EAM :

Des garçons et des filles de 8-10 ans, les « aiglons » comme on les appelait, circulaient au milieu des combats, ils assuraient les liaisons, transportaient des grenades à main sous leurs vêtements, ou même des mitrailleuses dans des voitures d'enfant. « L'enfant grec » du vieil Hugo était encore vivant en eux [...] Des jeunes filles rieuses cachaient des armes dans leur panier à légumes et traversaient ainsi tous les barrages. Et tout cela avec le sourire, avec bonne humeur, avec des chansons parce que la Résistance à Athènes n'était pas seulement héroïque, elle était pleine de joie, d'humour et de chansons ! « Nous combattons et nous chantons », tel était le mot d'ordre des jeunes de l'EPON. Même ceux qui allaient être exécutés, hommes et femmes, chantaient et dansaient à leur dernière heure, devant leurs bourreaux médusés⁴.

Jusqu'à la mi-décembre, les partisans remportent encore des succès. Faute de pouvoir lancer l'offensive qu'il souhaitait sur le centre, Siantos a ordonné d'empêcher à tout prix les tentatives des Britanniques de sortir de la zone encerclée, en multipliant les barricades avec l'aide de la population. Tandis qu'à Kaissariani de très durs combats continuent sans véritable résultat, le sanatorium de Sotiria, tout près de Goudi, est pris le 11, ainsi que l'École Polytechnique. Les jours suivants c'est au tour de l'École des Cadets, puis des aéroports d'Elefsina et de Tatoï de tomber. Le comité central de l'ELAS proclame le 14 : « Mis à part le centre d'Athènes, nous maîtrisons partout la situation. Les seuls avantages de l'ennemi sont ses tanks et ses avions : on peut et on doit les rendre inutilisables⁵. »

Mais tout en combattant, l'EAM cherche une issue politique à la situation, comme le réclament instamment ses dirigeants socialistes⁶, et selon l'orientation définie le 7 lors de la réunion du bureau politique du KKE. Svolos est prié par le comité central, convoqué par Partsalidis⁷, de discuter avec Leeper. Il s'attire cette réponse : « L'Angleterre ne reculera

pas. Mettez-vous d'accord avec Scobie, sinon vous récolterez une Grèce en ruines. La Grèce nous intéresse en tant que point stratégique. Cédez. Nous ne vous abandonnerons pas aux mains de vos ennemis⁸. » Et deux jours après, Scobie adresse une véritable sommation à l'ELAS : les combats s'arrêteront, dit-il, à condition que les *élassitès* se retirent sur une ligne située hors de l'Attique, et que ceux qui les soutiennent rendent leurs armes. Siantos accepte, à condition que les opérations soient supervisées par un nouveau gouvernement, que la Brigade de montagne se retire également et qu'on désarme aussi la gendarmerie et autres formations paramilitaires – ce que rejette immédiatement Scobie.

Churchill en accusation devant la presse internationale et devant la Chambre des communes

Les autorités britanniques à Athènes interdisent aux journalistes tout contact avec « l'ennemi » et exercent une censure sévère sur les informations. Malgré cela la presse anglaise, celle des pays du Commonwealth, des États-Unis et de la France est presque unanime à critiquer, parfois violemment, le massacre des résistants. La BBC elle-même se montre très réservée et le parallèle est souvent fait avec les interventions de Churchill en Italie et en Belgique. Le *Manchester Guardian* écrit :

C'est une vérité désagréable à dire : le prestige de la diplomatie britannique est tombé tellement bas ces derniers jours qu'il a atteint le niveau de l'époque de Munich [...] Il faut de toute urgence tenter de nous remettre en accord avec le monde démocratique. Ce n'est pas notre affaire de décider si les Italiens veulent ou non du comte Sforza, ni si Papandréou doit ou ne doit pas rester au pouvoir en Grèce. Notre mission est d'aider les peuples italien et grec à se gouverner de manière autonome et digne [...] Le meilleur service que Churchill peut rendre aux troupes britanniques à Athènes est de les retirer de cette affaire, même si on doit provisoirement en payer le prix par une diminution de notre prestige.

Le *Times*, pourtant conservateur et très lié au Foreign Office, consacre tous les jours plusieurs colonnes aux événements de Grèce sous la plume de son correspondant à Athènes, Geoffrey Hoare, ainsi qu'un éditorial très critique dû la plupart du temps à l'historien E.H.Carr. Le journal pointe les responsabilités de l'EAM mais reconnaît que s'il y a risque de dictature en Grèce, c'est surtout du côté fasciste, vu l'absence d'épuration, le maintien en poste des officiers métaxistes et la volonté de garder coûte que coûte la Brigade de montagne. En visant le maintien de la monarchie, la Grande-Bretagne, selon le *Times*, va contre l'opinion majoritaire du peuple grec : elle devrait limiter son intervention à ravitailler la population et à favoriser l'intégration, dans un gouvernement de large union nationale, de « ces groupes qui ont pris une part active à la Résistance et ont ainsi gagné la confiance du peuple⁹ ». Hoare est réprimandé par Leeper mais ses témoignages sont corroborés par d'autres journalistes et Churchill renonce à convoquer le directeur du journal.

Le *Daily Herald*, organe du Labour Party, rappelle dans son éditorial du 5 qu'à plusieurs reprises les parlementaires ont reproché à Churchill de se poser en « champion des monarques discrédités et des régimes de droite » et que ses réponses n'ont pas dissipé le « brouillard épais » qui entoure son attitude vis-à-vis des rois de Yougoslavie, de Grèce, d'Italie et de leurs gouvernements. Le journal s'étonne aussi des « très bonnes paroles » qu'il a prononcées peu de temps auparavant sur Franco et conclut : « Il est normal de vouloir désarmer la Résistance, mais la Résistance ne peut rendre les armes à un

gouvernement qui n'a pas sa confiance et est adossé à une politique alliée suspecte [...] Nous courons le risque d'être impliqués dans le soutien à des régimes qui peuvent être tentés de devenir progressivement dictatoriaux. »

Le 8 décembre a lieu au parlement britannique le grand débat attendu¹⁰. Le député travailliste Seymour Cocks lance l'offensive en dénonçant le massacre du 3 décembre et la façon dont Churchill a empêché la constitution d'un gouvernement Sophoulis. Leeper, dit-il, est le « mauvais génie de la Grèce moderne ». Quant au Premier ministre, c'est une « grande figure nationale [qui] s'appuie maintenant sur la gloire qu'il doit à ses succès. Moi je ne suis qu'un homme ordinaire et je n'ai pas d'autres ambitions. Mais je préférerais me couper le bras jusqu'au coude plutôt que de signer l'ordre qui a permis aux troupes britanniques de tirer sur des ouvriers grecs ». Et il propose une motion exigeant la garantie « que les forces de Sa Majesté ne seront pas utilisées pour désarmer les amis de la démocratie en Grèce et dans d'autres parties de l'Europe, ou pour éliminer les mouvements populaires qui ont apporté une aide courageuse à la défaite de l'ennemi. »

Churchill répond d'emblée que cette motion fera l'objet d'un vote de confiance et oppose sa propre conception de la démocratie à celle revendiquée par l'EAM :

Voici l'idée que je m'en fais : l'homme tout simple, humble, courant, l'homme de la rue qui fait vivre sa femme et sa famille, qui va se battre pour son pays quand celui-ci connaît des difficultés, qui se rend aux urnes le moment voulu, trace une croix sur le bulletin de vote pour indiquer les candidats qu'il désire voir élire au Parlement – voilà l'élément fondamental de la démocratie. Et il est essentiel que cet homme ou cette femme puisse exercer ses activités sans peur, sans être exposé à la moindre forme d'intimidation ni d'oppression [...]

Mais mes sentiments sont bien différents quand il s'agit d'une escroquerie à la démocratie, d'une démocratie qui se donne ce nom uniquement parce qu'elle est de gauche [...] Ce qui ressemble le moins à la démocratie, c'est la loi de la populace, celle de bandes de gangsters munis d'armes mortelles qui pénètrent de force dans une ville, s'emparent des postes de police et des organisations-clés du gouvernement, pour essayer d'établir un régime totalitaire à la poigne de fer [...] qui prétend fusiller tous ceux qui le gênent au point de vue politique, sous prétexte d'épurer ceux qui sont censés avoir collaboré avec les Allemands durant l'occupation [...] La liberté n'est pas une fille qui se fait ramasser dans la rue par un homme armé d'une mitraillette [...]

Pauvre vieille Angleterre ! Il faut que nous nous chargions des besognes les plus ingrates, que nous soyons bafoués, critiqués, contrecarrés de tous les côtés en les accomplissant ; mais du moins nous savons [...] quel est notre but : c'est de libérer ces pays de la puissance militaire allemande et de leur permettre, dans des conditions normales de tranquillité, de procéder à des élections universelles et libres pour choisir leur mode de gouvernement (un régime fasciste étant seul exclu) [...] Si je suis blâmé en cette affaire, j'accepterai de bon cœur que la Chambre me renverse ; mais si je ne suis pas renversé – qu'on ne s'y trompe pas – nous poursuivrons cette politique, nous nettoierons Athènes et sa région de tous ceux qui se révoltent contre l'autorité du gouvernement constitutionnel de la Grèce, de mutins dressés contre les ordres du commandant suprême en Méditerranée auquel tous les guérilleros se sont engagés à obéir...

Il y a, dans sa harangue, non seulement toute la condescendance de l'aristocrate pour

l'homme du commun, auquel on ne demande que de voter et de se battre quand il le faut et qui devient « la populace » quand il sort de ces limites – mais aussi tout le mépris de l'Empire britannique pour les peuples qu'il domine. On y trouve déjà toute l'argumentation de la guerre froide, opposant le « monde libre » aux régimes de « terreur », qui deviendra monnaie courante dès la fin de la guerre – ce qui permet à Churchill de se présenter dans les *Mémoires* comme un visionnaire qui n'a pas été compris à l'époque¹¹. Mais en 1944, sa définition de la démocratie fait immédiatement l'objet de nombreuses critiques. En France on parle de conception « insulaire¹² » et *Combat* fait remarquer qu'il existe un gouvernement espagnol régulièrement élu en 1936 et que le Premier ministre, « qui a marqué sa préférence pour les gouvernements réguliers », serait bien inspiré d'adopter le même point de vue à propos de l'Espagne. Le journal estime aussi que « le régime qui a fait la carrière d'un Laval et la puissance d'un Schneider ne représente pas plus la démocratie que les bandes armées dont parle Churchill ».

Dans la suite de son discours, Churchill tente de justifier l'aide apportée au gouvernement belge et les pressions sur le gouvernement italien, mais il évite de s'expliquer sur des questions précises concernant la Grèce, comme son soutien inconditionnel à un roi responsable de la dictature de Métaxas, ou encore son refus de la démission de Papandréou. Il se vante d'avoir planifié secrètement dès mai 1944 le débarquement de ses troupes en Grèce : il s'agissait, dit-il, en accord avec Roosevelt, d'éviter à tout prix le vide de pouvoir et l'anarchie devant « la magnifique avance des armées russes¹³ » et le départ imminent des Allemands. Il conclut sur sa ferme intention, si la motion de censure n'est pas votée, de continuer cette politique contre vents et marées.

Les dirigeants du Labour ne veulent pas rompre la solidarité gouvernementale

Beaucoup de parlementaires restent sceptiques face à ce discours et à celui d'Eden qui reprend l'idée de la « rétractation » de l'EAM fin novembre et divers autres mensonges déjà proférés par Churchill : l'ELAS aurait eu pour seul but de prendre le pouvoir et aurait davantage combattu l'EDES que les occupants, avec lesquels elle se serait souvent entendue pour cela... Mais l'un des dirigeants du Labour Party, Greenwood, intervient pour demander à ses collègues de ne pas voter la motion de Cocks, qui ne pourrait que « réjouir les nazis » en mettant le gouvernement en difficulté. Alerté cependant par les révélations de Churchill sur le plan « Manna », il propose qu'un membre du cabinet « de haut rang » se rende en Grèce afin d'y œuvrer à un désarmement général et à la constitution d'un véritable gouvernement d'union nationale.

La motion de Cocks est donc rejetée par 279 voix contre 30 – majorité très relative car la plupart des 680 députés se sont abstenus. Les critiques, accompagnées de pétitions, de manifestations et de mouvements de grève en divers points du territoire, continuent à s'exprimer pendant tout le mois de décembre. Le 11, le *Daily Herald* publie un commentaire cinglant de William Shirer : « Ne nous faisons pas d'illusions ! Les nazis sont partis de France, de Belgique, de Grèce, d'Italie, de Hollande, mais si leur départ a mis fin à un cruel cauchemar, il amène au début d'un autre. [On dit : mettre de l'ordre] Mais quelle sorte d'ordre ? Après tout, Hitler, Mussolini et Pétain ont instauré une sorte d'ordre. »

Mais Churchill, en mettant en jeu l'existence de son gouvernement, a obtenu ce qu'il voulait. Il télégraphie à Leeper :

Ne vous laissez pas troubler par les critiques formulées sur les divers bancs de la

Chambre [...] Je ne cède jamais à des clameurs passagères et je soutiendrai toujours ceux qui exécutent leurs instructions avec courage et exactitude. À Athènes comme partout ailleurs, notre mot d'ordre est : pas de paix avant la victoire¹⁴.

Au congrès annuel du Labour Party, le 13 décembre, plusieurs délégués rappellent le passé de Churchill, organisateur des interventions armées contre les révolutions de 1918-1919, et l'un d'eux parle même du massacre du 3 décembre comme d'un « second Amritsar¹⁵ ». Un membre du comité exécutif du parti, Bevan, se demande comment l'EAM pourrait faire confiance à un gouvernement britannique « qui fait l'éloge de Franco, qui a soutenu Darlan, qui a ramené la maison de Savoie au pouvoir en Italie et conspire dans le monde entier au rétablissement des réactionnaires partout où il le peut » : les représentants de notre parti au cabinet, dit-il, doivent exercer une action plus décisive au sein de celui-ci et ne pas laisser les Tories à leur « sale travail » ! Bevin, visé en tant que ministre du Travail, tente de se justifier et revendique même la politique du cabinet : « Que cela nous plaise ou non, l'Empire britannique ne peut abandonner sa position en Méditerranée, dont la stabilité est nécessaire à sa position dans le monde ! » Griffith, le chef de la Fédération des mineurs, et Bevan lui répondent que ce n'est pas la position du parti travailliste. Mais le congrès vote finalement une motion assez modérée ne condamnant pas clairement le gouvernement et demandant simplement à celui-ci d'agir sans délai en vue d'un armistice et de la reprise immédiate des négociations pour constituer un véritable gouvernement d'union nationale.

La réserve du gouvernement français et le soutien embarrassé de Roosevelt

L'EAM compte beaucoup sur l'appui de la France dont la légation à Athènes, dirigée par Jean Baelen, est la seule à être admise dans les zones contrôlées par l'ELAS. Or, après l'échec du projet de visite du général de Gaulle, le gouvernement français garde tout au long de décembre une prudente réserve¹⁶. Ses informateurs principaux, Jean Baelen et René Massigli, ambassadeur à Londres, sont conscients de l'ampleur et de la brutalité de l'intervention britannique et partagent le point de vue des résistants grecs sur l'absence totale d'épuration et de réformes. Ils ne comprennent pas l'insistance de Churchill sur la personne du roi, et Baelen est bien placé pour apprécier le peu de valeur et d'audience de la droite locale et les limites de l'autorité du gouvernement Papandréou.

Mais il y a l'inquiétude vis-à-vis de la progression des organisations et des idées communistes, et l'habitude du jeu diplomatique fondé sur les sphères d'influence. Le gouvernement français ne dispose pas à ce moment-là d'une assise internationale suffisante pour peser sur les événements et redoute de compromettre ses chances de reprendre son rang de grande puissance. D'où les recommandations de Baelen : « Rester à cette occasion à l'écart autant que possible du conflit actuel » et de Massigli : garder la plus grande réserve « dans cette affaire où nous n'avons actuellement aucune responsabilité et où ce ne sont pas des troupes françaises qui auront à supporter les conséquences de l'aggravation des troubles ». Massigli réclame même la censure sur les nouvelles de Grèce, les commentaires de la presse française irritant les autorités britanniques.

Les déclarations de Stettinius, le secrétaire d'État américain, ont suscité de grands espoirs du côté de l'EAM. De plus, le jour du débat à la Chambre des communes, se produit dans la presse américaine une fuite qui plonge Churchill dans un grand embarras : le *Washington Post* publie le télégramme qu'il a envoyé le 5 à Scobie, pour lui recommander de ne pas hésiter à tirer et de se comporter comme dans une ville conquise. Cela suscite une vague de

protestations, non seulement aux États-Unis mais aussi au Canada et jusqu'en Nouvelle-Zélande, et le président des États-Unis a bien du mal à justifier l'aide qu'il apporte à l'intervention britannique : il faut l'intervention de son conseiller personnel, Hopkins, pour obliger l'amiral King, commandant en chef des opérations navales, à prêter le concours de ses bateaux au transport des troupes anglaises en Grèce.

Lors d'une conférence de presse, les journalistes demandent à Roosevelt si les ingérences des grandes puissances en Europe sont conformes aux principes de la charte de l'Atlantique. Le Président répond qu'il n'existe à sa connaissance aucun exemplaire officiel de ce texte. Churchill et moi l'avons fait « par petits morceaux », dit-il, « sur des bouts de papier », puis nous nous sommes mis d'accord et avons fait une déclaration à la presse. Mais l'esprit du texte est-il toujours là ? demande un journaliste interloqué. Roosevelt, délibérément évasif, répond alors qu'on ne peut pas considérer ce texte « comme signé par nous deux ».

Trois jours plus tard, après une tempête de commentaires, les journalistes reviennent sur la question. Roosevelt se lance alors dans un exposé confus sur les « déclarations historiques célèbres », comme les Dix Commandements et les 14 points de Wilson, dont les objectifs n'ont pas encore été atteints mais restent toujours valables. De temps à autre, dit-il, quelqu'un avance une nouvelle idée pour aider à construire l'avenir et c'est très bien de se donner de nobles buts. On lui demande alors s'il pense qu'on est aussi loin d'atteindre les buts de la charte de l'Atlantique qu'il y a 1 000 ans. « Oh non, répond le Président. Le monde se développe un peu, avec des hauts et des bas, mais dans l'ensemble la courbe s'élève », même s'il y a des gens qui n'aiment pas faire des efforts pour atteindre ces buts¹⁷...

Poussé par Stettinius, Roosevelt écrit cependant à Churchill qu'à son grand regret il ne lui est pas possible « de se ranger pleinement [à ses côtés] dans la conjoncture présente en Grèce ». Il suggère l'établissement d'une régence et un engagement clair de Georges II à ne pas rentrer avant un plébiscite, car la raison, ou du moins l'excuse de l'attitude de l'EAM lui semble être sa méfiance vis-à-vis des intentions du roi. Il propose aussi de fixer une date pour les élections et ajoute qu'on pourrait peut-être inclure dans le plan de désarmement la Brigade de montagne et le Bataillon sacré¹⁸.

L'entêtement de Churchill face à la question de la régence

Rien de plus désagréable aux oreilles de Churchill que l'idée de régence, pourtant défendue par ses proches collaborateurs : dès l'été 1943, Eden et Leeper, en accord avec Tsoudéros, avaient envisagé la possibilité d'une régence confiée à l'archevêque Damaskinos, et les contacts pris ensuite à Athènes par celui-ci avaient confirmé l'unanimité de cette exigence de la part des « vieux partis ».

Devant la situation militaire défavorable et l'impasse politique, Leeper revient à nouveau sur cette question. De son côté, MacMillan a rapidement compris, dès son arrivée à Athènes, que l'EAM jouit du soutien de la majorité de la population et que la seule façon d'en venir à bout est de détacher du « noyau dur » communiste les éléments qui redoutent simplement le rétablissement d'un régime lié à la dictature de Métaxas. Il espère pouvoir ainsi créer un nouveau front dirigé cette fois contre les communistes, et maintenir de cette façon l'essentiel des intérêts de l'Empire britannique. Cela l'amène à déplorer les interventions trop évidentes de Churchill dans la politique grecque et à s'intéresser à l'idée de régence que lui soumet Leeper. Alexander s'associe également à une démarche en ce sens auprès du Premier ministre : cela permettrait de constituer un nouveau gouvernement

qui prêterait serment devant Damaskinos, et de mettre au point une formule de conciliation sans intervention de la Grande-Bretagne.

Il y a là une base d'entente possible avec l'EAM, qui cherche toujours à négocier. Le comité central de l'ELAS ouvre le 14 une voie nouvelle : il propose que les unités de l'ELAS se retirent provisoirement de la capitale, en même temps que la Brigade de montagne et le Bataillon sacré, en des lieux prévus d'un commun accord. Le lendemain, le comité central de l'EAM réitère son consentement à la démobilisation à condition – outre les garanties déjà précisées et la constitution d'un gouvernement d'union – que soit respecté le principe allié de non-intervention dans les affaires intérieures d'un pays et que soit instituée une régence. Scobie juge inacceptables les garanties demandées. Il envisage d'ordonner à la Brigade de montagne de retourner à ses cantonnements, mais seulement après que l'ELAS se soit d'abord retirée d'Athènes et que le corps d'armée de la capitale ait rendu ses armes¹⁹.

Il n'est en effet pas question pour Churchill d'accepter ce qui semble raisonnable à tout le monde sauf à lui-même – et au monarque. Chargé par le cabinet de guerre de prendre contact avec Georges II, il prend prétexte du refus catégorique de celui-ci pour expliquer à Roosevelt que forcer le roi à accepter une régence serait un « acte de violence inconstitutionnel » – référence inattendue à une Constitution abrogée en 1936 par ce même roi. La solution est ailleurs, dit-il : « Les renforts britanniques qui arrivent sans arrêt en Attique parviendront, je l'espère, à rétablir à Athènes une situation plus saine. Vous comprendrez toute la gravité qu'aurait un repli de notre part (éventualité qui n'est pas exclue), et qu'il en résultât un effroyable massacre, ainsi que la mise en place à Athènes d'un régime d'extrême gauche, d'inspiration communiste²⁰. »

Renforts britanniques et réarmement des Bataillons de sécurité

Alexander, pressé par Churchill, a donné l'ordre d'envoyer immédiatement en Grèce des unités de la IV^e division indienne qui se bat sur le front italien. Il a vite jugé Scobie incapable de faire face à la situation et dès son retour en Italie il envoie à Athènes le général Hawkesworth auquel il confie le commandement des opérations, ne laissant à Scobie que les relations avec le gouvernement grec et l'EAM. Le cabinet de guerre a par ailleurs donné la permission de bombarder les quartiers à l'intérieur d'Athènes.

À partir du 12 décembre commencent donc à affluer des forces britanniques considérables, ce qui va porter leur effectif total sur l'ensemble du territoire grec à 75 000 hommes à la fin décembre²¹. Les premiers régiments, installés provisoirement à Phaliro dans des hangars, sont attaqués dans la nuit par l'ELAS mais le rythme des débarquements s'accélère tellement que l'ELAS ne peut plus y faire face les jours suivants.

Le gouvernement grec n'est pas en reste. Les effectifs de la garde nationale sont restés très minces. Les quelques unités formées avant les combats se sont dissoutes dès les premières offensives de l'ELAS et il est impossible d'en reconstituer d'autres à partir de la minuscule « Scobia ». Le sous-secrétaire d'État aux affaires militaires, le colonel Spais, décide alors sans hésiter d'y intégrer les Bataillons de sécurité :

La proposition est venue des Anglais, la décision de moi. C'était la guerre cette fois et toute mesure paraissait « imposée » par les circonstances. Je ne veux pas me justifier, mais c'était impossible de faire autrement, notre force militaire était insuffisante.

Il y avait en tout 27 000 hommes de ces bataillons [à Athènes]. Nous en avons utilisé

12 000, les moins exposés et aucun des cadres importants. Nous les avons habillés, armés, après les avoir retirés des camps, de Goudi essentiellement, et les avoir amenés dans le bâtiment du Parlement. Il y avait là, dans les caves, des réserves d'habillement et d'armes. On en a fait des régiments de la garde nationale et on a pu ainsi équilibrer les forces. Ce n'est pas vrai qu'on n'a pas utilisé les Bataillons de sécurité au cours des événements de décembre, comme le soutenaient alors, et après, Anglais et Grecs. On a utilisé à peu près la moitié de ceux qui avaient été arrêtés²²...

L'isolement de l'EAM

Face à cette aggravation de la situation, les appels à la solidarité internationale lancés par l'EAM restent sans réponse. En Grande-Bretagne, de nombreux messages d'usines, de syndicats parviennent tous les jours à la Chambre des communes, mais les députés travaillistes s'emploient à calmer les esprits : le chantage de Churchill a porté ses fruits et tous redoutent qu'il se retire alors que la guerre fait encore rage. De façon générale, ces événements font prendre douloureusement conscience du caractère tout provisoire de l'unanimité antifasciste de façade. L'affaire grecque est la première grave distorsion dans le climat apparent d'union et la première révélation publique de tensions qui marquent déjà un glissement vers la guerre froide, mais il n'est pas encore opportun d'en tirer les conséquences. Bon nombre de membres du Labour Party s'inquiètent d'ailleurs de la progression de l'Armée rouge et hésitent à apporter un soutien trop appuyé à des résistants dont bon nombre sont communistes.

Du côté de l'URSS, c'est aussi l'urgente nécessité d'en finir avec Hitler qui passe avant tout et les arrangements plus ou moins clairement conclus en octobre entre Staline et Churchill sont respectés²³. La presse soviétique, qui n'a pas de correspondant sur place, donne quelques informations très neutres sur les combats, loin des critiques virulentes des journaux anglo-saxons, et Popov, le chef de la mission militaire soviétique hébergé à l'hôtel *Grande-Bretagne*, se garde de toute intervention. Faute de relation directe avec Moscou, Siantos envoie tout au long de décembre des télégrammes à Vavoudis, ce spécialiste des liaisons radio venu dans le maquis grec fin juillet avec la mission soviétique : il se trouve maintenant à Sofia et transmet les informations au secrétaire général du parti communiste bulgare, Kostov, lui-même en contact avec Dimitrov toujours à Moscou. Les réponses de ces derniers expriment une vive sympathie pour le combat de leurs camarades grecs, mais insistent sur l'impossibilité et l'inopportunité de toute aide sous quelque forme que ce soit. Le 12 décembre Dimitrov précise à Kostov :

Une aide de la part de la Bulgarie, qui associerait celle-ci à l'ELAS contre les forces armées britanniques, serait dans la situation internationale actuelle de peu de secours pour les camarades grecs, alors qu'elle pourrait nous nuire considérablement. Nos amis grecs doivent s'accommoder de cela et du fait que leur besoin d'aide militaire ne peut être satisfait en ce moment. L'ELAS et les Grecs doivent se déterminer à l'avenir en partant justement de cette situation qui ne leur est pas favorable. Ils doivent faire preuve d'une grande souplesse afin de conserver leurs forces autant que possible et d'attendre une situation plus propice pour la réalisation de leur programme démocratique. Pour le parti grec, le plus important est de ne pas s'isoler des masses du peuple et des groupes démocratiques qui appartiennent à l'EAM. Pourquoi l'EAM, la Fédération hellénique du Travail ne s'adressent-ils pas officiellement aux syndicats et

au parti travailliste britannique, aux organisations sociales de masse et aux syndicats des États-Unis, à l'opinion publique internationale, afin de les éclairer sur les objectifs et le caractère de leur combat, de démasquer la clique réactionnaire grecque ? Pourquoi ne les appelle-t-il pas à les soutenir politiquement ? C'est à cela qu'ils doivent se consacrer sans répit et par tous les moyens.

Deux jours après il envoie de nouvelles recommandations : « [Les camarades grecs] doivent bien sûr continuer leur combat, mais pour l'instant ils ne peuvent compter sur aucune aide de l'extérieur. » Kostov les transmet en y ajoutant ce commentaire : « En donnant ce conseil, le "grand-père" [nom de code de Dimitrov] souligne que pour le moment une aide extérieure est exclue. Ayez cela en tête en prenant vos décisions²⁴. »

Quant à Tito, il est d'autant moins enclin à aider les résistants grecs que le chef de la mission militaire britannique installée sur son territoire multiplie les avertissements quant au retour éventuel en Grèce des partisans macédoniens qui ont rejoint l'Armée de libération yougoslave : d'où une « espèce de panique » chez les dirigeants yougoslaves, dont le pouvoir est encore mal assuré. Malgré leur sympathie pour la cause de l'EAM et leur appréhension devant les revendications de la droite nationaliste grecque, ils se montrent d'une prudence extrême²⁵.

Au bout de dix jours de combats incessants, la fatigue commence à se faire lourdement sentir chez les *élassitès*. Le comité central de l'ELAS regroupe les hommes du 1^{er} corps d'armée avec les partisans venus du maquis, mieux armés, plus organisés mais peu habitués aux formes de combat en ville, et décide de privilégier les attaques de nuit où les combattants sont moins facilement ciblés par les avions et la grosse artillerie britannique. Les partisans réussissent encore le 15 à s'emparer de la Sûreté générale, malgré l'intervention des Anglais, laquelle permet à une partie de ces policiers, qui ont torturé tant de résistants, de s'échapper. C'est symboliquement une victoire importante, mais malgré l'aide toujours active de la population, les *élassitès* peinent à s'emparer des foyers de résistance de l'ennemi qui se trouvent au sein de la zone contrôlée par eux.

C'est à ce moment-là que le comité central de l'ELAS donne l'ordre de lancer l'offensive contre l'EDES et les organisations réactionnaires de Macédoine. Cette initiative est mal comprise par les dirigeants du 1^{er} corps d'armée et elle a été par la suite reprochée à Siantos : elle détournait en effet les forces les plus aguerries de la Résistance du théâtre d'opérations le plus important à ce moment-là. Mais était-il vraiment possible de concentrer en Attique des troupes venues de régions aussi éloignées que la Macédoine ou l'Épire ? Les déplacements sur de longues distances, le franchissement de zones montagneuses en plein hiver auraient demandé beaucoup de temps et offert des cibles de choix à l'aviation britannique. Une telle manœuvre pouvait même se transformer en piège et laisser à découvert le reste du territoire. Mais cette dispersion des forces, jointe aux consignes données au QG de ne pas attaquer les troupes britanniques en déplacement vers l'Attique, ne pouvait évidemment qu'avoir des effets très négatifs sur la poursuite des combats à Athènes.

Et les choses vont en s'aggravant : les renforts demandés par Churchill ne cessent d'affluer par bateau, par avion, ce qui porte les effectifs à 48 000 hommes. Dans la nuit du 15 au 16, les Britanniques lancent une offensive décisive au Pirée. Elle fait perdre à l'ELAS sa maîtrise sur une grande partie du port et permet à ses ennemis d'y établir de solides positions. Hawkesworth va pouvoir, à partir de là, lancer l'offensive générale contre

l'ELAS.

Notes

- 1 . *Mémoires, op.cit.*, tome VI, vol.1, p.309.
- 2 . Cité par Hadzis, *op.cit.*, tome IV, p.270-271.
- 3 . Le comité central de l'EAM lance le 13 décembre un appel dramatique : « Chaque ville, chaque village, chaque maison doit envoyer du pain et de la nourriture, tout ce qui est possible, au peuple d'Athènes et du Pirée ! »
- 4 . Extrait de la conférence, organisée par le Conseil national de la Résistance, que Roger Millieix a prononcée à Paris en janvier 1946 (in *Journal et témoignages de la guerre et de l'occupation*, Athènes, Thémélio, 1982).
- 5 . Kotsakis, *op.cit.*, p.147.
- 6 . Ils reprochent à Papandréou, responsable pour eux de cette guerre anglo-grecque, de « se cacher derrière Scobie pour garder le pouvoir » ; mais ils accusent aussi le KKE d'avoir pris l'initiative de « ces actions, qui peuvent être considérées comme révolutionnaires, sans rien demander à personne [...] mais en nous utilisant comme couverture » (*Journal de Tsirimokos*, 10 et 12 décembre, cité par Hadzis, *op.cit.*, tome IV, p. 255-256).
- 7 . Le comité central de l'EAM est composé alors de 12 membres. Il se réunit à plusieurs reprises pendant les événements de décembre, en s'adjoignant pour les décisions importantes Siantos et parfois Svolos, qui s'est installé dans la « Scobia ».
- 8 . Michiotis, *La Marche dramatique. De la libération en 1944 à la tragédie de décembre et à Varkiza*, Athènes, Kastalia 2005, p.234.
- 9 . Éditorial du 5 décembre. Sur l'attitude du *Times*, voir I. Koutsopanagou, « La position du Times concernant la Grèce 1944-1949 et les débuts de la guerre froide », in *Décembre 1944, Nouvelle recherche, nouvelles orientations, op.cit.*, p.219-224.
- 10 . Les citations qui suivent sont extraites du compte rendu très complet qu'en donne le *Times* du 9 décembre.
- 11 . « Les sentiments que j'avais exprimés devant la Chambre des communes sont aujourd'hui devenus des lieux communs de la doctrine et de la politique américaines [...] Mais à l'époque ils avaient un air de nouveauté déroutant pour ceux qui se laissaient guider par les impressions du passé et ne discernaient pas encore le nouveau courant dangereux qui risquait de bouleverser les destins de l'humanité [...] Que les rédacteurs de tous ces organes bien intentionnés comparent ce qu'ils écrivaient alors avec ce qu'ils pensent aujourd'hui, ils ne manqueront pas, j'en suis sûr, d'être fort surpris ! » (*Mémoires, op.cit.*, tome VI, vol.1, p.305 à 307).
- 12 . C'est le terme employé par Massigli, l'ambassadeur de France à Londres, dans son rapport à G.Bidault, alors ministre des Affaires étrangères. *Combat* estime, dans son éditorial du 9 décembre, que Churchill parle « au nom d'une démocratie fonctionnant sans troubles et sans heurts, dans un monde sans problèmes immédiats [et non] pour un continent que la faim et la haine ont dévasté pendant quatre ans, et qui porte des blessures qu'on ne saurait toucher sans précautions. »
- 13 . Cris dans la salle : « Des bolcheviks ! » Churchill réplique : « Oh non ! C'est une remarque très malveillante. Il y a toujours d'honorables membres [du Parlement] qui

essaient de me piéger dans ces difficiles débats de politique étrangère en disant quelque chose qui pourrait ressembler à un manque de respect envers la splendide armée de patriotes qui a libéré le sol de la Russie... » Churchill est aussi coupé plusieurs fois dans son discours lyrique sur la démocratie par des allusions à son admiration pour Mussolini avant la guerre (qu'il revendique, car le Duce a selon lui sauvé l'Italie du bolchevisme) et aux propos élogieux qu'il a tenus peu de temps auparavant sur Franco.

[14](#) . *Mémoires, op. cit.*, tome VI, vol.1, p.307.

[15](#) . Amritsar est une ville du Pendjab où un général britannique, assisté d'un régiment de Gurkhas, dispersa une manifestation, en 1919, en faisant tirer sans aucune sommation sur la population. Bilan : 379 tués et près de 1 200 blessés.

[16](#) . Sur cette question, voir J.Fontaine, *Les Réactions françaises aux événements de Grèce (1944-1947). Politique officielle et opinion publique face aux prémisses de la guerre civile et de la guerre froide*, Mémoire de DEA, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1991.

[17](#) . D'après Gardner, *op.cit.*, p.247-248.

[18](#) . *Mémoires, op. cit.*, tome VI, vol.1 p.311.

[19](#) . D'après le *Livre blanc* de l'EAM, *op.cit.*, p.52 à 55.

[20](#) . *Mémoires, op. cit.*, tome VI, vol.1, p.313. Mac Millan et Leeper ne renoncent cependant pas à leur idée, au point d'énerver prodigieusement Churchill qui les traite de « Zoulous », de « guerriers soudanais » ! Le Premier ministre est exaspéré par l'insistance sur cet archevêque dont il ignore tout, mais auquel il prête des intentions dictatoriales en complicité avec l'EAM. Les réunions du cabinet de guerre sont agitées lors des discussions sur l'affaire grecque, et, comme le dit Eden, Damaskinos a pris la place de de Gaulle quand il s'agit d'énerver Churchill.

[21](#) . Close, *op.cit.*, p.224.

[22](#) . Interview donnée à la revue *Politika Thémata (Questions politiques)*, 4 décembre 1976. L'autre moitié a été incorporée, en partie au moins, dans la police, la gendarmerie ou la Brigade de montagne.

[23](#) . De part et d'autre. Churchill fait savoir à la Chambre des communes que tous les problèmes concernant les frontières seront traités au congrès de la paix après la guerre – avec une exception pour la Pologne ! Cela déclenche une tempête de protestations aux États-Unis et en Angleterre.

[24](#) . Baev, *Décembre 1944, nouvelle recherche, nouvelles approches, op.cit.*, p.181-182.

[25](#) . Milan Ristic, « L'insurrection de décembre à Athènes... », in *Balkanica XXXVII, op.cit.*, p.272-273. Tito doit mettre un frein aux revendications de certaines de ses unités qui poursuivent l'objectif d'une République macédonienne intégrant les parties grecque et bulgare et parlent de « libérer Salonique ».

XI.L'offensive britannique et le retrait de l'ELAS (17 décembre 1944-janvier 1945)

Alors que les combats font rage, l'EAM/ELAS tente toujours de négocier mais se heurte au refus de Scobie. Churchill, décidément insensible aux conseils de son entourage, télégraphie le 17 à Alexander :

Avez-vous de nouveaux renforts en vue, à part la IV^e division, le régiment de chars et les deux dernières brigades de la 46^e division ? Courons-nous le danger d'assister à une reddition en masse des troupes britanniques claquemurées dans la ville d'Athènes, suivie par un massacre des Grecs qui nous ont appuyés ? [...] Le roi de Grèce a refusé de façon catégorique, dans une longue lettre puissamment raisonnée, de nommer un régent et surtout l'archevêque dont il se méfie personnellement [...] Le cabinet a donc décidé d'attendre les nouveaux développements de la situation militaire avant d'arrêter des décisions définitives qui seront lourdes de conséquences. Personnellement mon sentiment est que nous devrions établir notre prédominance militaire de façon bien nette avant d'en venir aux accommodements et, de toute manière, il me déplairait de transiger pour des raisons de faiblesse ; il vaudrait mieux que ce soit notre force qui nous y autorise¹.

L'afflux incessant de troupes britanniques porte effectivement très vite ses fruits. Après avoir assuré sa maîtrise sur l'aéroport d'Helliniko, la baie de Phaliro et la presqu'île du Pirée, Hawkesworth se donne pour but d'établir la liaison avec le centre. Le 18, l'avenue Syngrou est ouverte et les forces anglaises vont désormais progresser le long de cet axe et de la rue Piraios en tentant d'établir leur contrôle sur les faubourgs environnants.

Les chefs du 1^{er} corps d'armée sont conscients du danger, mais la consigne du comité central de l'ELAS : « Aucun repli. Nous nous défendrons jusqu'au bout », correspond à l'état d'esprit de beaucoup de combattants. En ces premiers jours de l'offensive britannique, les partisans remportent encore deux victoires. Le 18 ils s'emparent des prisons Avérof et capturent une partie des 600 collaborateurs détenus là avec femmes et enfants, mais les Anglais en évacuent un grand nombre, notamment les deux ministres qui ont servi les Allemands, Tsolakoglou et Rallis, assurant ainsi la mise en lieu sûr des archives très compromettantes de ce dernier. Le 20, c'est au tour des hôtels de Kifissia, où s'est installée la Direction de la Royal Air Force, de céder devant l'offensive lancée deux jours plus tôt par l'ELAS.

Les *élassités* tiennent leurs positions le plus longtemps possible et n'attaquent que la nuit. Les armes manquent, les unités se trouvent souvent isolées les unes des autres, mais les combats sont de plus en plus acharnés : c'est maison par maison, rue par rue que les partisans affrontent leurs ennemis, sous les bombardements incessants et les tirs de mortier. Pour édifier des barricades, des immeubles sont détruits à la dynamite, s'ajoutant à ceux qui se sont écroulés sous les bombes ; dans d'autres, vidés de leur population, les *élassités* se retranchent derrière des sacs de sable placés aux fenêtres. La haine est déchaînée de part et

d'autre. Pour repérer les tireurs isolés, la *Politophylaki* visite les appartements soupçonnés de servir de refuge à des ennemis et arrête leurs occupants. De l'autre côté, quand les forces réactionnaires prennent le contrôle d'un quartier, règlements de comptes et arrestations font de nombreuses victimes.

Dès le début des combats, les Anglais ont commencé à emprisonner des *élassitès*, mais aussi des milliers de civils, y compris de très jeunes adolescents, qu'ils se refusent cependant à qualifier d'otages. Ce nombre augmente très rapidement et atteindra au total le chiffre de 30 000, selon l'EAM. Les prisonniers sont enfermés dans des camps à Goudi ou à Hassani, près de l'aéroport, et 8000 d'entre eux sont très vite envoyés en Afrique du Nord, dans les camps de Tobrouk et d'El Daba, rejoindre pour de longs mois les soldats « rebelles » d'Égypte.

En riposte à cette situation, les *élassitès* commencent eux aussi le 13 à garder des otages et le 18 ils détiennent déjà 1 000 prisonniers britanniques et 1 250 grecs dans les postes de police contrôlés par eux ou dans des camps provisoires qui se déplacent en fonction des combats, dans des conditions souvent déplorables. Nestoras s'en explique :

Certes, prendre des otages est en soi inhumain, c'est une des pires conséquences de la guerre. Mais dans notre cas, c'était encore plus dur car nous n'avions pas les moyens les plus élémentaires de détention et de transport de nos otages. De plus, les cadres de la réaction s'étaient enfuis des zones que nous contrôlions et étaient passés dans la « Scobia ». [La *Politophylaki*] prenait donc très souvent en otage des gens qui étaient simplement contre l'EAM, mais n'avaient pas de passé collaborateur².

Il y eut aussi, du côté de l'EAM, des arrestations arbitraires dues à des éléments de la *Politophylaki* échappant plus ou moins au contrôle de leurs chefs : les Anglais se chargeront de les dénoncer violemment en passant sous silence leurs propres pratiques³.

L'arrivée constante de renforts britanniques a une autre conséquence : elle encourage les hommes de la droite grecque à s'engager. La garde nationale, déjà renforcée par les membres des Bataillons de sécurité qui viennent d'y être intégrés, commence à voir affluer des jeunes gens de la bourgeoisie athénienne. Elle recrute aussi dans les milieux populaires : un certain nombre d'ouvriers sans emploi sont tentés par cette organisation qui leur assure salaire et accès au ravitaillement. La garde nationale, qui combat sous les ordres des chefs de la IV^e division indienne, atteint ainsi fin décembre l'effectif de 15 000 hommes, puis de 23 000 dans le courant du mois de janvier. Si l'on y ajoute la Brigade de montagne et la gendarmerie, cela fait des forces suffisamment importantes pour que les Anglais puissent se limiter aux bombardements et aux manœuvres de chars et d'artillerie lourde, laissant les Grecs combattre entre eux au corps à corps et déchaînant ainsi des haines qui se perpétueront pendant de nombreuses années.

Dans cette situation très inquiétante, le comité central de l'ELAS continue à lancer des ordres d'attaque, en promettant de façon très vague l'arrivée des renforts demandés avec insistance par les dirigeants du 1^{er} corps d'armée. Or, à ce moment-là, le QG de l'ELAS est occupé à lancer les grandes opérations prévues en Macédoine et en Épire, avec d'ailleurs un succès complet : en trois jours, du 21 au 23 décembre, l'EDES est pratiquement dissoute et ses hommes se replient en désordre vers Prévéza. La ville est prise quelques jours après et ce qui reste de l'armée de Zervas s'embarque, après destruction systématique des réserves de nourriture et d'essence, avec plus de 1 000 otages, vers l'île de Corfou. Saraphis ne garde que les officiers et les responsables de diverses exactions envers la population et libère les

autres prisonniers.

Mais le transfert vers Athènes des troupes victorieuses de l'ELAS, réclamé par Siantos, n'est pas chose aisée. Selon Saraphis, il leur faudra 15 jours au moins pour traverser les montagnes dans ces conditions hivernales, et compte tenu d'une nécessaire réorganisation, elles ne pourront être en Attique avant la fin janvier. L'arrivée de renforts importants dans la capitale, dans le bref délai qu'exige la situation, est donc illusoire, mais les *élassitès* n'en abandonnent pas pour autant le combat. Obligés de céder beaucoup de terrain pour éviter des pertes trop lourdes, ils continuent maintenant la bataille sous forme de petits groupes mobiles qui attaquent de nuit dans les zones supposées « nettoyées », démoralisant ainsi leurs adversaires. « L'ordre » n'est donc pas rétabli dans la capitale, et encore moins à l'échelle de la Grèce entière. Cette situation, inédite pour des officiers britanniques accoutumés à la guerre classique, inquiète fortement les collaborateurs de Churchill.

Incertitudes des Anglais

Le 21 décembre, le maréchal Alexander, devenu entre-temps commandant suprême interallié en Méditerranée, télégraphie à Churchill :

En supposant que l'ELAS poursuive la lutte, j'estime qu'il sera possible de nettoyer l'agglomération d'Athènes-Le Pirée et de la tenir solidement ensuite, mais nous ne vaincrons pas ainsi l'ELAS au point de l'obliger à capituler. Nous ne sommes pas assez forts pour en faire davantage et pour entreprendre des opérations dans le reste de la Grèce. Les Allemands, au cours de leur occupation, ont maintenu six à sept divisions sur le continent, en plus de l'équivalent de quatre dans les îles. Même ainsi, ils n'ont pas pu maintenir constamment ouvertes leurs lignes de communications, et je ne suis pas sûr que nous rencontrerons une résistance moins forte et moins résolue que celle à laquelle ils se sont heurtés.

Il convient de surveiller très attentivement les intentions des Allemands sur le front italien. Les événements récemment survenus à l'ouest, la disparition et le silence de la 16^e division de SS devant la 5^e armée américaine, indiquent quelque manœuvre de surprise contre laquelle nous devons nous garder. Je signale ces faits pour bien vous préciser la situation opérationnelle et pour souligner que, à mon avis, le problème grec ne peut être résolu par des mesures militaires. C'est dans le domaine politique qu'il faut chercher la solution. En bref vous savez, je l'espère, que vous pouvez toujours compter que je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour accomplir vos désirs, mais je souhaite très vivement que vous parveniez à trouver une solution politique au problème grec, car je suis convaincu que toute action militaire, après le nettoyage de l'agglomération d'Athènes-Le Pirée, dépasserait les possibilités de nos forces actuelles⁴.

Étrange hommage implicite à la résistance de l'ELAS, au moment où Churchill prétend *urbi et orbi* que les partisans grecs n'ont jamais combattu les Allemands et n'ont cherché qu'à prendre le pouvoir. Intéressante mise en parallèle, aussi, de deux occupations du territoire hellénique...

Alexander n'est pas seul à insister pour une solution politique. La veille a eu lieu à Caserta une réunion de diplomates et de militaires qui se sont mis d'accord pour pousser Churchill à accepter une régence. Mac Millan et Leeper ont écrit à Eden pour se plaindre de l'obstination du roi, de l'inconséquence des politiciens grecs et ont plaidé pour une politique modérée qui éloignerait certains des dirigeants de l'EAM du noyau dur communiste.

Churchill s'obstine à répéter qu'on ne peut aboutir à une solution politique en négociant en position de faiblesse, mais il est troublé par cette insistance unanime, ainsi que par les critiques qu'il continue d'essuyer en Angleterre même. Le 16 décembre – le jour même où a débuté l'offensive britannique à Athènes – von Rundstedt a déclenché sa formidable attaque sur le front ouest et on comprend de moins en moins pourquoi, alors que la bataille fait rage dans les Ardennes, le Premier ministre britannique s'acharne à envoyer de plus en plus de troupes dans un pays ami. Le *Times* du 20 déplore une fois de plus qu'on préfère une victoire militaire à la négociation avec un EAM désireux d'aboutir à un accord, en rappelant les conditions qui peuvent y mener : désarmement général, amnistie de tous les combattants, gouvernement de coalition et reconstruction du pays.

Les interpellations des députés sur la politique britannique en Grèce continuent. Le 18, alors qu'une grande manifestation a lieu à Trafalgar Square aux cris de « Hands off Greece ! », Churchill s'est montré particulièrement nerveux devant les critiques et les allusions à la reconstitution des sphères d'influence. Le débat a été repoussé au 20 mais le Premier ministre a réitéré d'emblée son intention de mettre en jeu la responsabilité du gouvernement et les députés ont crié au chantage. L'intervention de Churchill a été si catastrophique que son entourage le pousse à laisser la parole à Eden le surlendemain.

Cette fois, Greenwood, le député travailliste qui avait poussé à la modération dans le débat du 8, se montre plus offensif : avec moult précautions et formules de politesse, il reproche au Premier ministre de n'avoir pas conduit l'affaire comme il aurait dû. Bevan rappelle que « quand les Allemands ont combattu en Grèce, nous leur avons adressé un ultimatum leur disant que si Athènes était bombardée, nous bombarderions Rome. Les Allemands n'ont pas bombardé Athènes. Nous, nous l'avons fait. » Il remarque qu'on utilise des Gurkhas plutôt que des soldats anglais qui auraient pu refuser de combattre leurs anciens compagnons d'armes au Moyen-Orient. Et il prévient qu'un certain nombre de membres du Labour n'hésiteront pas à censurer le gouvernement.

Devant cette offensive, Eden tente de se justifier en recourant à divers mensonges (Scobie aurait refusé l'aide des organisations d'extrême droite et les aurait désarmées), mais il est finalement obligé d'évoquer la question de la régence. À la grande stupéfaction des députés, étonnés de ce retournement, il affirme que le gouvernement n'est pas contre cette solution, qu'il veut simplement laisser au roi le temps de consulter ses ministres. Il promet aussi qu'il n'y aura pas de représailles contre ceux qui ont pris les armes, et que tout sera mis en œuvre pour la constitution d'un gouvernement de large coalition incluant l'EAM. Churchill revient cependant à la charge avec ses mensonges habituels sur la nature de l'ELAS, dont les atrocités seraient pires que celles des Allemands et qui serait aux mains de « trotskistes » abhorrés non seulement du peuple grec, mais aussi de l'URSS ! Et il s'en prend violemment à la presse au milieu des protestations des députés.

À la réunion du cabinet de guerre qui suit, Churchill se montre toujours aussi énervé à la perspective d'une régence. Eden insiste en lui faisant valoir que l'EAM a fait un pas en avant dans l'acceptation des conditions de Scobie, mais qu'il faut pour aller plus loin un nouveau gouvernement et que ce gouvernement ne peut être nommé que sur place, donc par un régent. Finalement, laissant là sa réunion de famille prévue pour Noël, le Premier ministre décide d'aller voir lui-même cet archevêque dont on lui parle tant.

Le Noël de Churchill à Athènes

Churchill arrive avec Eden le 25 décembre vers midi et trouve à l'aéroport Leeper, Mac

Millan et Alexander venu encore une fois tout exprès d'Italie. Une discussion de trois heures a lieu à bord de l'avion. Le maréchal réitère ses avertissements, tandis que Leeper et Mac Millan font part à Churchill de leur projet d'organiser dès le lendemain une conférence de tous les dirigeants politiques, y compris ceux de l'EAM. Le Premier ministre accepte qu'elle soit présidée par Damaskinos, dont il doit faire la connaissance le soir même.

Le premier contact entre les deux hommes se fait sur le croiseur *Ajax*, où Churchill doit passer la nuit⁵, et il suffit de quelques heures d'entretien, après une entrée en matière mouvementée, pour que le Premier ministre change radicalement de point de vue et se prenne même d'engouement pour l'archevêque.

L'équipage s'était préparé à passer une joyeuse soirée [...] Les marins avaient mis sur pied tout un plan : une douzaine d'entre eux devait se déguiser dans les costumes les plus divers, en Chinois, en nègres, en Peaux-Rouges, en titis londoniens, en clowns, et tous donner une sérénade aux officiers et aux officiers-mariniers, afin d'inaugurer dignement les festivités de circonstance. L'archevêque arriva avec sa suite – silhouette immense encore grandie par la robe et la haute coiffure d'un dignitaire de l'Église grecque. Les deux groupes se rencontrèrent. Les marins, pensant qu'il s'agissait d'un numéro de leur programme dont ils n'avaient pas été prévenus, se mirent à danser autour de lui avec enthousiasme. L'archevêque considéra cette bacchanale comme une insulte préméditée, et il serait probablement redescendu à terre si le commandant n'était arrivé à temps pour lui donner, non sans quelque embarras, des explications satisfaisantes. Pendant ce temps, j'attendais en me demandant ce qui avait bien pu se produire. Mais tout se termina heureusement.

[Le premier entretien rassure totalement Churchill] À écouter [Damaskinos], il était impossible de ne pas être persuadé qu'il redoute grandement l'immixtion des communistes, ou des trotskistes comme il les appelle, dans les affaires grecques. Il nous a dit qu'il venait de faire paraître le jour même une encyclique condamnant les bandes de l'ELAS qui ont pris 8 000 otages dans les classes moyennes [...] et en fusillent quelques-uns tous les jours, les prévenant qu'il dénoncerait ces agissements à la presse mondiale si les femmes n'étaient pas relâchées. Après quelques disputes, il croit savoir qu'elles vont l'être. D'une façon générale, il m'a inspiré une certaine confiance. Il a une prestance magnifique et il a immédiatement accepté de présider la conférence⁶.

Dès ce moment, Churchill est décidé, en cas de nouveau refus du roi de Grèce, à lui imposer cet « acte de violence inconstitutionnel » qui lui répugnait si fort quelques jours auparavant : c'est ainsi qu'est levé l'un des verrous qui bloque toute négociation sur l'avenir de la Grèce depuis plus d'un an. Le lendemain matin a lieu une nouvelle entrevue avec Damaskinos et les contours de la conférence souhaitée par Leeper et Mac Millan se précisent : on invitera les représentants des États-Unis, de l'URSS et de la France à y participer comme observateurs, mais l'essentiel doit se dérouler entre Grecs. Dès le milieu de l'après-midi, Churchill se rend en voiture blindée dans la « Scobia » et la conférence s'ouvre vers 6 heures du soir, dans une grande salle du sous-sol du ministère des Affaires étrangères éclairée par quelques lampes-tempêtes. Il y fait tellement froid que les participants doivent garder leur pardessus.

Le Premier ministre britannique, qui a pris place avec Eden à la droite de Damaskinos, prononce, dans le vacarme incessant des obus et des bombardements, un long discours où il

explique qu'il est ici avec l'approbation des deux autres Grands et sur l'invitation du gouvernement grec. Les dirigeants de la gauche, Partsalidis pour l'EAM, Siantos pour le KKE et Mandakas pour l'ELAS le remercient de son initiative. Après le départ des représentants alliés, ils restent face à face avec Damaskinos et Papandréou accompagné d'un de ses ministres. Il y a aussi trois représentants des « vieux partis » : Th.Sophoulis, pour les libéraux, Kaphandaris, pour les libéraux progressistes, Maximos, pour le Parti populaire – ainsi que... Plastiras, pressenti pour diriger la future armée nationale. Ce général républicain, dont s'était réclamé l'EDES à sa création, vient de rentrer opportunément de son exil de France et il apparaît aux Britanniques comme une alternative possible à Papandréou, car il a déclaré dès son arrivée : « Puisque les rebelles n'obéissent pas au gouvernement, cela signifie qu'ils veulent prendre le pouvoir et il faut assurer la paix par les armes [...] L'armée britannique est ce qu'il nous faut pour faire face à la situation⁷. »

La conférence débute par un échange peu amène entre l'archevêque : « Nous sommes ici pour que vous rendiez les armes ! » et Siantos : « Si c'est pour cela, venez donc les prendre ! Il n'y aura pas de second Liban. Si vous pensez que nous sommes venus ici pour nous faire insulter, dites-le tout de suite car nous nous verrons obligés de nous retirer ! » La discussion s'engage cependant très vite sur la question de la régence, en faveur de laquelle s'expriment tout de suite Siantos, Kaphandaris et même Maximos. Au discours de Papandréou, qui tente de justifier sa politique, Kaphandaris réagit très fortement : « C'est pour les 2 000 prétoriens de la Brigade de montagne que vous avez fait couler le sang ! » Plastiras prend la parole pour dénoncer la résistance de l'ELAS, coupable selon lui des ruines qui couvrent le pays – coupé par un Siantos indigné par l'indécence de sa diatribe, vu son exil doré à Nice pendant toute l'occupation. Le secrétaire du KKE ajoute que Papandréou n'a tenu aucune de ses promesses, qu'aucun collaborateur n'a encore été jugé et il refuse que cet homme, qui s'est trempé les mains dans le sang du peuple et a entraîné les Anglais dans une guerre contre la Grèce, soit membre d'un futur gouvernement.

Le lendemain matin, la presse grecque, qui recommence à paraître avec l'extension de la zone contrôlée par les Britanniques, salue unanimement la présence de Churchill et Eden. La réunion reprend, élargie à d'autres personnalités, et Kaphandaris critique à nouveau Papandréou, demandant sur l'ordre de qui il est devenu Premier ministre et pourquoi, une fois installé à Athènes, il n'a jamais jugé utile d'expliquer ce qui s'est passé en Égypte devant tous les partis réunis. Siantos et Partsalidis insistent avec lui sur le préalable de la régence, et un décompte rapide permet à Damaskinos d'annoncer qu'une majorité des présents (10 contre 6) y est favorable. Il reste à préciser ce que serait un gouvernement d'union nationale. Siantos, interrogé à ce sujet, commence par définir ses objectifs, dans la continuité des messages de l'EAM : punition des collaborateurs et épuration de l'appareil d'État, dissolution de la gendarmerie et autres organes de répression sous l'occupation, création d'une armée nationale sur la base de la démobilisation de tous les corps de volontaires sans exception. La surprise vient de ce qu'il dit à propos de la composition du futur gouvernement : la présidence sera attribuée à un homme qui aura la confiance de tous, et 40 à 50% des postes devront être confiés à l'EAM, dont les ministères de l'Intérieur, de la Justice et les sous-secrétariats des Affaires militaires et étrangères. Il propose enfin d'organiser le référendum sur la question du régime le premier dimanche de février et les élections au mois d'avril.

Plusieurs délégués quittent la salle en criant à la communisation de l'État. Il n'est plus question de gouvernement d'union et le seul résultat de la conférence est, à part la

démission attendue de Papandréou, l'accord sur la régence qui profite surtout à la droite grecque et à Churchill, ainsi déchargés de l'accusation de vouloir ramener la monarchie à tout prix. Beaucoup, à l'EAM, ne comprennent pas les exigences de Siantos⁸, qu'ils jugent excessives à un moment où l'ELAS d'Athènes perd sans arrêt du terrain. Ils ont vu dans la visite de Churchill le signe de difficultés du côté anglais, la reconnaissance de leur propre force et de la justesse de leurs revendications, et ils estiment qu'une occasion a été manquée de signer un armistice pendant qu'il en est encore temps, et d'opérer une retraite en bon ordre, avec des forces en armes, capables de tenir une ligne de défense à la limite de l'Attique.

La responsabilité de l'échec est largement imputée à l'EAM. En Grèce, la presse de droite se déchaîne contre les exigences « inadmissibles » du Front et exprime à Churchill l'immense gratitude de l'humanité tout entière. Le jour même, le Premier ministre britannique s'engage auprès de Damaskinos à « recommander » au roi la solution de la régence. Il souligne aussi devant la presse sa détermination à nettoyer toute l'Attique et évoque la possibilité de mettre la Grèce sous mandat international : menace terrible pour ce peuple qui proteste justement de se voir traiter comme une colonie. Churchill refuse de rencontrer une délégation de l'EAM, qui lui a adressé un message d'un ton humble contrastant étrangement avec les exigences formulées la veille : c'est Scobie qui y répond, répétant qu'un cessez-le-feu est impossible tant que l'ELAS n'accepte pas préalablement ses conditions.

L'installation de la régence et du gouvernement Plastiras

Réconforté d'avoir trouvé de nouveaux partenaires, sans même saluer Papandréou qui ne sert plus ses desseins, Churchill repart à Londres le lendemain après avoir télégraphié à son chef d'état-major pour demander encore des renforts : il est pressé d'en finir avec Athènes avant la conférence des trois Grands où l'on doit justement saluer le rétablissement de la démocratie dans les pays libérés du nazisme. Il a envoyé un long message à Roosevelt pour lui faire part de son revirement : il s'est engagé, dit-il, à « demander avec insistance » au roi de Grèce de nommer l'archevêque régent et il a assuré ce dernier qu'en cas de refus il prendra tout de même cette fonction et sera reconnu, avec le cabinet qu'il formera, comme le gouvernement légal de la Grèce ; il prétend aussi avoir « entendu dire » que Damaskinos nommerait Plastiras chef du gouvernement et que Papandréou n'en ferait pas partie⁹...

La « violence inconstitutionnelle » ne gêne plus le Premier ministre. Après plusieurs heures de discussions houleuses, assisté de son fidèle Eden, il arrache à Georges II la proclamation de la régence qui est communiquée à la presse le 30 décembre. « Mission extrêmement pénible » selon lui : il a fini par déclarer au roi que s'il refusait, la question serait réglée sans lui et qu'on reconnaîtrait le nouveau gouvernement en son lieu et place. Il lui a aussi fait un certain nombre de promesses, sous condition qu'elles restent secrètes : l'archevêque constituera un gouvernement aussi large que possible, mais sans participation communiste, et se comportera envers le roi avec le plus grand respect¹⁰. Or Georges II s'empresse de communiquer ce texte à Papandréou, agrémenté de son interprétation personnelle et de la demande d'en faire part aux dirigeants des partis. Si bien que la presse grecque révèle dès le lendemain que Damaskinos agira en contact étroit avec le roi, pour une durée limitée, et refusera par principe toute participation de l'EAM au gouvernement en cours de constitution.

À partir de ce moment, la correspondance du roi est étroitement surveillée, mais cet

intermède n'empêche pas les choses de se poursuivre selon les vœux de Churchill : Damaskinos prête serment devant le Saint Synode et Plastiras commence à constituer un gouvernement avec des hommes presque tous venus des deux partis libéral et populaire. Le nouveau cabinet est salué avec enthousiasme par Churchill, qui reçoit le soutien de Roosevelt et de Vichinsky, le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères de l'URSS¹¹, mais les réactions sont plus froides dans la presse britannique. Si tous les journaux ont salué le courage personnel du Premier ministre et vu dans l'établissement de la régence un premier pas important, beaucoup estiment qu'il faut maintenant accorder une trêve dans des conditions acceptables pour l'EAM, avec amnistie de l'ensemble des combattants. Plastiras est considéré avec des sentiments mitigés, vu son passé de dictateur et sa condamnation véhémente de la résistance, qu'il réitère à tout propos. L'éditorialiste du *Times* écrit le 1^{er} janvier :

Il ne s'agit pas ici de prestige, ou de briguer une victoire de l'armée britannique. Sur ce terrain, une victoire militaire ne peut que vouloir dire défaite politique [...] La fin des combats et le maintien du gouvernement britannique dans une attitude impartiale sans équivoque entre les adversaires de ce conflit sont les premières conditions pour restaurer la confiance et parachever la mission incomplète de M.Churchill.

Siantos : « *Combattre jusqu'au bout !* »

Pendant que ces manœuvres se déroulent entre la « Scobia » et Londres, les combats continuent à Athènes avec une intensité redoublée. Les troupes britanniques se montent maintenant à plus de 60 000 hommes et Hawkesworth a pourvu les forces grecques de tanks et des armes les plus modernes. Assuré d'obtenir de nouveaux renforts, il décide d'une nouvelle offensive avec deux objectifs : contrôler totalement les zones portuaires, afin de sécuriser les débarquements de troupes et de matériel militaire, et nettoyer les quartiers est où se maintient une réelle résistance. Sa tactique est désormais bien au point : offensive le jour avec le soutien de l'aviation, et la nuit, défense des positions acquises, face aux attaques de l'ELAS.

Les *élassitès*, qui ont reçu de maigres renforts de la Ire division de Thessalie, prennent des coups très durs. Ils se déplacent continuellement, disparaissant d'un endroit, apparaissant à un autre pour de petites attaques qui empêchent l'ennemi de contrôler véritablement les zones conquises. Là où ils le peuvent, ils maintiennent leurs positions avec acharnement, immeuble par immeuble, rue par rue, au prix de leur vie. À Kaissariani, position stratégique sur les pentes de l'Hymette et symbole de la Résistance, une terrible bataille a lieu pendant toute la journée du 29 décembre, avec la même rage de part et d'autre, population et partisans mêlés se battant au corps à corps contre les forces massives réunies par Hawkesworth, sous les canonnades et les bombardements incessants des avions. La victoire inévitable permet aux Britanniques de prendre ensuite les faubourgs voisins : le 31 Scobie annonce que les quartiers est d'Athènes sont « entièrement nettoyés ».

La population est épuisée par les combats incessants et le dénuement dans lequel elle vit, partagée entre des sentiments plus mitigés vis-à-vis de l'ELAS et la peur des terribles représailles qui la guettent lorsque les troupes anglo-grecques entrent dans un quartier. La fatigue et l'insomnie des *élassitès* sont telles qu'elles ont parfois raison de leur courage et de leur détermination¹². Il est évident que le moment est venu de prendre des décisions graves. Dans l'optique d'une éventuelle retraite, Siantos demande aux organisations de

province du KKE d'appeler au « rassemblement de tout le peuple » pour remettre en état les moyens de communication et préparer des itinéraires de déviation par rapport aux grands axes trop exposés aux bombardements. Et il convoque à Hassia le 2 janvier les membres du bureau politique qui se trouvent à Athènes.

On sait peu de chose de cette réunion, évoquée par Roussos dans son ouvrage, et par sa compagne, Chryssa Hadzivassiliou, lors du 11^e plénum du KKE d'avril 1945. Si l'on en croit ces récits, plusieurs participants ont fait état des difficultés et exprimé des réserves sur la suite à donner aux combats. Mais Siantos parle toujours de renforts à venir... et la réunion semble s'être terminée sans véritable décision, alors que n'ont été consultés ni les militaires, ni les autres dirigeants de l'EAM. Roussos conclut : « La réunion du bureau politique du 2 janvier a bien exprimé l'esprit général de cette résistance de l'EAM, plus sentimentale que conséquente sur le plan militaire⁴³. » Quant à Chryssa Hadzivassiliou, elle estime, avec le recul, qu'il aurait fallu rechercher coûte que coûte une solution politique au lieu de se laisser entraîner par une « psychose de guerre » :

Alors que nous avons pris les choses de si haut, que nous avons déclaré « quarante ans de guerre » à la Grande-Bretagne elle-même, nous n'étions préparés ni idéologiquement, ni sur le plan de l'organisation, ni sur le plan militaire. Nous avons commis des crimes. Le bureau politique n'avait aucune idée claire de ce que nous allions faire. Nous, les membres du bureau qui étions à Athènes, nous vivions les choses de près [...] nous en parlions entre nous et pourtant dans aucune réunion officielle nous n'avons jamais posé ouvertement le problème ni fait obstacle à cette dégringolade [...] Que voulez-vous, on a commencé le combat en décembre sans savoir comment et quand on le terminerait⁴⁴.

Or l'arrivée de renforts conséquents est moins que jamais à l'ordre du jour. Après l'opération d'Épire, Saraphis est reparti immédiatement à la tête du gros de ses forces en direction de l'Attique, laissant Aris et Makridis, un membre important du QG de l'ELAS, se diriger rapidement vers la capitale afin de juger sur place de la situation. Mais il faudra au moins 15 jours aux troupes pour traverser les montagnes en plein hiver, et après avoir réussi cet exploit, elles ne seront guère utilisables avant la fin janvier. Et maintenant les forces de l'ELAS à Athènes se réduisent à deux groupes séparés dans les banlieues nord et à quelques vestiges dans la périphérie sud-est. Elles tiennent encore des points importants comme l'École polytechnique et le quartier d'Exarchia, où se déroulent ces jours-là des épisodes d'un héroïsme désespéré, comme celui des étudiants du Bataillon « Lord Byron⁴⁵ ».

Elefthéri Hellada titre encore le 31 : « Nous ne nous rendrons jamais ! » et lance un nouvel appel aux Alliés. Dans le *Rizospastis* du lendemain, le comité central de l'ELAS proclame : « Tous aux créneaux ! Tous aux barricades ! » et le 3 janvier Bartziotas écrit : « Nous combattons maison par maison, rue par rue [...] jusqu'au moment où nous lancerons l'offensive générale pour la libération totale d'Athènes-Le Pirée ! » Mais le jour même, alors que le comité central de l'EAM fait en vain une dernière demande de négociation, les Britanniques lancent une grande offensive vers le nord afin de contourner les forces de l'ELAS et de les encercler. Un certain nombre d'*élassitès* sont faits prisonniers, d'autres arrivent à s'échapper, d'autres se regroupent dans le quartier de Métaxouryio transformé en camp retranché. Mais malgré une résistance opiniâtre, Métaxouryio tombe aussi et les Britanniques avancent vers l'ouest sur la Voie sacrée. Le risque est grand que les unités encore en place soient totalement coupées les unes des autres et perdent toute possibilité de

retraite vers le nord.

Zevgos se rend alors à Hassia, le lendemain, pour mettre Siantos au courant de la situation. Le soir même, à 21 h 15, le comité central de l'ELAS lance un ordre de retrait rapide des combattants et peu après, dans la nuit, une proclamation au peuple de la capitale :

[...] Devant la rage monstrueuse de Scobie, afin d'épargner aux civils une mort certaine [...] afin de sauver Athènes et le Pirée d'une catastrophe définitive, le comité central de l'ELAS a décidé et ordonné le retrait des héroïques défenseurs de la capitale et du Pirée. Ce retrait n'est pas une victoire de Scobie. C'est quelque chose de pire qu'une victoire à la Pyrrhus [...] Citoyens, aux armes ! Le combat continue. Il se poursuivra avec une ardeur encore plus grande. Athènes et le Pirée sont indomptables. La Grèce restera libre. La victoire est à nous. Tous et tout pour l'écrasement du fascisme grec. Pour la liberté, la démocratie, l'indépendance de notre pays. Pour la civilisation et l'avenir de la Grèce¹⁶ !

La retraite de l'ELAS (4-5 janvier 1945)

L'ordre de retrait arrive peu avant minuit au QG du 1^{er} corps d'armée. Les hommes doivent se diriger par petits groupes vers le nord et se regrouper en divers points aux alentours de Tatoï, résidence d'été du roi de Grèce, accompagnés des dirigeants de l'EAM et du KKE. De son côté, le 6^e régiment du Pirée doit traverser le mont Aigaléo et rejoindre Elefsina, tandis que de petites unités reçoivent l'ordre de rester en arrière afin de camoufler le départ du gros des troupes.

Les choses s'avèrent difficiles compte tenu du très mauvais temps : il neige à gros flocons et un vent glacé souffle sur la capitale. De plus, l'ordre de repli crée la panique dans la population proche de l'EAM qui se voit ainsi livrée sans défense aux représailles des Britanniques et de la garde nationale. C'est ainsi qu'arrive à Tatoï, au matin du 5, une immense colonne de dizaines de milliers de gens, femmes, enfants, vieillards, qui ont en hâte rassemblé quelques affaires et passé la nuit à marcher dans les pires conditions, à peine vêtus, à peine chaussés. Et sous les tirs des avions anglais arrivent aussi des camions chargés des blessés qui n'ont pu prendre la route.

L'idée du comité central de l'ELAS est de tenir une ligne au nord et à l'est d'Athènes, du Parnès à Liopéssi. Mais le regroupement se fait très difficilement et les troupes d'Athènes sont hors d'état de combattre : le 1^{er} corps d'armée a perdu 50% de ses effectifs, entre les morts (2 à 3 000) et les blessés. Ceux qui restent sont dans un état de fatigue indescriptible et ont épuisé tout leur armement. Ils repartent le lendemain soir, accompagnés des dirigeants de l'EAM, du KKE et des civils, tandis que la II^e division de Stéréá, plus qualifiée pour le combat en dehors de la ville, reçoit l'ordre de rester en Attique pour continuer à combattre.

Les Britanniques ont d'abord hésité à intervenir en dehors de la capitale, les nouveaux gardes nationaux n'étant guère aptes à des combats hors de la ville – par peur aussi d'exposer les prisonniers et les otages qui suivent l'ELAS dans sa retraite. Ils ont très vite « nettoyé » totalement Athènes et le Pirée et y font régner la terreur : arrestation de milliers de citoyens, emprisonnements sans motif, viols, pillages, exécutions à bout portant, tirs de mortier « dans le tas » au moindre rassemblement. Finalement Alexander donne l'ordre de chasser l'Armée populaire hors d'Attique-Béotie et les chars britanniques prennent possession d'Elefsina, à l'ouest du Pirée, sur la grande route qui mène à Thèbes. Le comité

central de l'ELAS, qui s'est retiré à Lamia, confie le commandement des opérations à Aris et Makridis, qui viennent d'arriver d'Épire. Ils organisent une ligne de défense un peu plus loin sur la même route, mais les Britanniques réussissent à les repousser jusqu'à la limite nord de la Béotie, au niveau des Thermopyles.

Les civils doivent donc se retirer encore plus loin, en évitant les grandes routes pour échapper aux bombardements de la RAF. Et pourtant... c'est « l'espoir au cœur et la chanson aux lèvres que les cohortes du peuple, épuisées par la fatigue et la faim, marchent jour et nuit dans la neige¹⁷ ». La marche est rythmée par ces refrains improvisés que chantent jeunes gens et jeunes filles :

Les Anglais sont venus
Nanoum nanoum nanoum
Les Anglais sont venus
Tzoum-tria-laro
Mais le peuple n'en a rien à faire
Kappa Kappa Epsilon
Salut à toi Koukoué !

Ils nous ont emmenés à El Daba
On a voyagé gratis
Ils nous ont pris Athènes
Seulement pour un mois !

Seulement pour un mois... C'est bien le problème qui se pose désormais à la direction de la Résistance : cette retraite est-elle un repli tactique en attendant les renforts de Saraphis et la réorganisation des troupes, ou bien un premier pas vers la défaite et l'acceptation des conditions de l'ennemi ?

Après avoir confié aux organisations locales et à la solidarité de la population le soin de venir en aide aux réfugiés d'Athènes ainsi qu'aux prisonniers et otages qui accompagnent le retrait de l'armée, Siantos adresse aux bureaux du KKE dans tout le pays plusieurs télégrammes leur demandant de se préparer à une guerre de longue durée. Il faut cependant pour cela évaluer les possibilités de résistance de l'ELAS à l'avenir, ce qui déterminera aussi dans l'immédiat les instructions à donner à la délégation prête à rencontrer Scobie en vue d'un armistice. Il réunit donc le 8 janvier à Lamia une conférence à laquelle prennent part, outre Ioannidis et Zevgos, les deux autres secrétaires du KKE, Aris, Makridis et un dirigeant du 1^{er} corps d'armée. Makridis affirme d'emblée que l'ELAS est en mesure de soutenir avec succès une guerre de deux ans contre les Anglais et les forces de droite – à condition que les militaires et les *kapétanios* soient libres de diriger cette guerre sans entrave et, ajoute Aris, que les bases de l'ELAS soient dans la Grèce libre, dans la montagne, « loin de la roue », selon son expression (c'est-à-dire loin des villes et des grands axes routiers). On décide finalement d'essayer de gagner le plus de temps possible et d'être ouverts aux dispositions militaires que demandera Scobie – en excluant le désarmement de l'ELAS. Pas question de libérer les prisonniers et les otages tant que les Anglais en détiennent, mais on peut procéder à un échange. La délégation part le jour même pour Athènes.

L'armistice (11 janvier 1945)

Les conditions de l'armistice sont dures pour l'ELAS. Les hostilités doivent cesser dans la nuit du 13 au 14. L'Armée populaire doit se retirer plus au nord que prévu, le long d'une ligne Amphissa-Lamia-Volos, avant les 17 et 18 janvier. Elle doit aussi quitter le nord du Péloponnèse ainsi que Salonique, Patras et la plupart des îles dont l'Eubée. Un échange de prisonniers est prévu, par l'entremise de la Croix-Rouge, *élassitès* contre membres de la police et de la gendarmerie grecque, et contre tout Britannique quel qu'il soit. Sont exclus les civils arrêtés par la *Politophylaki* – aucune allusion à ceux que détiennent les Anglais.

Dès la signature de l'armistice, sans attendre la réciprocité, l'ELAS libère 1 100 prisonniers anglais. En échange, les Britanniques lui remettent 1 000 hommes, dont 700 seulement sont des *élassitès* et les autres de simples citoyens, d'où de nombreuses protestations dans les jours qui suivent¹⁸. L'ELAS libère aussi un peu plus tard les membres de la police et de la gendarmerie qu'elle détient. Malgré cela, malgré les témoignages de la Croix-Rouge, le bruit court à Athènes de mauvais traitements infligés aux prisonniers anglais – début d'une campagne qui va très vite prendre d'énormes proportions.

L'armistice est scrupuleusement respecté par l'ELAS qui se retire rapidement et en bon ordre, avec tout son matériel, aidée d'une population qui redoute pourtant l'arrivée des troupes ennemies. Dès le 12, Patras et Salonique sont évacués. Les chars anglais occupent immédiatement les positions abandonnées par l'ELAS. Plastiras et la droite grecque, sûrs de l'appui britannique¹⁹, poussent autant qu'ils le peuvent à l'écrasement de la gauche. Dès la retraite de l'ELAS, le Premier ministre a annoncé la punition des « rebelles », dont les procès ont déjà commencé, et exclu d'organiser des élections avant le rétablissement complet de « l'ordre ». Il parle désormais d'une « guerre de liquidation » sur l'ensemble de la Grèce et recrute des centaines de nouveaux membres pour étoffer la garde nationale, par conscription et en intégrant encore bon nombre d'ex-collaborateurs. Il commence aussi à constituer une armée « nationale » avec instructeurs et armement britanniques et nomme à sa tête des officiers connus pour avoir servi les Allemands comme le général Gonatas, l'un des fondateurs des Bataillons de sécurité.

De son côté, le QG de l'ELAS, installé maintenant en Thessalie, près de Trikkala, avec les dirigeants de l'EAM et du KKE, se prépare à continuer la lutte hors des villes. Il entreprend donc de réorganiser l'Armée populaire, en intégrant les forces d'Athènes-Le Pirée dans la IIe division de Stéréa et avec l'objectif que les troupes soient prêtes à toute éventualité début février. Mais si la situation militaire n'est pas exempte de possibilités à ce moment-là, il n'en est pas de même de la situation économique et politique.

La dure « bataille de la récolte » de l'été précédent a permis à l'ELAS de constituer des réserves dans la Grèce libre, assurant ainsi à celle-ci une certaine autonomie, très relative cependant car les quantités disponibles sont réduites. Les villes, elles, ont bénéficié à partir de l'été 1944 d'une aide extérieure de plus en plus importante et variée (blé du Canada et des États-Unis, margarine, médicaments...) sans laquelle n'auraient pu subsister les plus démunis : réfugiés des campagnes, petits artisans ruinés, ouvriers massivement réduits au chômage, enfants, malades. Or les combats de décembre ont interrompu cette aide, du fait des grèves de dockers mais aussi de la volonté délibérée des Britanniques de priver de livraisons les zones contrôlées par l'EAM. À Athènes, l'ELAS s'est emparé d'un certain nombre de réserves des Britanniques ou de profiteurs du marché noir et a reçu le soutien du reste du pays. Mais cela est resté très insuffisant et la situation est difficile à supporter pour une population à bout de forces après trois années de guerre et d'occupation : on voit de plus en plus d'hommes, auparavant favorables à la Résistance, s'enrôler dans la garde

nationale pour obtenir le salaire et le ravitaillement qui leur permettent de faire vivre leur famille.

Les Britanniques, sûrs de leur puissance économique et militaire, exploitent cette situation, répétant à l'envi : « Ce ne sont pas les Russes qui vont vous apporter du pain ! » Scobie menace d'affamer le pays et rend l'EAM responsable du non-acheminement de l'aide promise. S'ajoute à tout cela le problème des civils qui ont quitté Athènes avec l'ELAS et se trouvent dans la plaine de Thessalie, autour de Trikkala : ils sont accueillis dans les villages, dans les écoles ; des colis de vivres, de chaussures, de vêtements, de médicaments arrivent du reste de la Grèce et cette solidarité explique qu'il n'y ait eu à ce moment-là aucune épidémie, aucune mortalité extrême comme c'est souvent le cas lors de déplacements massifs de population. On se rend bien compte, cependant, qu'il est peut-être possible de ravitailler l'ELAS, mais pas les réfugiés, pas même le reste de la population, et que toute pression supplémentaire pour entretenir l'Armée populaire ne peut se faire qu'au prix de tensions de plus en plus grandes, au risque de perdre l'appui d'une partie du peuple²⁰.

Les campagnes britanniques de dénigrement de l'EAM/ELAS et les mises en scène macabres

À ce problème essentiel s'ajoute celui des otages – occasion pour les Britanniques, qui ont toujours le monopole de l'information sur ce qui se passe en Grèce²¹, de campagnes de propagande visant à ruiner l'image de l'EAM devant l'opinion publique. Le jour de la signature de l'armistice, le Foreign Office publie des déclarations émanant prétendument des dirigeants des deux petits partis socialistes membres de l'EAM, condamnant la guerre civile lancée sans leur accord par les « éléments extrémistes ennemis de notre patrie » – ainsi que le compte rendu d'une délégation de syndicalistes auprès de Leeper. Il s'avère quelques jours après que les signataires des déclarations sont inconnus et que les syndicalistes sont ceux qui ont été nommés par Métaxas, mais cela permet tout de même d'alimenter les rumeurs concernant un éclatement du Front²² et commence à inquiéter le Labour Party, qui demande à envoyer une délégation sur place afin de savoir où en est le mouvement syndical grec. La manœuvre est plus ou moins éventée lorsque les parlementaires britanniques reprennent leurs débats après la trêve de Noël mais, le 18 janvier, Churchill leur dévoile l'existence de documents réunis par Leeper sur les « atrocités » commises par l'ELAS.

De quoi s'agit-il ? Pendant les combats d'Athènes, il y a eu de part et d'autre de nombreuses arrestations, de combattants mais aussi de simples civils. Les Britanniques en détiennent à la mi-janvier 5 000 dans les camps de Goudi et de Hassani, dont des hommes tirés des hôpitaux, des femmes et de très jeunes adolescents – ce qui n'empêche pas les autorités anglaises de les considérer comme des prisonniers de guerre et de réserver le terme d'otages aux détenus de l'ELAS et de la *Politophylaki*. Ils en ont envoyé 8 000, selon Scobie lui-même, dans les camps d'Égypte et de Libye²³. Il y a aussi des milliers de détenus dans des postes de police et Zervas a emmené avec lui 1 000 prisonniers lors de sa retraite à Corfou.

La presse de l'EAM et du KKE n'a cessé de dénoncer cette situation. Le 31 décembre, le comité central de l'ELAS avait proposé que tous les prisonniers et otages soient relâchés des deux côtés, tout en prévenant qu'en cas de refus les meurtres et les disparitions de partisans de l'EAM ne resteraient pas sans réponse. Effectivement, au moment du retrait de l'Armée populaire, la *Politophylaki* a procédé en hâte à des centaines d'arrestations, portant

ainsi le nombre de ses prisonniers et otages à une dizaine de milliers de personnes. Non seulement ces décisions de dernière minute ont été souvent appliquées sans discernement, mais elles ont jeté sur les routes enneigées du Parnès, aux côtés des partisans de l'EAM, des gens peu préparés à une telle expédition, qui ont subi les mêmes souffrances que le flot des réfugiés.

L'ELAS a libéré dès la signature de l'armistice tous ceux qui ne tombaient pas sous le coup d'accusations précises, mais ce geste est resté unilatéral et les Britanniques ont continué après le cessez-le-feu à procéder à Athènes à de nombreuses arrestations. Churchill n'en dit rien aux « honorables membres du Parlement » et lit par contre les témoignages fournis par Leeper sur les mauvais traitements infligés aux otages de l'ELAS livrés au froid et à la faim : il y aurait eu 200 morts en 10 jours ! Impossible dans ces conditions, dit-il, d'envisager une amnistie et d'admettre ces criminels dans le gouvernement : tout ce que peut faire le gouvernement britannique est de pousser à une amnistie partielle excluant les crimes de droit commun et les crimes de guerre, mais seulement lorsque l'ELAS aura libéré les otages qu'elle continue à traîner à travers les montagnes. Et Churchill annonce d'horribles révélations à venir sur des centaines d'exécutions commises par les *élassitès* juste avant leur retrait d'Athènes et sur la découverte de charniers. Voilà, conclut-il, ce que sont réellement ces « démocrates » grecs qui trouvent des appuis dans notre presse, au risque de mettre en cause notre prestige et notre unité nationale²⁴ !

Il est soutenu par plusieurs députés conservateurs qui s'acharnent contre le *Times*. Plusieurs discours montrent une inquiétude devant l'installation de l'Armée rouge à l'est de l'Europe, notamment en Pologne dont il est aussi beaucoup question à ce moment-là. Le major Lloyd prononce à ce propos cette phrase remarquable, compte tenu de ce qui vient de se passer en Grèce : « Ce serait une tragédie si notre admiration et notre bonne volonté vis-à-vis de la Russie était viciée par le sentiment désagréable que le mot "libération" appliqué à certains pays de l'Est n'a pas la même signification qu'ici. » Un autre conservateur affirme qu'il faudra avoir la même attitude qu'en Grèce si une telle révolte se produit ailleurs : on est déjà dans la logique de la guerre froide.

Du côté des travaillistes, Greenwood admet qu'il y a certainement eu des atrocités des deux côtés, mais estime que ce n'est pas une raison pour refuser une amnistie. Bevan parle d'un discours de « matamore » et retrouve en cette circonstance le Churchill de 1920, celui qui partait en guerre contre la Russie bolchevique et sait comme aucun autre « tordre le cou à la réalité²⁵ ».

L'attaque contre la presse a beaucoup choqué. On rappelle, citations à l'appui, la censure exercée par Churchill sur la BBC. Dans une démocratie, il est normal, disent plusieurs orateurs, de critiquer certains aspects de la politique du gouvernement sans pour autant remettre celui-ci en question et sans nuire à l'unité nationale : de telles critiques sont tout aussi répandues dans la presse des États-Unis, de France et il n'y a guère que celle d'Espagne pour approuver sans réserve la politique du gouvernement de Sa Majesté. Bevan demande que les ministres du Labour Party fassent pression au sein du cabinet pour un changement de politique en Grèce, mais Attlee a pris les devants en critiquant les interventions « excessives » et en affirmant que cette politique est celle du cabinet tout entier et qu'il la soutient. Le lendemain, Eden se livre à son tour à de grossiers mensonges, niant la prise d'otages du côté britannique et annonçant la préparation d'un Livre Blanc où sera dévoilé le vrai visage de la « résistance » de l'ELAS, qui aurait surtout combattu la très démocratique et très républicaine EDES et forcé le général Saraphis, après l'avoir

emprisonné, à rejoindre ses rangs ! Et il conclut en appelant les députés à ne pas rompre l'unité nationale, ce qui ne pourrait que réjouir Goebbels.

Cette fois encore les abstentions sont très nombreuses, mais sur les suffrages exprimés (à peu près la moitié des députés, une forte majorité se dégage pour approuver la politique du gouvernement (340 contre 7). L'éditorialiste du *Times* estime le lendemain que faute d'une véritable amnistie et de l'intégration de la Résistance dans un gouvernement de large coalition, on va vers des catastrophes :

Un tel programme de victimisation, ou, à dire vrai, d'intimidation serait désastreux et condamnerait à coup sûr la Grèce à une guerre civile perpétuelle. La possibilité d'unité nationale et d'élections libres disparaîtrait totalement. L'existence d'une opposition organisée, nécessaire au fonctionnement de la démocratie, serait impossible si le signal était donné de se livrer à de terribles vendettas et à toutes sortes de représailles. La réconciliation entre les Grecs, dans ce climat de profonde amertume et de vindicte mutuelle, serait immensément difficile, or sans elle il n'est point de paix en Grèce.

Propos véritablement prophétiques, qui annoncent ce que vivra la Grèce pendant les trente années à venir. L'intoxication menée par les Britanniques et la droite grecque prend rapidement d'énormes proportions : les « révélations » annoncées par Churchill concernent de soi-disant charniers découverts à Athènes après le départ des *élassitès* – des fosses pleines de cadavres atrocement mutilés, aux membres dispersés, aux yeux et aux organes génitaux arrachés, au ventre ouvert. La presse de la capitale, réduite aux journaux aux ordres, est pleine d'articles dramatiques et d'horribles photos. On convoque les journalistes étrangers et la population est obligée *manu militari* de venir contempler ce spectacle. On promet une pension à ceux qui déclareront un parent tué par l'ELAS, et beaucoup d'ennuis à ceux qui s'y refusent.

Leeper rassemble tous ces « documents » dans un Livre Blanc distribué aux parlementaires britanniques le 1^{er} février. Quelques jours auparavant est arrivée à Athènes la délégation des Trade Unions demandée par le Labour Party pour éclaircir la question de la représentativité des syndicalistes grecs. Elle est dirigée par Walter Citrine²⁶, à qui l'on montre des dizaines de cadavres enterrés à la hâte dans le Jardin royal (qui a pourtant été dans la « Scobia » pendant toute la durée des combats), ainsi que les corps mutilés des « exécutés en masse » dans les faubourgs nord d'Athènes, à Galatsi et Péristéri. Il est assailli par des délégations de veuves en noir qui demandent justice à grands cris. Les journaux et les agences de presse transmettent dans les derniers jours de janvier ses premières impressions, évidemment horrifiées : « Il était nécessaire pour moi de venir ici voir la vérité nue – nue comme la plupart des corps qui gisent ici. » (*Daily Herald*, 25 janvier.) Une vérité qui, dit-il, n'a rien à voir avec l'idée qu'on se fait de la situation dans une certaine presse anglaise. À un journaliste qui lui demande s'il est vraiment prouvé que ces crimes sont dus à l'ELAS, il répond qu'il fait confiance à ce que lui ont dit Scobie et Plastiras, qu'il n'y avait à ces endroits ni troupes britanniques, ni gendarmes grecs, et que tous les témoins qu'il a vus lui ont parlé de l'ELAS et de la *Politophylaki*.

Il n'a évidemment pas eu l'occasion de recouper ses informations – sauf sur le plan syndical, qui était le but officiel de sa mission. Joint par Théos et Kalomiris, qui dirigeaient la centrale syndicale grecque avant sa dissolution par Métaxas, il a improvisé hors d'Athènes une réunion de ces derniers avec les signataires du texte présenté à Londres quelques jours auparavant. Les discussions ont été fort houleuses, d'autant que Citrine y a

défendu l'idée d'élections immédiates, alors que beaucoup de travailleurs sont encore réfugiés loin des villes et notamment de la capitale. Son rapport, qui paraît le 9 février, suit sans surprise les allégations du Livre Blanc de Leeper. Certes, Citrine reconnaît n'avoir eu de contact qu'avec les cercles gouvernementaux, alors que des délégués de l'EAM se trouvaient alors à Athènes pour l'ouverture de la conférence de paix, et il se plaint de l'atmosphère de suspicion et de récrimination dans laquelle se sont déroulés ses entretiens. Mais cela fait grand bruit dans la presse londonienne et retourne au moins partiellement l'opinion publique contre l'EAM.

Quelques travaillistes continuent à interpellier Churchill à la Chambre sur ses mensonges désormais mis au jour (les otages, le soi-disant éclatement de l'EAM...). Le *Times*, pour lequel « le fait qu'il y ait eu des atrocités commises d'un côté ne prouve pas que l'autre soit sans reproche », relève les craintes exprimées par Leeper lui-même au début de son Livre Blanc : « La terreur rouge mène facilement à la terreur blanche. Il y aura certainement des actes de cruauté et certainement des cas d'injustice envers l'autre bord. » Mais les articles se font moins nombreux, les critiques plus modérées. La machine de propagande fonctionne à plein, les moyens d'information sont totalement sous contrôle, les citoyens qu'on interroge sont terrorisés. L'EAM dispose depuis juin d'une radio, mais elle est de faible portée et Siantos n'a pu obtenir de Dimitrov des moyens plus puissants. Les dirigeants du Front peuvent d'autant moins répondre à ces accusations qu'ils ne peuvent juger vraiment de la situation, de Trikkala où ils se trouvent, et qu'ils redoutent qu'il y ait eu réellement des dérapages. Ce n'est qu'à leur retour à Athènes, un mois plus tard, qu'ils se rendront compte qu'il s'agit de macabres mises en scène, comme le déclarera Siantos dans une interview à *Rizospastis*, le 20 mars 1945 :

Les milliers de cadavres [...] sont à 90% le résultat des exécutions [...] de membres de l'EAM [...] Beaucoup d'équipes se sont occupées d'arracher des yeux, des entrailles, de couper les organes génitaux de morts pour prouver des atrocités. Tous ces pillages de tombes et cet acharnement sauvage sur des morts constituent un acte de barbarie sans précédent, auquel seuls des fascistes pouvaient se livrer.

Car s'il y a eu incontestablement des excès commis par des gens se réclamant de l'ELAS, si les communistes en ont effectivement profité pour se débarrasser d'adversaires politiques²⁷, il est peu probable qu'il y ait eu des exécutions aussi massives – et encore moins ces mutilations qui vont servir pendant une trentaine d'années encore à dénigrer la Résistance, et plus généralement la gauche. L'historien Heinz Richter, comme beaucoup, exprime de sérieux doutes à ce sujet et cite le témoignage d'un officier anglais, Colin Wright :

Il court ici des bruits selon lesquels la droite a utilisé beaucoup d'artifices pour discréditer la gauche. Des hommes décédés de mort naturelle ont été déterrés. On leur a coupé le nez, les oreilles, on leur a arraché les yeux, les organes génitaux. Et après, on les a présentés comme des cadavres de victimes de l'ELAS. Il s'est présenté des personnes qui ont déclaré sous serment qu'on avait ouvert le tombeau de leurs proches²⁸.

Mais ce n'est qu'à la fin février, après la signature de l'accord de Varkiza, que les journaux anglais pourront vraiment mettre en doute les horreurs attribuées à l'EAM, grâce au témoignage de soldats britanniques libérés entre-temps. C'est donc dans ce climat de

suspicion, sous la pression des immenses besoins d'une population épuisée, et dans une atmosphère de terreur blanche déjà bien affirmée, que les dirigeants de la Résistance doivent décider de la suite à donner à l'armistice signé quelques jours auparavant.

Notes

- 1 . *Mémoires, op.cit.*, tome VI, vol.1, p.319-320.
- 2 . Kotsakis, *op. cit.*, p.211.
- 3 . Le cas le plus connu est celui d'Eléni Papadaki, une actrice très populaire, accusée d'avoir entretenu des relations avec un officier allemand : arrêtée le 20 par la *Politophylaki* du quartier de Patissia, où elle habitait, elle est assassinée la nuit suivante. Selon Bartziotas, une enquête a été immédiatement menée et a permis de repérer les coupables : le chef de la *Politophylaki* du quartier, ainsi que ses deux aides. Traduits devant un tribunal de partisans, ils ont été condamnés à mort et exécutés publiquement (*Résistance nationale dans Athènes indomptée, op.cit.*, p.374). Cette histoire, constamment exploitée par la droite grecque et les Britanniques, portera effectivement un très grand tort à l'EAM.
- 4 . Churchill, *Mémoires*, tome VI, vol.1, p.321-322.
- 5 . Des soldats britanniques viennent en effet de découvrir une tonne de dynamite sous l'hôtel *Grande-Bretagne*. Elle avait été placée par un détachement d'*élassitès* qui ont dû annuler l'opération au dernier moment, en apprenant l'arrivée de Churchill.
- 6 . *Mémoires, op.cit.*, tome VI, vol.1, p.324-326. Damaskinos, si l'on en croit Churchill, n'a pas eu un mot pour les otages pris par les Anglais, bien qu'il se soit entremis des deux côtés pour obtenir la libération des femmes, des enfants et des vieillards. Trois jours après cette rencontre historique, l'ELAS libère toutes les femmes qu'elle détient : ce gage de bonne volonté demeure sans réciproque.
- 7 . Michiotis, *op.cit.*, p.251.
- 8 . Faut-il les imputer à Siantos seul ? Nestoras (*op.cit.*, p.223) fait état d'une réunion de quelques membres du bureau politique juste avant le départ de Siantos et Partsalidis à la conférence.
- 9 . *Mémoires, op.cit.*, tome VI, vol.1, p.332-333.
- 10 . Mathiopoulos, *op.cit.*, p.149.
- 11 . Vichinsky annonce à cette occasion l'envoi d'un ambassadeur à Athènes – qui ne prendra cependant jamais son poste.
- 12 . C'est ainsi que la Ire brigade déserte lors de la bataille de Kaissariani, coupant provisoirement tout contact avec l'état-major qui lui a intimé l'ordre de rester sur place.
- 13 . Roussos, *op.cit.*, tome II, p.370-372.
- 14 . Hadzis, *op.cit.*, tome IV, p.340.
- 15 . Retranchés dans un immeuble, dont ils ont fait descendre les habitants au sous-sol, ils résistent toute une journée aux tirs des tanks britanniques, tenant les ennemis à distance avec grenades et armes automatiques. Plusieurs d'entre eux trouvent la mort mais la nuit les survivants arrivent à s'échapper en creusant des brèches dans les murs, parvenant ainsi dans un immeuble donnant sur une autre rue. L'un des héros de cette épopée est le futur musicien Iannis Xénakis, qui y a perdu un œil.
- 16 . *Livre Blanc* de l'EAM, *op.cit.*, p.68-69.
- 17 . P. Néféloudis, *op.cit.*, p.245.
- 18 . *Livre Blanc* de l'EAM, *op. cit.*, p. 71 à 84.

19 . « Le gouvernement Plastiras ne peut dissimuler », dit Baelen, le représentant du gouvernement français à Athènes, « qu'il est en tutelle au point de vue politique, militaire et financier. Toute décision comporte une consultation de l'ambassadeur d'Angleterre mentionnée par la presse [...] La dépendance de la Grèce vis-à-vis de l'Angleterre était déjà chose acquise avant la libération. La guerre civile aura seulement fait souscrire à la Grèce une traite plus forte. » (*Archives Diplomatiques*, Série Z, Europe 1944-1949, Grèce vol.10, 22 janvier.)

20 . À Salonique, on a dû commencer à arrêter ceux qui refusent de payer l'impôt pour l'administration de la province et à procéder à des réquisitions de magasins. On peut vraiment dire que « l'EAM a perdu la bataille du pain après l'occupation » (titre d'un article très éclairant de Y.Margaritis sur ces questions, publié dans *E Istorika*, dossier historique du journal *Elefthérotypia* du 2 décembre 1999).

21 . Le *Daily Telegraph* lui-même, pourtant reflet fidèle des positions de Churchill, se fait l'écho des protestations unanimes des correspondants de guerre à Athènes, auxquels Scobie a interdit de rencontrer les représentants de l'ELAS venus négocier l'armistice.

22 . Il est vrai que cela s'est effectivement produit en Macédoine et que le comportement de Svolos, qui se trouve toujours à Athènes alors que la direction de l'EAM est à Trikkala, donne consistance à ces bruits. Mais en cette mi-janvier, malgré des divergences réelles, il n'y a pas eu de rupture au sein des organes dirigeants du Front.

23 . *Livre blanc* de l'EAM, *op.cit.*, p.89 à 94. Si l'on ajoute à ce chiffre celui des « mutins » d'avril 1944, c'est au total 20 000 Grecs environ qui sont alors, selon les estimations de l'EAM, déportés en Afrique du Nord ou dans des camps situés plus au sud du continent.

24 . Le résumé des déclarations de Churchill et les citations qui suivent sont extraits du compte-rendu du débat dans le *Times* des 20 et 21 décembre.

25 . Il remarque que si Churchill avait réussi à éliminer les bolcheviks en 1920, il n'y aurait pas aujourd'hui d'Armée rouge pour libérer l'Europe.

26 . Le choix de Citrine, un travailliste bien connu pour son anticommunisme, n'était pas innocent. Peu de temps après son voyage en Grèce, il jouera un rôle important dans la conférence internationale des syndicats organisée à Londres les 11 et 12 février 1945, refusant de reconnaître les syndicats de Bulgarie et de Roumanie sous prétexte que ces pays ont collaboré avec l'Axe, en fait parce qu'ils sont « sous contrôle » de l'URSS.

27 . Notamment des trotskistes, qui s'opposaient à la stratégie de front antifasciste, dans cette guerre qualifiée « d'impérialiste » où ils renvoyaient les adversaires dos à dos.

28 . Richter, *op.cit.*, p.275-276. Il cite aussi le témoignage d'un ancien officier des Bataillons de sécurité qui lui a dit avoir reçu l'ordre de déterrer des cadavres pendant trois nuits de suite – soit de personnes décédées de mort naturelle, soit de morts enterrés hâtivement à la suite des combats dans le Jardin royal. À son retour à Athènes après Varkiza, le KKE a publié après enquête des listes entières de personnes signalées comme exécutées par l'ELAS et victimes en fait de tirs de mortier, ou décédées de mort naturelle, ou encore parfaitement vivantes (*Le Katyn grec*, éd. O Rigas, Athènes, 1945).

XII. L'accord de Varkiza et la restauration de « l'ordre » (février 1945-mars 1946)

Négociateur, mais dans quel but et à quelles conditions ?

Les dirigeants de la Résistance sont d'accord sur la nécessité de négocier. Mais s'agit-il de gagner du temps pour se réorganiser et poursuivre l'affrontement, comme le proposent Siantos, Zevgos et les militaires, ou bien d'y mettre un terme au prix d'importantes concessions¹ ? Le 15 janvier, le comité central de l'EAM a demandé une nouvelle fois l'envoi d'une commission interalliée pour mettre fin à l'intervention de Scobie et permettre au peuple grec de décider démocratiquement de son avenir. Damaskinos ne répondant pas à ses propositions de rencontre, il délègue cinq de ses membres à Athènes, avec des journalistes et des syndicalistes qui se proposent de rencontrer Citrine. Les Anglais les arrêtent et les obligent à retourner à Trikkala.

Du côté britannique, on souhaite pourtant aboutir à un accord : la conférence prévue à Yalta approche et il est difficile pour Churchill de s'y présenter avec une situation non « réglée » en Grèce. On a peur aussi qu'une simple trêve ne permette à l'ELAS de se réorganiser et de reconstituer ses forces. Alexander et Mac Millan envisagent donc une conférence présidée par Damaskinos où pourrait être proposée une amnistie assez large, l'intégration éventuelle d'un ou plusieurs éléments de l'EAM dans le gouvernement et des élections dans un délai assez bref sous contrôle interallié. Ils pensent, avec ces concessions, pouvoir gagner le temps nécessaire à la mise en place d'une nouvelle armée et à l'affermissement du nouveau gouvernement, qui envoie partout ses représentants se substituer avec plus ou moins de succès à l'auto-administration populaire. Mais le gouvernement grec tient à la punition des chefs de la « rébellion » et exige le maintien de la loi martiale. Il est clair que l'on veut de ce côté profiter de la présence britannique pour écraser totalement la Résistance et assurer solidement l'avenir, d'où les atermoiements du régent devant les demandes de l'EAM.

Le rapport de forces reste en faveur du Front qui contrôle toujours une grande partie du pays. Le gros des forces de l'ELAS, ses unités les plus aguerries, sont en cours de réorganisation et prêtes à combattre à nouveau : les militaires sont partisans de refuser tout désarmement avant le départ des troupes britanniques ou au minimum avant la conférence des trois Grands. Mais la majorité des dirigeants de l'EAM, conscients de l'énorme problème du ravitaillement et du risque d'isolement dans une population épuisée par quatre années d'occupation, hésitent à imposer à celle-ci de nouveaux sacrifices et poussent au contraire à la recherche d'un compromis².

Fin janvier, alors que Damaskinos vient enfin de répondre à la demande de rencontre, se tient à Trikkala une réunion élargie du bureau politique du KKE. Zevgos et Siantos, d'abord opposés à toute négociation immédiate avec le gouvernement, se rallient finalement à la position majoritaire de négociation sous condition. Une délégation de trois membres (Siantos, Partsalidis et Tsirimokos), accompagnée de Saraphis, part donc pour Athènes munie de recommandations précises : elle doit demander à Svolos de les rejoindre et de présider le groupe, et se retirer au cas où le gouvernement refuserait l'amnistie générale. Les quatre hommes arrivent à Athènes le 1^{er} février au soir et sont installés à l'hôtel *Grande-Bretagne*. Mais Svolos refuse de participer à la conférence, donnant ainsi corps aux rumeurs d'éclatement de l'EAM et renforçant l'arrogance du gouvernement. Tsirimokos s'est

expliqué plus tard à ce sujet :

Svolos jugeait que, puisqu'on avait suivi une ligne contraire à sa propre opinion, c'était à ceux qui avaient choisi cette ligne de négociier, c'est-à-dire aux représentants du KKE. Moi j'avais accepté de me joindre à eux pour représenter les non-communistes de l'EAM, qui avaient été pris de court par les événements de décembre, étaient opposés à la tactique du KKE et voyaient en ma présence une garantie que les pourparlers se feraient – du moins du côté de l'EAM – avec une véritable volonté d'accord³...

La conférence de Varkiza (2-12 février 1945)

La conférence a lieu dans une villa de la localité de Varkiza, sur la côte du golfe Saronique. Comme au Liban, les délégués de l'EAM sont isolés, dans l'impossibilité de communiquer avec leurs mandants. Le gouvernement est représenté non par Plastiras, dont les Anglais redoutent les éclats, mais par trois ministres dont celui des Affaires étrangères, Sophianopoulos, qui préside. Leeper et Mac Millan, présents dans les coulisses tout au long de la conférence, font pression pour la signature rapide d'un accord, à la demande de Churchill qui se trouve au même moment à Yalta ; ils obligent Sophianopoulos à multiplier les conférences de presse où il affirme que les pourparlers progressent positivement.

Dans son discours d'ouverture, le ministre grec prétend qu'il n'y a plus de danger de dictature, maintenant que la régence est installée. Il annonce la position du gouvernement : libération immédiate des otages et désarmement de l'Armée populaire ; maintien des unités de la gendarmerie et de la police (ne seront éloignés que ceux qui se sont rendus coupables de crimes) ; jugement des collaborateurs par des tribunaux réguliers. Le ministre donne sa garantie concernant la liberté d'expression et l'organisation d'un référendum : aucun citoyen ne sera poursuivi pour ses opinions politiques mais tous ceux qui auront commis des crimes de droit commun seront punis.

Le lendemain, Siantos prend la parole et dénonce les procès déjà en cours contre ceux qui ont pris part au soulèvement de décembre, alors que ceux prévus contre les collaborateurs n'ont même pas commencé. Il renouvelle son accord à la démobilisation de l'ELAS, mais rappelle les garanties préalables : une armée débarrassée des collaborateurs, unifiée sur la base de la conscription, avec intégration des cadres réguliers de l'ELAS, ainsi que ceux de ses hommes et de ses réservistes qui correspondent aux classes recrutées ; épuration des corps de sécurité et de l'appareil d'État. Nos otages ont déjà été libérés en grande partie, dit-il, il ne nous reste que des collaborateurs à livrer à la police alors que le gouvernement détient toujours une foule de vieillards, de femmes, d'enfants dans des prisons, des camps – même en dehors de la Grèce. Siantos montre ensuite les dangers d'une amnistie partielle : l'accusation de délits de droit commun remplacera celle de soulèvement pour pouvoir persécuter l'EAM, et comme il y a largement de quoi imputer de tels crimes aussi de l'autre côté, on entrera dans un engrenage d'accusations mutuelles qui ébranlera l'État. Il réclame donc l'arrêt général des poursuites concernant les événements de décembre.

Le lendemain, Sophianopoulos remet aux délégués de l'EAM une lettre rejetant catégoriquement cette demande. Ces derniers acceptent cependant de discuter sur la base des propositions du gouvernement⁴ et les jours suivants, avec beaucoup d'interruptions, de nuits blanches, d'hésitations de la part de Siantos, d'exhortations de la part de Leeper et Mac Millan, ils tentent de mettre au point un protocole d'accord. Leeper raconte la dernière

et décisive nuit :

Siantos, en battle-dress et bottes de caoutchouc, tournait dans la pièce en déclarant qu'il n'était pas disposé à signer cette nuit-là, parce qu'il était très fatigué et n'avait pas la tête claire. Nous fîmes beaucoup d'efforts pour le persuader, mais il refusait toujours avec obstination. Mac Millan et moi étions assis là, sans rien à boire que de l'eau et rien à manger qu'un sandwich à la viande, attendant tels des policiers que notre bout de papier soit signé. Finalement, à 4 heures du matin, Siantos nous fit savoir qu'il ne pouvait accepter la totalité du texte, mais qu'il était prêt à signer un bref accord provisoire⁵.

Le texte final est signé le 12 février. Il se réfère au respect des libertés proclamées par la charte de l'Atlantique et la conférence de Téhéran, dont le gouvernement se porte garant. La loi martiale est levée mais les articles de la Constitution garantissant les libertés sont suspendus jusqu'à désarmement complet et installation des autorités administratives, judiciaires et militaires sur l'ensemble du pays – sauf dans la capitale où l'article concernant la liberté individuelle est maintenu (mais pas appliqué à ceux qui sont déjà détenus). L'amnistie concerne tous les délits politiques commis entre le 3 décembre 1944 et la signature de l'accord, mais pas « les crimes de droit commun contre la vie et la propriété non indispensables à la réalisation du délit politique », ni les partisans qui n'auront pas rendu leurs armes d'ici au 15 mars. Tous les citoyens détenus par l'ELAS ou la *Politophylaki* doivent être immédiatement libérés ; ceux qui sont accusés de collaboration ou coupables de crimes seront livrés à la justice de l'État.

L'armée nationale sera recrutée par conscription, sauf pour les officiers de carrière. Les officiers de réserve « spécialement entraînés au maniement des armes nouvelles » et les soldats des formations déjà existantes resteront en service. Le Bataillon sacré est maintenu tel quel et sera intégré plus tard dans l'armée nationale. La démobilisation des forces armées de la Résistance, en particulier de l'ELAS, de l'ELAN et de la *Politophylaki*, sera effective dès la publication de l'accord : ses hommes appartenant aux classes appelées entreront dans les unités existantes, les autres seront congédiés. Tous les cadres de carrière seront convoqués par des commissions spéciales. Les opinions politiques des citoyens enrôlés seront respectées.

Le gouvernement constituera aussi des commissions spéciales pour l'épuration des services civils et des services de sécurité (gendarmerie et police des villes). Les critères retenus seront « la compétence professionnelle, le caractère, la valeur morale, la collaboration avec l'ennemi, le travail au service de la dictature ». Ceux qui sont entrés pendant l'occupation dans les rangs de la Résistance seront réintégrés dans leur poste et jugés de la même façon que les autres. Les commissions pourront mettre en disponibilité les employés, les policiers et les gendarmes qui ont participé aux événements de décembre ; leur poste définitif sera fixé par le gouvernement issu des élections à l'Assemblée constituante.

Un référendum sur la question du régime politique sera organisé le plus vite possible, dans le courant de l'année, en toute liberté et transparence, et suivi d'élections à une Assemblée constituante. Les deux délégations sont d'accord pour demander aux grandes puissances alliées d'envoyer des observateurs qui vérifieront l'authenticité de l'expression de la volonté populaire.

C'est pratiquement une capitulation. La droite et les Anglais ont atteint leur objectif : le

désarmement de l'ELAS – et le maintien des forces existantes au service du gouvernement. La suspension des articles de la Constitution concernant les libertés se réfère à l'acte constitutionnel de 1935 qui avait ouvert la voie à la dictature de Métaxas : Siantos n'a pu que limiter son application dans l'agglomération athénienne, où la droite grecque voulait procéder immédiatement par ce moyen à des arrestations massives, faute du maintien de la loi martiale. L'épuration, toujours ajournée du côté des collaborateurs, concerne maintenant les employés des services civils et de sécurité qui ont participé aux événements de décembre. Pas un mot sur les otages détenus par le gouvernement et les Anglais, alors que ceux de l'ELAS sont déjà libérés pour la plupart. Le plus grave est le paragraphe sur l'amnistie, rédigé par Tsirimokos, qui permet de poursuivre les combattants de décembre – mais pas les dirigeants qui ont donné les ordres. Rien n'est dit sur la formation d'un gouvernement d'union, ni sur la présence des troupes britanniques. C'est donc à Plastiras et à ses ministres, sûrs du soutien des Anglais, que revient l'application du protocole qui, malgré sa dureté pour la gauche, ne sera même pas respecté.

Au même moment, à Yalta...

Churchill, Roosevelt et Staline sont depuis le 4 février en conférence dans la petite station balnéaire de Crimée. Le jour où est signé l'accord de Varkiza est aussi celui où est présenté à la presse mondiale le communiqué final de la rencontre, auquel les trois Grands ont intégré une solennelle « Déclaration sur l'Europe libérée » :

Le rétablissement de l'ordre en Europe et la réorganisation de la vie économique doivent se faire de manière à anéantir les dernières traces de l'hitlérisme et du fascisme et à créer des institutions démocratiques, en accord avec les principes de la charte de l'Atlantique qui garantissent le droit de tous les peuples à choisir la forme de leur gouvernement. Il faut garantir le rétablissement du droit à la souveraineté des peuples qui en ont été privés. [Pour cela, les trois Alliés prévoient d'aider] d'un commun accord les peuples des États européens libérés ou les anciens satellites de l'Axe chez lesquels, d'après leur jugement, la situation l'exigera. Concrètement cette aide consistera : 1) à ce que soit assurée la paix intérieure ; 2) à prendre des mesures d'aide immédiate aux peuples qui souffrent ; 3) à ce que soient formés des gouvernements provisoires largement représentatifs de tous les éléments démocratiques ; leur tâche sera d'organiser le plus vite possible des élections libres afin d'installer des gouvernements correspondant à la volonté du peuple ; 4) à faciliter, là où ce serait nécessaire, le déroulement de telles élections.

On peut apprécier cette louable déclaration à l'aune de ce qui vient de se passer en Grèce.

On a parlé, à Yalta, de plusieurs problèmes : de l'organisation des Nations unies, ébauchée en octobre 1944 à Dumbarton Oaks ; de l'occupation future de l'Allemagne ; de l'engagement soviétique à attaquer le Japon dès la victoire sur Hitler assurée. De la Grèce il a été fort peu question : à une demande d'information de Staline, Churchill répond le 9 février par un mémorandum où il présente la situation comme avantageusement réglée, l'ordre étant rétabli depuis la signature de l'armistice et les négociations en bonne voie vu l'attitude « conciliante » du gouvernement grec qui garantit la restauration des libertés et une justice « impartiale⁶ ». Mais il n'en est pas de même pour la Pologne, qui a alimenté les discussions au cours de sept séances sur huit. La reprise de l'avance de l'Armée rouge sur

ce front, en janvier 1945, a permis aux Soviétiques de transférer à Varsovie le Comité de libération nationale installé par eux à Lublin lors de leur entrée en Pologne en juillet 1944, et de le reconnaître comme gouvernement provisoire. Ce dernier a déjà mis en chantier un début de réforme agraire, et tout cela inquiète le gouvernement polonais en exil et les dirigeants anglo-saxons. À Yalta, Churchill et Roosevelt acceptent cette fois formellement la redéfinition des frontières au profit de l'URSS, mais déclarent solennellement que « le gouvernement provisoire actuellement en fonction devrait être réorganisé sur une base plus largement démocratique et comprendre des dirigeants démocrates pris parmi les Polonais de l'intérieur et de l'étranger ». Alors seulement il pourra être reconnu par les trois grandes puissances, qui y enverront des ambassadeurs, et il procédera au plus vite à des élections auxquelles participeront tous les partis démocratiques et antinazis⁷.

On en reste là à Yalta – ce qui montre d'ailleurs que Staline, pourtant à la tête d'une armée alors à 70 km de Berlin, n'y a pas fait la démonstration de force qu'on lui attribue habituellement. Mais les discussions vont se prolonger les mois suivants et le dirigeant soviétique, pour tenter d'imposer son point de vue, fera valoir à plusieurs reprises son abstention dans les affaires grecques.

Le désarmement de l'ELAS et l'orientation de l'EAM vers des « combats politiques pacifiques »

De retour de Yalta, le 14 février, Churchill fait une visite éclair à Athènes et vient proclamer place Syntagma sa « fierté devant la part prise par l'armée britannique à la protection de cette grande et immortelle cité contre la violence et l'anarchie ». Le même jour, la délégation rentrée de Varkiza réunit à Trikkala le comité central de l'EAM qui entérine l'accord. Ioannidis, au nom du bureau politique, envoie un télégramme à toutes les organisations du parti chargées d'expliquer Varkiza aux militants et aux *élassites* : il s'agit, écrit-il, d'un repli tactique indispensable à un moment où la guerre mondiale se poursuit ; mais si les ennemis du peuple veulent violer les dispositions de l'accord, ils nous trouveront face à eux, prêts s'il le faut à reprendre le combat. Et pour faire face à cette éventualité, il donne la consigne de cacher une partie des armes.

Deux protocoles signés également à Varkiza ont prévu l'un, le reclassement des officiers de l'ELAS et l'autre, les modalités du désarmement des 54 940 hommes de l'Armée populaire et des 6 000 de la *Politophylaki*, dans tout le territoire grec excepté la Crète où se trouvent encore quelques unités allemandes. De petits détachements de l'ELAS commencent immédiatement à collecter les armes et les remettent à un officier anglais pourvu des pleins pouvoirs par le gouvernement grec.

Le comité central de l'ELAS lance le 15 février un premier appel à ses unités, suivi le lendemain par Saraphis et Aris :

[...] Soyez fiers de ce que vous avez accompli et sûrs d'avoir fait votre devoir envers la patrie. De retour chez vous, vous devez être les meilleurs citoyens et continuer à travailler pacifiquement à votre bonheur, au plein rétablissement des libertés populaires [...] En vous saluant tous, nous qui vous avons dirigés et avons suivi vos combats, nous vous exprimons notre admiration et notre reconnaissance [...] Vive notre nation indomptée, vive sa création la plus éclatante, notre ELAS⁸ !

Le 28 février 1945, l'Armée populaire grecque de libération a cessé d'exister. Le

désarmement s'est fait dans l'ordre et la discipline, avec grande émotion pour les *élassitès* qui ont souvent pleuré en rendant les armes gagnées sur l'ennemi au risque de leur vie. Beaucoup savaient qu'en rentrant chez eux, ils trouveraient leur maison en ruines, leur famille dans la misère, avec le sentiment d'être exposés, sans défense cette fois, à de nouvelles persécutions. Outre un nombre supérieur d'armes à celui exigé par Scobie, l'ELAS livre aussi ses réserves de nourriture, les partisans n'ayant le droit d'emporter avec eux que deux jours de ravitaillement.

Il s'agit maintenant, pour les communistes, de reconstituer leurs forces, malgré la défaite et la déception. Le 11^e plénum du KKE, qui se tient au début du mois d'avril suivant, revient d'abord sur l'activité du parti pendant la période précédente. Les dirigeants doivent s'expliquer aussi bien sur leurs concessions excessives (Liban, Caserta) que sur leur insuffisant contrôle des événements de décembre et la conclusion tragique de ceux-ci à Varkiza. Ce qu'ils mettent en avant pour justifier l'accord, c'est surtout, outre la situation catastrophique de la population⁹ et la peur de nuire à l'unité des Alliés, le risque d'isolement du parti. Siantos déclare :

Le dilemme était : soit conclure l'accord, soit continuer la guérilla. Mais alors cette guerre n'aurait plus été une guerre de libération nationale, mais une guerre de classe. Les Anglais contrôlaient les villes. Nous, nous aurions été refoulés dans les montagnes, dans des régions ruinées par l'occupant. Ainsi les Anglais pouvaient anéantir le mouvement dans les villes et nous isoler de nos ouvriers et du peuple, pour finalement nous mettre en contradiction avec le peuple grec tout entier. Et malgré les interventions et les provocations des Anglais, cela aurait pris le caractère d'une guerre contre les Alliés. La base de notre combat se serait rétrécie et aurait perdu le caractère qu'elle avait avant le départ des Allemands et des Italiens. Nous serions devenus une secte qu'on aurait même pu rejeter dans l'illégalité. Entre deux maux il fallait choisir le moindre. C'est pourquoi l'accord de Varkiza était une question de nécessité, et non une capitulation sans condition. Il donne un minimum de libertés pour l'action. Il donne un fondement légal moral au combat contre le fascisme. Il a aussi l'avantage d'être l'affaire des masses, de l'opinion publique des autres pays et des Alliés. À nous de combattre pour son application¹⁰...

Le plénum définit aussi la nouvelle tâche du KKE : la constitution d'un large front démocratique qui continuera par des moyens politiques, dans le cadre légal du jeu parlementaire, le combat pour déraciner le fascisme et assurer l'évolution démocratique du pays, en défendant pour sa part le programme de la *laocratia*, la démocratie populaire. Quelques jours plus tard, l'EAM se transforme en coalition de partis politiques et précise, sur la base des accords de Varkiza et de Yalta, les conditions nécessaires à cette évolution démocratique : gouvernement représentatif, venue en Grèce d'une commission interalliée, épuration, rétablissement d'une situation normale pour assurer le bon déroulement du référendum et des élections. Tsirimokos fonde au même moment, avec son ami Svolos, un nouveau parti socialiste, le SK-ELD, qui ne fait plus partie de l'EAM.

Malgré cette défection, la voie pacifique choisie¹¹ apparaît d'autant plus susceptible de créer une véritable dynamique que l'EAM garde une force considérable, aussi bien en province, où subsistent dans beaucoup d'endroits les institutions populaires, que dans les grandes villes. C'est pourquoi le désarmement de l'ELAS ne suffit pas à calmer les inquiétudes de la Grande-Bretagne et surtout de la droite grecque, qui craignent que

l'expression de la volonté populaire ne vienne bouleverser leurs projets de rétablissement de « l'ordre » d'avant-guerre. Il s'agit cette fois, au mépris de l'accord pourtant draconien de Varkiza, d'exclure radicalement la gauche de la vie politique, en anéantissant purement et simplement ses membres et ses organisations.

Le déchaînement de la terreur et la résistance de l'EAM

Le jour même de la signature de l'accord de Varkiza, le journal *Elefthéria (Liberté)* a rapporté dans son éditorial les faits suivants :

C'est selon toutes les règles de la tactique allemande qu'a eu lieu hier matin à Péristéri un bloko de type classique. Des gendarmes, des gardes nationaux et des policiers en grand nombre sont arrivés dans le faubourg, ils ont réveillé avec des tirs les habitants et rassemblé tous les individus de sexe masculin entre 14 et 60 ans. Ensuite ils les ont rangés par profession et ont ordonné aux membres de l'EAM de se présenter d'eux-mêmes. Certaines personnes – qui hier n'étaient pas masquées – ont désigné aux gendarmes ceux qu'ils estimaient dangereux. Et ces derniers, poussés, frappés à coups de pied et de crosse, ont été chargés dans des voitures et emmenés dans différentes prisons. Cette brillante cérémonie a duré cinq heures, pour la plus grande satisfaction des habitants qui ont pu constater que si l'Allemagne est battue, ses méthodes sont immortelles. Tout commentaire est superflu.

Cet épisode est significatif de l'immense vague de terreur qui s'abat sur les démocrates grecs une fois l'ELAS désarmée, selon leurs pires pronostics et au mépris total des dispositions de l'accord de Varkiza. En juillet 1945, selon le gouvernement, il y a déjà eu 20 000 arrestations pour « crimes commis au cours du mois de décembre » (même en dehors d'Athènes !) et les procès immédiatement ouverts ont entraîné près de 3 000 condamnations à mort, sur la base d'accusations incluant des meurtres de membres de Bataillons de sécurité et même d'Italiens, d'Allemands¹²... Les membres des milices collaboratrices, eux, sont innocentés ou soumis à des peines légères. « L'épuration » des services civils et de sécurité se fait sur les mêmes critères, au point de susciter des articles indignés dans la presse britannique et une certaine inquiétude au sein du Foreign Office¹³. La presse démocratique subit les assauts de nervis qui détruisent ses locaux, frappent ses journalistes et tuent ses vendeurs. En quelques mois on compte déjà plusieurs centaines d'assassinats.

C'est en province que la situation est la pire. Appuyé par la garde nationale, progressivement étoffée et munie des armes retirées à l'ELAS, le gouvernement destitue les comités d'autoadministration et installe à leur place, la plupart du temps, les autorités de l'époque de Métaxas. Très vite apparaissent dans leur sillage des bandes armées (souvent par la garde nationale elle-même) qui se livrent à la chasse et à l'assassinat des anciens *élassitès*, et plus généralement de toutes les familles sympathisantes de l'EAM, ravageant leurs champs, déracinant leurs arbres, rasant les cheveux des femmes. On y retrouve les membres des anciennes milices collaboratrices, *chitès*, monarchistes et nationalistes du Péloponnèse et de la Macédoine orientale, anciens partisans de l'EDES en Épire, avec les mêmes motivations que pendant l'occupation, y compris le pillage pur et simple. À la mi-juillet, *Rizospastis* évalue déjà à 150 le nombre de ces « gangs de coupeurs de tête » regroupant 18 000 hommes. La gendarmerie, qui commence à être reconstituée, les laisse

faire le travail pour éviter d'engager sa responsabilité.

Ce tableau correspond fort peu à ce qui était soi-disant l'objectif du désarmement de l'ELAS : la restauration de l'ordre et de la tranquillité dans le pays. Les libéraux eux-mêmes s'en alarment : le 5 juin, plusieurs d'entre eux, dont Sophoulis, Kaphandaris, Tsoudéros – et Plastiras congédié entre-temps par ses protecteurs britanniques – adressent au gouvernement un mémorandum protestant contre la terreur qui « rend impossible la vie de tous les citoyens non royalistes et interdit d'espérer de pouvoir procéder à un référendum ou à des élections libres¹⁴ ». Le Premier ministre britannique, Attlee, qui vient à peine de succéder à Churchill à la suite des élections de juillet, adresse le 1^{er} août une mise en garde au régent Damaskinos, mais cette situation arrange en fait la Grande-Bretagne : sortie très amoindrie de la guerre, elle cherche à s'engager le moins possible militairement et financièrement en Grèce, tout en y maintenant ses prérogatives. L'activisme des bandes permet à la mission militaire britannique de repousser de plusieurs mois la mise sur pied de l'armée nationale grecque qu'elle s'est engagée à reconstituer dès novembre 1944 – tout en veillant soigneusement à y incorporer un maximum d'officiers de l'époque de Métaxas, ainsi que d'anciens membres des Bataillons de Sécurité¹⁵.

Dans les grandes villes, la terreur vise principalement les syndicalistes. L'Union ouvrière antifasciste (ERGAS), créée dès le mois de mars, progresse très rapidement dans les élections professionnelles au cours de l'année 1945 et malgré les pressions, les persécutions, les assassinats, elle organise d'immenses mouvements de grève et des manifestations auxquels participe une population toujours livrée à la misère et au chômage. La situation économique reste en effet totalement chaotique. Les projets d'imposition des profiteurs de guerre et autres nantis, lancés par Svolos en novembre de l'année précédente, ont été abandonnés. Les industriels et les commerçants, au lieu de relancer la production, continuent à utiliser leurs capitaux pour acheter de l'or ou spéculer sur les marchandises apportées par l'UNRRA à partir du mois d'avril. Le gouvernement se contente de réclamer de l'aide aux Britanniques, qui ont assuré à nouveau leurs positions-clés dans le pays et contrôlent de près l'économie : d'où un déficit budgétaire de plus en plus abyssal, obligeant à mettre sans arrêt de nouveaux billets en circulation – et un retour de l'inflation.

Le mouvement de gauche, malgré sa défaite, malgré la terreur, garde encore une remarquable dynamique. L'EAM, tout en essayant d'alerter l'opinion publique internationale et les gouvernements alliés sur la persécution des résistants en Grèce, organise dans les grandes villes d'immenses rassemblements, comme celui du 1^{er} mai dans le grand stade d'Athènes. Des comités démocratiques, regroupant diverses personnalités et présidés par le général Othonaios, se créent dans toute la Grèce et l'on voit des hommes comme Kartalis et Pyromaglou, qui avaient fait partie d'organisations de résistance concurrentes, se rapprocher de l'EAM.

Le parti communiste, maintenant dirigé par Zachariadis revenu de Dachau au mois de mai, garde un grand prestige¹⁶. Il publie en juin son programme de démocratie populaire qui est adopté peu après par l'EAM et précisé au mois d'octobre suivant lors du VII^e congrès – le premier congrès légal du KKE et le seul avant longtemps. Il comprend des mesures comme la nationalisation des banques, des grands moyens de communication et de quelques grandes entreprises industrielles d'importance stratégique¹⁷, l'instauration d'une fiscalité directe progressive et plus généralement des réformes très comparables à ce qui est en train de se réaliser au même moment en France et dans les pays voisins de la Grèce, en Yougoslavie, en Albanie et en Bulgarie. Il comporte aussi des propositions de

développement industriel appuyé sur les ressources propres de la Grèce, destinées à la faire sortir de la situation de dépendance où elle se trouve depuis sa création. Ce programme, fondé sur de très sérieux travaux d'économistes¹⁸, s'oppose au laisser-faire total du gouvernement et au parasitisme d'une poignée de grands entrepreneurs qui ne songent qu'à s'enrichir au détriment du pays, et il attire une grande partie du monde intellectuel, universitaires, étudiants, journalistes, instituteurs, avocats.

Le KKE se donne pour tâche la réalisation de ce programme par la voie démocratique, c'est-à-dire par la recherche d'une majorité parlementaire. Ce « passage pacifique au socialisme » lui semble maintenant possible dans la mesure où, presque partout en Europe, le fascisme est éradiqué et où les grandes réformes socialistes réclamées par des mouvements comme le Conseil national de la Résistance en France sont en cours de réalisation. Or, en Grèce, c'est pour l'instant l'inverse qui se produit : au lieu d'être à l'honneur et aux commandes du pays, la Résistance est mise à l'index et pourchassée, et il est peu probable que les forces de droite, qui ont triomphé avec l'aide des Britanniques, laisseront le mouvement démocratique remettre en cause leurs privilèges. D'anciens partisans en ont déjà tiré les conséquences et se sont réfugiés dans les montagnes pour échapper aux persécutions. Bon nombre de ceux de Macédoine sont passés en Yougoslavie et le parti communiste lui-même a organisé le regroupement d'une partie de ses cadres dans ce pays, notamment dans le village de Bulkes où se constitue un véritable camp d'entraînement. Le bureau politique a autorisé en juin la création de groupes d'autodéfense mais ils restent peu structurés, très autonomes et les communistes en âge d'être mobilisés reçoivent la consigne de partir à l'armée au lieu de les rejoindre.

Une fois de plus, le KKE se trouve ainsi confronté à « l'impossible équation » consistant à respecter un jeu démocratique que ses adversaires violent systématiquement. C'est pourquoi il tente parallèlement, mais avec beaucoup d'hésitations, de se prémunir contre une tentative de coup d'État de la droite – éventualité qui se profile très réellement à l'automne 1945.

La crise d'octobre 1945 et le gouvernement libéral de Sophoulis

Devant l'aggravation de la situation économique, les Britanniques ont réclamé la nomination à la tête de la Banque de Grèce d'un nouveau gouverneur, Varvaressos. Les mesures très modérées prises par celui-ci – interdiction de toute transaction sur l'or et tentative d'instauration d'une fiscalité directe – ont suscité l'hostilité immédiate des cercles politico-financiers. Son blocage des salaires, très insuffisamment compensé par la baisse imposée des prix des produits alimentaires fournis par l'UNRRA, lui a valu aussi l'opposition des syndicats et il a dû finalement démissionner au bout de trois mois. Le gouvernement continue à réclamer l'aide financière de la Grande-Bretagne – de moins en moins en mesure de la fournir – et l'aide alimentaire fournie en abondance par l'UNRRA – c'est-à-dire essentiellement par les États-Unis – qui fait par ailleurs concurrence aux produits locaux. Toute perspective de reprise économique semble décidément exclue.

L'autre question urgente est celle des élections. Le Premier ministre Voulgaris les a fixées, à la demande des Britanniques, au 20 janvier 1946, avant le référendum, contrairement à ce qui a été prévu à Varkiza. Mais cette date est contestée de tous les côtés, par la droite qui aurait préféré procéder très vite au référendum, espérant un retournement d'opinion à la suite des événements de décembre, mais aussi par les libéraux et par la gauche qui estiment impossible la tenue d'élections dans un climat de terreur. Voulgaris,

accusé par ailleurs de monopoliser à son profit et à celui de ses proches la manne de l'UNRRA, démissionne le 9 octobre et il s'ensuit une crise gouvernementale de deux mois.

Cette question des élections taraude d'autant plus la droite grecque que l'EAM continue à manifester une capacité de résistance remarquable malgré toutes les persécutions dont il est l'objet : le 27 septembre, on fête dans tout le pays le quatrième anniversaire de sa création et un gigantesque rassemblement a lieu dans le grand stade d'Athènes. Les impressionnants succès du Front syndical antifasciste aux élections professionnelles laissent augurer une possible victoire de l'EAM aux élections législatives. Face à cette éventualité, les cercles politiques de droite doutent de plus en plus de la capacité de la Grande-Bretagne à soutenir leurs intérêts. Ils ont suivi avec inquiétude l'arrivée du Labour Party au pouvoir à Londres. En fait, Bevin, le nouveau ministre des Affaires étrangères, ne modifie pas fondamentalement la politique britannique vis-à-vis de la Grèce, mais il ne tient pas, contrairement à Churchill, à une victoire des royalistes et suit plutôt la ligne du Foreign Office tendant à favoriser des éléments plus modérés. Il souhaite par ailleurs que les élections aient lieu le plus rapidement possible afin de donner une apparence légale au régime très contestable qui s'est instauré en Grèce et de pouvoir s'en désengager à un moment où l'Empire est remis en question en plusieurs endroits du monde. Les éléments extrêmes de la droite grecque redoutent plus que tout cette éventualité d'un retrait britannique : tout en accentuant la terreur, ils se livrent à des préparatifs de coup d'État dont l'existence est révélée à la Chambre des communes par le vice-ministre des Affaires étrangères, Mac Neil.

Devant l'impasse, celui-ci convoque pour le 13 novembre une conférence de tous les leaders politiques – à l'exception de ceux de la gauche – afin de constituer un gouvernement qui lancerait avec l'aide britannique un véritable programme de reconstruction économique et préparerait des élections pour le mois de mars 1946, avant d'organiser un peu plus tard le référendum sur la question du régime. Devant le refus des monarchistes, et malgré l'opposition de Georges II et de Damaskinos, la tâche est confiée dès le 22 novembre au vieux leader libéral, Sophoulis, qui s'entoure de ministres membres ou proches de son parti, comme Tsoudéros et Kaphandaris, et de quelques personnalités de la Résistance hors EAM comme Kartalis et Pyromaglou. Ainsi s'affirme ce qui est désormais la politique de la Grande-Bretagne : maintenir au sommet de l'État une façade parlementaire et libérale afin d'éviter les critiques qui ont accompagné ses interventions directes et violentes – tout en exerçant un contrôle étroit sur l'armée et les forces de sécurité que sa mission militaire s'emploie au même moment à reconstituer en sélectionnant les éléments les plus réactionnaires.

Le cabinet Sophoulis est d'abord accueilli assez favorablement par l'EAM, dans la mesure où un nouvel emprunt auprès de la Grande-Bretagne – assorti d'une tutelle étroite de celle-ci sur la politique monétaire et le budget de la Grèce – permet une relative satisfaction des principales revendications ouvrières. Mais les limites de ses bonnes intentions, ainsi que de ses pouvoirs réels, apparaissent rapidement : les libéraux ne tiennent pas à intégrer des officiers de l'ELAS dans l'armée ou la gendarmerie en cours de reconstitution, mais ne réussissent pas pour autant à s'opposer aux choix de la mission britannique. Par ailleurs, le changement de gouvernement a fait espérer à la gauche une véritable amnistie. Effectivement, le 21 décembre est votée une loi sur la « décongestion des prisons » qui permet la libération progressive d'un certain nombre de détenus⁴⁹. Mais ils sont soumis ensuite à une surveillance policière rigoureuse et « accueillis » à leur retour par les mêmes

bandes qui les ont déjà dénoncés et persécutés. Si bien que la libération s'avère plus dangereuse que la prison et que beaucoup d'entre eux, ne pouvant retourner à une vie normale, se voient obligés de fuir soit vers les montagnes, soit vers l'anonymat des grandes villes.

Le comble est atteint le 20 janvier 1946 dans le Péloponnèse, où une bande d'un millier d'hommes s'empare de la ville de Kalamata, libère des *chitès* emprisonnés pour assassinat, tue plusieurs personnes et se retire avec une centaine d'otages. Malgré la proclamation de la loi martiale dans la région, les exactions continuent au cours des mois suivants. Bien que Sophoulis lui-même se rende compte de l'impossibilité d'assurer le déroulement normal des élections dans un tel contexte, la pression des Britanniques est telle qu'il doit s'en tenir à la date du 31 mars. La Commission alliée de surveillance des élections, l'AMFOGE, est déjà sur place : elle comprend un millier de membres, anglais, américains et français, les Soviétiques ayant refusé d'y participer.

Les élections dans les pays libérés, enjeu de controverses entre les Alliés

L'organisation d'élections libres, par un gouvernement provisoire représentatif, est un élément essentiel de la « Déclaration sur l'Europe libérée » proclamée à Yalta. Mais des différends très profonds sont très vite apparus entre les Alliés à propos de « l'aide » qu'ils doivent apporter sur ce point aux pays libérés. En Grèce, il est évident que leur intervention, si l'on met à part le ravitaillement apporté par l'UNRRA, n'a répondu à aucun des grands principes énoncés à Yalta : au début de 1946, les collaborateurs sont toujours en place, la terreur règne au lieu de la « paix intérieure », aucun des gouvernements qui se sont succédés depuis février ne peut être qualifié de « largement représentatif » et personne ne peut décemment affirmer que les élections qui doivent se dérouler en mars seront libres et permettront d'installer un gouvernement « correspondant à la volonté du peuple ». Or si cette situation ne semble guère gêner les dirigeants de Grande-Bretagne et des États-Unis, celle qui s'est créée en Pologne, en Roumanie ou en Bulgarie, où l'URSS a le contrôle exclusif de l'évolution politique, a suscité immédiatement de nombreuses protestations de leur part.

Staline ne s'est pas privé de les mettre à chaque fois face à leurs propres responsabilités en Grèce. À propos du gouvernement provisoire de Pologne, qui avait déjà fait l'objet de contestations à Yalta, Staline avait écrit à Churchill en avril 1945 :

La question de la Pologne joue dans la sécurité de l'Union Soviétique le même rôle que la Belgique et la Grèce dans celle de la Grande-Bretagne. Apparemment vous n'êtes pas d'accord sur le droit de l'Union Soviétique de s'efforcer d'obtenir en Pologne un gouvernement amical à son égard, ni sur l'impossibilité pour le gouvernement soviétique d'admettre l'existence en Pologne d'un gouvernement qui lui soit hostile [...] J'ignore si en Grèce on a créé un gouvernement vraiment représentatif et si en Belgique le gouvernement est réellement démocratique. Le gouvernement soviétique n'a pas été consulté lors de la création de ces deux gouvernements. Il n'a même pas prétendu exercer un droit de regard dans ces affaires, car il comprend tout ce que représentent la Belgique et la Grèce pour la sécurité de la Grande-Bretagne²⁰.

Churchill avait alors reconnu les « égards » que Staline avait eus pour lui dans l'affaire grecque, sans cesser pour autant de réclamer pour la Pologne « une juste répartition des

postes importants à l'intérieur du gouvernement²¹ ». Et lorsque, sous la pression de l'Armée rouge et de manifestations de rue, trois ministres communistes avaient été introduits en mars 1945 dans le gouvernement de la Roumanie, il avait là aussi protesté, malgré une certaine gêne compte tenu des accords passés avec Staline en octobre 1944, contre cette « violation des accords de Yalta » et refusé de reconnaître le nouveau gouvernement, de concert avec Roosevelt.

Le successeur de Roosevelt, Truman, s'est révélé très vite décidé à défendre les intérêts américains en Europe et peu disposé à composer avec Staline. À la conférence de Potsdam, en juillet 1945, il réclame l'organisation de commissions de surveillance des élections en Grèce, ainsi qu'en Roumanie et en Bulgarie dont il estime par ailleurs que les gouvernements devraient être remaniés. Staline lui répond qu'un contrôle des élections grecques est une insulte envers ce peuple allié et qu'il serait parfaitement illusoire, le pays étant entièrement contrôlé par les Britanniques : la proposition lui semble surtout destinée à lui faire accepter la même chose dans sa sphère d'influence. Deux jours après cet échange, Molotov présente à la réunion des ministres des Affaires étrangères un mémorandum sur la situation en Grèce : la Grande-Bretagne s'y est imposée, dit-il, « sur la base d'une autorisation ancienne et non définitive » et ce ne sont pas l'ordre et la loi qui règnent dans ce pays, mais la terreur ; une terreur qui s'exerce contre les éléments démocratiques, ceux qui ont combattu les Allemands. Il demande que le régent installe immédiatement un gouvernement démocratique et refuse catégoriquement par ailleurs un contrôle allié sur les élections en Roumanie et en Bulgarie. C'est la première fois depuis octobre 1944 que l'URSS critique la situation créée par l'intervention britannique en Grèce. Cette attitude se confirme dans les mois qui suivent : au cours de plusieurs réunions du Conseil de Sécurité de la nouvelle organisation des Nations unies, les Soviétiques réclament le retrait des troupes britanniques de Grèce²².

Le KKE face à une nouvelle impasse

Au début de 1946, les possibilités d'évolution démocratique auxquelles ont tenté de croire les communistes semblent de plus en plus réduites. Les mobilisations dans les grandes villes sont toujours massives et le congrès de la Confédération des travailleurs grecs qui se tient le 1^{er} mars est un triomphe pour le Front syndical antifasciste, mais c'est le seul lieu où la gauche peut affirmer ouvertement sa présence. La garde nationale lance de grandes opérations de « nettoyage » dans plusieurs régions et les événements de Kalamata montrent que le gouvernement libéral, dont la constitution avait suscité quelque espoir, n'a ni vraiment le désir, ni le pouvoir de mettre fin à la terreur. Le bureau politique reconnaît le 21 janvier que « la Grèce est de fait, actuellement, dans une situation de guerre civile » mais hésite à dépasser le mot d'ordre d'autodéfense et à répondre par la force aux persécutions des « monarcho-fascistes », de peur de s'isoler de l'ensemble du mouvement démocratique et de donner prétexte à un coup d'État de l'extrême droite.

C'est le II^e plénum du 12-15 février qui marque un début de changement de stratégie, à l'approche d'élections qui, dans ce contexte, risquent d'aboutir à une légalisation de la terreur et à l'exclusion définitive de la Résistance du champ politique. Le problème immédiat est de choisir entre abstention et participation à ce qui sera forcément une mascarade électorale. L'EAM a clairement exprimé quelques jours auparavant ses exigences pour prendre part au scrutin : participation au gouvernement, désarmement des bandes, amnistie générale des *élassitès*, révision des listes électorales, épuration de l'armée,

de la gendarmerie et de l'administration. Il est peu probable que ces conditions soient réunies d'ici les élections. Mais s'abstenir, c'est renoncer à la voie légale, pacifique et reprendre la lutte entamée pendant l'occupation. C'est ce que laisse entendre la décision finale du plénum, publiée dans le *Rizospastis* du 17 février :

[...] Ou nous vivrons esclaves des fascistes, des exploiters grecs et des occupants étrangers, ou nous combattons libres, nous vaincrons et nous édifierons une Grèce indépendante, libre et démocratique. Le IIe plénum proclame que la démocratie et l'indépendance nationale seront l'œuvre du peuple de Grèce, qui doit pour cela combattre durement, dans l'unité et avec décision comme de 1940 à 1945.

Mais la décision concernant la participation aux élections est repoussée à une décision ultérieure du bureau politique et malgré la multiplication de groupes de partisans dans les montagnes, le plénum, dont la majorité des participants est toujours très attachée à la voie légale, en reste à un appel assez vague à l'autodéfense populaire de masse, sans directives plus précises. La situation est cependant suffisamment grave pour que soient examinées sérieusement les conditions d'une reprise de la lutte armée. Zachariadis réunit tout de suite après le plénum la commission militaire créée lors du VIIe congrès. Une discussion s'y engage sur les stratégies possibles : alors que le *kapétanios* de Macédoine, Markos, privilégie la guérilla, le secrétaire du parti estime que le soulèvement doit venir des villes où le mouvement de résistance reste mieux organisé, n'ayant pas subi la terreur extrême des campagnes.

Il n'en ressort aucun résultat concret et, avant de prendre une décision aussi grave, dans l'espoir encore d'éviter l'affrontement, les communistes grecs et l'EAM tentent d'évaluer dans quelle mesure le nouveau contexte international peut cette fois leur être favorable. La guerre étant finie, ils comptent sur un appui plus ferme de l'opinion publique et multiplient les appels aux gouvernements alliés. Le KKE cherche aussi un soutien du côté des partis frères : il peut raisonnablement espérer l'aide d'une URSS libérée des contraintes de la guerre et qui se montre maintenant critique, dans sa presse et dans ses interventions diplomatiques, sur la situation de la Grèce. Dès les premiers jours de 1946, l'EAM a envoyé cinq de ses dirigeants à Londres, Paris, Washington et Moscou. Mais le conseil donné par Molotov à Partsalidis est clair : il faut s'en tenir pour l'instant à la voie légale et participer aux élections²³.

Du côté des pays voisins du nord, les élections de novembre-décembre 1945 ont donné une large majorité à des Fronts populaires qui ont très vite pris des mesures de nationalisation de la terre et de grandes entreprises comme celles que prévoit le programme de l'EAM. Mais en ce début de 1946, les relations entre les pays balkaniques sont compliquées par un renouveau des appétits territoriaux, de part et d'autre, concernant l'Épire et la Macédoine. Les projets d'union entre la Yougoslavie et la Bulgarie, lancés dès la fin 1944, font craindre au gouvernement grec des visées de constitution d'une Macédoine autonome – région dont lui-même revendique l'annexion dans sa totalité. Ce sont surtout les minorités qui font les frais de ces différends, notamment les slavophones de Macédoine occidentale – dont beaucoup rejoignent une Yougoslavie non dépourvue de son côté de velléités annexionnistes – mais cela complique aussi beaucoup les relations des communistes grecs avec les partis frères des pays voisins. De façon générale, le KKE ne peut donc guère compter, en ce début de 1946, sur un véritable soutien de quelque côté que ce soit pour relancer la lutte armée.

Les élections du 31 mars 1946

Quand arrive le mois de mars, il y a déjà eu, depuis l'accord de Varkiza, 1 289 personnes assassinées (dont 953 par les bandes), 6 671 grièvement blessées, 31 632 torturées – ainsi que 84 931 arrestations, 18 767 cas de pillages et de destructions et des centaines de bureaux de presse saccagés²⁴. Les préparatifs des élections sont laborieux. Au grand mécontentement de la droite, Sophoulis a préféré la proportionnelle au scrutin majoritaire. Les listes électorales sont loin d'avoir été mises à jour et l'intervention des bandes armées empêche non seulement la gauche, mais aussi les libéraux de faire campagne. Plusieurs journaux britanniques réclament avec insistance le report du scrutin et 80 députés des Communes signent une déclaration exprimant leurs doutes quant à son libre déroulement : ils demandent l'intégration de la gauche dans le gouvernement, l'éviction des collaborateurs et la révision des listes électorales. Trois semaines avant les élections, une dizaine de ministres du gouvernement Sophoulis démissionnent, qualifiant les élections à venir de « comédie ». Malgré tout cela, malgré les hésitations de Sophoulis lui-même qui déclare que « la liberté d'expression n'existe que pour les monarchistes », Bevin maintient la date du 31 mars. Dans ces conditions, l'EAM prend la décision de s'abstenir, ainsi que le SK-ELD de Svolos et Tsirimokos, l'Union des groupes démocratiques d'Othonaios et Saraphis et plusieurs personnalités libérales comme Tsoudéros, Kaphandaris, Sophianopoulos et Kartalis.

Les résultats sont ceux que l'on pouvait attendre dans de telles conditions. Les royalistes remportent une forte majorité – 231 sièges sur 354 – et les libéraux, partagés en deux partis, n'en ont que 116. 1 117 000 hommes ont pris part au vote, sur un total d'environ 1 850 000 inscrits, soit une participation apparente de 60%. Mais beaucoup de membres de l'EAM n'ont pu s'inscrire sur les listes électorales, alors que bon nombre de leurs adversaires ont reçu plusieurs cartes et ont voté à plusieurs endroits : la commission interalliée estime que près d'un tiers des inscriptions est douteuse et qu'il faudra les revoir entièrement pour le référendum à venir²⁵ – si bien qu'il est impossible d'apprécier le véritable taux d'abstention. De plus, dans les campagnes, il est facile de repérer les abstentionnistes et beaucoup de villageois sympathisants de l'EAM ont hésité à appliquer la consigne.

Mais si factice que soit cette victoire des royalistes, elle leur assure l'apparence de la légalité et va leur permettre de continuer, avec les forces de sécurité reconstituées entre-temps, leur entreprise de restauration du régime d'avant-guerre et de destruction systématique de la Résistance. La voie démocratique est désormais totalement fermée. Le 30 mars, la veille des élections, une trentaine de partisans a mis le feu au poste de gendarmerie de Litochoro, au pied de l'Olympe, tuant 12 gendarmes et récupérant leurs armes en vue d'opérations futures. C'est la plus importante des actions menées par les partisans réfugiés dans les montagnes depuis Varkiza, mais cela n'est encore qu'un acte symbolique de réaction au « coup d'État légal » qui vient d'avoir lieu, et un avertissement quant à ses conséquences inévitables. Dans un discours rapporté par le journal *Laïki Phoni* (Voix populaire) le 13 avril suivant, Zachariadis s'en explique :

[...] Les élections doivent être annulées [...] Les événements qui se sont déroulés à Litochoro sont un avertissement pour les fascistes et pour les Anglais [...] Il arrivera un moment où le peuple décidera de ne plus se laisser égorger comme un poulet et à ce moment-là il prendra aussi les armes. Si la politique des Anglais et de leurs acolytes ne change pas de manière radicale, nous en arriverons là fatalement [...] La démocratie

populaire ne pourra être victorieuse sans de durs sacrifices. Et nous devons nous tenir prêts à lutter.

La Résistance, bien que très affaiblie, ne renonce pas à la tâche qu'elle s'était fixée en 1941. Mais d'ores et déjà, l'objectif du plan « Manna » est atteint. La Grèce reste dans la sphère britannique – et bientôt américaine. C'est aussi en mars 1946 que Churchill, principal artisan de cette brillante réussite, prononce le fameux discours de Fulton : il y dénonce le « rideau de fer » abaissé à travers le continent européen de la Baltique à l'Adriatique, séparant désormais les démocraties occidentales²⁶ de la « sphère soviétique [...] où dominent dans presque tous les cas des gouvernements policiers ». Seule heureuse exception : « Athènes – la Grèce et ses gloires immortelles – libre de décider de son avenir dans des élections contrôlées par des observateurs britanniques, américains et français ».

Il y a déjà là tous les ingrédients de la guerre froide, quelques mois seulement après la fin des combats.

Notes

1 . C'est à cette dernière option que tendent une fois de plus les conseils de Dimitrov. Ce dernier relate le 10 janvier dans son *Journal* (Paris, Belin, 2005) les propos que vient de lui tenir Staline : « J'ai conseillé qu'en Grèce ils ne recommencent pas cette lutte. Les gens de l'ELAS n'auraient pas dû sortir du gouvernement Papandréou. Ils se sont lancés dans cette affaire pour laquelle ils manquent de force. Il semble bien qu'ils comptaient sur le fait que l'Armée rouge descendrait jusqu'à la mer Égée. Nous ne pouvons pas le faire. Nous ne pouvons pas non plus envoyer nos forces en Grèce. Les Grecs ont fait une idiotie. »

2 . La population a payé un lourd tribut aux combats de décembre. Il est difficile d'avancer des chiffres exacts, tant ceux-ci sont objets de propagande. Selon les estimations de Close (*op.cit.*, p.225) et Margaritis (*Histoire de la guerre civile grecque, op.cit.*, tome I, p.73), l'ELAS a perdu un cinquième de ses forces, soit environ 10 000 hommes dont 2 000 à 3 000 morts et 7 000 à 8 000 déportés dans les camps anglais d'Afrique, auxquels il faut ajouter tout autant de civils et de simples sympathisants de l'EAM. Et cela vient s'ajouter aux pertes de la guerre et de l'occupation, aux centaines de milliers de familles sans abri, sans ressources, livrées à la faim et à la maladie, dans une économie toujours exsangue où les activités ne reprennent pas.

3 . Interview au journal *Vima (Tribune)* du 24 mars 1973.

4 . Tsirimokos a joué un rôle décisif en ce sens, il l'a clairement revendiqué dans le rapport qu'il a fait devant le comité central de son parti, l'ELD, un mois après. Les documents du Foreign Office, analysés par Ph. Ikonomidis (*Elefthérotypia*, 12 février 2009) montrent que, tout au long des négociations, il a été secrètement en rapport avec l'ambassade britannique et avec Damaskinos, leur promettant de s'opposer aux « exigences communistes », au prix éventuellement d'une rupture qu'il souhaite de toute façon.

5 . *When Greek Meets Greek*, Londres, Chatto and Windus, 1950, p.147-148.

6 . *Correspondance secrète de Staline avec Roosevelt et Churchill, op.cit.*, message 641 et note 238. Selon Stettinius (*Yalta, Roosevelt et les Russes*, Paris, Gallimard, 1951, p.230), les Soviétiques auraient proposé de mentionner dans la Déclaration que les trois Grands « soutiendraient les chefs politiques ayant pris une part active à la lutte contre les envahisseurs germaniques ». Mais Staline aurait précisé à Churchill qu'il n'était pas question d'appliquer cela à la Grèce...

7 . Churchill, *Mémoires, op.cit.*, tome VI, vol.2, p. 40-41. C'est peut-être pourquoi le poste d'ambassadeur de l'URSS en Grèce annoncé en janvier 1945 ne sera pourvu qu'à la fin de l'année : une manière pour Staline de montrer les mêmes réserves vis-à-vis du gouvernement grec que les Anglo-Saxons vis-à-vis du gouvernement polonais.

8 . Saraphis, *op. cit.*, p. 475.

9 . Ioannidis dit dans ses *Souvenirs* (cités par Michiotis, *op.cit.*, p.424) : « Celui qui soutient qu'il ne fallait pas faire Varkiza et se lancer dans de telles aventures est en dehors de la réalité [...] Il ne voit pas l'état d'esprit des masses alors, des habitants des villages [...] qui n'en pouvaient plus et n'avaient plus rien à eux. Le ravitaillement que nous avons pour six mois, nous le devons à la "bataille de la récolte" que nous avons donnée [l'été précédent]. »

De cette récolte, nous avons gardé le strict nécessaire pour garder en vie 50 000 *andartès*. Que se serait-il passé, alors ? »

[10](#) . KKE, *Textes officiels*, Synchroni Epochi, Athènes, 1981, tome V (1940-1945), p.425.

[11](#) . Elle est cependant rejetée par un certain nombre de communistes, dont Aris. Le *kapétanios* de l'ELAS a d'abord obéi, malgré ses réticences, à l'ordre de désarmement de l'ELAS. Mais au lieu de rentrer à Athènes, il se retire en Roumélie avec ses compagnons les plus proches et tente de là, sans grand succès, de reconstituer un nouveau mouvement. Il est (secrètement) exclu du parti lors du 11^e plénum et au mois de juin suivant *Rizospastis* qualifie son entreprise « d'aventurisme » et de « trahison », annonçant cette fois officiellement son exclusion du parti dans des termes particulièrement insultants. Aris mettra fin à sa vie quelques jours après, au cours d'un combat perdu contre des troupes de la garde nationale. Sa tête et celle de son compagnon d'armes, Tzavellas, seront pendues à un réverbère de la place centrale de Trikkala et exposées là plusieurs jours.

[12](#) . Le 9 mars, trois des partisans qui ont sauvé la centrale électrique du Pirée le 12 octobre précédent sont condamnés à mort pour avoir tué des collaborateurs pendant l'occupation.

[13](#) . « Si nous permettons aux ex-collaborateurs de la droite d'abuser de leur position, cela peut provoquer un revirement en faveur de la gauche et rendre la position des modérés impossible. » (FO minutes R7423 FO 371/48267, cité par Papastratis, « L'épuration des services civils grecs » in *Studies in the History of the Greek Civil War, 1945-1949*, Copenhagen, Museum Tusculanum Press, 1987). Churchill s'oppose vigoureusement à toute intervention : il estime que « les collaborateurs ont dans beaucoup de cas fait du mieux qu'ils ont pu pour protéger la population grecque de l'oppression allemande » et « qu'il ne saurait être question d'accroître la sévérité envers eux pour gagner l'approbation des communistes ».

[14](#) . *Livre blanc* de l'EAM, *op.cit.*, p.81. Il faut notamment mettre à jour les listes électorales qui datent de 1936. Pour cela, les citoyens doivent s'inscrire dans leur lieu d'origine, chose déjà très difficile compte tenu de tous les déplacements de population qui ont eu lieu les années précédentes, et fournir des papiers qui leur sont délivrés par les nouvelles autorités en majorité royalistes. Ce sont aussi ces dernières qui établissent les listes électorales et les cartes d'électeur, et elles n'hésitent pas à en donner plusieurs à certains – pour compenser celles qu'elles refusent à d'autres.

[15](#) . Au point d'entraîner les protestations de Woodhouse lui-même (Richter, *op.cit.*, p.284). C'est parce que Plastiras a voulu placer quelques-uns de ses anciens amis républicains qu'il est congédié par les Britanniques et remplacé en avril par Voulgaris, l'amiral qui a écrasé la mutinerie d'avril 1944 à Alexandrie.

[16](#) . La terreur elle-même y contribue, en radicalisant l'ensemble des démocrates victimes de la répression. Comme le fait remarquer un gendarme, « les gens entrent en prison sans opinion politique claire, ils en ressortent communistes » (cité par Close, *op.cit.*, p.271). Pour tenir compte de la différence de situation entre villes et campagnes, le KKE a décidé de regrouper une grande partie de ses membres dans les rangs du parti agraire de Grèce de Gavriilidis, l'une des composantes de l'EAM.

[17](#) . Y compris la nationalisation des immenses terres des monastères, ce qui donne lieu à une propagande particulièrement virulente de la droite dans un pays où la religion est toujours très vivante.

[18](#) . Anguélópoulos crée en septembre une nouvelle revue, *Économie nouvelle*, qui défend l'idée de planification très courante en Europe à ce moment-là. De façon générale, les

socialistes qui se sont retirés de l'EAM restent proches de celui-ci.

[19](#) . Il y en aura en tout un peu moins de 4 000 en trois mois, sur un total officiel de presque 18 000 prisonniers. Le ministre de l'Intérieur donne le 10 décembre dans le journal *Elefthéria* le chiffre d'environ 50 000 membres de l'EAM persécutés à des degrés divers, mais reconnaît l'absence de données en plusieurs endroits et estime qu'ils sont en fait au nombre de 80 000.

[20](#) . *Correspondance secrète de Staline avec Roosevelt et Churchill, op.cit.*, messages 702 et 720.

[21](#) . Le Comité de Lublin a été effectivement élargi au mois de juin suivant, intégrant notamment Mikolajczyk dans un gouvernement comportant 7 ministres communistes sur 24. Il a alors été reconnu par les Anglo-Saxons et par la France.

[22](#) . Rapports officiels du Conseil de Sécurité, 1^{re} année, supplément n°1, annexe 3, p.73.

[23](#) . Partsalidis, *op.cit.*, p.199. Zachariadis recevra le même conseil de Togliatti et Duclos, qu'il rencontrera lors de son voyage à Prague, un mois plus tard, à l'occasion du congrès du parti communiste tchèque. Mais il est personnellement peu convaincu de la possibilité de poursuivre la voie légale dans les conditions de la terreur et poussera à la décision finale d'abstention.

[24](#) . *Allocution du délégué de l'EAM devant la commission d'enquête de l'ONU de 1947.*

[25](#) . La commission n'a pas pu vraiment surveiller les opérations. Peu de ses membres parlaient le grec et les habitants des villages qu'ils interrogeaient se gardaient bien de les renseigner sur la situation réelle, de peur de représailles.

[26](#) . Essentiellement le Commonwealth britannique et les États-Unis, puisque la plupart des autres États catalogués « démocratiques » sont cependant minés de l'intérieur, selon Churchill, par des « cinquièmes colonnes communistes » travaillant dans « l'obéissance absolue aux directives qu'elles reçoivent du centre communiste » et constituant « un défi et un danger croissant pour la civilisation chrétienne ».

Épilogue

Le gouvernement royaliste issu des élections, dirigé par Tsaldaris, se donna immédiatement pour tâche la restauration du roi, qui fut assurée dès le mois de septembre 1946 par un référendum mené dans des conditions de fraude et de terreur pires encore qu'au mois de mars¹. Une terreur qui avait désormais une forme institutionnelle, le Parlement ayant voté dès le 17 juin un décret « concernant les mesures d'exception contre ceux qui mettent en danger l'ordre public et l'intégrité de l'État » : les grèves étaient interdites, les directions régulièrement élues des syndicats et des coopératives agricoles supprimées, la presse bâillonnée ; les tribunaux réguliers étaient remplacés par des juridictions d'exception dont les décisions étaient sans recours possible et exécutoires dans les trois jours. La police et la gendarmerie ayant été entre-temps étoffées et reconstituées sur le modèle métaxiste, sous la haute surveillance des Britanniques, les bandes armées leur laissèrent progressivement la place. La situation des partisans de l'EAM et plus généralement des démocrates empira et gagna les villes jusque-là relativement épargnées. La fuite vers les montagnes devenait une question de survie.

Le KKE se trouva ainsi devant la nécessité d'organiser les groupes de plus en plus nombreux de déracinés qui avaient dû abandonner famille, maison, champs à leurs adversaires et subsistaient de plus en plus difficilement. Jusqu'à l'été 1946, le KKE hésita à s'engager dans la lutte armée², allant jusqu'à interdire aux officiers de l'ELAS intégrés dans l'armée, comme Bakirdzis et Saraphis, de se dérober à la surveillance policière et de rejoindre le maquis. À la demande de Zachariadis, le *kapétanios* Markos avait pris la tête d'un important groupe de partisans, mais avec l'ordre de mener une action purement défensive contre les bandes monarchistes, et non contre l'armée régulière : la ligne principale restait celle de la conciliation avec le gouvernement. Mais le nombre des partisans ne cessait d'augmenter : en octobre 1946, alors que la moitié de ses dirigeants se trouvaient à nouveau emprisonnés et que 90% des anciens officiers de l'ELAS étaient exilés dans les îles de l'Égée, le KKE prit finalement la décision de confier à Markos la constitution du QG de la nouvelle Armée démocratique de Grèce. Le même mois, l'armée grecque, réorganisée et armée par les Britanniques, comptant déjà près de 100 000 hommes, commença à entrer en action contre les partisans.

C'était le début d'une guerre civile qui dura trois ans et devint un enjeu international dans le contexte de guerre froide qui s'était bien affirmé entre-temps. La nouvelle Résistance parvint dès les premiers mois à tenir en échec l'armée gouvernementale. Les Britanniques, considérablement affaiblis par leurs dettes de guerre et leurs problèmes coloniaux, rencontrèrent très vite des difficultés pour lui venir efficacement en aide. C'est donc vers Washington que se tourna, en décembre 1946, le Premier ministre Tsaldaris, conscient de ne pouvoir à lui seul venir à bout des combattants de l'Armée démocratique. Et c'est pour relayer les Britanniques dans « l'endiguement du communisme » et obtenir les crédits nécessaires à cette entreprise que le président Truman prononça devant le Congrès son fameux discours de mars 1947, considéré comme le début « officiel » de la guerre froide. C'est aussi cette année-là que les États-Unis commencèrent à déployer leur VIe flotte dans la Méditerranée orientale qui avait été si longtemps le domaine réservé de l'Empire britannique.

Au cours des deux années de leur intervention en Grèce, les États-Unis mirent en œuvre leurs puissants moyens militaires et économiques : ils perfectionnèrent leurs bombardements par l'utilisation du napalm et distribuèrent généreusement les produits de

l'aide Marshall dans les zones échappant au contrôle du gouvernement provisoire créé en décembre 1947. Malgré la résistance remarquable de l'Armée démocratique, la lutte armée ne pouvait se prolonger très longtemps : elle rencontrait de moins en moins d'écho dans la population et pâtissait depuis 1948 des divergences de conceptions stratégiques entre Markos et Zachariadis, ainsi que de la rupture entre la Yougoslavie et l'URSS. En août 1949, une offensive du général Papagos sur les monts Grammos et Vitsi, à l'extrême nord de la Grèce, obligea les partisans à refluer en territoire albanais et yougoslave. C'était le début d'un exode qui obligea des milliers de communistes et d'anciens résistants à vivre en exil dans les pays d'Europe de l'Est ou en URSS jusque dans les années 1970.

Dans les « années de pierre » qui suivirent la guerre civile, la Grèce présentait la façade extérieure d'un pays parlementaire, et une nouvelle Constitution d'apparence plus démocratique fut même adoptée en 1952. Mais les élections continuaient à se faire sous les pires pressions³ et toutes les lois d'exception qui avaient été votées à partir de 1945 et d'autres plus anciennes, comme l'*Idionymon* de 1929, furent maintenues, si bien qu'il y avait à côté du cadre officiel une véritable « Constitution parallèle » permettant d'empêcher toute expression libre et de maintenir en prison ou en déportation des milliers d'opposants. L'armée, maintenant équipée et surveillée de près par les États-Unis, était du ressort presque exclusif du roi et échappait pour l'essentiel au Parlement.

Cela n'empêcha pas que la Grèce, intégrée dans l'OTAN dès 1952, liée en 1953 par des accords militaires spéciaux avec les États-Unis, soit considérée comme un poste avancé du « monde libre », au même titre que l'Espagne de Franco et le Portugal de Salazar. Vers la fin des années 1950, le régime commença à s'assouplir peu à peu, mais la forte progression de la gauche à partir des élections de mai 1958 et les grandes manifestations de l'été 1965 amenèrent une nouvelle réaction : le coup d'État d'avril 1967 et la dictature, ouverte cette fois, des colonels.

Ce n'est qu'en 1974, trente ans après le « coup d'Athènes », que les libertés démocratiques ont été instaurées en Grèce. Il fallut attendre quelques années encore pour que la Résistance soit enfin reconnue officiellement (1982) et que les exilés politiques puissent rentrer ouvertement dans leur pays. Aujourd'hui encore, la Résistance ne donne lieu à aucune commémoration officielle et les lieux de mémoire qui lui sont consacrés, à l'initiative quasi exclusive de ceux qui y ont participé, sont peu nombreux et bien peu visibles. Pourtant, la mémoire de ces années 1940 reste bien vivante dans le peuple grec, même si la chape de plomb qui a suivi fait que beaucoup de gens, dans les villages, hésitent encore à en parler. Il n'est que de voir l'abondance des ouvrages littéraires et historiques qui lui sont consacrés, depuis ce qu'on appelle en Grèce la *metapolitevisi*, c'est-à-dire le changement politique qui a fait suite à la chute de la dictature des colonels.

On ne peut comprendre ce qu'est la Grèce actuelle en ignorant toutes ces années de guerre et de dictature qui ont laissé des traces profondes. Elles expliquent en partie le maintien jusqu'à aujourd'hui d'une armée surdimensionnée par rapport à ce petit pays. Elles ont retardé la modernisation des structures économiques et sociales qui s'est faite dans la plupart des pays européens après la guerre. Elles ont au contraire permis le maintien en place d'élites parasites, complices de la domination des grandes puissances, entretenant la corruption et le clientélisme à l'origine du gonflement de la fonction publique. Ce sont ces élites qui ont considéré l'émigration massive des années 1950 et 1960 comme une « bénédiction de Dieu » dans la mesure où elle soulageait la pression sociale et politique : des centaines de milliers de travailleurs, de nombreux intellectuels et hommes de science ont

montré leur valeur dans les pays où ils se sont installés, alors qu'ils auraient pu participer au développement de leur patrie.

Tous ces facteurs ont contribué à maintenir la Grèce dans le statut de pays dominé qui est le sien depuis sa création, avec la complicité de ses gouvernements successifs. Témoin cette phrase célèbre du ministre Canellopoulos, présentant l'armée monarchiste grecque au général américain Van Fleet, venu en 1947 relayer les Britanniques dépassés par la résistance des « rebelles » : « Général, voici votre armée ! »

La tutelle financière et politique actuellement imposée à la Grèce par l'Union européenne et le Fonds monétaire international, le scandale déclenché en novembre 2011 par la timide tentative du Premier ministre grec pour consulter le peuple et « l'invitation » humiliante à y renoncer qui s'en est suivie – tout cela rappelle que la Grèce ne dispose que d'une souveraineté très limitée, comme elle en a fait maintes fois la douloureuse expérience au cours de son histoire.

Notes

[1](#) . Les jours précédents, 13 000 démocrates furent arrêtés, 42 autres fusillés, et des opérations massives de « nettoyage » furent menées partout dans les campagnes. La France s'était retirée dès le mois de mai de la commission interalliée de surveillance.

[2](#) . Le secrétaire du parti, Zachariadis, convaincu de l'inéluctabilité de celle-ci, avait entrepris peu avant les élections une grande tournée qui l'avait mené de Belgrade à Prague et Moscou. Il est possible qu'il ait obtenu quelques promesses du côté de Tito et de Dimitrov, mais Molotov aurait critiqué fortement sa décision d'abstention et Staline lui aurait plutôt conseillé de ne développer que très progressivement la lutte armée dans les campagnes, et de l'envisager surtout comme un moyen de pression sur le gouvernement, en attendant le départ des troupes britanniques alors considéré comme probable (Close, *op.cit.*, p. 287-288). En fait, il y avait encore en septembre 1946 plus de 30 000 soldats anglais en Grèce.

[3](#) . Au minimum une propagande obsédante où l'on présentait les images des soi-disant charniers des combats de décembre 1944, avec des seaux pleins d'yeux arrachés... et partout la présence de la gendarmerie et de la police qui tenaient à jour les dossiers des « suspects » et se livraient à toutes sortes de manœuvres d'intimidation.

L'Institut français d'Athènes et la résistance grecque

L'Institut français d'Athènes, situé sur les pentes du Lycabette, est parvenu à maintenir tout au long de l'occupation allemande la présence de la culture française, alors si prestigieuse en Grèce, tout en aidant beaucoup la Résistance : il a hébergé à plusieurs reprises des partisans pourchassés et soutenu les intellectuels et les étudiants en organisant des réunions plus ou moins clandestines. Deux hommes ont marqué l'Institut au cours de ces années dramatiques : Octave Merlier et Roger Milliex.

Merlier en était le directeur depuis 1936, mais en 1941, les Allemands obtiennent de Vichy son renvoi en France. Il y participe à la Résistance et revient à Athènes en juillet 1945. Toujours animé de la volonté de défendre la langue et la culture française, il organise de nombreuses manifestations, fait traduire et éditer en France des écrivains grecs et crée des annexes de l'Institut dans plusieurs villes de province. Ses sympathies pour l'EAM lui valent des réactions hostiles aussi bien du côté grec, dans le contexte de la guerre civile, que du côté des diplomates français, corps peu épuré et très conservateur. Il réussit cependant à envoyer à Paris comme boursiers¹, en décembre 1945, une centaine de jeunes étudiants dont beaucoup avaient participé à la Résistance et risquaient d'être arrêtés et condamnés.

Roger Milliex, arrivé à l'Institut en 1936 comme professeur de langue et littérature françaises, assure la direction effective de l'Institut pendant l'absence de Merlier. Il est enthousiasmé par les manifestations de l'EAM à Athènes : rentré en France pendant l'hiver 1942-1943, il donne à Marseille, à Lyon, une série de conférences où il évoque le martyre de l'hiver précédent et l'héroïsme du peuple grec. C'est à ce moment qu'il conçoit avec sa femme, l'écrivaine Tatiana Gritsi, l'idée de collecter en hommage à la Résistance grecque œuvres d'art et messages d'artistes et d'écrivains français. Le couple rassemble effectivement peu à peu des tableaux, des dessins, des gravures d'artistes célèbres comme Matisse, Picasso, Picabia, Fougeron ou André Masson – ainsi que des messages d'Éluard, Vercors, Bernanos, Claudel, Guilloux, Guillevic, Martin du Gard, Mauriac, Sartre, Seghers, Tzara...

Mais en Grèce il n'est pas possible, après la guerre, de rendre hommage à la Résistance. Le livre de Milliex, *À l'école du peuple grec*, qu'il a signé en tant qu'ex-membre de l'EAM et de la commission des Français libres d'Athènes, connaît un grand succès en France lors de sa parution en 1946 mais n'est pas traduit en grec. Les œuvres d'art ne seront exposées qu'en 1949, à la fin de la guerre civile, et les messages seulement en 1979, cinq ans après la fin de la dictature des colonels que Milliex, nommé à d'autres postes à partir de 1959, combattrait sans relâche².

Notes

1 . Cet épisode est assez connu car nombre de ces jeunes sont devenus par la suite célèbres en Grèce, mais aussi en France où beaucoup ont choisi de rester : tels Castoriadis, Candilis ou encore Xénakis, qui n'y arriva qu'en 1947.

2 .. Cette donation fait aujourd'hui partie des Archives littéraires et historiques grecques et a été exposée en France en octobre 2008 au Mémorial Jean Moulin.



Enfants dans les ruines des bâtiments bombardés

Le photographe américain Dmitri Kessel se trouvait à Athènes en décembre 1944, où il a couvert les événements pour le magazine Life. Confiné pendant les combats dans l'hôtel Grande-Bretagne, il a pu cependant se déplacer au-delà de la « Scobia » et se rendre quelques heures sur l'Acropole. Toutes les photographies reproduites ici sont extraites de l'album Ellada 1944 (© Dmitri Kessel, Ammos Publications, 1997).



En haut : Aris Véloukhiotis, le kapétanios de l'ELAS

En bas : Churchill et l'archevêque Damaskinos, le 26 décembre 1944 à Athènes



En haut : la conférence du 26 décembre 1944. Churchill est entouré d'Eden et de Damaskinos
En bas : le général britannique Scobie entouré de Saraphis, le chef de l'ELAS (à gauche), et Zervas, le chef de l'EDES (à droite)



La place Syntagma, le 6 décembre au matin. La photo a été prise d'un balcon de l'hôtel Grande-Bretagne, sur le côté nord de la place. Le nuage de fumée grise qui recouvre le quartier de Plaka, au pied de l'Acropole, atteste des combats qui ont déjà eu lieu. En face de l'hôtel, sur le côté sud de la place, se trouvaient depuis la libération les bureaux du KKE



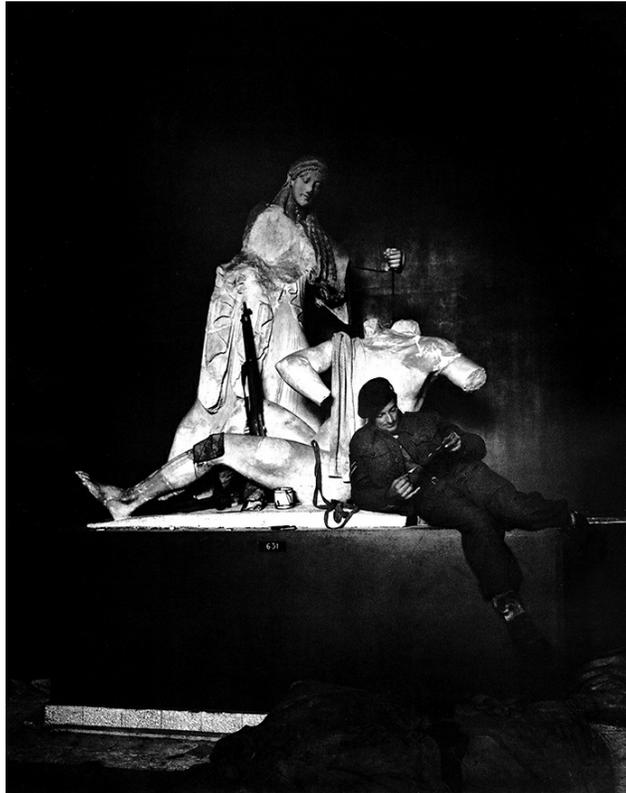


En haut : les tanks britanniques dans les rues d'Athènes

En bas : les soldats britanniques ont pris position derrière les colonnes du Parthénon



Le « dimanche sanglant » (3 décembre 1944). Désespoir et fureur des manifestants devant les victimes des tirs de la police



Les parachutistes se sont installés dans le musée de l'Acropole, accrochant jumelles, bérets et armes aux statues antiques

Bibliographie

Archives françaises

Archives diplomatiques, série Z (Europe 1944-1949), Grèce – notamment les volumes 10 et 11 (politique intérieure), ainsi que les volumes 5, 19, 20, 55, 64, 65, 67, 68. Elles comportent les rapports de Jean Baelen, délégué gaulliste auprès des gouvernements grec et yougoslave en exil au Caire, puis ministre de France en Grèce à partir d'octobre 1944. On y trouve aussi les rapports de René Massigli qui a d'abord été commissaire aux Affaires étrangères dans le Comité gaulliste dès 1943 et se trouve depuis septembre 1944 à la tête de l'ambassade de France à Londres.

Archives grecques

Les archives de l'EAM et de ses différentes composantes, notamment du KKE, utilisées dans cet ouvrage se trouvent d'une part au Centre d'archives Harilaos Florakis, récemment ouvert, qui propose de nombreux documents numérisés, et à la bibliothèque des ASKI (Archives d'histoire sociale contemporaine), plus ancienne mais également très riche sur cette période. On y trouve aussi les archives du PEEA, le Comité de la Grèce libre.

PRESSE (automne 1944-printemps 1945)

Française : Combat, le Figaro, l'Humanité, Le Monde

Anglaise : Daily Herald, Daily Telegraph, Manchester Guardian, Times

Grecque :

- de gauche : *O Apélefthérotis (Le Libérateur, ELAS), Elefthéri Hellada (Grèce libre, EAM), Laïki Phoni (La Voix du peuple, KKE, Salonique), Laocratia, Machi (Combat, ELD), Rizospastis (Le Radical, KKE),*
- de tendances proches du gouvernement Papandréou : *Anexartissia (Indépendance), Elefthéria (Liberté), Kathimerina Néa (Nouvelles quotidiennes),*
- de la droite monarchiste et nationaliste : *Ethnikos Pamos (L'Élan national), Mégali Hellada (Grande Grèce)*

OUVRAGES

en français

F. Bédarida, *Churchill*, Paris, Fayard, 1999.

Ch. Chiclet, *Les Communistes grecs dans la guerre*, Paris, Histoire et perspectives méditerranéennes, L'Harmattan, 1987.

W. S. Churchill, *Mémoires sur la seconde guerre mondiale*. Sont référencés dans cet ouvrage les tomes V (*L'Étau se referme*, en 2 volumes : 6 juin-12 novembre 1943, *L'Italie capitule* et 13 novembre 1943-5 juin 1944, *De Téhéran à Rome*) et VI (*Triomphe et tragédie*, en 2 volumes également : 6 juin 1944-3 février 1945, *La Victoire* et 4 février-26 juillet 1945 *Le Rideau de fer*), Paris, Plon, 1952-1953.

G.Corm, *L'Europe et l'Orient. De la balkanisation à la libanisation. Histoire d'une modernité non accomplie*, Paris, La Découverte, 1989.

Correspondance secrète de Staline avec Churchill, Roosevelt, Truman, Attlee, Paris, Plon, 1959.

J.Dalègre, *La Grèce depuis 1940*, Paris, L'Harmattan, 2006.

J.Dalègre, *Andartika, Chants de la Résistance grecque*, Paris, L'Harmattan, 2008.

G.Dimitrov, *Journal*, Paris, Belin, 2005.

D.Eudes, *Les Kapétanios. La guerre civile grecque 1943-1949*, Paris, Fayard, 1970.

A.Fontaine, *Histoire de la guerre froide*, Paris, Points Histoire, Seuil, 1983 [Fayard] – vol.1, *De la Révolution d'Octobre à la guerre de Corée 1917-1950*.

J.Fontaine, *Les Réactions françaises aux événements de Grèce (1944-1947). Politique officielle et opinion publique face aux prémises de la guerre civile et de la guerre froide*, mémoire de DEA, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1991.

S. Haffner, *Churchill, un guerrier en politique*, Alvik, 2002.

E. J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes. Histoire du court XX^e siècle 1914-1991*, Bruxelles, Complexe-Le Monde diplomatique, 1999.

A.Kédros, *La Résistance grecque. Le combat d'un peuple pour sa liberté*, Paris, Robert Laffont, 1966.

G.Kolko, *Un siècle de guerres*, Paris, les Presses de l'Université Laval-L'Harmattan, 2000.

M. Mazower, *Dans la Grèce d'Hitler (1941-1944)*, Paris, Les Belles Lettres, 2002.

R. Milliex, *À l'école du peuple grec*, Éditions du Beffroi, 1946.

M. Ristovic, « L'insurrection de décembre à Athènes. Intervention britannique et réaction yougoslave (décembre 1944-janvier 1945) » in *Balkanica XXXVII*, Belgrade, Institut d'études balkaniques, 2007.

N. Svoronos, *Histoire de la Grèce moderne*, Paris, Que sais-je, PUF, 1980.

C. Tsoucalas, *La Grèce de l'indépendance aux colonels*, Paris, Petite collection Maspero, 1970.

en anglais

D.H. Close, *The Origins of the Greek Civil War*, Longman Group Limited 1995 (traduit en grec, Athènes, Philistor, 2003).

L. C. Gardner, *Spheres of Influence. The Great Powers Partition from Munich to Yalta*, Chicago Ill., Ivan R.Deer, 1993.

J.O. Iatrides, *Revolt in Athens. The Greek Communist « Second Round »*, Princeton University Press, 1972 (traduit en grec, Athènes, Néa Synora, 1973).

Sous la direction de J.O.Iatrides, *Greece in the 1940s, a Nation in crisis*, Hanover and London, University Press of New England, 1981 (traduit en grec, Athènes, Bibliothèque Historique, Thémelio 1984) avec un volume annexe faisant le point de la totalité de la bibliographie existante à cette date.

G.Kolko, *Politics of War. The World and United States Foreign Policy, 1943-1945*, New York, Random House, 1968.

E.C.W. Myers, *Greek Entanglement*, London, Rupert Hart-Davies, 1955.

P. Papastratis, *British Policy towards Greece during the Second World War, 1941-1944*, Cambridge University Press, 1984.

Studies in the History of Greek Civil War, 1945-1949, Copenhagen, Museum Tusulanum Press, 1987.

C.M.Woodhouse, *The Apple of Discord*, Londres 1948 (traduit en grec, Athènes, Exandas, 1976).

en grec

1) *Les acteurs et témoins des événements*

A.Anguéloopoulos, *De l'occupation à la guerre civile. La grande responsabilité des Alliés*, livre-entretien avec S.Dimitracopoulos, Athènes, Paroussia, 1994.

E. Avérof-Tossitsas, « *Par le feu et par la hache* ». *Grèce, 1946-1949, et ce qui a précédé*, Athènes, Hestia, 1974.

V. Bartziotas, *Résistance nationale et décembre 1944*, Athènes, Synchroni Epochi, 1983 (1^{re} édition 1979).

V. Bartziotas, *La Résistance nationale dans Athènes indomptée*, Athènes, Synchroni Epochi, 1984.

P. Canellooulos, *Journal. 31 mars 1942 – 4 janvier 1945*, Athènes, Kédros, 1977.

Th. Hadzis, *La Révolution victorieuse qui s'est perdue (1941-1945)*, 2^e édition en 4 tomes, Athènes, Dorikos, 1982.

I. Ioannidis, *Souvenirs. Problèmes du KKE durant la Résistance nationale 1940-1945*, recueillis par les soins d'A. Papapanaïotou, Athènes, Thémelio, 1979.

S. Kotsakis, *décembre 1944 à Athènes*, Athènes, Synchroni Epochi, 1986.

R. Millieux, *Journal et témoignages de la guerre et de l'occupation*, Athènes, Thémelio, 1982.

P. Néféloudis, *Aux sources du malheur. Les causes profondes de la scission du KKE*, Athènes, Gutenberg, 1974.

Y. Papandréou, *La Libération de la Grèce*, Athènes, AE, 1945.

D.Partsalidis, *Double réhabilitation de la Résistance nationale*, Athènes, Thémelio, 1978.

P. Roussos, *Les Cinq Grandes Années. 1940-1945*, Athènes, Synchroni Epochi, 1982 (3^e édition en 2 tomes).

S. Saraphis, *L'ELAS*, Athènes, Actualité OE, Bibliothèque de la Résistance nationale, 1980.

Y. Théotokas, *Journal*, Athènes, Hestia, 1987.

2) *Les encyclopédies et recueils collectifs*

Aux armes ! Aux armes ! Chronique de la Résistance nationale 1940-1945, Éditions politiques et littéraires, 1967.

Brève histoire du KKE, tome I, Athènes, éd. du comité central du KKE, 1988.

Colloque pour l'histoire de la Résistance nationale, Athènes, Synchroni Epochi, 1984.

Décembre 1944. Nouvelle recherche, nouvelles approches, sous la direction de G.Pharakos, Philistor, 1996.

EAM, Livre Blanc, mai 1944-mars 1945, Trikkala, 1945.

E Istorika, dossier historique du journal *Elefthérotypia* du 2 décembre 1999.

Encyclopédie de la Grèce au XXe siècle, Athènes, Vivliorama, 2007.

Histoire de la nation grecque, tome XV (1913-1941), Athènes, Ekdotiki Athinon, 1978 et 16 (de 1941 à la fin du siècle), 2000.

KKE, Textes officiels, Synchroni Epochi, Athènes, 1981, tome V (1940-1945).

3) Ouvrages et articles d'historiens

- I. Andricopoulos, *1944, année critique (300 documents concernant la Grèce, tirés des archives personnelles de Churchill)*, Athènes, Diogène, 1974.
- L. Baerentzen, « La manifestation de la place Syntagma le 3 décembre 1944 à Athènes », in *Scandinavian Studies in Modern Greek*, n°2, 1978.
- S. Dordanas, *Grecs contre Grecs. Le monde des Bataillons de sécurité dans Salonique occupée, 1941-1944*, Athènes, Epikentro, 2006.
- A.Eléphantis, *On nous a pris Athènes !* Athènes, Vivliorama, 2003.
- T. Kostopoulos, *La Mémoire autocensurée. Les Bataillons de sécurité et le nationalisme d'après-guerre*, Athènes, Philistor, 2005.
- Y. Margaritis, *De la défaite au soulèvement. Grèce printemps 1941- automne 1942*, Athènes, O Politis, 1993.
- Y. Margaritis, *Histoire de la guerre civile grecque, 1946-1949*, Athènes, Vivliorama, 2001.
- V. Mathiopoulos, *Décembre 1944. Documents diplomatiques suédois, suisses et alliés*, Athènes, Néa Synora, 1994.
- H. Michiotis, *La Marche dramatique. De la libération en 1944 à la tragédie de décembre et à Varkiza*, Athènes, Kastalia, 2005.
- P. Papastratis, « Y. Kartalis pendant l'occupation », in *Y.Kartalis et la difficile démocratie*, Athènes, Société d'étude de la culture néohellénique, 1998.
- P. Papastratis, « Le plan Manna et la libération de la Grèce », in *Résistance nationale en Evrytania*, Bibliothèque scientifique du Centre hellénique de recherches politiques de l'Université de Panteio, Athènes, 1995.
- G.Pharakos, *L'ELAS et le pouvoir*, 2 tomes, Athènes, Hellinika Grammata, 2000.
- H. Richter, *1936-1946. Deux révolutions et contre-révolutions en Grèce*, 2 tomes, Athènes, Exantas 1975.

Table of Contents

[Sommaire](#)

[Introduction](#)

[I. La triple occupation et les débuts de la résistance \(avril 1941-décembre 1942\)](#)

[II. Résistance massive, ingérences britanniques \(janvier-juillet 1943\)](#)

[III. Les germes de la guerre civile \(août 1943-mars 1944\)](#)

[IV. La création du « gouvernement des montagnes » et le soulèvement des forces armées grecques d'Égypte \(mars-avril 1944\)](#)

[V. Le piège du Liban \(mai 1944\)](#)

[VI. Des hésitations lourdes de conséquences \(juin-août 1944\)](#)

[VII. Une singulière libération \(septembre-octobre 1944\)](#)

[VIII. Cinquante jours d'espoir – et de désillusions \(fin octobre-novembre 1944\) Deux mondes se rejoignent](#)

[IX. Le « dimanche sanglant » et l'explosion populaire \(3-7 décembre 1944\)](#)

[X. L'ELAS entre succès et négociations \(8-16 décembre 1944\)](#)

[XI. L'offensive britannique et le retrait de l'ELAS \(17 décembre 1944-janvier 1945\)](#)

[XII. L'accord de Varkiza et la restauration de « l'ordre » \(février 1945-mars 1946\)](#)

[Épilogue](#)

[L'Institut français d'Athènes et la résistance grecque](#)

[Cahier photo](#)

[Bibliographie](#)